

Windsor, Ontario
36ième année, No 22
5 juin 2002

Le Rempart

L'hebdo des francophones du Sud-Ouest

Pointe-aux-Roches rejette le projet d'une nouvelle caisse

(PR) «Je suis extrêmement déçu de la perte de vision de certains individus.» C'est ainsi qu'a réagi Yvan Poulin, le Directeur général des deux caisses, celle de Tecumseh et celle de Pointe-aux-Roches, à la suite du vote de rejet du projet de fusion des deux caisses par les sociétaires de la caisse de Pointe-aux-Roches le 28 mai.

«Une déception profonde se lisait sur les visages des membres des deux conseils d'administration, mais aussi sur le visage des employés des deux caisses ce soir-là». Voici ce que disait Paul Lachance, le président du conseil de la Caisse populaire de Tecumseh, suite à ce rejet. «Est-ce qu'on abonne? Loin de là» ajoute-t-il. Même son de cloche du président de l'autre conseil, Roger Beaulieu. «Je crois qu'une entente de fusion doit être conclue afin d'assurer la survie des caisses populaires dans la région.»

Le 27 mai les sociétaires de la Caisse populaire de Tecumseh ont accepté le projet de fusion à la quasi-unanimité. Le lendemain, ceux de Pointe-aux-Roches ont rejeté le projet, et ceci suite à une présentation identique à chacune des assemblées générales extraordinaires.



Un vote par scrutin secret avait été demandé à Pointe-aux-Roches. Ici Claudette Bibeau s'apprête à déposer son bulletin de vote sous la surveillance du scrutateur Rémi Senécal de la firme BDO Dunwoody. Derrière, plusieurs personnes font la queue pour voter.

Alors qu'il y a eu très peu de questions soulevées par les sociétaires de Tecumseh, à Pointe-aux-Roches de très nombreuses questions ont été posées avant de passer au vote par scrutin secret.

Une personne demandait pourquoi de la documentation écrite n'avait pas été remise à tous les sociétaires avant la réunion alors que deux pages de renseignements avaient été publiées par les caisses dans le Rempart. Un autre voulait savoir si tous les documents des réunions du comité de fusion pouvaient être consultés. C'est le Directeur-général de la Fédération des Caisses populaires de l'Ontario, Pierre Tougas, présent aux deux réunions, qui a répondu. Certains documents pourraient contenir des informations identifiant certains membres. Ces détails doivent rester confidentiels et ne seraient pas pour diffusion au grand public, ce qui expliquerait pourquoi ces documents ne pouvaient être distribués aux sociétaires.

Voir l'éditorial à ce sujet en page 4

Un autre membre a utilisé des statistiques de comparaison des deux caisses, remontant jusqu'à cinq ans passées. M. Beaulieu a tenté de répondre en expliquant que «le gouvernement ne regarde que les chiffres de la dernière année». M. Poulin a renchéri en disant «jugeons la santé financière de nos deux caisses aujourd'hui». Il est ressorti que, pour sa grandeur, la Caisse populaire de Tecumseh se place première en ce moment alors que celle de Pointe-aux-Roches, pour sa grandeur, se place 2e en Ontario.

Une autre personne regrettait que le comité de fusion ne garde pas le nom de Pointe-aux-Roches mais suggère un nouveau nom, soit celui de Caisse populaire Lac Ste-Claire Inc. «Mon coeur est là, on ne devrait pas changer le nom» a-t-elle dit. M. Beaulieu a expliqué que le nom Pointe-aux-Roches,

Voir "Pointe-aux-Roches"... page 2

Dyane Adam plaide pour des soins de santé en français

Ottawa (APF) : La Commissaire aux langues officielles désire que la Commission sur l'avenir des soins de santé aborde «de façon explicite» le contexte linguistique et culturel qui entoure les soins de santé, et mesure l'impact de ses recommandations sur les minorités linguistiques.

Dyane Adam a profité de sa comparution devant la Commission présidée par M. Roy Romanow, pour insister sur l'importance de recevoir des soins de santé dans sa langue maternelle. «Ma carrière de psychologue m'a appris que soigner, c'est d'abord écouter mais aussi de s'assurer d'être véritablement compris. Pour aider une personne, il faut passer par sa langue et le code culturel qui s'y rattache.»

En ce qui concerne la formation de professionnels de la santé en français, elle estime que la création du Centre national de formation en santé à Ottawa il y a trois ans est «un des projets exemplaires et une initiative à conserver et à poursuivre.»

Elle est également d'avis que le gouvernement fédéral doit ajouter à la Loi canadienne sur la santé un sixième grand principe que les provinces devraient respecter en offrant des services de santé, soit la dualité linguistique. «Ce serait un net progrès que d'ajouter un tel principe.»

Elle aimerait aussi que la Commission Romanow suggère aux gouvernements d'établir des bases de données sur les facteurs linguistiques et culturels, de façon à mieux identifier les stratégies à adopter en ce qui concerne les soins de santé en milieu minoritaire.

Le président de la Commission sur l'avenir des soins de santé a assuré qu'il allait tenir compte des recommandations formulées par la Commissaire. «J'ai bien reçu votre message et je peux vous assurer que je garderai vos recommandations en tête pendant la rédaction de mon rapport final.» M. Romanow devrait remettre son rapport final au premier ministre Jean Chrétien au mois de novembre.

AGA de l'UCFO à Windsor: une réussite!

(PR) Près de 170 femmes d'un peu partout en Ontario, de Hearst à Embrun, en passant par Pain Court, se réunissaient à Windsor en fin de semaine lors de l'AGA de l'Union culturelle des Franco-Ontariennes. On voit la présidente, Soeur Alice Laurin, qui s'adresse à l'auditoire lors de l'assemblée générale annuelle le samedi après-midi. Entre autres activités, le dimanche, les déléguées avaient l'occasion de visiter l'exposition annuelle «Art in the Park».



LES GENS D'ICI
Trois activités de l'UCFO en photos ... p. 3

BÉNÉVOLAT
"Bols vides" à l'école secondaire l'Essor ... p. 5

JEUNESSE
"Majorettes en feu, en 2002" ... p. 7

Index des Services en Français

ACCESSOIRES (Voir CADEAUX)

ACUPONCTURE (Voir CHIROPRACTIE)

ALUMINIUM (Voir RÉNOVATIONS et CONSTRUCTION)

ARTICLES RELIGIEUX
Brisebois Christian Book Store, M. Maurice et Mme Béa Brisebois, 2475 ave Central, suite 100, Windsor. **944-9780.**

ARTISANAT (Voir aussi SERVICES AUX FEMMES, CADEAUX)
Le Trésor de laine Tecumseh Wool and Sweater Boutique, Mme Louise Gaudette 12325 ch. Tecumseh, Tecumseh **735-1235.**

ASSOCIATIONS (Voir SERVICES AUX FEMMES, SERVICES AUX JEUNES, SERVICES D'INFORMATION ET DE SECRÉTARIAT, SPORTS)

ASSURANCES (voir aussi PLANIFICATION FINANCIÈRE)
Lanoue Insurance Brokers Ltd, 545 rue Notre-Dame, Belle-Rivière, **728-1432,** M. Pat Lanoue (Dom: **728-1512**); M. Gil Lanoue (Dom: **728-3618**); M. Luc Mailloux (Dom: **979-8581**).

AUTOMOBILES-VENTE-SERVICE
André Lanoue Pontiac Buick Inc., Vente: M. Craig Lanoue, Service: M. Duane Lanoue, 85 rue Mill Ouest (Hwy 2) Tilbury, **798-3533, 682-2424.**
Central Chrysler Plymouth, M. Jorge Lamas, 790 rue Goyeau, Windsor, **256-7891**
Lally Ford Sales & Service Ltd, M. Chris Lanoue, 78 rue Mill Ouest, Tilbury, **682-3434** ou **969-3673**

AVOCATS
Me Paul P.G. Brisebois, 2475 ave Central, suite 101, Windsor, **974-3165.**
Clinique juridique bilingue Windsor/Essex, Me Jessie Iwasiw, Me Patricia Broad, Me Stephanie Spiers, 595 est, ch. Tecumseh, Windsor, **253-3526.**

BANQUES (Voir INSTITUTIONS FINANCIERES)

BANQUETS (Voir RÉCEPTIONS - SALLES À LOUER)

BBQ'S A GAZ (Voir FOYERS)

BETON
Star Custom Concrete, M. René Beaulieu et Mme Nicole Beaulieu, 2093 rue Ste-Anne, **735-2865.**

CADEAUX
Accents by Monique, M. Bob et Mme Monique Goyeau, 256 ave Ouellette, **258-5383**
Juma Gift Shop, Jules Champoux, Marie-Ève Crispin, 3099 pr. Forest Glade (Plaza Forest Glade), **739-3209**
La Maison Paré, Mme Yvette Paré, 4783 rue Wyandotte Est, 974-8554

CAISSES POPULAIRES (Voir INSTITUTIONS FINANCIÈRES)

CIMENT (Voir BETON)

CHIROPRACTIE
Dre Elizabeth Paul, Place Concorde, 7515 prom. Forest Glade, **988-0786**
Emeryville Chiropractie, Dre Joelle Saad, chiropraticienne et acuponctrice, 1211 County Rd 22, Emeryville, **727-6226**

COMPTABLES
BDO Dunwoody, M. Ronald St-Pierre, CA, CFE., M. Rémi Senécal, **944-6900**
Daniel E. Lefebvre, C.P.A., C.A., 1374 boul. Malborough, Windsor, **253-8147**
Bellemore & Associates, M. David Bellemore, B. Comm. CGA, 2825 Lauzon Parkway, **944-4777**
Hyatt Lassaline, M. Donald Lassaline, C.A., M. Jeff Ostrow, C.A., 2510 ave Ouellette, Pièce 203, Windsor, **966-4626**

CONSTRUCTION (Voir RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION)

COUNSELLING

Centre for Group and Family Therapy	Life Plus
Thérapie pour individus, couples et familles	*Service de counselling pour enfants, ados, adultes et familles à Windsor, Essex et Chatham-Kent*
Anne-Marie Monaghan M.S.W. psychothérapeute	***Michel Chauvin*** Travailleur social, hypnothérapeute cert.
253-5656	**735-2600**

Le counselling en rapport avec des situations de violence sous toutes ses formes est offert sans frais au client ou à la cliente à l'un ou l'autre de ces cabinets sous les auspices du Conseil régional de l'Association canadienne-française de l'Ontario avec l'appui financier du ministère ontarien des Services sociaux et communautaires.

DENTISTES
Dre Rana Diwan, 7651 ch. Tecumseh (Pickwick PLaza), suite 204, **974-8160**

ÉDITION
Les Éditions Sivori, Philippe Porée-Kurrer, Place Concorde, **974-0847**

EMPLOI (Voir aussi EMPLOI-JEUNES ADULTES)

Prenez la voie rapide... vers un emploi!

CRE-W offre gratuitement les services suivants aux francophones à la recherche d'emploi ou d'orientation pour se préparer à mieux se situer sur le marché du travail :
•Consultation •Tests et analyse •Info-ressource •Aide au placement

Centre de Ressources / Recherche Emploi-Windsor CRE-W
7515 prom. Forest Glade (Place Concorde, entrée ouest) 948-8810
Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30
Un service de Développement des ressources humaines Canada (DHRC) parrainé par l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) régionale Windsor/Essex/Kent

Suite page 6

Pointe-aux-Roches rejette le projet d'une nouvelle caisse... suite de la page un

tout comme celui de Tecumseh, demeurerait sur chacun des édifices.

À la suite de la réunion de la Caisse populaire de Tecumseh le 27 mai, un jeune sociétaire qui n'avait pas le droit de vote en raison de son âge trouvait que tout le monde sortait gagnant avec le nouveau nom car «le siège social de la Caisse populaire Lac Ste-Claire sera au 6,900 du chemin Tecumseh, à Pointe-aux-Roches, donc ceci englobe une belle vision», les trois noms s'y trouvant.

C'est depuis l'automne de 2001 que les conseils des deux caisses analysent les possibilités d'augmenter leurs performances, d'assurer leur rentabilité et de faire face à la compétition. Un comité conjoint de fusion a été formé. Avant de présenter le projet de fusion aux sociétaires des deux caisses, chaque conseil l'a accepté à l'unanimité. Suite au rejet du projet par les sociétaires de la Caisse populaire de Pointe-aux-Roches, chaque conseil tiendra sous peu une réunion. Celle de Pointe-aux-Roches aura lieu juste après que nous allions sous presse, soit le 5 juin. Celle de Tecumseh se tiendra le 10 juin.

«Il nous faudra faire le post-mortem des deux a.g.e., explique M. Lachance. Le conseil d'administration de chaque caisse devra re-confirmer, par résolution, qu'il veut poursuivre le projet de fusion. Ensuite, il nous faudra aller chercher les renseignements demandés par les sociétaires lors de chacune des a.g.e., puis préparer un nouveau projet, le soumettre à nouveau, dans un délai possible de 10 mois à un an.»

Yvan Poulin ajoute que «certains membres fondateurs ont eu une très belle vision pour desservir la francophonie et plusieurs de ces gens ont perdu cette vision, ce qui pourrait peut-être empêcher la caisse de survivre». De son côté Roger Beaulieu croit qu'«un vrai esprit de coopération doit régner pour qu'on puisse vraiment assurer que la seule institution financière francophone du Sud-Ouest puisse continuer à desservir la communauté francophone. On revient...» Finalement, Paul Lachance «souhaite que les deux caisses ne soient pas affaiblies par un tel délai.»

Le calendrier communautaire

présenté conjointement par



et **Le Rempart**

Pour faire inclure une mention, sans frais, dans ce calendrier, prière de communiquer les renseignements au REMPART, 948-4139 au moins deux semaines avant l'événement.

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
JUIN 2002			5 — 19h30 **Réunion de l'UCFO au 1799 Ottawa**	6 — 19h30 **Planification familiale (1)** 17h30 **Souper-bénéfice "Bols vides"** à l'école l'Essor Rens.: **735-4115**	7 — 16h à 19h **Foire à l'école Ste-Marguerite d'Youville** 13025 rue St Thomas Activités, BBQ, tirage à 19h	8
				19h **Défilé de mode** École E.J. Lajeunesse Rens.: **972-0071**		
9 — 11h **Brunch,** 12h30 **Conférence "Les services juridiques en français"** E.J. Lajeunesse Rens.: **972-0071**	10	11	12	13 — 18h30 **Souper Richelieu les Campagnards,** Rochester Place	14 — 19h **Spectacle Les Papillons "Majorettes en feu, en 2002" à l'école E.J. Lajeunesse**	15 — 9h **AGA de l'ACFO W/E/K,** Place Concorde Rens.: **948-9322**
16	17 — 18h30 à 20h **Inscriptions pour joindre les majorettes** Club Alouette	18	19	20	21	22

(1) Présenation anglaise et consultation privée française et anglaise de la Méthode Billings, 19h30 à la chapelle ou demander à l'information de l'hôpital Hotel-Dieu-Grâce, site Hotel-Dieu, Windsor. Informations: Julie-Anne Poisson: 728-2952

ON PARLE D'EUX ET D'ELLES!



Le 4 mai, les membres de la régionale de l'UCFO et leurs amies se sont rendues dans la région de Cambridge et de Paris en excursion d'un jour. Près de Cambridge, elles ont visité un conservatoire de papillons. Au centre, Denise Hébert en tient un! À gauche d'elle, il y a Rachelle Hébert alors qu'à sa droite, c'est Georgette Duguay.

*****

La conférencière-invitée du Club Richelieu Les Campagnards lors de son dernier souper le 23 mai était Madame Rosine Nimeh-Mailloux. Autrefois professeure d'anglais aux écoles secondaires de Belle-Rivière et l'Essor, elle vient d'écrire un livre intitulé «Mustard and Vinegar». On y retrouve des anecdotes de la vie de ces ancêtres qui ont vécu dans différents pays du Moyen Orient. À l'aide d'une carte de cette région du monde, Mme Nimeh-Mailloux a expliqué qu'elle a d'abord voulu, par ce livre, honorer sa mère, «une personne qui se sacrifiait pour les autres». Un autre livre est en préparation, «un roman cette fois», explique l'écrivaine.



*****



Voici des dames qui ont participé à la fabrication d'une courtepointe que l'UCFO a fait tirer, en compagnie de la gagnante. Dans l'ordre habituel il y a: Jeannine Moncion, Emilienne Paquette, Solange Plante, Manon Ouimet (gagnante), Lorraine Couture, Lolita Labonté et Lorette Samson.

*****



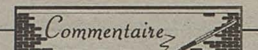
L'Union culturelle des Franco-Ontariennes (UCFO) de Windsor a fait des dons récemment, aux garderies Franco-Sol, d'articles que les membres ont fabriqués, des couvertures et des tabliers d'artisanat. De gauche à droite, il y a Thérèse Chabot, Solange Plante de l'UCFO et Thérèse Robak de Franco-Sol.

*****

Dr Nicholas Rathé donnait un concert-bénéfice le jeudi, 30 mai dernier à l'Académie Ste-Cécile de Tecumseh afin d'aider à financer l'achat d'un nouvel autobus pour les gens de l'âge d'or dans Lakeshore. A la suite du concert la coordonnatrice du Lakeshore Community Services et du Lakeshore Transit System, Cris Kaake, remettait une plaque de remerciement au Dr Rathé.

Pianiste ayant déjà remporté plusieurs prix et déjà donné des concerts dans la région de Toronto avant de déménager à Belle-Rivière, le Dr Rathé a présenté deux heures de musique classique. Parmi les compositeurs qu'il a choisi d'interpréter il y avait des pièces de Brahms, de Beethoven, de Chopin et de Bartók. Tous les 110 billets avaient été vendus à l'avance.





Éditorial

Le projet de nouvelle caisse: les sociétaires de Pointe-aux-Roches doivent se raviser

Il y a plusieurs décennies, des chefs francophones d'alors ont eu la sagesse de mettre sur pied dans cette région des institutions financières francophones basées sur le coopératisme, c'est-à-dire des caisses populaires. On comprenait que l'union fait la force et on a appliqué ce principe pour créer cinq telles institutions financières pouvant desservir les francophones dans leur langue.

Mais ceux qui leur ont succédé n'ont pas tous fait preuve d'autant de sagesse car deux de ces caisses ont dû fermer leurs portes. Une troisième étant trop petite pour survivre même à cette époque-là a dû être intégrée à une institution voisine de langue anglaise.

Par contre, les deux autres, celles de Pointe-aux-Roches et de Tecumseh, se sont maintenues et sont assez solides pour le moment. Nous disons bien «pour le moment» car le secteur des finances évolue rapidement et tous les spécialistes indiquent qu'une institution ne pourra pas survivre longtemps si elle n'est pas de taille suffisante pour réunir les expertises requises afin de pouvoir offrir une gamme assez complète de services. En fait, il n'est pas nécessaire d'être spécialiste pour le savoir, c'est trop évident.

Les dirigeants actuels de ces deux caisses s'en rendent compte depuis quelques années. C'est pourquoi il se sont mis à partager des services, y compris ceux d'un directeur général partagé. Mais il y a de sérieuses limites aux avantages que l'on peut créer ainsi.

L'an dernier donc, ils se sont mis à songer à un plan pour créer une nouvelle caisse qui non seulement fusionnerait ces deux caisses permettant de mieux desservir les deux groupes de sociétaires, mais qui aurait une bien plus grande envergure de manière à pouvoir graduellement desservir de plus en plus de francophones dans tout le Sud-Ouest de la province. D'encore plus grande importance, cette nouvelle caisse aurait la taille nécessaire pour assurer la survie du mouvement dans notre région.

Le plan fut très soigneusement dressé, adopté à l'unanimité par le conseil d'administration de chacune des deux caisses, puis approuvé par le Fédération des caisses populaires de l'Ontario et par le ministère.

C'est ce plan que les sociétaires de la Caisse populaire de Pointe-aux-Roches ont rejeté la semaine dernière. (Voir notre manchette). Ce geste est d'autant plus regrettable que parmi les commentaires de ceux et celles qui ont exprimé de l'opposition au projet, et qui de toute évidence en ont influencé beaucoup d'autres à s'y opposer, nous ne trouvons aucun motif valable.

Certains ont cité des statistiques voulant jeter une ombre sur la solidité de la caisse de Tecumseh et suggérer que les sociétaires de celle de Pointe-aux-Roches seraient pénalisés. Or ces statistiques dataient d'il y a cinq ans. Les états financiers courants de la caisse de Tecumseh qui ont été présentés à la réunion démontrent sa solidité. Le fait que son actif est moins élevé que celui de la caisse de Pointe-aux-Roches n'a donc pas d'importance.

D'autres ont parlé de limites sur les prêts agricoles, mais la nouvelle caisse pourrait en faire autant si pas plus que la caisse existante.

Certains ont fait appel aux émotions qualifiant de déplorable le fait que la nouvelle caisse aurait un nom autre que «Pointe-aux-Roches»... Mais le nom choisi pour la nouvelle caisse convient bien mieux à l'envergure qu'elle aurait. Doit-on empêcher la croissance simplement pour perpétuer un nom?

Encore d'autres ont dit ne pas avoir été adéquatement renseignés à l'avance. Mais les caisses ont publié deux pages de renseignements dans ce journal donnant toutes les informations pertinentes.

Puisque personne parmi ces gens n'a proposé d'autre alternatives, tiennent-ils simplement au statu quo, c'est-à-dire que leur caisse demeure une petite caisse de village? Ils souffrent alors d'un double aveuglement: ils ont perdu de vue la base du coopératisme, soit que l'union fait la force, déclinant de s'allier à leurs compatriotes de l'ensemble de la région, et ils refusent de reconnaître la réalité du présent contexte économique qui fait, répétons-le, qu'une caisse de la taille de celle de Pointe-aux-Roches ne pourra pas continuer à exister tellement longtemps. Et n'est-ce pas trahir la vision des premiers artisans et artisanes de cette caisse et de leurs successeurs qui assurément voudraient que l'on prenne les mesures nécessaires pour que la caisse puisse survivre et continuer à grandir?

Les dirigeants de la caisse de Pointe-aux-Roches y ont longuement songé et en sont venu, unanimement, répétons-le, à la conclusion qui a donné naissance au projet de la nouvelle caisse. Ce serait tragique que les sentiments de quelques individus fasse échouer le projet.

Nous ne pouvons donc dire autrement qu'il leur faut se raviser.

Et, heureusement, ils en auront la chance, car il semble déjà décidé que la question leur sera posée à nouveau.

Jean Mongenais

Tribune politique



Le discours du trône d'Ernie Eves: rien n'a changé!



bruce crozier

Si le discours du trône veut dire quelque chose, on est forcé de se rendre à l'évidence que Ernie Eves a choisi de se laisser guider par les mêmes mauvaises politiques qui guidaient Mike Harris.

Au cours des dernières semaines, le premier ministre Eves a travaillé fort pour avoir l'air d'un premier ministre plus gentil et plus doux, du moins à comparer avec son prédécesseur. Il parle de consulter et d'écouter. Hé bien, l'enveloppe a peut-être changé mais, en-dessous, c'est le même gouvernement conservateur qui a jeté l'enseignement par-dessus bord, sabré dans les budgets de la santé et décimé notre environnement. Cette fois, le tout se fait sans Mike Harris.

Le discours du trône ne contient rien qui réponde aux besoins des familles de travailleurs. Il ne contient pas d'appel au changement et n'annonce pas de tentative de se démarquer par rapport à l'ultra-conservatisme de Mike Harris. Il n'annonce qu'une tentative de ralentir cette lancée ultra-conservatrice du moins pour un temps, au moins jusqu'à la prochaine élection.

Par l'intermédiaire du discours du trône, le gouvernement a renouvelé son engagement de diminuer les impôts des sociétés de 2 milliards de dollars. Une telle somme aurait été aussi bien investie dans nos réseaux d'enseignement et de soins de santé qui connaissent des difficultés; dans le nettoyage de l'environnement (souvent souillé par ces mêmes sociétés); de même que dans des mesures visant à nous donner un filet de sécurité sociale suffisant pour que personne, jamais personne, ne

Voir "Le discours"... page 8

L'ACTUALITÉ

vue par Michel Lavigne



Le Rempart

l'hebdo des francophones du Sud-Ouest

**Publié tous les mercredis par
Les Publications des Grands Lacs Ltée
7515 prom. Forest Glade
Windsor, Ontario N8T 3P5
Téléphone: (519) 948-4139 Télécopieur: (519) 948-0628
Internet: rempart@on.aibn.com**

Éditeur: **Jean Mongenais**
Rédactrice: **Paulette Richer**
Administration et production:
Johanne Gagnon, Céline Vachon
Correspondant national: **Yves Lusignan**
Annonce locale: **Jean Mongenais**



Représentation nationale
Montréal (514) 866-3131
Toronto (416) 362-4488

OPSCOM
Agence de représentation commerciale
(613) 241-5700
1-800-267-7266



Association de la presse francophone

Fondation Donatien Frémont

Audit Bureau of Circulations

Numéro de convention: 1415484
Numéro d'enregistrement: 8713

«Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.»

Le 6 juin de 17h30 à 20h30

Un souper-bénéfice à l'école secondaire l'Essor: Bols vides!

(C) Afin d'amasser de l'argent pour Soeur Yolande Campbell, missionnaire en Haïti, et pour l'organisme «Canadian Feed the Children», des jeunes de l'école secondaire l'Essor organisent un souper-bénéfice le jeudi, 6 juin, de 17h30 à 20h30.

Plusieurs différentes soupes seront fournies gratuitement par divers restaurants de Tecumseh: Spago's, Hat Trix, Torino's et le Sandwich Nook. Le pain viendra du restaurant Tony Macaroni's.

Une trentaine de jeunes de la classe de Mme Lisa Bourgoin-Fraser ont fait une centaine de bols en céramique que les gens pourront garder. «Nous avons même eu quelques parents qui en ont fait, de préciser Mme Bourgoin. De plus, la compagnie Tucker's de Mississauga nous a généreusement fait don de 7 boites d'argile pour faire les bols».



L'an dernier, les jeunes avaient prélevé 700$. Un don de 10$ par personne est suggéré pour le repas.

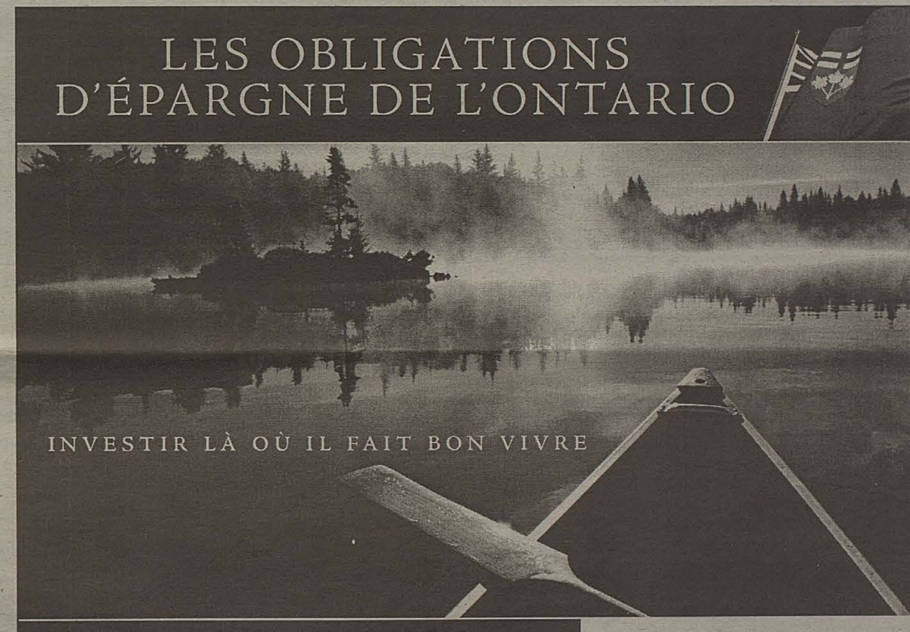
Cocktail d'information pour les gens d'affaires francophones

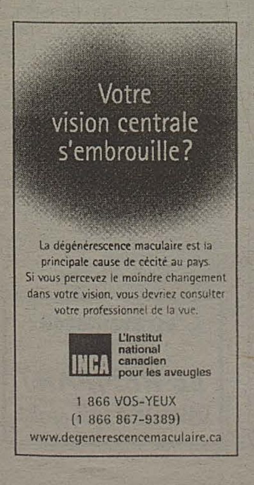
(PR/C) Tous les entrepreneurs et gens d'affaires francophones de Windsor, Essex et Kent auront l'occasion de rencontrer Lise Gagné, présidente de Au Ganne Inc. et fondatrice du Club 2000 de Welland, un regroupement de gens d'affaires francophones dans le Niagara. Cette rencontre se fera, lors d'un cocktail, le lundi, 13 juin, de 17h30 à 19h30 à la Place Concorde.

L'invitation est lancée par la Chambre économique de l'Ontario (CÉO) et par le Regroupement francophone de développement économique et d'employabilité (RDÉE), dont la responsable à Windsor est Lynne Sirois.

Les buts de la rencontre sont d'informer les entrepreneurs de la mise sur pied d'un regroupement de gens d'affaires (RGA) local et de parler des avantages et des activités que pourraient offrir un tel regroupement.

Les personnes intéressées doivent signaler leur présence en téléphonant à Mme Sirois au 944-8284 avant le 7 juin.





«Majorettes en feu, en 2002», le 9e spectacle annuel des Papillons aura lieu le 14 juin 2002

(PR/C) Elles sont 48 jeunes filles, âgées de 6 à 16 ans, et elles travaillent très forts depuis longtemps à la présentation spéciale de fin d'année intitulée, «Majorettes en feu, en 2002» qui sera présentée à l'école E.J. Lajeunesse à 19 h le 14 juin prochain. Auparavant, le 13 et 14, les jeunes donneront des spectacles, le jour, pour les élèves des écoles primaires françaises.

À la porte, les billets coûteront 8$ par personne, mais il est possible de les acheter à l'avance pour 6$. Il s'agit de téléphoner à Lucille Lefebvre (979-7885), Suzanne Goldman (948-1189) le jour, ou de se rendre au Club Alouette en soirée, le 10 juin, pour en obtenir.



Mélanie Raymond montre des techniques de maniement du bâton à ces élèves.

Le groupe de majorettes «Les Papillons» existe depuis 23 ans déjà. Depuis le mois de septembre 2001, les lundis soirs, cinq professeurs enseignent douze différentes classes, c'est à dire, différents niveaux, en bâton, en danse et en drapeau. Ces professeurs sont: Lou Ann Adam qui a 15 ans d'expérience, Robyn Bilodeau et Sarah Coulombe qui en ont 8 ans, Mélanie Raymond qui enseigne depuis 7 ans, et une toute nouvelle qui fait ses débuts, Mélanie Morais.

Chaque professeur choisi deux pièces de musique pour chaque classe et fait la chorégraphie pour chaque routine. De plus, elles travaillent ensemble pour une présentation spéciale afin de démontrer leur talent et aussi pour faire la chorégraphie de la finale du spectacle. La devise de la troupe de majorettes est «Avec l'esprit d'équipe, tout est possible!» et avec l'aide du comité des parents, les professeurs s'efforcent d'enseigner des valeurs positives, d'encourager les jeunes et de leur parler en français.

Il faut aussi souligner le travail du comité des costumes. Il y a 25 différents costumes, en plus des décors pour ce spectacle, comme les différents drapeaux, les pompoms, les rubans, etc. Tout ceci coûte de l'argent... et qui dit argent, dit collecte de fonds. Chaque mois, il y a un bingo, en plus de divers tirages, de vente de livres de coupons McDonalds, de lave-auto, etc. Il y a aussi des organismes qui commanditent le groupe de majorettes. «Les Papillons» tiennent à remercier, pour leur support, le Club Alouette, la Place Concorde, le Club Richelieu «Les Campagnards», la Caisse Populaire de Pointe-aux-Roches, le Buzz français, l'Union Culturelle des Francos-Ontariennes - Cercle Windsor, l'Association Canadienne-Française de l'Ontario, le Club Richelieu «Windsor», la Caisse Populaire de Tecumseh et les Chevaliers de Colomb, Conseil St-Jérôme. Pour leur support technique dans la présentation «Majorettes en feu, en 2002», des remerciements vont aussi au personnel et aux élèves de l'école secondaire E.J. Lajeunesse.

La saison ne se termine pas avec le spectacle cependant. Les majorettes «Les Papillons» participeront au défilé du 1er juillet à Windsor et celles qui ont plus de 12 ans (avec 3 ans d'expérience) peuvent participer au camp «Miller's» aux États-Unis. De plus, il y aura un banquet de fin d'année avec remise de trophées.

L'inscription pour la saison 2002-2003 aura lieu au Club Alouette le 17 juin, de 18h30 à 20h. Pour des renseignements supplémentaires, il s'agit de téléphoner au 979-7885.

Index des Services en Français

Suite de la page 2

ÉQUIPEMENTS ET SERVICES SPORTIFS (Voir **SPORTS**)

ESCALIERS (Voir **RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION**)

FORMATION DE BASE EN FRANCAIS POUR ADULTES
Centre Alpha "Mot de passe", Mme Nicole Krapac, 1799 rue Ottawa, Windsor, **253-3959;** sans frais **1-866-411-4311**

FOYERS

FOREST GLADE FIREPLACES
11400 Tecumseh Rd. East N8N 1L7
519·735·2229

LIFESTYLES BY THE FIRE BOX
189 Talbot St. Leamington N8H 3X2
519·326·8585

FOYERS • B.B.Q. • MEUBLES DE PATIO

GRAPHISME
Izuba Inc., Michelle Marchand, Place Concorde, **974-0847**

INFIRMIÈRES À DOMICILE (Voir **SOINS DE SANTÉ À DOMICILE**)

INSTITUTIONS FINANCIÈRES
Caisse Populaire de Pointe-aux-Roches, C.P. 100, Pointe-aux-Roches, **798-3026**
Caisse Populaire de Tecumseh, 1120 ch. Lespérance, Tecumseh, **735-6069**

JARDINS (Voir **PAYSAGISTE**)

LAINE (Voir **ARTISANAT**)

LAVEUSES ET SÉCHEUSES (Voir **APPAREILS MÉNAGERS**)

MONUMENTS DE CIMETIÈRE
Excelsior Monuments Limited, M. Don Lappan, 11918 Ch Tecumseh, Tecumseh, **735-2445**

OPTICIEN
Union Vision Centre, Mme Carole Jubenville, 573 est, ch Tecumseh (en face du centre médical) Windsor **977-1164**

OPTOMÉTRISTES
Dr Robert Charron, 5805 ch Malden, LaSalle, **969-6677**
Dr Kim Lalonde, 595 ch Tecumseh Est, Windsor, **252-6555**

ORTHODONTISTE
Dr Dennis Dionne, 2224 ch Walker, pièce 240, Windsor **252-3000**

PAYSAGISTE
Jardins Boardwalk Gardens, M. Roger Beaulieu, 18725 chemin Tecumseh, 10km à l'est de Pointe-aux-Roches, (sans frais) **1-800-572-1494**

PEINTRE EN BÂTIMENTS
Gemini Painting Inc., Serge et Denise LaForge, **796-7911**

PLANIFICATION FINANCIÈRE
Planificateur financier, M. Terry Morais, bur: **974-0128**; dom.: **735-4545**

PUBLICITÉ (Voir **GRAPHISME** et **ÉDITION**)

RÉDACTION (Voir **ÉDITION**)

RÉCEPTIONS
Centre Canadien-Francais, (Club Alouette) 2418 ave Central, Windsor **945-1189**
Place Concorde, 7515 promenade Forest Glade, Windsor **948-5545**

RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION (Voir aussi **PAYSAGISTES**)
Daniel Lépine Contracting, M. Daniel Lépine **727-6506**
Detailed Stair and Rail, M. Daniel Mallet, **988-1964**
Gaudet's Aluminum Ltd, M. François Gaudet, M. Germain Gaudet, 360 ave Eugenie Est, Unité 208, Windsor, **250-4870**, Télécopieur: **250-4615**

Suite page 8

L'Association du Centre Prisme pour l'audiologie et la réadaptation des enfants

Avis de convocation à l'Assemblée générale annuelle

Soyez avisé par les présentes que l'assemblée générale annuelle des membres de l'Association du Centre Prisme pour l'audiologie et la réadaptation des enfants aura lieu au 355, rue Lark, à Chatham (Ontario), **le lundi 10 juin à 16 h 30**.

Au cours de cette assemblée, on procédera: a) à la présentation et à l'étude du rapport du conseil d'administration, comprenant le bilan, l'état des recettes et des dépenses et le rapport des vérificateurs; b) à l'élection des membres du conseil d'administration; c) à la nomination des vérificateurs; d) à la confirmation de toute les lois, de tous les règlements et de tous les débats du conseil d'administration et de la direction depuis la dernière assemblée générale annuelle; et e) à l'examen de toute autre question présentée à l'assemblée, selon les règles, ou à une date ultérieure si l'assemblée est remise à plus tard.

Pour obtenir une copie des modifications proposées, veuillez communiquer avec Carol Carson, adjointe administrative, au (519) 354-0520, poste 233. Les personnes qui prévoient assister à l'assemblée sont priées d'en aviser Carol Carson au plus tard le **4 juin 2002.**

Fait à Chatham le 27 mai 2002 Par ordre du conseil d'administration

Mary Anne McLean
secrétaire du conseil d'administration

CARRIÈRES - EMPLOIS

L'Association canadienne pour la santé mentale
Filiale de Windsor-Essex
recherche

un ou une psychologue

Relevant directement du directeur général, le ou la titulaire de ce nouveau poste excitant agira en tant que membre d'une équipe multidisciplinaire de professionnels pour une agence communautaire pour la santé mentale. Il ou elle travaillera en collaboration avec d'autres professionnels des soins de la santé en vue d'améliorer la prestation de services psychologiques de qualité, y compris les diagnostics, les consultations, les évaluations et les traitements.

La personne choisie devra posséder les connaissances et les habiletés acquises en faisant un doctorat en psychologie. Elle devra être membre de l'Ordre des psychologues de l'Ontario et posséder un certificat d'adhésion à l'Ordre. Elle devra avoir au moins 2 années récentes d'expérience jugée pertinente par l'employeur, à travailler comme psychologue en chinique auprès de gens vulnérables. Il faut posséder de l'entregent ainsi que d'excellentes aptitudes de communication orale et écrite. Il faut savoir travailler avec efficacité au sein d'une équipe. La connaissance de la Loi sur la santé mentale et des autres lois pertinentes ainsi que le bilinguisme manifeste anglais/français seront considérés des atouts préférés. Il faut un permis de conduire valide d'Ontario ainsi qu'un moyen de transport.

Salaire: 53,530$ - 67,448$ - (en révision)

Prière de faire parvenir son curriculum vitae accompagné de références à:

Administrateur des ressources humaines
et d'appui aux services administratifs
Association canadienne pour la santé mentale,
Filiale de Windsor-comté d'Essex
1400 ave Windsor, Windsor, ON N8X 3L9
Courriel: sgovette@cmha-wecb.on.ca

Date limite pour recevoir les candidatures: **17h le lundi 17 juin, 2002.**

Nous remercions d'avance tous les candidats et candidates et nous communiquerons seulement avec ceux et celles qui seront invités à une entrevue.

ACSM Filiale Windsor-comté d'Essex adhère aux principes d'égalité d'emploi et invite les candidatures de femmes, d'aborigènes, de membres des minorités visibles et de personnes ayant des défiences.

Pour l'amour du français et des francophones...

Collaboration spéciale:
Marie-Claude Gaudet
Bibliotechnicienne
École Les Rapides, Sarnia

Comme vous le savez tous, bien des choses doivent être faites pour nous démarquer en tant que francophones, dans ce bel Ontario! Nous devons constamment être aux aguets pour préserver notre langue, notre culture ainsi que la richesse et la qualité de ceux-ci.

Ce qui fait donc de nos écoles francophones, des forteresses nous aidant à accomplir notre mission. En effet, des trésors de notre culture et de notre langue sont transmis à nos jeunes en permanence. Tout les membres du personnel de ces écoles sont dévoués à leur travail. Mais nous avons aussi des alliés dans notre communauté. Une se démarque dans ce cas-ci. Je fais allusion à Madame Brenda Christie.

Elle se dévoue entièrement à nos jeunes, soucieuse de leur donner le goût de la lecture et de leur transmettre les trésors que nos livres renferment. Non seulement a-t-elle à cœur la transmission de la passion des livres, mais elle veille aussi à ce que les bibliothèques contenant des livres français, soient bien garnies.

C'est donc en mon nom personnel, ainsi qu'au nom des membres du personnel de l'École Les Rapides et leurs élèves, que nous tenons à remercier Madame Christie, pour son dévouement, son amour pour nous, ainsi que son implication exemplaires à notre égard.

Encore une fois, merci de tout cœur, Madame Christie.



EN BREF

VOYAGE AU PAYS DES ANCÊTRES GAGNÉ-BELLAVANCE

(C) Les descendants de Louis et de Pierre Gasnier (Gagné-Bellavance), conjointement avec les descendants de Louis Houde, organisent un voyage en France. Ce voyage aura lieu du 4 au 19 octobre prochain. L'itinéraire comprend: trois jours dans la région du Sud-Ouest du pays, trois jours au Perche, lieu de naissance des ancêtres, en plus de trois jours à Paris. Plusieurs autres villes et endroits seront aussi visités tels que: Toulouse, Rocamadour et les environs, Saint-Émilion, Bordeaux, LaRochelle, Tours, Chartres, Fontainbleau et Reims.

Si ce voyage vous intéresse, communiquez par téléphone au (418) 842-6784, ou fbellavance @sprint.ca par courriel.

BORÉAL TROUVE DES LOCAUX À TORONTO

(C) Par suite d'un partenariat conclu avec Centennial College, le Collège Boréal offrira sous peu des programmes et des services d'éducation et de formation en langue française au «Centre for Creative Communications», situé avenue Carlaw, à Toronto.

«Nous sommes très heureux d'avoir accès à un tel emplacement en plein coeur de Toronto, de dire Gisèle Chrétien, la présidente du Collège Boréal. Les installations, seront un atout certain dans notre volonté de servir l'effectif apprenant de la région du Grand Toronto.»

Dès l'automne prochain, on offrira des programmes de langue française reliés au domaine des affaires et aux sciences de la santé.

APF ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE

PERSPECTIVES FRANCOPHONES : DES PRODUITS CULTURELS

Cognac, porto et confidences

Par **Frédéric Projean**

Voici un bon exemple qui nous rappelle qu'il ne faut pas toujours se fier aux titres des publications. Contrairement à ce que l'on pourrait penser au premier abord, non, *Cognac et Porto* n'est pas un livre de référence sur les boissons alcoolisées! *Cognac et Porto* fait surtout référence à la boisson qui délie les liens entre les deux personnages principaux de ce roman de Michèle Matteau. C'est au cours de discussions parfois bien arrosées que Danielle et Édith livrent leurs plus grandes confidences.

Michèle Matteau
Cognac et Porto

Le premier roman de cette auteure d'Ottawa trouve déjà sa place sur les tablettes des librairies depuis le temps des Fêtes. Michèle Matteau n'a toutefois pas perdu de temps puisque la deuxième partie de cette trilogie, intitulée *À ta santé, la vie*, est déjà écrite et elle sera publiée dans quelques mois sous le titre *Café crème et whisky*.

Dans ces bouquins, les lecteurs suivront les personnages à trois moments de leur vie. Sur un fond d'air salin, *Cognac et Porto* nous transporte en 1975, dans la ville de Hampton, au Nouveau-Brunswick. C'est là que deux enseignantes âgées dans la quarantaine, Danielle et Édith, ont choisi de refaire leur vie.

Au fur et à mesure que le livre progresse, on découvre les drames cachés de ces deux nouvelles amies, et une grande complicité naît entre elles. Au fil du récit parfois tendre, parfois humoristique et souvent dramatique, on perçoit surtout le changement de personnalité qui s'opère chez Danielle et Édith, toutes deux à la recherche d'une certaine paix intérieure.

Comme ses personnages, Michelle Matteau a enseigné pendant une vingtaine d'années et elle a beaucoup voyagé. Elle précise cependant que sa série *À ta santé, la vie* n'est pas autobiographique. «Ce n'est pas ma vie, mais quand tu écris, c'est sûr qu'il y a des éléments de ta vie que tu connais et dont tu peux te servir», précise l'auteure du quartier Cumberland, à Ottawa.

Le discours du trône... suite de la page 4

subisse les conditions de vie effroyables que montre une vidéo récemment rendue publique. Cette vidéo a été tournée dans un refuge pour sans-abri de Toronto. Ernie Eves a pris un engagement idéologique, pas humanitaire.

Puisqu'il est question d'idéologie, comment peut-on autrement expliquer que le gouvernement ait réaffirmé son intention d'accorder un crédit d'impôt aux parents qui ont des enfants dans les écoles privées? Alors que nos écoles s'écroulent, que nos enfants n'ont pas assez de manuels et que des enseignants et enseignantes paient du matériel scolaire de leur poche simplement pour que les étudiants puissent faire le travail qui leur est demandé, ce gouvernement décide de financer les écoles *privées*.

La logique est simple. Les Conservateurs ont créé une crise dans le réseau public d'enseignement et offrent maintenant aux parents un incitatif à envoyer leurs enfants à l'école privée, soit un crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à 3 500 $ quand il sera pleinement mis en application. Puisque les conseils publics sont financés sur la base du nombre d'élèves inscrits, soit environ 7 000 $ par tête, le conseil scolaire perd à chaque fois qu'un élève quitte. Et puisque le gouvernement n'offre en crédit d'impôt que la moitié de ce qu'il aurait déboursé pour un élève du public, il fait des économies. Pendant ce temps, le réseau d'enseignement public continue de souffrir.

Dans le discours du trône, le gouvernement a admis que sa formule de financement avait fait du mal à l'enseignement public. Ernie Eves a promis qu'il allait étudier la question. Les écoles continueront de s'écrouler et de fermer pendant les six mois que le gouvernement s'est donné pour se rendre compte de ce qui ne va pas (tout ce que l'opposition lui a signalé à maintes reprises dans les sept dernières années) pour ensuite décider des mesures à prendre et de ce qu'il faut faire pour ne pas perdre la face. Ceci, vous le comprenez, est une cause éminente de frustration autant pour l'opposition que pour le personnel enseignant, les étudiants et étudiantes et les parents pris dans la tourmente.

Eves a promis de consulter et de repenser à son projet mais le discours du trône ne contient pas d'engagement à faire cesser la vente proposée de *Hydro One*. Il tient toujours beaucoup à en appeler du verdict du juge Gans empêchant la vente et à présenter un projet de loi donnant le pouvoir au gouvernement de vendre cet actif. Ceci en dit long sur ses intentions. Ernie Eves n'a aucune intention d'écouter. Il veut seulement paraître comme si il écoute.

Peut-être, l'idée la plus originale de tout le discours du trône avait rapport aux obligations de financement municipales exemptes d'impôt. Par "originale", je n'entends pas nécessairement "constructive" ou "bonne", j'entends "nouvelle" ou "différente". Les municipalités pourraient financer des infrastructures en offrant des obligations aux investisseurs. Vous connaissez la chanson : endettez-vous. Le gouvernement refusant de donner aux municipalités le financement dont elles ont besoin, cette dette à longue échéance est peut-être leur seul choix.

Ernie Eves a changé la façon dont le gouvernement communique, pas ce qu'il fait. Au lieu de faire référence à la création d'un deuxième palier de soins de santé, le gouvernement, dans le discours du trône, préfère faire vaguement allusion à des "façons innovatrices" de fournir des services diagnostiques. Voilà le genre d'expression que le gouvernement utilise quand il fait référence à son intention de permettre aux riches de passer en avant de la queue pendant que le reste d'entre-nous continuons d'attendre. Ceci est contraire à l'objectif de notre réseau de santé qui est d'être accessible à tous et à toutes. Monsieur Eves semble être un maître dans l'art de cacher l'injustice derrière des grands mots ambigus et ce passage n'a pas même fait sourciller les députés gouvernementaux.

Rien n'a changé, rien. L'emballage diffère un peu mais la substance est la même. Le gouvernement d'Ernie Eves n'est pas différent de celui de Mike Harris. Il parle un peu plus. Il agresse un peu moins. La Révolution du bon sens est toujours bien vivante. On l'a couverte d'une peau d'agneau du printemps.

Bruce Crozier,
député d'Essex

Index des Services en Français

Suite de la page 6

RÉSIDENCES POUR PERSONNES ÂGÉES
La Chaumière Retirement Residence, 1023 Route du comté 22, Puce, **727-3343**

SALLE À LOUER (Voir **RÉCEPTIONS**)

SALON DE COIFFURE
Golden Razor, Mail Tecumseh, Mme Brigitte Kelly, **945-7151**

SERVICES AGRICOLES

LA CO-OPERATIVE DE POINTE-AUX-ROCHES
Au service de tous les agriculteurs:
- Semences et engrais chimique
- Pesticides, herbicides et autres produits chimiques
- Produits pétroliers: carburant et huile de chauffage
- Entreposage, marketing et vente de grains
- Système d'analyse et de gestion des terres par satellite
- Conseils d'agronome
- Marchandise au détail et essence sans plomb avec éthanol à certaines succursales

Il y a d'autres avantages particuliers à être membre. Nous nous ferons un plaisir d'en discuter avec vous.

Pointe-aux-Roches 798-3011
Belle-Rivière: 728-3733
Harrow: 738-2223
Oldcastle: 737-6141
Cottam : 839-4861

SERVICES AUX FEMMES
Centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles. Windsor/Essex: 1047 rue Ottawa, **253-3100; Chatham-Kent:** 405 prom. Riverview, bureau 101, **354-8908**
L'Union culturelle des Franco-ontariennes, Régionale: Mme Jeannette Blanchard **948-5940**; Pain Court: Mme Diane Brissette **682-9409**, Windsor: Mme Thérèse Chabot **944-5050**

SERVICES AUX JEUNES (Voir aussi **GARDERIES, SPORTS**)
Franco-Sol Centre de ressources, 6200 rue Edgar, **948-4339; garderies:** diverses écoles de langue française **979-0487**
Majorettes «Les Papillons», Mme Lucille Lefebvre **979-7885**, Mme Jeannette Lalande **948-6315**

SERVICES D'INFORMATION ET DE SECRÉTARIAT
Association canadienne-française de l'Ontario Windsor/Essex/Kent, Mme Nicole Germain, 7515 pr. Forest Glade, Windsor. **948-9322**

SERVICES MÉNAGERS À DOMICILE (Voir **SOINS DE SANTÉ À DOMICILE**)

SITES WEB (Voir **GRAPHISME** et **ÉDITION**)

SOINS DE SANTÉ À DOMICILE
Paramed Home Health Care, Windsor: **972-7760.**

SPORTS
Association francophone de Basketball du Sud-Ouest, M. Lucien Gava, M. Ronald Guignard, 2124 Woodlawn, Windsor, N8W 2H1, **977-7964**, télécopieur: **977-9512**
Association francophone des Sports et Loisirs, M. Emmanuel Chayer, **948-5545**, poste 221
Cyclesmax.com, M. Louis Marion, 3203 ch Turner **258-8395, 981-2133, 1-800-994-2453**
Gold Medal Sports Shop, M. Gérard Marier, 1130 chemin Lespérance, Tecumseh, **735-2368**

TRADUCTION (Voir **ÉDITION**)

TRAITEURS (Voir **RÉCEPTIONS-SALLE À MANGER**)

TRICOT (Voir **ARTISANAT**)

VÉLOS (Voir **SPORTS**)

VÊTEMENTS POUR ADOLESCENTS (Voir **VÊTEMENTS POUR HOMMES**)

VÊTEMENTS POUR HOMMES
Lionel's Men's Wear, M. Lionel Martin, 210 rue King ouest, Chatham, **352-0244**

B I N G O

Venez jouer au BINGO tout en appuyant des organismes francophones. Bonne chance!

Mercredi 5 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Jeudi 6 juin - 10h-midi-14h Salle Hollywood Bingo, 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par: **L'Association canadienne-française de l'Ontario**

Jeudi 6 juin - 22h15-minuit 15-2h15, Salle Classic IV, 2139 rue Ottawa
Parrainé par: **L'Association canadienne de ballon sur glace**

Vendredi 7 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **L'Association francophone des Sports et Loisirs W/E**

Samedi 8 juin - 9h30-11h-12h30-14h-15h30, Salle Classic Bingo Country (Big D Bingo), 2515 ch Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Samedi 8 juin - 10-midi-14h, Salle Hollywood Bingo. 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par : **Le Club Alouette**

Lundi 10 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Mardi 11 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 14 juin- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 14 juin- 10h-midi-14h, Salle Hollywood Bingo, 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par: **Le Club Jean-Paul II**

Dimanche 16 juin - 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **L'Association francophone des Sports et Loisirs W/E**

Lundi 17 juin- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Mercredi 19 juin - 1h30-3h-4h30-6h-7h45, Salle Classic Bingo Country (Big D Bingo), 2515 ch Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Jeudi 20 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Jeudi 20 juin - 16h-18h-20h, Salle Hollywood Bingo. 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par : **Le Club Alouette**

Samedi 22 juin- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 23 juin - 9h30-11h-12h30-14h-15h30, Salle Classic Bingo Country (Bingo D Bingo), 2515 Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 24 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic IV), 2139 rue Ottawa
Parrainé par: **Ligue canadienne de Ballon sur glace de Windsor**

Mercredi 26 juin- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

AVIS A TOUS LES MEMBRES ET AMIS DE LA PLACE CONCORDE

Pour faciliter la tenue à jour de la liste des membres ainsi que l'envoi du bulletin communautaire, la direction de la Place Concorde aimerait que chaque membre qui déménage l'avise de sa nouvelle adresse. Aussi lorsqu'un membre décède, il faudrait que sa famille en avise la direction afin de prendre les mesures nécessaires. Il faut téléphoner au **948-5545**

La direction vous remercie de votre coopération.



Le Rempart

Windsor, Ontario
36ième année, No 23
12 juin 2002

L'hebdo des francophones du Sud-Ouest

Services juridiques en français

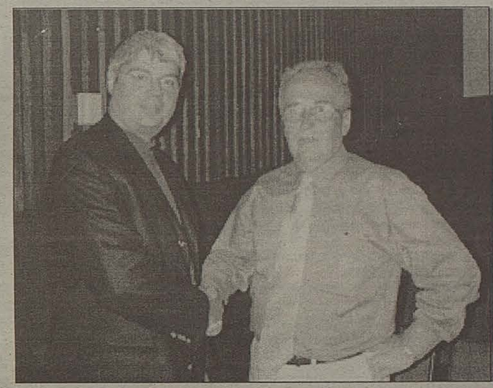
«Se plaindre, ce n'est pas chialer»

(JCM) Se plaindre, où les services juridiques en français ne sont pas adéquats, ce n'est pas chialer, mais plutôt signaler les lacunes afin que les responsables puissent y remédier. Et pour cela, il ne suffit pas de le signaler aux gens qui se trouvent au comptoir ou qui répondent au téléphone, mais aux administrateurs locaux ou encore au bureau du coordonnateur des services en français aux ministères dans le secteur de la justice.

Voilà une partie du message exprimé par ce coordonnateur, Marcel Castonguay, à la soixantaine de gens qui ont répondu à l'invitation du Club Richelieu Windsor de venir l'entendre après un brunch à l'école secondaire E.J.Lajeunesse dimanche dernier.

Pour convaincre les gens à ne pas hésiter à signaler les lacunes, M. Castonguay a expliqué jusqu'à quel point le droit aux services en français est reconnu, dans le *Code criminel*, la *Loi sur les*

«Se plaindre, ce n'est... suite à la page 12



Maître Paul Brisebois félicite Marcel Castonguay à la suite de sa conférence.

La Chambre des communes n'a pas respecté la Loi sur les langues officielles

Yves Lusignan, APF
Ottawa

En ne s'assurant pas que ses débats soient offerts aux téléspectateurs dans les deux langues officielles par la chaîne d'affaires publiques par câble CPAC, la Chambre des communes n'a pas respecté les obligations linguistiques contenues dans la Loi sur les langues officielles.

Dans un récent jugement, la Cour fédérale en vient à la conclusion que la Chambre des communes avait l'obligation de veiller à ce que les débats parlementaires fournis à la chaîne CPAC soient éventuellement diffusés dans les deux langues officielles.

Le juge John A. O'Keefe donne raison à un plaignant anglophone de Riverview au Nouveau-Brunswick, qui devait se contenter du son original offert par son câblodistributeur. Conséquence: chaque fois qu'un parlementaire prenait la parole en français, il lui était incapable de comprendre quoi que ce soit du débat qui se déroulait sous ses yeux.

La Chambre des communes transmet à la chaîne CPAC un signal vidéo et trois signaux audio des débats et des travaux de la Chambre, soit un du parquet, un en anglais et un en français. CPAC rend ensuite disponible ces signaux aux câblodistributeurs, qui ne sont pas tenus de diffuser la chaîne d'affaires publiques. Ces derniers sont également libres de choisir la version audio qui convient, selon eux, à leurs abonnés. Très peu choisissent d'offrir les versions française et anglaise.

Le président de la Chambre des communes, Peter Milliken, avait déclaré l'an dernier lors de sa comparution devant le comité parlementaire sur les langues officielles, qu'il considérait que la Chambre des communes remplissait ses obligations en fournissant aux câblodistributeurs le signal vidéo et les trois signaux audio.

Le juge O'Keefe estime au contraire que la Chambre des communes contrevient à la Loi sur les langues officielles, puisque le contrat qui la lie à CPAC ne prévoit pas que les services devront être offerts aux téléspectateurs dans les deux langues officielles. Or, une institution fédérale qui utilise un intermédiaire pour fournir des services qu'elle est tenue d'offrir dans les deux langues officielles, doit s'assurer que cet intermédiaire respecte à son tour cette obligation.

La Commissaire aux langues officielles en était venu à la même conclusion dans un rapport publié en octobre 2000, en réponse à six plaintes déposées à ses bureaux.

Le gouvernement fédéral a prétendu devant la Cour fédérale que les câblodistributeurs n'agissaient pas pour le compte de la Chambre des communes, puisqu'ils étaient libres d'offrir ou non le service.

La Cour fédérale donne un an à la Chambre des communes pour se conformer à la Loi sur les langues officielles.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a déjà annoncé que les gros et les moyens câblodistributeurs devront obligatoirement distribuer les débats de la Chambre des communes dans le service de base à compter du 1er septembre. Ils devront aussi fournir les débats dans la langue de la minorité, pourvu qu'ils en aient la capacité et que la technologie en place le permette.

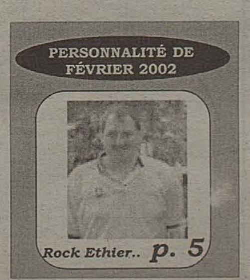
Enregistrement d'un CD



(PR) La Chorale du Tricentenaire achève l'enregistrement d'un CD. Les enregistrements se font dans l'amphithéâtre de l'école secondaire E.J. Lajeunesse par Mark Plancke de la compagnie Soundtech Recording Studios.

Parmi les chansons qui se retrouveront sur le CD, il y a Contre vents et marées, Évangéline, La petite suite québécoise, Nous chantons, L'hymne à l'espoir, Chanter, Douce France, Si les bateaux, La ronde des ans, Je connais des bateaux et Ne partez pas sans moi, entre autres. Le CD devrait être disponible cet automne.

PERSONNALITÉ DE FÉVRIER 2002



Rock Ethier.. p. 5

THÉÂTRE

«Les belles-soeurs» à Chatham les 21 et 22 juin ... p. 6

CHRONIQUE

A votre santé avec Dre Elizabeth Paul ... p. 7

Index des Services en Français

Suite page 8

Le Nouveau-Brunswick adopte à l'unanimité une nouvelle Loi sur les langues officielles

Ottawa (APF) : L'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a adopté à l'unanimité une nouvelle Loi sur les langues officielles, 33 ans après l'adoption d'une première loi qui était complètement dépassée.

La nouvelle loi prévoit que les six principales villes de la province, de même que toutes les municipalités dont la population de langue officielle minoritaire atteint 20 pour cent, devront adopter et publier leurs arrêtés municipaux dans les deux langues officielles d'ici le 31 décembre 2005. Ces municipalités devront aussi communiquer et offrir leurs services dans les deux langues officielles.

Les Commissions d'aménagement et les Commissions de gestion des déchets solides, qui desservent un territoire dont la population de langue minoritaire atteint 20 pour cent, devront également offrir leurs services et communiquer avec le public dans les deux langues officielles.

La loi prévoit également la création d'un Commissariat aux langues officielles et d'un poste de Commissaire aux langues officielles. Son rôle sera d'enquêter, de présenter des rapports, de faire des recommandations visant le respect de la loi et de promouvoir l'avancement des deux langues officielles dans la province. Son mandat, renouvelable, sera d'une durée de cinq ans.

Tout citoyen aura le droit de se faire servir dans la langue de son choix par un policier. Si le policier n'est pas en mesure d'offrir le service, ce dernier devra prendre les mesures «dans un délai raisonnable», pour répondre à la requête du citoyen.

Dans le domaine de la santé, la loi confirme que les services devront être offerts dans les deux langues officielles. Elle confirme aussi le statut des hôpitaux qui se définissent comme francophones, ce qui est le cas de l'hôpital Georges Dumont de Moncton.

Le public devra pouvoir communiquer avec les institutions provinciales dans la langue officielle de son choix. Ces institutions devront aussi prendre les mesures voulues pour informer les citoyens que leurs services sont offerts dans la langue officielle de leur choix.

Finalement, la Loi sur les langues officielles fera dorénavant l'objet d'une révision à tous les dix ans.

La SAANB satisfaite

Le président de la Société des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick, Jean-Guy Rioux, s'est dit satisfait. «C'est un grand pas qui a été franchi. On se retrouve avec une nouvelle loi qui correspond davantage aux réalités des communautés acadiennes.»

Il estime que la mobilisation de la population acadienne explique en bonne partie le changement de cap du gouvernement de Bernard Lord. «Il y a deux ans, le premier ministre avait dit que la révision de la loi n'était pas une de ses priorités.»

Il aurait toutefois aimé que la loi traite de la langue de travail et de l'accès à l'égalité des deux communautés linguistiques au sein de la fonction publique provinciale. Il aurait aussi souhaité que le nouveau Commissaire aux langues officielles ait la possibilité de recourir aux tribunaux pour faire respecter la loi.

Dyane Adam félicite

La Commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, félicite le gouvernement du Nouveau-Brunswick pour l'adoption de la nouvelle loi et est particulièrement heureuse de la création d'un poste de Commissaire aux langues officielles.

Mme Adam aurait cependant souhaité que le gouvernement de Bernard Lord donne au nouveau commissaire la possibilité de recourir aux tribunaux en cas de non respect de la loi. Elle aurait aussi aimé que la langue de travail dans la fonction publique fédérale soit abordée dans la nouvelle loi.

Le calendrier communautaire

présenté conjointement par



et **Le Rempart**

Pour faire inclure une mention, sans frais, dans ce calendrier, prière de communiquer les renseignements au REMPART, 948-4139 au moins deux semaines avant l'événement.

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
JUIN 2002			12	13 17h **Cocktail/ conférence pour les gens d'affaire** Place Concorde **18h30 Souper Richelieu les Campagnards,** Rochester Place	14 19h **Spectacle Les Papillons "En feu, en 2002"** à l'école E.J. Lajeunesse	15 9h **AGA de l'ACFO W/E/K,** Place Concorde **Rens.: 948-9322**
16	17 **18h30 à 20h Inscriptions pour joindre les majorettes** Club Alouette	18	19	20	21 20h **Théâtre "Les Belles-Soeurs"** au Chatham Cultural Centre. Rens.: **354-8338** — **21 au 24 juin Événements de la St-Jean à voir dans le cahier spécial du 19 juin**	22

CES RESTAURANTS VOUS INVITENT À VENIR JOUIR DE ...



Crescent

Lanes, Tavern and Restaurant:

Un véritable centre de loisirs

Le restaurant **Crescent** a depuis longtemps la réputation d'offrir une cuisine excellente et une bonne variété de spécialités. Mais il a ceci en plus qu'il est associé à une taverne et une salle de quilles qui constituent ensemble un véritable centre de loisirs pour individus et pour familles qui est ouvert toute l'année.

C'est donc un endroit spécial pour les quilleurs et quilleuses, amateurs ou plus sérieux, qui veulent jouir à la fois du sport et de la gastronomie.

De nombreuses ligues y jouent régulièrement; en fait il y en a de nouvelles qui se forment à présent et qui sont à la recherche de nouveaux membres. De plus, il y a des couloirs libres tous les jours, en matinée, en après-midi et en soirée, pour les joueurs occasionnels.

Il y a aussi une salle de banquet qui peut servir pour toutes sortes d'occasions spéciales, que l'on combine cela avec quelques parties de quilles ou non. On peut y tenir une fête d'anniversaire de naissance ou de mariage, un shower, une réception de noces ou encore un repas après des funérailles. Il y a un groupe qui y tient des parties de euchre les lundis et mercredis à 19 h 30 et qui invite toute personne intéressée à s'y joindre.


Evelyn Slobasky

Crescent Lanes, Tavern and Restaurant organise aussi des fêtes d'anniversaire pour enfants; un prix spécial inclut la location des souliers, deux parties de quilles et une collation pour laquelle un choix de mets divers est offert.

Le restaurant, qui est ouvert de 9 h du matin à 1 h du matin tous les jours, est connu, entre autres, pour sa pizza incomparable, ses Crescent Burgers, son spécial poisson et frites, ses pâtes, ses «perogies» et ses cigars aux choux. Ces délices se trouvent parmi un menu complet pour le déjeuner, le dîner ou le souper.

Crescent Lanes, Tavern and Restaurant est donc un endroit qui convient particulièrement pour les sorties en famille ou en groupes d'amis. On peut combiner un peu d'exercice avec une dégustation de pizza, tout en s'amusant et fraternisant avec parents ou amis.

La propriétaire Evelyn Slobasky que l'on peut reconnaître dans la photo a toujours veillé à ce que l'ambiance soit des plus accueillantes.

Crescent Lanes, Tavern and Restaurant est situé au 871 de la rue Ottawa, près de la rue Parent. Le numéro de téléphone est le 252-6841. On invite les quilleurs et quilleuses à s'inscrire dès maintenant pour les ligues qui débuteront cet été et cet automne.



Ce qu'en pense la presse francophone

Un miracle en Terre sainte S.V.P.

Éditorial tiré du jornal "L'Eau vive" de Régina, Sakatchewan

Les violences qui déchirent Palestiniens et Israéliens depuis près d'un an et demi, soit depuis l'achoppement du plan de paix proposé par Bill Clinton, ont atteint un nouveau sommet. Depuis le début du mois de mars, les morts s'accumulent par dizaines, et les blessés par centaines. La guerre des tire-pierres s'est transformée en conflit armé, qui ressemble de plus en plus à une guerre totale. Attentats suicide et attaques surprises répondent aux représailles et aux assassinats ciblés. Une escalade qui se fait de plus en plus sanglante. Chaque partie justifie son dernier coup d'éclat par le geste précédent du camp rival.

Est-ce le point de non retour ou un autre fait saillant de l'histoire sanglante de ces deux peuples qui n'en finissent plus de s'haïr? Il est difficile de comprendre et, surtout, de ne pas simplifier cette terrible tragédie, car toute tentative de justification de l'action d'Israël qui ne prend pas en compte le fait qu'elle occupe, là en ce moment et depuis des années, des terres qui ne lui appartiennent pas est nécessairement biaisée et toute tentative de justification de l'action des Palestiniens qui ne prend pas en compte le fait que l'occupation des derniers jours est due aux attentats suicides survenus récemment est tout aussi biaisée. En fait, toute tentative de comprendre ce conflit sans tenir compte du fait que les deux parties ont PEUR, est vouée à l'échec.

C'est peut-être d'ailleurs la seule symétrie que l'on retrouve chez les Palestiniens et Israéliens: les peurs qu'ils éprouvent l'un à l'égard de l'autre et leur capacité de précipiter leur voisin dans un gouffre. Ces peurs les poussent malheureusement dans un affrontement insensé. Comment sortir de cette situation de détresse et d'effondrement? Par le seul dialogue, par le retour à la négociation tout de suite, sans conditions préalables, des deux côtés, tout en menant une lutte obstinée, ciblée, contre le terrorisme. Yasser Arafat, le chef palestinien, doit le faire avec sérieux et volonté, comme il ne l'a jamais fait. Ariel Sharon doit se retirer des territoires de l'Autorité palestinienne et mener une négociation politique avec la même opiniâtreté avec laquelle il engage en ce moment son armée.

Les actes de terrorisme palestiniens continueront, hélas, encore longtemps. Mais si, parallèlement, un processus de paix s'engage, avec ses compromis, la fin de l'occupation, la perspective de réconciliation, d'apaisement et de reconnaissance de la douleur de l'autre, peu à peu se réduira le soutien de la majorité palestinienne au terrorisme et augmentera la foi des Israéliens en un accord de paix. Y a-t-il une chance? Tout être sensé sait qu'aucun de ces dirigeants n'est capable de susciter une telle occasion. Que nous reste-t-il? Vivre ce cauchemar jusqu'à son terme. Des pensées de paix, de réconciliation, de coexistence possible entre les deux peuples paraissent pour l'heure comme les derniers signes de vie d'un bateau en train de couler.

José Deschênes

L'ACTUALITÉ vue par Michel Lavigne

DON BOUDRIA ATTEINT DES SOMMETS

Groupe Everest

Michel Lavigne ©APF-500

Ayoye!

Éditorial tiré du journal "La Liberté" de Saint-Boniface, Manitoba

Quand je me coupe, je saigne. I don't bleed. Et si j'ai le malheur de me casser la jambe, I don't say « Ouch! », je m'écrie, « Ayoye! » Et je ne suis pas le seul.

Le gouvernement fédéral devrait créer un programme d'appui aux langues officielles pour le secteur de la santé tout comme il l'a fait pour l'éducation. C'est un message qui fait l'unanimité chez les francophones des communautés mino-ritaires et elles n'ont, d'ailleurs, pas hésité à le faire entendre bien clairement à l'occasion du début des audiences de la Commission royale sur l'avenir des soins de santé du Canada, dirigée par l'ancien premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow.

Le message est de bon augure. On dirait que la victoire de l'Hôpital Montfort, durement acquise par les Franco-Ontariens, a mis du vent dans les voiles de la francophonie canadienne. En effet, il faut consolider cette victoire, car il serait tragique de perdre la guerre après avoir gagné une bataille.

Et Dieu seul sait qu'il reste plusieurs batailles à faire avant de la gagner, cette guerre. Parfois, on entend même des Franco-Manitobains, des plus jeunes surtout, souligner qu'être en santé n'est pas une question de langue, mais du bien-être physique. Peut-être, mais, comme dans le cas de l'éducation, la santé est un domaine où le respect de la culture et de la langue est d'une importance capitale. Et l'on n'a pas besoin d'être un aîné de la Villa Youville pour apprécier ou exiger un service en français. On a juste besoin d'avoir son français dans les tripes.

Et ça, c'est physique, non? Pourquoi le fédéral a-t-il créé un programme d'appui aux langues officielles pour l'éducation? On aurait pu dire que le savoir, c'est le savoir, qu'il soit prodigué en français ou tout autre langue. Oui, le Franco-Manitobain pourrait toujours apprendre son histoire en anglais, sans pour autant changer l'importance du savoir acquis. Et d'ailleurs, ça c'est déjà vu; plusieurs générations ont connu l'époque, jugée inconstitutionnelle, où l'enseignant expliquait les hauts faits de la « Red River Rebellion » et faisait réciter à ses élèves le poème The Red River Voyageur de Whittier.

Mais pourquoi s'être battu pour fonder la Division scolaire franco-manitobaine? C'est parce qu'on savait que l'éducation en français est un droit, et non un complément facultatif à un quelconque ervice de langue anglaise.

Il en est de même pour la santé. Bien qu'il soit vrai que personne ne refusera des soins d'urgence en anglais – ou en français d'ailleurs – pourquoi faudrait-il se battre, parfois jusqu'à se faire mal, pour le privilège – non, le droit — de dire

«Ayoye!» au lieu de «Ouch!»? Si un francophone est susceptible d'être victime d'une embolie, qu'on le lui explique en français. Qu'on ne lui parle pas d'«ultrasounds», mais plutôt qu'il devrait subir un traitement par sondes échographiques pour déterminer les causes de son malaise. Et s'il est un jour question de soins de santé à deux vitesses, don't send me the bill. Envoyez-moi plutôt la facture.

Daniel Bahuaud

Un cow-boy bien solitaire

Éditorial tiré du "Journal de Cornwall", Cornwall, Ontario

Le célèbre cow-boy Lucky Luke risque de se sentir bien seul en automne 2003. C'est en effet à ce moment que la sortie du nouvel album est prévue. Les amateurs des histoires de ce héros, poursuivant Joe, Jack, William et Averell Dalton, en compagnie du chien Rantaplan, risquent cependant d'être déçus.

Mais ne vendons pas la peau du cow-boy avant de l'avoir tué, peut-être que cette aventure de Lucky Luke sera l'une des plus intéressantes! Le problème, s'il en existe effectivement un, c'est que le créateur Morris est malheureusement décédé en juillet dernier.

L'album sera donc la confection de Laurent Gerra et Achdé qui, selon la maison d'édition Dargaud, réussiront à «saisir les tics et respecter l'esprit du personnage».

L'un de leurs objectifs est notamment de moderniser Lucky Luke. Comment vont-ils s'y prendre? Mystère et boule de gomme.

L'idée des deux concepteurs est de situer la nouvelle aventure de Lucky Luke dans la province voisine et de l'intituler «Lucky Luke dans le Far West québécois».

Alors que les autres albums de ce cow-boy solitaire étaient souvent soutenus par des faits historiques, le prochain risque de se rapprocher beaucoup plus de

Voir "Un cow-boy" page 11

Le Rempart

l'hebdo des francophones du Sud-Ouest

Publié tous les mercredis par
Les Publications des Grands Lacs Ltée
7515 prom. Forest Glade
Windsor, Ontario N8T 3P5
Téléphone: (519) 948-4139 Télécopieur: (519) 948-0628
Internet: rempart@on.aibn.com

Éditeur: Jean Mongenais
Rédactrice: Paulette Richer
Administration et production: Johanne Gagnon, Céline Vachon
Correspondant national: Yves Lusignan
Annonce locale: Jean Mongenais

Numéro de convention: 1415484
Numéro d'enregistrement: 8713

SÉLECT Représentation nationale Montréal (514) 866-3131 Toronto (416) 362-4488

OPSCOM Agence de représentation commerciale (613) 241-5700 1-800-267-7266

APF Association de la presse francophone

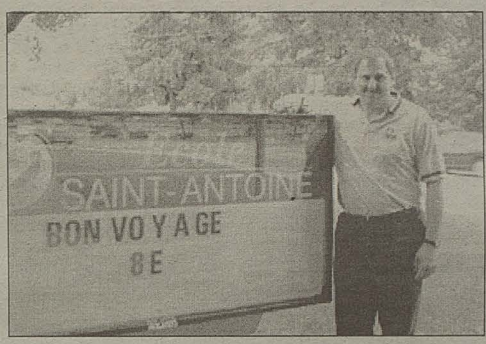
Fondation Donatien Frémont

Audit Bureau of Circulations

«Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.»

Roch Éthier est la Personnalité francophone de février 2002

(PR) Dans son village natal de Sturgeon Falls, Roch Éthier avait l'habitude, chaque année, de participer au Carnaval d'hiver. En tant que président du Comité de parents de l'école St-Antoine de Tecumseh, il a convaincu les autres du bien-fondé d'organiser un tel événement pour amasser des fonds. Le premier Carnaval d'hiver de l'école St-Antoine a donc eu lieu au début de février, ce qui a valu à Roch Éthier d'être nommé Personnalité francophone du Sud-Ouest de février 2002.



Le carnaval devait se dérouler le jeudi, 31 janvier, le vendredi 1[er] et samedi, 2 février. En raison d'une tempête de verglas, entraînant des pannes d'électricité, l'école était fermée le jeudi et vendredi. M. Éthier a néanmoins décidé d'aller de l'avant avec les événements organisés pour le samedi, pour la journée familiale. «Malgré tout, nous avions une soixantaine de bénévoles qui ont répondu à notre appel et on a amassé entre 5 et 6 milles dollars».

Par ailleurs, les événements prévus pour le jeudi et vendredi, comme la sélection de la cour royale, le défilé dans les rues jusqu'à l'aréna et le Bal du carnaval ont pu avoir lieu les 7 et 8 février.

Avant de décider d'organiser un Carnaval d'hiver à l'école, il a fallu que Roch Éthier fasse comprendre ce qu'était au juste une telle activité. «J'ai montré une photo du Bonhomme Carnaval aux membres de mon comité. La moitié d'entre eux ne savait pas qui c'était. J'ai alors réalisé qu'il faudrait, en quelque sorte, éduquer les jeunes sur ce que c'est un tel carnaval.» Avant la tenue du carnaval, il a fait diffuser dans l'école, soit un CD regroupant de la musique de carnaval, soit une vidéo cassette du Carnaval de Québec. «J'ai fait faire un costume de Bonhomme Carnaval, ajoute-t-il. Ça nous prenait une mascotte!» .

Côté nourriture, «il fallait servir des fèves au lard, dit-il. Certaines personnes pensaient que ça ne se vendrait pas. Ah, mais dès que les gens entraient dans l'école ce samedi matin là, ils demandaient ce que c'était qui sentait si bon. Nous avions aussi préparé, à l'avance, de la tire d'érable et du sucre à la crème. Tout s'est bien vendu».

M. Éthier est aussi très heureux de l'appui qu'il a reçu, tant de la direction que des professeurs

Les planifications vont bon train pour le prochain Carnaval d'hiver de l'école St-Antoine. «Les dates sont déjà retenues: du 30 janvier au 1[er] février, précise M. Ethier. Nous allons planifier des événements qui pourront se dérouler dehors, en espérant que la température le permettra. Sinon, nous aurons d'autres activités qui pourront avoir lieu à l'intérieur». Parmi les activités qui pourraient se greffer au Carnaval, il songe à des tours en calèche, un souper traditionnel canadien-français, un concert de musique avec une vedette francophone.

Pour M. Éthier, c'est important de donner bénévolement de son temps pour la francophonie. «C'est mon fun!» dit-il en souriant. L'argent recueilli par le Comité de parents, qui compte huit membres, sert à plusieurs choses. Il y a, pour les finissantes et finissants, le voyage de fin d'année, le banquet et la remise d'un dictionnaire à chacun. Il y a aussi l'achat d'équipement technique comme des VCR pour chaque classe et des livres pour la bibliothèque. «On a aussi donné de l'argent à chaque professeur en début d'année, explique-t-il, afin de les aider à acheter des objets pour leur classe».

Roch Éthier est arrivé dans le Sud-Ouest à la fin des années 80. Son épouse, Rachelle (Lachance) Éthier, native de Tecumseh, enseigne à l'école secondaire l'Essor. Ils ont trois enfants: Luc, Daniel et Natalie. M. Éthier est un planificateur financier avec la compagnie Primerica.

Le programme de la Personnalité francophone du Sud-Ouest est parrainé conjointement par le poste radiophonique CBEF Radio-Canada, la Place Concorde, le Club Alouette, le Centre communautaire la Girouette et Le Rempart pour reconnaître publiquement les réalisations des gens qui contribuent notamment au développement de la communauté francophone du Sud-Ouest ou qui la font mieux apprécier par le public en général.

Un jury indépendant mis sur pied par les organismes-parrains choisit pour chaque mois, à partir de candidats et candidates qui lui sont suggérés par des membres de la communauté ou qu'il identifie lui-même, l'individu dont une réalisation dans ce mois-là répond le mieux à ces critères.

Une personnalité sera ainsi choisie pour chaque mois, exceptionnellement quatorze cette année, de juillet 2001 à août 2002. Ensuite, Le Rempart présentera ensemble les personnalités et, à une réception l'automne prochain, les convives seront invités à en choisir une parmi eux qui sera la *«Personnalité francophone du Sud-Ouest de l'année 2001-2002.»*

Les suggestions de candidats ou candidates pour la Personnalité francophone du mois peuvent être communiquées à Jacqueline Kervoelen ou de CBEF (255-2411), Didier Marotte de la Place Concorde (948-5545), Rose Pelletier du Club Alouette (945-1189), Michel Bilodeau de la Girouette (352-9156) ou Paulette Richer du Rempart (948-4139), qui en feront part au jury.

Du théâtre en français à Chatham

La pièce «Les belles-soeurs» sera présentée les 21 et 22 juin

(PR) S'il y a une pièce du dramaturge québécois Michel Tremblay qui est très connue, c'est bien «Les belles-soeurs». Mais serait-ce plutôt en raison du nom du personnage principal que le réalisateur, Roger Lozon, a choisi de la monter...? Toute l'intrigue se déroule dans la cuisine de Germaine Lauzon qui vient de gagner un million de timbres-primes.

Cette pièce compte une quinzaine de personnages, toutes des femmes. Elles ont été invitées à aider Germaine à coller ses timbres. «Parmi les comédiennes que la troupe *Du coq à l'âne* a trouvé, il y a plusieurs enseignantes, certaines à la retraite, en plus de quelques femmes de la communauté, explique M. Lozon. Nous, les hommes, nous travaillons à l'arrière scène, aux décors, entre autres.»



C'est depuis le début de l'année que la nouvelle troupe de théâtre répète cette pièce, avec la metteure-en-scène, JC Charbonneau, professeure de langue et d'art dramatique à l'école secondaire de Pain Court. «Nous avons très hâte de jouer, dit M. Lozon. C'est une pièce où nous retrouvons des articles religieux, des images saintes. À un certain moment elles disent le chapelet, une neuvaine à Sainte-Thérèse. C'est vraiment un retour aux années 50 et 60.» Même si ceci se passe au Québec, l'histoire aurait pu se passer ici.

Il y aura deux présentations de la pièce, les 21 et 22 juin, au Chatham Cultural Centre. Le centre est situé au bout de la rue King, à gauche, au 75 de la rue William nord. Pour réserver des billets, il s'agit de téléphoner au théâtre au (519) 354-8338. Les billets coûtent 10$

La troupe de théâtre *Du coq à l'âne* espère présenter une pièce par année. M. Lozon «cherche d'autres pièces pour les prochaines années. Je veux en trouver qui intéresseront notre public et qui comprendront des hommes et des femmes dans la distribution.»

EN BREF

JOURNÉE NATIONALE DES AUTOCHTONES

Le 21 juin est la Journée nationale des autochtones. Ce jour là le Fort-Malden à Amherstburg offrira le tarif d'admission à moitié prix et un rabais de 10% dans la boutique, afin de souligner ce jour. Le fort était autrefois un endroit de rassemblement important pour les Britanniques et les Premières Nations de la région des Grands Lacs. De grandes cérémonies et de nombreuses activités y ont eu lieu. Les visiteurs peuvent regarder une exposition qui porte sur cet aspect du patrimoine culturel. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, téléphonez au 736-5416 ou visitez le site Internet: www.parcscanada.gc.ca/malden.

UN LABORATOIRE APPELÉ NEW YORK

(ASP) Depuis le 11 septembre, des centaines de scientifiques ont transformé la ville de New York en un gigantesque laboratoire, récoltant des données sur des phénomènes aussi variés que les effets d'une exposition aux gaz toxiques sur des femmes enceintes, la dépression, ou encore le stress post-traumatique des enfants. Ont été, en plus, mis sous la loupe: 55 camionneurs qui charriaient les débris, 100 ferronniers, 300 chiens-sauveteurs; et on planifie de faire de même avec 2 000 résidents de Manhattan. Certains, comme le Dr Christina Hoven de l'Université Columbia, y voient une opportunité unique pour la science, comme on n'en a pas vu... depuis l'attentat d'Oklahoma City. Et les cobayes, demande le New York Magazine, qu'en pensent-ils? Ils sont tiraillés entre l'envie de faire avancer la science... et celui d'être laissés tranquilles.

LE RETOUR DE DICK TRACY

(ASP) C'était à prévoir. Les composants des téléphones cellulaires devenant de plus en plus petits, il est désormais possible de les loger... dans une montre. Ainsi, comme dans la vieille bande dessinée américaine Dick Tracy, on pourrait d'ici peu voir dans la rue des gens en train de converser par l'intermédiaire de leur montre. D'autant plus que la compagnie coréenne Samsung vient de déposer un brevet à ce sujet: les circuits, l'écran, le microphone logeront tous dans la partie supérieure de la montre, ce qui laissera place à la batterie, dans la partie inférieure. Ah oui, et la montre donnera également l'heure.



A VOTRE SANTÉ

par la Dre Elizabeth Paul

Avez-vous mal au cou lors de votre réveil ?

Voici quelques conseils sur la meilleure position pour dormir

Pour ceux dormant sur le dos

Si vous dormez sur le dos et que vous éprouvez des douleurs dans le bas de la colonne vertébrale, essayez de placer un petit oreiller en dessous de vos genoux. Ceci va relaxer les muscles de la région lombaire et ainsi diminuer la tension.

Pour ceux dormant sur le coté

Utilisez un oreiller pour supporter votre cou et votre tête. Lorsque vous dormez, la position de vos jambes va déterminer le degré de tension dans le bas de votre dos. Si vos jambes sont trop droites votre dos va être tendu. Si vos jambes sont trop hautes sur votre abdomen les muscles vont se contracter. Les muscles vont être relaxés dans un point situé entre ces deux extrêmes.

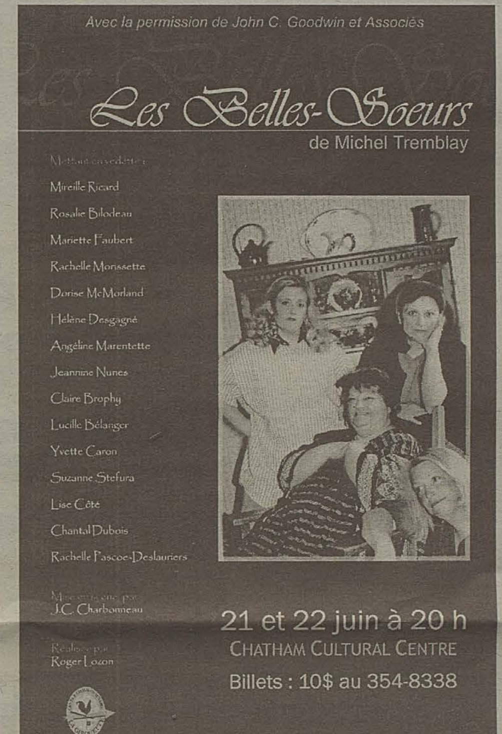
Support de l'oreiller

Une des principales causes de raideur de cou matinale sont les oreillers. Pensez à la fonction d'un oreiller. Il devrait offrir du support pour la tête et le cou et les maintenir enlignés. On a tous vu des annonces d'oreiller orthopédiques disant que leur oreiller est le meilleure. Le problème est que chaque personne est différente. Si on dort sur le coté, l'oreiller va remplir l'espace entre les épaules et le cou pour supporter la colonne. Si on dort sur le dos l'oreiller devra supporter la courbe normale du cou, en évitant d'élever la tête trop haute, si non les muscles vont se contracter.

Voici un petit test que vous pouvez faire à la maison :

Frotter les muscles sur le côté de votre cou. Ils devraient être décontractés et non douloureux. S'ils ne le sont pas nous devons trouver la cause et la traiter. Maintenant couchez-vous sur votre lit avec votre oreiller et frotter les muscles encore. Si c'est douloureux l'oreiller est, soit trop haute, soit trop basse. Essayer d'autres oreillers. Si vous en trouvez une qui supporte votre tête parfaitement, c'est celle qu'il vous faut. Nous avons constaté que certaines personnes, surtout celles avec des épaules larges, ont besoin de deux oreillers lorsqu'elles se couchent sur le côté, mais seulement d'une lorsqu'elles sont sur le dos.

Si vous pensez que vous avez un problème avec votre oreiller amenez-le au bureau lors de votre prochaine visite chez le chiropraticien ou chiropraticienne. En utilisant les tests musculaires on peut voir si votre oreiller est la cause de vos raideurs de cou matinales.



Seulement 25 000 francophones «hors Québec» écoutent la Soirée du hockey

Ottawa (APF) Alors que des voix s'élèvent au pays contre la disparition sur les ondes de Radio-Canada de l'émission La Soirée du hockey l'automne prochain, les résultats du sondage du printemps réalisé par la firme BBM indiquent que seulement 25 000 francophones à l'extérieur du Québec regardaient à la télévision radio-canadienne les exploits des joueurs du Canadien de Montréal au mois de mars dernier.

Le sondage a été réalisé du 26 février au 6 mars, du 14 au 20 mars et du 21 au 27 mars par l'entremise de cahiers d'écoute qui ont été remis à 13 131 francophones, dont 1 689 demeuraient à l'extérieur du Québec.

Parmi les 1 689 francophones hors Québec qui ont participé au sondage BBM, 154 ont écouté la Soirée du hockey en mars. C'est à partir de ces données que la firme en vient à la conclusion que seulement 25 000 téléspectateurs francophones «hors Québec» ont applaudi les exploits de Josée Théodore à Radio-Canada.

Ce résultat équivaut à 6 pour cent de l'auditoire francophone total puisque selon les chiffres obtenus auprès du service de la planification stratégique et de la recherche de Radio-Canada, le sondage BBM évalue à 451 000 le nombre total de francophones au pays qui ont écouté l'émission du samedi soir.

Si on fait abstraction du critère linguistique, 509 000 téléspectateurs à travers tout le pays ont écouté La Soirée du hockey en mars dernier. De ce nombre, 48 000 demeuraient à l'extérieur du Québec, ce qui représente 9 pour cent de l'auditoire total. Ces résultats ont été obtenus à partir d'un échantillon de 52 545 personnes, dont 39 082 vivaient à l'extérieur du Québec. Seulement 225 personnes à l'extérieur du Québec, sur l'échantillon de 39 082, ont écouté La Soirée du hockey en mars.

Toujours selon le dernier sondage BBM, 208 000 francophones au pays écoutait Radio-Canada au quart d'heure, du lundi au dimanche. Le nombre de francophones de l'extérieur du Québec qui écoutait Radio-Canada au quart d'heure était estimé à 14 000, ce qui représentait 7 pour cent de l'auditoire francophone total.

Il existe un autre sondage pour mesurer l'écoute des téléspectateurs francophones. Il s'agit de celui produit par la firme Nielsen, qui calcule l'écoute à partir d'un audimètre installé sur les téléviseurs.

Radio-Canada n'est toutefois pas en mesure de mesurer la cote d'écoute chez les téléspectateurs francophones de l'extérieur du Québec à partir des données recueillis par Nielsen, tout simplement parce que l'échantillonnage est trop petit, explique-t-on au service de la planification stratégique et de la recherche.

Index des Services en Français

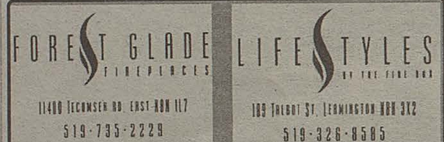
Suite de la page 2

ÉQUIPEMENTS ET SERVICES SPORTIFS (Voir **SPORTS**)

ESCALIERS (Voir **RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION**)

FORMATION DE BASE EN FRANCAIS POUR ADULTES
Centre Alpha "Mot de passe", Mme Nicole Krapac, 1799 rue Ottawa, Windsor, **253-3959**; sans frais **1-866-411-4311**

FOYERS



GRAPHISME
Izuba Inc., Michelle Marchand, Place Concorde, **974-0847**

INFIRMIÈRES À DOMICILE (Voir **SOINS DE SANTÉ À DOMICILE**)

INSTITUTIONS FINANCIÈRES
Caisse Populaire de Pointe-aux-Roches, C.P. 100, Pointe-aux-Roches, **798-3026**
Caisse Populaire de Tecumseh, 1120 ch. Lespérance, Tecumseh, **735-6069**

JARDINS (Voir **PAYSAGISTE**)

LAINE (Voir **ARTISANAT**)

LAVEUSES ET SÉCHEUSES (Voir **APPAREILS MÉNAGERS**)

MONUMENTS DE CIMETIÈRE
Excelsior Monuments Limited, M. Don Lappan, 11918 Ch Tecumseh, Tecumseh, **735-2445**

OPTICIEN
Union Vision Centre, Mme Carole Jubenville, 573 est, ch Tecumseh (en face du centre médical) Windsor **977-1164**

OPTOMÉTRISTES
Dr Robert Charron, 5805 ch Malden, LaSalle, **969-6677**
Dr Kim Lalonde, 595 ch Tecumseh Est, Windsor, **252-6555**

ORTHODONTISTE
Dr Dennis Dionne, 2224 ch Walker, pièce 240, Windsor **252-3000**

PAYSAGISTE
Jardins Boardwalk Gardens, M. Roger Beaulieu, 18725 chemin Tecumseh, 10km à l'est de Pointe-aux-Roches, (sans frais) **1-800-572-1494**

PEINTRE EN BÂTIMENTS
Gemini Painting Inc., Serge et Denise LaForge, **796-7911**

PLANIFICATION FINANCIÈRE
Planificateur financier, M. Terry Morais, bur: **974-0128**; dom.: **735-4545**

PUBLICITÉ (Voir **GRAPHISME** et **ÉDITION**)

RÉDACTION (Voir **ÉDITION**)

RÉCEPTIONS
Centre Canadien-Francais, (Club Alouette) 2418 ave Central, Windsor **945-1189**
Place Concorde, 7515 promenade Forest Glade, Windsor **948-5545**

RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION (Voir aussi **PAYSAGISTES**)
Daniel Lépine Contracting, M. Daniel Lépine **727-6506**
Detailed Stair and Rail, M. Daniel Mallet, **988-1964**
Gaudet's Aluminum Ltd, M. François Gaudet, M. Germain Gaudet, 360 ave Eugenie Est, Unité 208, Windsor, **250-4870**, Télécopieur: **250-4615**

Suite page 11

Bilinguisme : L'exemple ne vient pas toujours d'en haut

Ottawa (APF) : Tous les hauts fonctionnaires fédéraux devraient prêcher par l'exemple et être bilingues dès leur entrée en fonction, estime la Commissaire aux langues officielles.

Selon une nouvelle étude portant sur la haute fonction publique fédérale et la dualité linguistique, environ 20 pour cent des sous-ministres adjoints n'atteignent pas encore le niveau de bilinguisme exigé dans leurs fonctions. Selon les données publiées dans cette étude, 42 des 211 sous-ministres adjoints qui occupent des postes bilingues ne répondent pas aux exigences linguistiques. Parmi ceux et celles qui ne répondent pas à ces exigences, 40 sont anglophones et deux seulement sont francophones.

«La nomination d'unilingues devrait être considérée comme une situation d'exception» estime la Commissaire Adam, qui recommande qu'on exige que tous les candidats à des postes de sous-ministre adjoint, même ceux provenant de l'extérieur de la fonction publique, soient bilingues.

«Trente ans après l'entrée en vigueur de la Loi sur les langues officielles, il est de plus en plus difficile d'accepter que les candidats provenant de l'extérieur de la fonction publique qui aspirent à ces hautes fonctions n'aient pas la maîtrise de l'une ou l'autre langue officielle» déplore la Commissaire.

Mme Adam émet aussi de sérieux doutes sur le niveau de bilinguisme de certains des 50 sous-ministres et sous-ministres délégués actuellement en poste, d'autant plus qu'ils ne sont pas évalués de façon formelle dans leur langue seconde. «Comme les hauts dirigeants ont un impact certain sur la création d'un milieu de travail propice à l'utilisation des deux langues, nous sommes d'avis qu'ils doivent avoir une bonne maîtrise du français et de l'anglais, à un niveau comparable à celui qui est exigé des autres cadres de la fonction publique.»

Les doutes de Mme Adam augmentent lorsqu'elle constate que seulement 25 pour cent des 31 sous-ministres ont choisi le dossier des langues officielles comme engagement-clé pour 2001-2002. «Cela nous semble peu compte tenu de la nécessité pour de nombreuses institutions fédérales d'apporter des changements afin d'améliorer la situation des langues officielles en leur sein, notamment en ce qui concerne la langue de travail.»

La Commissaire salue néanmoins les efforts du gouvernement pour rééquilibrer la participation des francophones et des anglophones aux plus hauts échelons de l'État. En date du 13 mai dernier, 32 pour cent des sous-ministres et des sous-ministres délégués étaient francophones. Les francophones n'étaient que 22 pour cent à occuper ces postes en 1999 et en 2000.

Avis d'assemblée générale annuelle

Centre d'alphabétisation
Alpha «Mot de Passe»
1799 rue Ottawa

le mercredi 19 juin 2002
18h

Bienvenue à toute personne intéressée à contribuer des idées, agir comme bénévole ou participer au développement de nos programmes. Prière de communiquer avec la directrice Nicole Krapac au 253-3959 pour signaler votre intention d'être présent.

Membriété: 5,00 $

Convocation

Assemblée générale annuelle du conseil régional Windsor-Essex-Kent de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO)

Le samedi 15 juin 2002
à la Place Concorde

9h30: Inscription — 10h30: Assemblée
9h45: Célébration Eucharistique — 12h30: Léger repas

A l'ordre du jour: •Rapports usuels •Plan d'action 2002-2003 •Élections: présidence (pour 1 an), secrétaire (pour 2 ans), directeur/directrice de la ville de Windsor (pour 2 ans), directeur/directrice pour le comté d'Essex (pour 2 ans), directeur/directrice pour le comté de Kent (pour 2 ans)

Les Statuts et Règlements et le formulaire de candidature sont disponibles au Bureau de l'ACFO (948-9322)

Bienvenue à tous!

Adam veut le respect de la dualité linguistique dans le sport

Ottawa (APF) : La Commissaire aux langues officielles trouve que le projet de loi sur l'activité physique et le sport ne reflète pas suffisamment la dualité linguistique canadienne.

«Il serait temps que la dimension des langues officielles dans le système sportif canadien soit correctement reflétée dans la nouvelle loi» a insisté la Commissaire Adam lors de sa comparution devant le comité parlementaire qui étudie le projet de loi.

Mme Adam veut que le préambule du projet de loi, qui définit les engagements du gouvernement, fasse référence au principe de la dualité linguistique. Le secrétaire d'État au sport amateur, Paul De Villers, a déjà indiqué devant le même comité que le gouvernement n'en voyait pas la nécessité.

«L'histoire nous a démontré plus d'une fois qu'en l'absence de dispositions claires, les droits linguistiques des Canadiennes et des Canadiens ne sont pas respectés» a indiqué Mme Adam, qui invite le gouvernement à «joindre le geste à la parole» de façon à éviter de perpétuer «des situations inéquitables à l'endroit de la collectivité francophone.» Elle souhaite maintenant que le secrétaire d'État De Villers change d'idée. «J'espère qu'il va lire attentivement notre témoignage.»

Elle propose également d'inclure parmi les objectifs de la politique, celui «de contribuer au rapprochement des Canadiens et des Canadiennes, notamment des deux langues officielles.» Cette suggestion a fait bondir le député bloquiste Robert Lanctôt, qui y voit la possibilité pour le fédéral de transformer le sport en objet de propagande. «Ce n'est pas faire de la propagande. C'est dans l'esprit de la Constitution canadienne» a rectifié Mme Adam

La Commissaire Adam souhaite également que le Centre de règlement des différends sportifs soit clairement soumis à la Loi sur les langues officielles, comme s'il s'agissait d'une institutions fédérale. Elle recommande aussi que le ministre responsable des sports accorde les subventions et contributions aux organismes sportifs en tenant compte de la Loi sur les langues officielles.

Le député allianciste Chuck Strahl s'est demandé s'il était nécessaire d'identifier dans la loi un groupe culturel ou linguistique, compte tenu de l'intention du ministre De Villers de ne faire référence à aucun groupe de la société, que ce soit les femmes ou les autochtones. M. Strahl en a aussi profité pour affirmer, mine de rien et sur la foi de coupures de journaux, que les Jeux de la Francophonie recevaient «30 fois plus» de fonds fédéraux que les Jeux du Commonwealth.

Petites annonces classées

LOGEMENT

A LOUER: Maison à louer avec quatre chambres à coucher, 1200 $ par mois, chauffage et services publics compris. **974-8246.** 15

A LOUER: Appartement propre, bien éclairé, meublé, dans l'est de la ville, pour dame non-fumeuse. Prix abordable, **945-5520.** 10

A LOUER: Appartement une chambre à coucher, dans un haut, avec air climatisée, région centrale, pour personne mature seule, non-fumeuse. Appeler entre 14h et 18h au **253-4157.** 18

A LOUER: Appartement spacieux tout meublé, avec laveuse et sécheuse, dans l'est de la ville, près de la promenade Ganatchio, prix abordable, non fumeur ou non fumeuse. Appeler **948-1669.** 21

OBJETS A VENDRE

A VENDRE: Tête et pied de lit avec dessin en fer forgé, couleur vert fôret, grandeur King. Appeler après 19 h au **735-2512.** 08

A VENDRE: Manteau de fourrure Vison, grandeur 12-14, d'une valeur de 6 000$ pour 2 000$. Appelez après 16 h au **979-1826.** 09

A VENDRE: 95' Ford Escort LX, 89 000 km, 4 portes, vitres électriques, air climatisée, test d'émission passé, certifié, excellente condition. Prix à négocier. Doit vendre... famille s'agrandit. **965-0244.** 16

A VENDRE: Plusieurs uniformes d'infirmières (différentes tailles), tables de salon, téléphoner au **944-2647.** 20

A VENDRE: Cage d'animaux de compagnie, comme neuf, acheté l'an dernier pour 99,95$, demande 35$. Appeler au **974-1387. 22**

DIVERS

RECHERCHÉ: Un siège d'enfant pour vélo, **945-2878.** 11

DISPONIBLE: Service de gardienne à domicile dans la région Riverside et Banwell, pour enfants de 3 ans et plus. Aussi le service est disponible durant l'été pour les enfants d'âge scolaire. Appeler **979-0394.** 15

BINGO

Venez jouer au BINGO tout en appuyant des organismes francophones. Bonne chance!

Vendredi 14 juin- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 14 juin- 10h-midi-14h, Salle Hollywood Bingo, 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par: **Le Club Jean-Paul II**

Dimanche 16 juin - 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **L'Association francophone des Sports et Loisirs W/E**

Lundi 17 juin- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Mercredi 19 juin - 1h30-3h-4h30-6h-7h45, Salle Classic Bingo Country (Big D Bingo), 2515 ch Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Jeudi 20 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Jeudi 20 juin - 16h-18h-20h, Salle Hollywood Bingo. 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par : **Le Club Alouette**

Samedi 22 juin- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 23 juin - 9h30-11h-12h30-14h-15h30, Salle Classic Bingo Country (Bingo D Bingo), 2515 Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 24 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic IV), 2139 rue Ottawa
Parrainé par: **Ligue canadienne de Ballon sur glace de Windsor**

Mercredi 26 juin- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 28 juin- 11h-13h-15h-17h, Salle Classic Bingo Country (Classic II), 720 ave Ouellette
Parrainé par: **La Place Concorde**

Samedi 29 juin - 12h30-14h-15h30-17h, Salle Classic Bingo Country (Big D East), 9420 ch Tecumseh Est
Parrainé par: **Les majorettes Les Papillons**

Samedi 29 juin- 17h-19h-21h15-23h15, Salle Bingo Country, 1699 Northway (angle Huron Line)
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 30 juin- 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 1er juillet - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **Le Festival francophone**



Le Club de Bicolo

L'univers

Salut ! J'espère que tu vas bien. Je suis souvent dans la lune ces temps-ci. Je pense à l'univers. C'est difficile de croire que c'est si grand. Je pense d'abord à ma maison qui est sur la Terre. Ensuite, je pense à la Terre qui est dans le système solaire avec les autres huit planètes. Je pense au système solaire qui est dans notre galaxie, la Voie Lactée. Finalement, je rêve aux milliers de galaxies dans l'univers. Ça ne finit jamais !

Et les comètes ? Les météorites ? Les étoiles ? Les trous noirs ? C'est si fascinant. La bibliothèque est remplie de livres sur l'espace. Va te renseigner davantage, tu trouveras plein de détails impressionnants !

Acronyme du système solaire

Il peut être difficile de se rappeler de l'ordre des 9 planètes du système solaire. Voici un ACRONYME pour t'aider à t'en souvenir. La première lettre de chaque mot correspond à la première lettre d'une planète.

Mon vieux tu m'as jeté sur une nouvelle planète !

Maintenant que tu connais l'acronyme, remets le nom des planètes en ordre dans le tableau ci-dessous.

Saturne, Vénus, Mars, Terre, Mercure, Pluton, Jupiter, Neptune, Uranus.



Étoile ou planète ?

Les étoiles sont des sphères de gaz qui produisent leur propre lumière. Le Soleil est donc une étoile. Les planètes ne produisent pas de lumière. Si on les voit dans le ciel, c'est parce qu'elles sont illuminées par le Soleil.

Réponses :

ACRONYME : Mercure, Vénus, Terre, Mars, Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune, Pluton
LEURS CARACTÉRISTIQUES : 1. Jupiter, 2. Vénus, 3. Mercure, 4. Terre, 5. Pluton, 6. Uranus, 7. Neptune, 8. Saturne, 9. Mars UNE ANNÉE SUR LA TERRE : le 29 février.

Caractéristiques des planètes

Peux-tu deviner à quelle planète appartient chaque caractéristique ?

1. Elle est la plus grosse du système solaire. ____________
2. Elle est la plus chaude. ____________
3. Elle est la plus près du Soleil. ____________
4. Elle est la seule avec de la vie. ____________
5. Elle est la plus petite et la plus loin du Soleil. ____________
6. Elle a des anneaux verticaux. ____________
7. Son orbite croise celle de Pluton. ____________
8. Ses anneaux sont horizontaux. ____________
9. Cette planète rouge n'est pas habitée par des Martiens. ____________



Une année sur la Terre

La Terre parcourt son orbite autour du Soleil. Le trajet de la Terre n'est pas un cercle parfait. C'est un ovale. On dit alors que l'orbite de la Terre est **elliptique**.

La Terre prend 365,25 jours pour tourner autour du Soleil. Il semble y avoir un 0,25 de trop. Mais lorsqu'on additionne 0,25 jour + 0,25 jour + 0,25 jour + 0,25 jour = 1 journée complète. C'est pour cela qu'à tous les 4 ans, on a une année bissextile où l'on ajoute une journée à l'année.

Question : Quelle journée ajoute-t-on à tous les 4 ans ?







Trajectoire de la Terre autour du Soleil

ON PARLE D'EUX ET D'ELLES!

Lors de l'AGA provinciale de l'Union culturelle des Franco-Ontariennes (UCFO) qui avait lieu à Windsor du 31 mai au 2 juin, **Diane Brissette** de l'UCFO de Pain Court a été élue au poste de deuxième vice-présidente.

DÉCÈS



Alpha Guignard. Décédé paisiblement le lundi 3 juin, 2002, à son domicile, entouré des membres de sa famille. Époux de **Léola** (née **Godin**), père de **Rosemonde** (épouse de **Lew Bulloch**), de **Roma** (amie de **Rosaire Letendre**), de **Rose-Anne** (amie de **Jérôme Richards**) et de **Ronald**. Grand-père de **Debbie** (épouse de **Rick Sekersky**), de **Cindy** (épouse de **Chris Mehenka**), de **Todd Bulloch** (époux de **Sandra**), de **Steve Ward** (époux de **Jody**), de **Lysa** (épouse de **Manuel DeSousa**) et de **André Robichaud** et de **Mélanie Robichaud**. Arrière-grand-père de **Joshua, Shelbie, Blayk, Sebastian, Keinan, Brad-Lee, Matthew** et **Emily**. Frère de **Etienne** (époux de **Dorothy**), de **Théogène** (époux de **Carmen**), de **Jaddus** (époux de **Madeleine**), d'**Angéline** (veuve de **Stanley Duguay**), de **Jacqueline** (épouse de **Fortuna Larocque**), de **Roger** (veuf d'**Adrienne**), de **Simone Hébert** et de **Jérôme**. Deux frères, **Valmont** et **Valier**, et une soeur, **Elianne Watson**, sont décédés avant lui. M. Guignard était à sa retraite de la compagnie Ford. Il était membre fondateur du Club Alouette ainsi que de la paroisse St-Jérôme, et membre du Club de l'âge d'Or Jean-Paul II et avait longtemps été membre du conseil d'administration de l'ancienne Caisse populaire de Windsor.

On votera sur le bilinguisme dans les soins de santé cet automne

Ottawa (APF) : La question du bilinguisme dans les soins de santé sera débattue à la Chambre des communes l'automne prochain, alors que les députés seront invités à voter en faveur d'une modification importante à la Loi canadienne sur la santé portant sur la dualité linguistique.

Le député libéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, a finalement réussi à convaincre le comité permanent de la procédure et des affaires de la chambre à sa troisième tentative, que son projet de loi satisfaisant à tous les critères pour faire l'objet d'un vote à la Chambre des communes.

«Le public canadien aura enfin la chance de débattre la substance de ce projet de loi et le Parlement du Canada aura l'occasion de se prononcer sur la question d'ajouter le principe de la dualité linguistique à la Loi canadienne sur la santé» de commenter le député.

Le vote à la Chambre des communes sera précédé d'un débat d'une durée de trois heures. C'est à ce moment qu'on saura si le gouvernement Chrétien est prêt à exiger des provinces le respect de la dualité linguistique en santé.

Les provinces seraient en effet obligées d'offrir des services de santé dans les deux langues officielles, en échange de l'aide financière du fédéral en matière de santé et de programmes sociaux.

Un cow-boy ... suite de la page 4

la fiction, à moins que tout ce que l'on a appris à l'école soit complètement faux.

Saviez-vous que le Québec, les provinces des Maritimes et certainement notre région de l'Ontario, pouvaient être appelés «Far West»? Nous devions regarder la carte du monde à l'envers pour croire que ces régions étaient à l'est.

Mais c'est réellement au moment où Lucky Luke cherchera des compagnons cow-boys qu'il risque de se sentir bien seul dans ce coin de pays. Peut-être rencontrera-t-il des fermiers, des défricheurs, des draveurs ou des éleveurs de chevaux mais il risque de chercher longtemps pour trouver un «saloon».

Tant qu'à la relève de Morris et de produire des albums de Lucky Luke, les nouveaux créateurs devraient rester dans la même lignée établie. Cette idée de moderniser le cow-boy est incompréhensibe alors que la recette de Morris fonctionnait à merveille.

De plus, comment rendre Lucky Luke plus moderne? En lui mettant des espadrilles Nike dans les pieds, une casquette des New York Yankees et en lui faisant boire du Pepsi? Ses ennemis ne seront plus les frères Dalton mais bien Mom Boucher et sa bande sur leurs chevaux à moteur?

Un cow-boy est un cow-boy, ayant vécu à une certaine période de notre histoire. On ne peut pas vraiment rien y changer ni le moderniser.

Si les nouveaux créateurs voulaient élaborer une histoire au Québec, plus moderne, ils n'avaient qu'à inventer un nouveau personnage. Lucky Luke est aimé tel qu'il est, le concept est apprécié et les jeunes, comme les moins jeunes, peuvent s'amuser en lisant une bande dessinée.

Mais, dans le fond, il nous faudra attendre en 2003 pour analyser si les créateurs auront su reprendre l'essence même qui a fait de Lucky Luke un héros et surtout pour apprécier ce nouvel effort de modernisation. Il sera tout aussi intéressant de lire la vision que deux Français ont du «Far West québécois».

Catherine Gagné

Index des Services en Français

Suite de la page 8

RÉSIDENCES POUR PERSONNES ÂGÉES
La Chaumière Retirement Residence, 1023 Route du comté 22, Puce, **727-3343**

SALLE À LOUER (Voir **RÉCEPTIONS**)

SALON DE COIFFURE
Golden Razor, Mail Tecumseh, Mme Brigitte Kelly, **945-7151**

SERVICES AGRICOLES

LA CO-OPERATIVE DE POINTE-AUX-ROCHES
Au service de tous les agriculteurs:
- Semences et engrais chimique
- Pesticides, herbicides et autres produits chimiques
- Produits pétroliers: carburant et huile de chauffage
- Entreposage, marketing et vente de grains
- Système d'analyse et de gestion des terres par satellite
- Conseils d'agronome
- Marchandise au détail et essence sans plomb avec éthanol à certaines succursales

Il y a d'autres avantages particuliers à être membre. Nous nous ferons un plaisir d'en discuter avec vous.

Pointe-aux-Roches 798-3011
Belle-Rivière: 728-3733
Harrow: 738-2223
Oldcastle: 737-6141
Cottam : 839-4861

SERVICES AUX FEMMES
Centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles. Windsor/Essex: 1047 rue Ottawa, **253-3100; Chatham-Kent:** 405 prom. Riverview, bureau 101, **354-8908**
L'Union culturelle des Franco-ontariennes, Régionale: Mme Jeannette Blanchard **948-5940**; Pain Court: Mme Diane Brissette **682-9409**, Windsor: Mme Thérèse Chabot **944-5050**

SERVICES AUX JEUNES (Voir aussi **GARDERIES, SPORTS**)
Franco-Sol Centre de ressources, 6200 rue Edgar, **948-4339; garderies:** diverses écoles de langue française **979-0487**
Majorettes «Les Papillons», Mme Lucille Lefebvre **979-7885**, Mme Jeannette Lalande **948-6315**

SERVICES D'INFORMATION ET DE SECRÉTARIAT
Association canadienne-française de l'Ontario Windsor/Essex/Kent, Mme Nicole Germain, 7515 pr. Forest Glade, Windsor. **948-9322**

SERVICES MÉNAGERS À DOMICILE (Voir **SOINS DE SANTÉ À DOMICILE**)

SITES WEB (Voir **GRAPHISME** et **ÉDITION**)

SOINS DE SANTÉ À DOMICILE
Paramed Home Health Care, Windsor: **972-7760.**

SPORTS
Association francophone de Basketball du Sud-Ouest, M. Lucien Gava, M. Ronald Guignard, 2124 Woodlawn, Windsor, N8W 2H1, **977-7964**, télécopieur: **977-9512**
Association francophone des Sports et Loisirs, M. Emmanuel Chayer, **948-5545**, poste 221
Cyclesmax.com, M. Louis Marion, 3203 ch Turner **258-8395, 981-2133, 1-800-994-2453**
Gold Medal Sports Shop, M. Gérard Marier, 1130 chemin Lespérance, Tecumseh, **735-2368**

TRADUCTION (Voir **ÉDITION**)

TRAITEURS (Voir **RÉCEPTIONS-SALLE À MANGER**)

TRICOT (Voir **ARTISANAT**)

VÉLOS (Voir **SPORTS**)

VÊTEMENTS POUR ADOLESCENTS (Voir **VÊTEMENTS POUR HOMMES**)

VÊTEMENTS POUR HOMMES
Lionel's Men's Wear, M. Lionel Martin, 210 rue King ouest, Chatham, **352-0244**

Le Festival franco-ontarien : ça s'attrape!

Ottawa (APF) : Le Festival franco-ontarien n'a jamais été autant...franco-ontarien!

«C'est la première édition réunissant autant d'artistes franco-ontariens» dit sa présidente, Lucie Boileau. Pour la première fois en 27 années d'existence, la programmation mise en effet presque complètement sur les artistes de l'Ontario français.

Robert Paquette, Swing, Véronic Dicaire, Manon Séguin, Josée Lajoie, Éric Dubeau, Breen Leboeuf, Yvan Vollé, Deux Saisons et d'autres encore participeront à la fièvre du festival du 20 au 24 juin, au parc Major à Ottawa, sous le thème : La fièvre du Festival franco-ontarien ça s'attrape!

Le concours Ontario pop, qui met en vedette les étoiles montantes de la chanson française en Ontario, donnera le coup d'envoi du festival. Le lendemain 21 juin, les festivaliers sont conviés à une soirée toute africaine organisée en collaboration avec le festival international Nuits d'Afrique de Montréal. Au programme : le danseur-acrobate et chanteur Oumar N'Diaye, le groupe traditionnel Wazobia, le guitariste et chanteur Alpha Yaya Diallo et le chanteur guinéen Fodé Kouyaté.

Le 22 juin, les amateurs de musique sont conviés à «une soirée qui déménage» avec le rocker québécois Martin Deschamps et le Franco-Ontarien Breen Leboeuf. La veille de la Saint-Jean, le 23 juin, le programmation promet un «cocktail d'énergie» et une variété de genres musicaux avec le groupe sudburois Konflit Dramatik, Les Respectables et Yvan Vollé.

La fête de la Saint-Jean sera célébrée avec le groupe Deux Saisons en ouverture de soirée. Puis, on rendre un hommage musical à l'ambassadeur du festival, l'artiste Donald Poliquin, qui célèbre ses 20 ans de carrière.

Pour les couche-tard, la boîte à chansons est de retour cette année à La Nouvelle Scène du vendredi au dimanche soir à compter de 23 h .

Le sénateur libéral Jean-Robert Gauthier a fait plaisir aux organisateurs en annonçant, au nom de la ministre du Patrimoine Sheila Copps, une subvention de 125 000 $ à la 27ième édition.

Le Sénateur Jean-Robert Gauthier et Donal Poliquin (Photo APF)

«La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié!» de résumer le sénateur.

Il en coûtera 10 $ pour assister à un spectacle en soirée au parc Major et 5 $ à la boîte à chansons. On peut aussi se procurer un passeport au coût de 21.50 $ pour la durée du festival. La programmation est accessible sur le site Web du festival au www.ffo.ca.

Les dépenses pour la culture à la hausse

Ottawa (APF) : Les gouvernements ont consacré près de 5,9 milliards de dollars à la culture en 1999-2000, ce qui constitue une deuxième hausse consécutive après huit années de recul.

Selon les données de Statistique Canada, les municipalités ont consacré un peu moins de 1,5 milliard de dollars à la culture en 1999, soit une hausse de 6,7 pour cent. Les provinces et territoires ont investi 1,9 milliard durant la même période, ce qui représente une hausse de 2,8 pour cent. Le fédéral a dépensé 2,9 milliards de dollars, soit sensiblement le même montant que l'année précédente.

Les chiffres, astronomiques, sont cependant trompeurs. Même si les dépenses fédérales pour la culture s'élèvent à 2,8 milliards de dollars, les trois quarts de cette somme ont servi aux budgets de fonctionnement des ministères et des organismes culturels.

Les artistes et les organismes culturels ont reçu en fait 563,1 millions de dollars en subventions et contributions fédérales, en hausse de 9,7 pour cent par rapport à 1998-1999. C'est le secteur du cinéma et de la vidéo qui a le plus profité de la manne fédérale, puisque ce secteur a reçu 37 pour cent du budget consacré aux subventions. Le secteur de l'édition de périodiques et de livres est le deuxième secteur à avoir le plus profité des subventions fédérales.

Si les dépenses pour la culture sont à la hausse, la croissance de la population fait en sorte que les gouvernements ont dépensé moins d'argent par habitant que par le passé. Le fédéral a dépensé 92 $ par habitant pour la culture, une baisse de 7 $ par rapport à 1993-1994. Les provinces et territoires ont dépensé 63 $ par habitant, en baisse de 2 $ et les municipalités 47 $, également en baisse de 2 $ par rapport à 1993-1994.

Les dépenses des municipalités pour la culture ont augmenté dans toutes les provinces et les territoires, sauf en Saskatchewan, en Alberta, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

«Se plaindre, ce n'est pas chialer ...

suite de la page 1

langues officielles et la *Loi sur les Services en français*. Ensuite, il a cité quelques décisions des tribunaux qui en ont explicité la portée, y compris l'arrêté *Beaulac* qui a indiqué que ce droit est absolu et n'est pas simplement à accommoder selon les capacités administratives, et l'arrêté *Montfort* qui a fait ressortir qu'il découle non seulement de la Constitution du pays mais de la Loi provinciale sur les services en français.

Il a indiqué que l'infrastructure pour offrir ces services est en place partout dans la province et a affirmé qu'en fait, il se fait autant de procès en français dans la région de Toronto que dans le nord de la province.

Par contre, a-t-il ajouté, les services administratifs d'appui en français ne sont pas aussi développés, et de là l'importance de faire l'effort et de prendre le temps de signaler les lacunes car les administrateurs locaux ne seront pas portés à les améliorer si la demande n'est pas évidente.

M. Castonguay a déclaré que les services en français devant les tribunaux administratifs ne sont pas aussi développés, les lignes de conduites n'étant pas aussi claires.

Il a fait ressortir la grande demande de personnel pouvant parler français. «Il y a 3 500 postes désignés bilingues dans la fonction publique de l'Ontario, dont la moitié sont sous ma surveillance,» a-t-il souligné.

Il a aussi souligné le besoin de professionnels pouvant travailler en français. «Même si tous les services sont disponibles en français, où il n'y a pas d'avocats ou d'avocates pouvant travailler en français, les services ne peuvent pas être utilisés.»

Il a donc insisté sur le besoin d'encourager les jeunes francophones à poursuivre des carrières dans ce domaine où ils sont en grande demande et se voient offrir des emplois même avant la fin de leurs études.

M. Castonguay a fait savoir que son bureau est à compléter une étude sur l'état des services en français au sein du système juridique dans la région de Windsor à London dont les résultats seront disponibles à l'automne.

Quant aux réserves que pourraient avoir certaines personnes d'exiger des services en français de crainte de répercussions négatives ou de délais excessifs, M. Castonguay a affirmé qu'il n'y a aucune indication que cela se produit et que si ça se produisait dans un cas isolé, il serait très important de le lui signaler.

Il a été remercié par Me Paul Brisebois de Windsor qui a indiqué qu'environ 15 pour cent de sa pratique se fait en français.

CARRIÈRES - EMPLOIS



Le Rempart

Windsor, Ontario
36ième année, No 24
19 juin 2002

L'hebdo des francophones du Sud-Ouest

Importante délégation de la région aux 2e Jeux de la francophonie canadienne à Rivière-du-Loup en août

(PR) Jean Sauvé, professeur d'éducation physique à l'école secondaire l'Essor, est tout fier de dire que cette fois, «la région ne manquera pas le bateau» car, lors des premiers Jeux de la francophonie canadienne, en 1999 à Memramcook, au Nouveau-Brunswick, la délégation de jeunes de l'Ontario ne comprenait personne du Sud-Ouest. Cet été il y aura une douzaine de jeunes d'ici qui se rendront sur le bord du fleuve St-Laurent, à Rivière-du-Loup au Québec, du 1er au 4 août.



Une douzaine de jeunes du Sud-Ouest participeront à la deuxième édition des Jeux de la francophonie canadienne. Dans la photo il y a, de gauche à droite, assis sur les marches dans la première rangée: Brenna Market, Justin Quinn et l'entraîneur de l'équipe provinciale de natation, Jean Sauvé. Assis en arrière, on retrouve Kelly Brown, Dana Pinsonneault, Talina Giasson, Renée Guilbeault et Caroline Leal. Debout à gauche, on retrouve Eric Brûlé, professeur à l'Essor qui soutient la participante en arts visuels et Brigitte Prévost, professeure à E.J. Lajeunesse qui a aidé les jeunes à cette école avec les formulaires d'inscription. Étaient absentes au moment de la photo: de l'école E.J. Lajeunesse, Gisèle Durocher alors que de l'école l'Essor: Stéphanie Trépannier, Brianne Piccinin, Jessica Meloche et Michelle Meloche.

Les Jeux de la Francophonie se veulent, en quelque sorte, des genres d'olympiques canadiennes-françaises pour les jeunes du secondaire dans deux volets: les sports et la culture. Il y aura des compétiteurs d'ici en athlétisme, en natation, en arts visuels et en improvisation, en plus du ballon-volant qui n'est pas en compétition mais est seulement un sport de démonstration cette année. Les jeunes viennent des écoles secondaires l'Essor et E.J. Lajeunesse.

De plus cette fois, l'équipe de l'Ontario comptera un entraîneur d'ici. Jean Sauvé a accepté de diriger l'équipe de natation. Parmi ses responsabilités, il devait choisir les jeunes qui formeront l'équipe ontarienne parmi les nombreuses candidatures reçues d'un peu partout.

Comme la délégation ontarienne comprendra des jeunes des quatre coins de la province, ils et elles se rencontreront à Ottawa du 29 au 31 juillet. «Il y aura des activités de groupe organisées pour eux afin qu'ils apprennent à mieux se connaître» explique M. Sauvé.

Pour la majorité des jeunes de la délégation du Sud-Ouest, ce ne sera pas leur première visite au Québec puisqu'ils et elles y sont déjà allés lors d'un voyage scolaire. Mais pour Renée Guilbeault et Dana Pinsonneault, ce sera tout nouveau.

Justin Quinn admet «que c'est excitant!» Par contre, Kelly Brown trouve que les autres élèves et, même leurs amis, «ne comprennent pas la différence entre ces jeux et les autres compétitions auxquelles on a participé dans le passé». Tous savent qu'ils auront la chance de rencontrer des jeunes de partout au pays et ceci semble les fasciner.

Caroline Leal explique que «c'est grâce à ma participation à La Folie (le tournoi d'improvisation provincial) que je me rends aux Jeux. On m'a choisi pour faire partie de l'équipe d'impro à ce moment-là!» Pour ce qui en est des autres participantes et participants, c'est eux-mêmes qui ont décidé d'aller à Rivière-du-Loup, et dans la discipline de leur choix. En athlétisme, il y aura, de l'Essor: Justin Quinn, Renée Guilbeault, Stéphanie Trépanier, Brianne Piccinin, Jessica Meloche et Michelle Meloche alors que Gisèle Durocher de E.J. Lajeunesse va compétitionner à la fois en l'athlétisme et en natation. Kelly Brown de l'Essor participera en natation alors qu'une autre de E.J. Lajeunesse,

Voir "Une importante"... page

Philippe Porée-Kurrer est élu président de l'ACFO



(PR) Lors de l'assemblée annuelle de l'Association canadienne-française Windsor-Essex-Kent (ACFO W-E-K) qui se tenait le 15 juin, Philippe Porée-Kurrer a été élu à la présidence (assis, à gauche). Il reçoit une poignée de main du président-sortant, Paul Chauvin, après avoir défait deux candidats, Innoncent Niyonkuru et Mario Girard. Les autres membres du c.a. sont, de gauche à droite, Carole Gagnon (trésorière), Vincent Caron (directeur, Kent), Michelle Marchand (conseillère), Pauline Gagnon (ré-élue directrice, Essex), Innoncent Niyonkuru (vice-président), Françoise Gascon (directrice, Essex), Nicole Krapac (secrétaire), Annette Ivosevitch

Voir "Philippe Porée-Kurrer"... page 6

Les efforts en vue de la création d'une nouvelle caisse populaire régionale se poursuivent

(JCM) Chacun des conseils d'administration des caisses populaires de Tecumseh et de Pointe-aux-Roches a adopté à l'unanimité une résolution de poursuivre leurs efforts en vue de la création d'une caisse populaire qui couvrirait le Sud-Ouest de la province et à laquelle seraient intégrées les deux caisses populaires locales existantes.

On se souviendra qu'un premier plan à cet effet, approuvé par le ministère ainsi que par la Fédération des caisses populaires de la province, a été accepté par les sociétaires de la caisse de Tecumseh, mais rejeté par ceux de la caisse de Pointe-aux-Roches, lors d'assemblées générales extraordinaires tenues

Voir "Les efforts"... page 2

CAHIER SPÉCIAL

La St-Jean 2002

CORRECTION

Nous nous excusons du fait que l'annonce de l'Association francophone de Basketball du Sud-Ouest parue dans notre dernière édition n'était pas correcte. Les renseignements corrects sont dans l'annonce à la page 5.

Index des Services en Français

ACCESSOIRES (Voir **CADEAUX**)

ACUPONCTURE (Voir **CHIROPRACTIE**)

ALUMINIUM (Voir **RÉNOVATIONS** et **CONSTRUCTION**)

ARTICLES RELIGIEUX
Brisebois Christian Book Store, M. Maurice et Mme Béa Brisebois, 2475 ave Central, suite 100, Windsor. **944-9780.**

ARTISANAT (Voir aussi **SERVICES AUX FEMMES, CADEAUX**)
Le Trésor de laine Tecumseh Wool and Sweater Boutique, Mme Louise Gaudette 12325 ch. Tecumseh, Tecumseh **735-1235.**

ASSOCIATIONS (Voir **SERVICES AUX FEMMES, SERVICES AUX JEUNES, SERVICES D'INFORMATION ET DE SECRÉTARIAT, SPORTS**)

ASSURANCES (voir aussi **PLANIFICATION FINANCIÈRE**)
Lanoue Insurance Brokers Ltd, 545 rue Notre-Dame, Belle-Rivière, **728-1432**, M. Pat Lanoue (Dom: **728-1512**); M. Gil Lanoue (Dom: **728-3618**); M. Luc Mailloux (Dom: **979-8581**).

AUTOMOBILES-VENTE-SERVICE
André Lanoue Pontiac Buick Inc., Vente: M. Craig Lanoue, Service: M. Duane Lanoue. 85 rue Mill Ouest (Hwy 2) Tilbury, **798-3533, 682-2424.**
Central Chrysler Plymouth, M. Jorge Lamas, 790 rue Goyeau, Windsor, **256-7891**
Lally Ford Sales & Service Ltd, M. Chris Lanoue, 78 rue Mill Ouest, Tilbury, **682-3434** ou **969-3673**
Nissan of Windsor, Lisa Martin, 10080 ch Tecumseh Est, Windsor ON **735-7744**

AVOCATS
Me Paul P.G. Brisebois, 2475 ave Central, suite 101, Windsor, **974-3165.**
Clinique juridique bilingue Windsor/Essex, Me Jessie Iwasiw, Me Patricia Broad, Me Stephanie Spiers, 595 est, ch. Tecumseh, Windsor, **253-3526.**

BANQUES (Voir **INSTITUTIONS FINANCIERES**)

BANQUETS (Voir **RÉCEPTIONS - SALLES À LOUER**)

BBQ'S A GAZ (Voir **FOYERS**)

BETON
Star Custom Concrete, M. René Beaulieu et Mme Nicole Beaulieu, 2093 rue Ste-Anne, **735-2865.**

CADEAUX
Accents by Monique, M. Bob et Mme Monique Goyeau, 256 ave Ouellette, **258-5383**
Juma Gift Shop, Jules Champoux, Marie-Ève Crispin, 3099 pr. Forest Glade (Plaza Forest Glade), **739-3209**
La Maison Paré, Mme Yvette Paré, 4783 rue Wyandotte Est, **974-8554**

CAISSES POPULAIRES (Voir **INSTITUTIONS FINANCIÈRES**)

CIMENT (Voir **BETON**)

CHIROPRACTIE
Dre Elizabeth Paul, Place Concorde, 7515 prom. Forest Glade, **988-0786**
Emeryville Chiropractic, Dre Joelle Saad, chiropraticienne et acuponctrice, 1211 County Rd 22, Emeryville, **727-6226**

COMPTABLES
BDO Dunwoody, M. Ronald St-Pierre, CA,CFE., M. Rémi Senécal, **944-6900**
Daniel E. Lefebvre, C.P.A., C.A., 1374 boul. Malborough, Windsor, **253-8147**
Bellemore & Associates, M. David Bellemore, B. Comm.CGA, 2825 Lauzon Parkway, **944-4777**
Hyatt Lassaline, M. Donald Lassaline, C.A., M. Jeff Ostrow, C.A., 2510 ave Ouellette, Pièce 203, Windsor, **966-4626**

CONSTRUCTION (Voir **RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION**)

COUNSELLING

Centre for Group and Family Therapy	Life Plus
Thérapie pour individus, couples et familles ***Anne-Marie Monaghan*** M.S.W. psychothérapeute **253-5656**	*Service de counselling pour enfants, ados, adultes et familles à Windsor, Essex et Chatham-Kent* ***Michel Chauvin*** Travailleur social, hypnothérapeute cert. **735-2600**

Le counselling en rapport avec des situations de violence sous toutes ses formes est offert sans frais au client ou à la cliente à l'un ou l'autre de ces cabinets sous les auspices du Conseil régional de l'Association canadienne-française de l'Ontario avec l'appui financier du ministère ontarien des Services sociaux et communautaires.

DENTISTES
Dre Rana Diwan, 7651 ch. Tecumseh (Pickwick PLaza), suite 204, **974-8160**

ÉDITION
Les Éditions Sivori, Philippe Porée-Kurrer, Place Concorde, **974-0847**

EMPLOI (Voir aussi **EMPLOI-JEUNES ADULTES**)

Prenez la voie rapide... vers un emploi!

CRE-W offre gratuitement les services suivants aux francophones à la recherche d'emploi ou d'orientation pour se préparer à mieux se situer sur le marché du travail :

•Consultation •Tests et analyse •Info-ressource •Aide au placement

Centre de Ressources / Recherche Emploi-Windsor CRE-W
7515 prom. Forest Glade (Place Concorde, entrée ouest) 948-8810
Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30

Un service de Développement des ressources humaines Canada (DHRC) parrainé par l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) régionale Windsor/Essex/Kent

Suite page 6

Une importante délégation... suite de la page un

Brenna Market, représentera son école en natation et au ballon-volant. Dans ce sport de démonstration, l'Essor envoie Dana Pinsonneault. En arts visuels, il y aura Talina Giasson de l'Essor.

M. Sauvé regrette cependant qu'il n'y aura probablement pas de grands athlètes canadiens aux Jeux de la francophonie canadienne cette fois «parce que les Jeux du Commonwealth se tiennent en Grande Bretagne en même temps. Mais, Radio-Canada diffusera les cérémonies d'ouverture et de fermeture en direct de Rivière-du -Loup, alors c'est fantastique! C'est vraiment l'occasion pour nos jeunes de relever le défi, de démontrer leur fierté de leur école, de leur région et de leur province. Ils et elles porteront un uniforme spécial des Jeux, mais il y aura aussi un écusson qui les identifiera comme membres de la délégation ontarienne!»

Mais Jean Sauvé est surtout fier de préciser que le Sud-Ouest pourrait «représenter 10 pour cent de la délégation ontarienne. Chaque province envoi une centaine de participants. Voici que nous faisons belle figure cette fois aux Jeux de la francophonie canadienne!»

Les efforts en vue de la création... suite de la page un

à la fin du mois dernier. «Il ne s'agit pas d'entêtement, mais de poursuivre la vision d'assurer la survie du mouvement des caisses dans la région et la disponibilité en français des meilleurs services financiers possible pour les membres,» a déclaré au REMPART M. Yvan Poulin, directeur général des deux caisses existantes.

Les dirigeants des deux caisses croient qu'une plus grande caisse est essentielle non seulement pour réaliser des économies de fonctionnement, mais pour réunir les ressources financières et humaines nécessaires pour offrir tous les services financiers dont ont besoin les gens dans le contexte économique moderne. Ils signalent que les experts avisent qu'une caisse populaire dont l'actif est moins de 50 millions de dollars ne peut pas survivre dans ce nouveau contexte. L'actif de celle de Pointe-aux-Roches est d'environ 30 millions de dollars et celui de celle de Tecumseh d'environ 20 millions de dollars.

M. Poulin a indiqué qu'une nouvelle proposition de création d'une caisse régionale sera présentée aux sociétaires des deux caisses dans les délais appropriés. La longueur de ce délai dépendra du temps nécessaire pour satisfaire à certaines dispositions légales, fournir la nouvelle documentation qu'exigera le ministère et préparer une trousse d'information pour les membres qui, entre autres, adressera les craintes et les appréhensions manifestées aux assemblées générales extraordinaires. M. Poulin a indiqué qu'une documentation identique sera distribuée aux membres des deux caisses.

Le calendrier communautaire

présenté conjointement par



et **Le Rempart**

Pour faire inclure une mention, sans frais, dans ce calendrier, prière de communiquer les renseignements au REMPART, 948-4139 au moins deux semaines avant l'événement.

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
JUIN 2002			19	20	21 20h **Théâtre "Les Belles-Soeurs"** au Chatham Culturel Centre. Rens.: **354-8338**	22
					21 au 24 juin Événements de la St-Jean à voir dans le cahier spécial du 19 juin	

Nouveau programme de formation en leadership

(JCM) Un nouvel organisme communautaire dont le but est d'identifier et de développer le potentiel de jeunes leaders en herbe dans la région a été officiellement lancé le mercredi 12 juin au Centre international Cleary lors d'un déjeuner dont les coprésidents d'honneur étaient M. Edwin H. Brust, président de DaimlerChrysler Canada et le Dr Ross Paul, président de l'université de Windsor.

Un organisme semblable existe déjà dans plus de 700 communautés partout dans le monde et, il y a un an, un projet-pilote pour en établir de nouveaux a été mis sur pied dans une quinzaine d'endroits du Canada, dont Windsor-Essex. En plus de développer les qualités de leadership, le programme offre aux participants et participantes l'occasion de réseauter et de développer un sens de responsabilité communautaire.

Dix-sept jeunes ont participé au projet-pilote local sous la direction d'un comité d'organisation et les auspices de Centraide Windsor-Essex. Le programme, échelonné sur dix mois, comprend une session d'introduction d'une journée, huit journées complètes de formation pendant lesquelles on sensibilise les participants et participantes à la structure et aux besoins de la communauté et on discute de la nature et des divers aspects du leadership, puis une «retraite» de clôture.

C'est suite au succès de ce projet que le nouvel organisme, qui s'appelle Leadership Windsor/ Essex et qui fonctionnera en anglais, a été mis sur pied. Sa coordonnatrice est Mme Janice Forsyth. «Nous sommes à créer un nouvel héritage pour notre communauté,» a déclaré au déjeuner Mme Sheila Wisdom, directrice générale de Centraide.

M. Michel Serré, directeur général du Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest, est membre du comité d'organisation. «J'ai toujours eu un intérêt profond au leadership. On ne peut pas trop insister sur l'importance du développement de bons jeunes leaders pour assurer une relève efficace; c'est la clé de la survie,» a-t-il affirmé au REMPART.

Une des participantes au projet-pilote est Carolyn Bastien, contrôleuse au Conseil que dirige M. Serré. «C'est une expérience excellente, a-t-elle dit. Les conférenciers, les visites à des organismes de la communauté, les ateliers de discussion, les périodes de questions et de réponses, tout a un aspect très pratique. Çà nous aide à mieux connaître les besoins de la communauté, ça nous motive à participer davantage à la vie communautaire et ça nous donne les outils et les connaissances utiles pour le faire.» Mme Bastien songe maintenant à offrir ses services comme bénévole au Teen Health Centre.

Les gens qui voudraient participer à Leadership Windsor/ Essex, y fournir de l'aide financière ou suggérer des candidats ou candidates pour ses prochains programmes sont invités à communiquer avec M. Serré au 948-9227, poste 240.

Le Regroupement des Gens d'Affaires en formation

(JCM) Un Regroupement de Gens d'Affaires (RGA) sera mis sur pied dans cette région suite à une réception tenue à la Place Concorde jeudi dernier. Mme Lynne Sirois, agente de projet locale du Regroupement francophone de développement économique et d'employabilité et instigatrice du projet, a indiqué au REMPART qu'elle convoquerait sous peu une réunion des gens qui ont indiqué leur disponibilité et leur intérêt à siéger sur un comité pour mettre sur pied le RGA et que ses activités pourraient débuter dès cet automne. Environ 35 personnes se sont rendues à la réception entendre Mme Lise Gagné, présidente de la firme d'experts-conseils Auganne de Welland et membre du RGA de cet endroit-là. Elle a relaté les expériences et les réalisations du groupe de Welland qui existe depuis plus de 50 ans et elle a décrit les nombreux avantages que présente un tel regroupement pour les gens d'affaires, à la fois sur le plan individuel ainsi que sur le plan collectif. De plus, M. Yvan Poulin, directeur général des caisses populaires de Tecumseh et de Pointe-aux-Roches et membre du conseil d'administration de la Chambre Economique de l'Ontario, a énuméré les services de la Chambre qui regroupe les RGAs de la province ainsi que l'aide qu'elle peut offrir pour la mise sur pied et le fonctionnement d'un RGA. Notre photo fait voir ces gens avec deux des personnes qui ont assisté à la rencontre. Dans l'ordre habituel: Mme Sylvie Bigaouette-Moring, propriétaire de Detailed Decorating, Mme Sirois, M. Serge Labonté, propriétaire d'Emeryville Collision, Mme Gagné et M. Poulin.



Avis de demande de permis de vente d'alcool



L'établissement suivant a présenté une demande à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario pour un permis de vente d'alcool, conformément à la **Loi sur les permis d'alcool:**

Demande de permis de vente d'alcool

Jade Restaurant Chinese Cuisine
157 Wyandotte Street West, Windsor

Tout résident de la municipalité qui désire présenter des observations relativement à une demande peut le faire par écrit à la Commission au plus tard le **19 juillet 2002.** Des copies des observations présentées seront envoyées aux auteurs des demandes. Veuillez inscrire vos nom, adresse et numéro de téléphone. Si une pétition est présentée à la Commission, veuillez indiquer le nom de la personne à contacter.

Remarque:
La CAJO donne aux auteurs de demande de permis une copie de toute objection reçue.

Envoyer les observations à:
Service d'inscription et de délivrance des permis
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario
20, rue Dundas O, 7e étage, Toronto ON M5G 2N6
Télécopieur: 416 326-5555
Courrier électronique: licensing@agco.on.ca
For information on this advertisement in English, please write to:
Licensing and Registration Department
Alcohol and Gaming Commission of Ontario
20 Dundas St. W., 7th Floor
Toronto, ON M5G 2N6
Fax: 416-326-5555
E-mail: licensing@agco.on.ca



Le Billet d'André C. : Mon petit-fils et son voisin

Dans mon billet précédent, je me suis proposé d'essayer de démontrer le lien qu'il y a entre la conservation des églises patrimoniales de Pointe-aux-Roches et de St-Joachim, et la survivance du français dans notre région. Vous vous souviendrez que dans ma réflexion, je me posais la question suivante au sujet de mon petit-fils et son petit voisin. Comment se fait-il que mon petit-fils à qui on ne parle que français à la maison et qui fréquente une école de langue française où on ne parle que français, comprend maintenant très bien l'anglais et commence même déjà à le parler. Pourtant, son petit voisin du même âge, lui, ne comprend ni oui ni non en français. (*Note de l'auteur: Vous comprendrez que cette situation pourrait bien s'appliquer à vos petits-enfants à vous aussi -si vous en avez- car nous sommes tous dans le même bateau concernant ceci. Mais étant donné que c'est moi qui écris ces lignes, je vais parler de mon petit-fils à moi parce que je le connais mieux que le vôtre. Revenons à nos moutons.)*

On avait éliminé un tas d'explications possibles pour cette différence entre les deux petits garçons. Par exemple, "c'est à cause de la télévision". Nous avons conclus que la télévision n'expliquait pas tout. Les deux petits garçons ont la même opportunité de regarder des émissions dans la langue de l'autre. Un (mon petit fils) le fait, et l'autre non. Ce petit du voisin ne regarde pas plus la télévision française, que vous et moi ne syntoniserions régulièrement des postes portuguais (*Note de l'auteur: à moins, bien sûr, que vous ne parliez portuguais. Si c'était le cas il faudrait que je change mon exemple, et remplacer "postes portuguais" par disons, " postes néerlandais".. Vous parlez néerlandais aussi ? Oublions les exemples et revenons à nos moutons).*

Quelle est la clé de ce mystère concernant mon petit-fil, son petit voisin et l'apprentissage de la langue de l'autre ?

Cette clé, vous la connaissez tous et l'avez probablement deviné, elle porte le nom de M-O-T-I-V-A-T-I-O-N. Tout commence par la motivation et, malheureusement, souvent tout finit aussi en son absence). Quand la motivation est là, tout semble possible. Sans elle, la moindre tâche devient une corvée. La motivation, c'est un peu comme la foi, avec elle on peut transporter des montagnes. La différence entre les personnes dont la vie est remplie de grandes réalisations n'est pas une simple question de talent, c'est surtout une question de motivation. Une motivation qui se traduit en concentration, persévérance, et souvent même en acharnement. Nous avons tous eu des compagnons d'école qui ne semblaient pas plus intelligent que les autres, mais qui ont par la suite eu de brillantes carrières. Explication: ils ont eu le feu sacré dans leur travail!

Ce phénomène, cet ingrédient propulseur, se manifeste dans toutes nos activités, y compris l'apprentissage d'une langue seconde. Si mon petit-fils est à des années -lumière de son petit voisin (*Note de l'auteur: j'exagère un tantinet, mais c'est permis quand on parle de ses petits-enfants*) ce n'est pas parce qu'il est plus fin, plus beau et plus intelligent que le petit du voisin (*Note de l'auteur: du moins pas juste à cause de cela*), c'est parce que, ayant constaté l'importance de l'anglais dans la vie, *il est très motivé de l'apprendre* le plus vite possible. Il y met donc le temps et l'effort, probablement sans trop s'en rendre compte.

Mais vivant dans un environnement francophone tel que décrit plus haut, comment a-t-il découvert cette importance de l'anglais? C'est simple. Malgré ce que l'on dit, dans la région d'Ottawa le français est peu utilisé dans les magasins et les places publiques (à l'exception évidemment des agences fédérales). Plus que dans notre région évidemment, mais pas beaucoup plus. Certainement pas autant que le justifierait le fait que presque 50% de la population est francophone. La plupart des vendeurs dans les magasins ne parlent pas français. (*Petit à-côté: vous comprenez cela, vous autres, qu'après au moins six ans d'études de notre langue, la plupart des jeunes commis chez Tim Horton ne peuvent même pas vous vendre un beigne en français? Il y a des exceptions, mais justement, ce sont des exceptions ... Revenons à nos brebis avant que ce billet devienne un tôme en vingt volumes!)*

De fait, nous reviendrons à nos moutons dans le prochain billet. J'essaierai de faire le lien entre la sauvegarde des églises et toutes ces histoires de petit-fils et son voisin, de postes de télévision néerlandais et de vendeurs de beignes.

L'ACTUALITÉ vue par Michel Lavigne

DES PROBLÈMES DE CORRUPTION?... À CE MOMENT ICI, J'EN VOIS PAS!

COMMANDITE

La parole est à vous!

La Caisse populaire de Pointe-aux-Roches: une autre saga, ou une adaptation difficile

Madame la rédactrice

Les dernières manchettes au sujet de la réaction des sociétaires de Pointe-aux-Roches me forcent à réfléchir au sujet de la manière dont on réagit aux changements. J'essaie aussi d'imaginer l'attitude qu'avaient les fondateurs de cette caisse lorsqu'ils l'ont fondée. Certes, il n'est pas toujours facile de se regarder dans le miroir; et je ne pense pas à la belle-mère de Blanche-Neige! Tout cela, sincèrement, pour réfléchir, car des changements, il y en aura toujours!

Les changements ne sont pas faciles, surtout s'ils nous touchent personnellement. Un déménagement, un deuil, une rupture, un nouvel emploi, une perte d'emploi, un problème de santé, un nouveau prêtre, une nouvelle enseignante, une retraite imprévue; bref, que ce soit une joie ou une déception, peu importe, la vie nous offre une série d'occasions de s'adapter.

Je me souviens, quand je suis arrivé à Windsor, il y a de cela près de 15 ans, d'entendre Philippe Chauvin parler de sa participation à la fondation de la Caisse populaire de Pointe-aux-Roches. Cette fondation-là datait d'il y avait très longtemps, il me semblait. Pour moi, tout cela était un mélange de folklore, d'histoire. Bien qu'issu d'un milieu rural, j'ai de la difficulté à m'imaginer ce que ces gens-là envisageaient. Des gens visionnaires comme lui, en existe-t-il encore aujourd'hui? Eux, ils sont passés comme des êtres, je dirais, légendaires. Pardonnez-moi, je ne l'ai pas connu! Mais vous savez bien que ce sont des impressions comme cela que nous laisserons aussi à des gens d'une autre génération qui ne nous auront pas connus.

J'ai assez tourné autour du pot, revenons à Philippe Chauvin. Malgré son attachement à Pointe-aux-Roches, je doute fort que M. Chauvin se soit engagé par nostalgie, par unique attachement à son village. Je suis convaincu qu'il envisageait beaucoup plus que cela dans ce qu'il avait entrepris dans sa vie. Son époque ne relevait pas d'un folklore si bucolique que ça, voyons! Ne réécrivons pas l'histoire! Mais nous, quand on retourne en arrière pour illuminer nos réflexions, qu'est-ce qu'on cherche? Qu'est-ce qu'on veut garder de cette époque-là? Des souvenirs nostalgiques, ou des modèles de comportement?

Je me demande à quel camp Philippe Chauvin se serait associé? Probablement, ni à celui de l'administration de la caisse, ni à celui des sociétaires. Il aurait peut-être demandé des explications bien avant que cette réunion extraordinaire ait eu lieu. Il se serait peut-être préparé avant de fermer les portes. Visionnaire qu'il était...un instant! Je ne l'ai même pas connu, vous direz.

J'ai besoin de réfléchir à ma façon de gérer les changements que j'entreprends, ou d'envisager ceux qui s'imposent. Certains s'adaptent mieux que d'autres, dirait-on, et d'autres envisagent

Voir "La Caisse"... page 5

Le Rempart
l'hebdo des francophones du Sud-Ouest

Publié tous les mercredis par
Les Publications des Grands Lacs Ltée
7515 prom. Forest Glade
Windsor, Ontario N8T 3P5
Téléphone: (519) 948-4139 Télécopieur: (519) 948-0628
Internet: rempart@on.aibn.com

Éditeur: Jean Mongenais
Rédactrice: Paulette Richer
Administration et production: Johanne Gagnon, Céline Vachon
Correspondant national: Yves Lusignan
Annonce locale: Jean Mongenais



SELECT Représentation nationale Montréal (514) 866-3131 Toronto (416) 362-4488
OPSCOM Agence de représentation commerciale (613) 241-5700 1-800-267-7266
APF Association de la presse francophone
Fondation Donatien Frémont
Audit Bureau of Circulations

Numéro de convention: 1415484
Numéro d'enregistrement: 8713

«Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.»

Les aînés en faveur du mariage des prêtres et de l'ordination des femmes

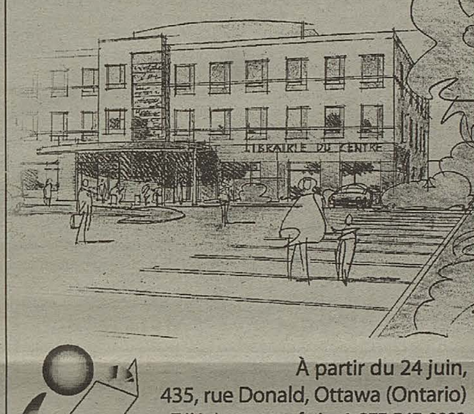
Ottawa (APF) : Inquiets de ne plus recevoir de services religieux en français, faute de prêtres francophones, les aînés francophones du pays se disent en faveur de l'ordination des femmes et du mariage des ministres du culte.

L'Assemblée des aînées et des aînés francophones du Canada a adopté une résolution lors de son assemblée annuelle, qui en dit long sur le désarroi des personnes âgées qui recherchent un soutien religieux dans leur langue, mais qui constatent que plusieurs paroisses ont de sérieux problèmes à recruter des prêtres francophones.

La toute nouvelle
LIBRAIRIE DU CENTRE!

À MA PORTE ET À MA PORTÉE!

- Jeux et logiciels éducatifs
- Cassettes audio et vidéo
- Livres, disques audionumériques
- Cahiers d'activités, dictionnaires et +
- Commandes sur place, au téléphone, par télécopieur ou par Internet au www.cforp.on.ca.
- Livraison partout en Ontario et ailleurs



À partir du 24 juin,
435, rue Donald, Ottawa (Ontario)
Téléphone sans frais : 1-877-747-8003

cforp
www.cforp.on.ca
CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

La Caisse populaire... suite de la page 4

mal les changements. Je me considère assez ouvert aux changements; cependant, je dois admettre que je les gère surtout de façon subjective, pour ne pas dire émotive. Des leçons s'imposent: une serait de se demander ce qui nous motive à faire un choix: une émotion, un amour-propre, un besoin de suivre les autres...en d'autres mots, suis-je aveugle ou visionnaire? Un taureau, une autruche ou un paon? Quelles valeurs me motivent? Est-ce que je tente de me faire honneur ou est-ce que j'agis pour la postérité?

Je me souviens d'un politicien qui, récemment, avait accusé ma génération d'avoir été la première à ne pas planifier l'avenir en fonction de la génération qui lui succédait. Alors, est-ce que je veux une caisse qui fait ma petite affaire, ou une qui répondra aux besoins de mes petits-enfants? Ai-je réfléchis à mon choix, ou me suis-je fait influencé par les autres?

Jan-Léopold Munk, Windsor



L'Association francophone de Basketball du Sud-Ouest et l'école secondaire L'Essor offrent DEUX camps d'habileté sportive cet été à l'école secondaire l'Essor!

12e camp de Basketball
pour les jeunes de 8 à 15 ans
de 8 h 30 à 15 h
du lundi au vendredi



7e Camp de Soccer
pour les jeunes de 6 à 15 ans
de 8 h 30 à 12 h 30 du lundi au vendredi

Trois sessions pour chaque camp: 1 - 12 juillet; 15 juillet - 26 juillet; 29 juillet - 9 août

*Entraînement individualisé par des entraîneurs expérimentés et évaluation à la fin de la sesssion
*Surveillance étroite
*T-Shirt, plaques, prix, certificat de participation
* Party de pizza; bouteille d'eau gratuite

Coût de participation:
Soccer : 110 $ par session
Basketball : 140 $ par session
(Rabais pour participation à plus d'une session, pour plus d'un enfant de la même famille, et pour les membres de l'association)
* **Apporter son dîner**

Remplir le coupon ci-dessous et le faire parvenir avec paiement par chèque à: **L'A.F.B.S.O. a/s Mme Noëlle Paquette, 707 blvd Giles E., Windsor (Ontario) N9A 4E5**

Camps de Basketball et Soccer AFBSO

Prénom et nom ____________________

Adresse postale ____________________

Téléphone ________ Date de naissance ________ N° d'hospitalisation ________

École fréquentée ____________________ année ________

Cochez vos choix:

	1-12 juillet	15-26 juillet	29 juillet -9août
Basketball	☐	☐	☐
Soccer:	☐	☐	☐

Renseignements: Mme Noëlle Paquette 253-5837



Mercredi 19 juin - 1h30-3h-4h30-6h-7h45, Salle Classic Bingo Country (Big D Bingo), 2515 ch Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Jeudi 20 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Jeudi 20 juin - 16h-18h-20h, Salle Hollywood Bingo. 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par : **Le Club Alouette**

Samedi 22 juin - 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 23 juin - 9h30-11h-12h30-14h-15h30, Salle Classic Bingo Country (Bingo D Bingo), 2515 Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 24 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic IV), 2139 rue Ottawa
Parrainé par: **Ligue canadienne de Ballon sur glace de Windsor**

Mercredi 26 juin - 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 28 juin - 11h-13h-15h-17h, Salle Classic Bingo Country (Classic II), 720 ave Ouellette
Parrainé par: **La Place Concorde**

Samedi 29 juin - 12h30-14h-15h30-17h, Salle Classic Bingo Country (Big D East), 9420 ch Tecumseh Est
Parrainé par: **Les majorettes Les Papillons**

Samedi 29 juin - 17h-19h-21h15-23h15, Salle Bingo Country, 1699 Northway (angle Huron Line)
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 30 juin - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 1er juillet - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **Le Festival francophone**

Mardi 2 juillet - 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **L'Association francophone des Sports et Loisirs W/E**

Jeudi 4 juillet - 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 5 juillet - 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 7 juillet - 9h30-11h-12h30-14h-15h30, Salle Classic Bingo Country (Big D Bingo), 2515 ch Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 8 juillet - 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Mercredi 10 juillet - 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Scène Jeunesse

Bilan de l'année à l'école Saint-Antoine

NDLR: *Le texte suivant au sujet d'activités à l'école Saint-Antoine nous était parvenu pour être publié dans notre récente section «Scène Jeunesse en Revue» mais n'y avait pas été inclus par inadvertance.*

Je m'appelle Justin et je suis élève à Saint-Antoine. Je suis présentement en 8e année et ma directrice m'a offert la chance d'écrire un article à propos des activités qui se sont passées pendant l'année.

Premièrement, en honneur d'un élève extraordinaire, nous avons participé à plusieurs prélèvemnets de fonds. Cody Simpson, un élève de la 3e année est atteint d'un cancer. Alors, pour offrir nos services, au cours de son traitement de chimiothérapie, l'école a préparé des activités pour obtenir de l'argent afin d'aider avec les paiements. La première activité était un marathon de lecture pour ramasser des dons pour la famille Simpson et la deuxième une danse qui a aussi été un succès. Les membres du personnel de l'école ont organisé une vente d'oeuvres d'art des élèves. Les élèves de la maternelle jusqu'à la 8e année ont fait des peintures sur canvas pour vendre aux enchères. On a fait un profit de 7,500 $.

Cette année à l'école on a eu le premier Carnaval d'hiver et c'était un grand succès. Chaque élève de l'école qui a rapporté de l'argent pour le marathon s'est mérité des billets pour un tirage. Le tirage était pour choisir un roi, une reine, un duke, une duchesse, un prince, une princesse pour la journée du carnaval. J'étais étonné d'entendre que j'étais choisi comme roi du carnaval. Pour célébrer, les élèves sont allés patiner à l'aréna de Tecumseh. En retournant, les membres de la famille royale sont montés dans un chariot tiré par un tracteur. Le restant des élèves ont suivi à pied. La semaine complète était remplie de nombreuses activités. C'était beaucoup de plaisir.

Cette année, on a passé un très beau Noël. Tous les élèves de l'école se sont réunis à l'église Ste-Anne pour une messe. En plus, chaque classe a participé au concert en contribuant de beaux chants et de la belle musique.

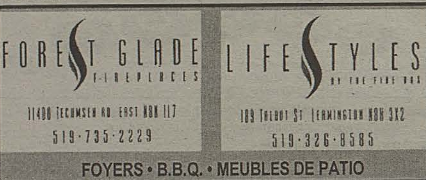
L'école Saint-Antoine a toujours été reconnue pour son talent dans les sports. Cette année, les équipes de ballon-panier garçons et filles, ont pris contrôle de toute la région. Les garçons ont perdu seulement une joute pendant la saison. Malheureusement, l'équipe a perdu le tournoi de l'Essor contre Ste-Marguerite par seulement un panier. Ensuite, ils ont battu Ste-Ursule pour remporter la victoire du tournoi au centre St-Denis. Les filles ont été nommées comme la meilleure équipe de filles au niveau élémentaire. Elles ont eu une excellente saison, et aussi ont eu la chance de participer au tournoi à Sudbury pendant le mois d'avril. Elles ont joué jusqu'aux finales mais n'ont pas gagné. Leur expérience de voyage a été excellente.

La fin de l'année s'approche et la classe de 8ième année se prépare pour son voyage de fin d'année. Ils se rendront à Ottawa et Toronto. Pour aider à payer ce voyage, ont a fait plusieurs prélèvements de fonds. Nous avons fait la soirée Burger King, la vente de chocolats pendant la St-Valentin, et aussi des cannogrammes pour Noël. Nous avons de plus fait un tirage d'hiver, une danse, une vente de billets de McDonalds et dernièrement fait un lave-auto chez Zehrs.

Il y a aussi la remise des diplômes qui sera une journée mémorable. La classe se réunira pour avoir une vente de garage (pendant les heures de l'école) pour ramasser de l'argent pour offrir un souper et une danse qui suivra. En conclusion, j'aimerais remercier tous les parents et les élèves qui nous ont aidé pendant l'année pour les prélèvements de fonds, un gros merci! En terminant, le secondaire nous attend.



Justin Yelle, 8ième année
École Saint-Antoine



CARRIÈRES - EMPLOIS

Adjoint/adjointe au développementcommunautaire

Essex Community Futures Development Corporation/Société d'aide au développement des collectivités d'Essex est un organisme à but non-lucratif soutenu par le gouvernement fédéral, dirigé par des bénévoles en partenariat avec Industrie Canada, dont le but est de développer et diversifier l'économie locale par la planification stratégique, le counselling commercial et l'investissement dans la petite entreprise. Nous recherchons un adjoint/une adjointe au développement communautaire bilingue dont la fonction sera d'appuyer les dirigeants et dirigeantes de petites entreprises et les entrepreneurs et entrepreneures dans la région du comté d'Essex à développer des plans d'affaires et aussi de prêter main forte à des projets communautaires et de remplir d'autres fonctions administratives internes selon le besoin.

Ce poste sera basé sur un contrat d'un an, le titulaire sera responsable à la directrice générale et on fera une revue du poste à la fin de la période d'un an en vue d'un renouvellement possible. Le poste dépend de financement par Industrie Canada.

Il faut pouvoir écrire et parler couramment le français et l'anglais.

De préférence, le candidat ou la candidate possédera:
- des antécédents dans le domaine du commerce et de l'entrepreneurship
- des connaissances en comptabilité et en finances seront un atout
- des habiletés démontrées en communication ainsi que pour faire des entrevues et de l'entregent
- un engagement manifeste envers la communauté francophone
- l'habileté démontrée à utiliser Microwoft Word, Excel, Simply Accounting ainsi que l'Internet et le courrier électronique

Salaire: de 16,48 $ à 19,78 $ l'heure pour jusqu'à 35 heures par semaine (selon les qualifications et l'expérience). (Le nombre d'heures par semaine peut varier en fonction de la personne choisie.)

On invite les candidats et candidates intéressés à ce poste à envoyer leur curriculum vitae par courrier régulier, pas télécopieur ou par courrier électronique au plus tard le 5 juillet 2002. Nous remercions tous ceux et celles qui poseront leur candidature mais nous ne communiquerons qu'avec ceux et celles qui seront choisis pour une entrevue.

Faire parvenir son curriculum vitae à:



Linda Malenko, directrice générale,
Essex CFDC/SADC,
Pièce 212, 33 rue Princess,
Leamington ON N8H 5C5
Télécopieur: 326-5521
Courriel: info@essexcfdc.on.ca

Philippe Porée-Kurrer est... suite de la page un

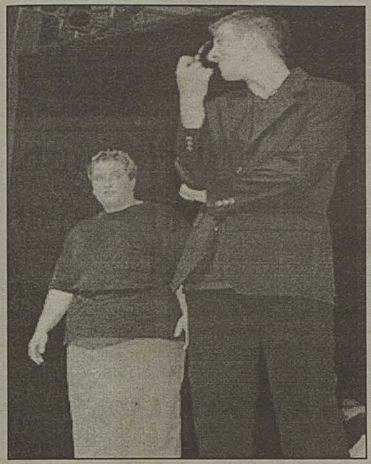
(directrice, Windsor) et Annette Phipps (ré-élue directrice, Windsor). Étaient absentes au moment de la photo, Suzanne Schriver (directrice, Kent) et Dre Elizabeth Paul, conseillère santé et jeunesse.

La quarantaine de personnes présentes a décidé, comme projet prioritaire que, dans le dossier de l'achat de l'église de Pointe-aux-Roches, l'ACFO W-E-K continue à exploiter les diverses options offertes afin de favoriser la meilleure. Les gens ont aussi mandaté le c.a. d'être solidaire avec les autres ACFO régionales et de négocier son financement, avec les autres régionales, directement avec Patrimoine Canada. Présentement, leur financement fait partie de l'entente Canada-Ontario. Il a été mentionné que sept ACFO régionales ont fermées leurs portes depuis deux ans en raison d'un manque de financement.

Selon M. Porée-Kurrer, «les idéaux sont beaux, mais il faut les financer. J'ai l'intention de travailler à aller chercher de l'argent pour financer les projets qui se trouvent dans le plan quinquennal, comme exemple, l'idée d'avoir une radio communautaire».

Scène Jeunesse

«Pile ou face» à l'école secondaire l'Essor



Collaboration de Joseph Picard, directeur

Mais qu'est-ce que c'est qu'une femme? Mais qu'est-ce que c'est qu'un homme? Voilà les questions auxquelles a essayé de répondre la troupe *Inspiration* de l'école secondaire l'Essor lors de la pièce de théâtre «Pile ou Face». Cette production de la dramaturge Hedwige Herbiet a été présentée par les élèves de l'Essor le 4 juin 2002, une mise-en-scène du professeure Kim Maisonneuve. Au début de la pièce, les comédiens ont su capturer et maintenir l'intérêt des spectateurs grâce à une danse unique sous des lumières noires et une musique originale composée par Inno Ngeni, un élève de l'Essor. Par la suite, on a présenté une variété d'extraits de pièces classiques (Les femmes savantes de Molière, par exemple) et de pièces modernes (La guerre, yes sir! de Roch Carrier). Enfin la pièce a été couronnée par une chanson interprétée par Lindsay Bilodeau, soit «S'il suffisait d'aimer» de Céline Dion. Les spectateurs ont fort apprécié cette pièce et n'ont pas hésité à afficher leur enthousiasme lorsqu'ils ont applaudi chaleureusement les comédiens à la fin de la pièce.

La photo à gauche a été prise lors d'un extrait de «Love» de D.H. Lawrence (en traduction), interprété par Christine Rocheleau et Nikolas Baksi lors de la présentation de la pièce «Pile ou Face».

«J't'aime», la pièce de fin d'année de Lajeunesse... nous aussi, nous l'avons aimée!



Les comédiens de la pièce «J't'aime», sont, de gauche à droite, assis: Stéphanie Perron, Kristie Herbert, Sandra Prieur, Brenna Market, Nadia Straeche, Nicole Furmanek, Sylvana Rotuto, Robbi Gerry et Jessica Stumpf. Debout: Paul Janisse, Kathryn Winger, Shawn Gilliam, Sean Pajot, Aaron Vandelinger, la professeure Gina Michaud (et metteure-en-scène), Nick Doumouchelle, Melissa Paulin, Jacqueline Pajot, Liz Singh, Richard Séguin et Ijab Khanafer.

Collaboration de Frédéric Rivière, directeur-adjoint

Sur le thème de l'amour déjà si traité qu'il semble qu'il n'ait plus rien à rajouter, les élèves de l'école secondaire E.J. Lajeunesse on fait l'exploit de monter une série de scènes qui a touché le public au coeur. Il s'agissait d'une série de situations de différentes périodes qui présentait l'Amour. Pour lier l'ensemble les élèves avaient trouvé l'idée géniale d'insérer le tout au milieu d'une anecdote atemporelle avec des dialogues qui s'adressaient au public. Les intellectuels des années soixante-dix auraient été comblés.

La pièce sort de son cadre; elle est inclut dans une autre pièce qui implique le public. C'est la Joconde qui sort de son cadre. C'est intelligent et simple à la fois. Il y avait du relief dans l'histoire et il y avait à rire et à pleurer. Tout pour séduire le public qui n'a pas hésité à exprimer sa satisfaction d'avoir passé un bon moment de plus de deux heures. Applaudissements et félicitations ont clôturé la représentation. Les élèves de Mme Gina Michaud peuvent être fiers de leur travail. À titre de preuve de réussite et d'ultime test pour les comédiens, la pièce a été présentée à toute l'école le lendemain. Tous les élèves y étaient et croyez-moi, on se serait cru à la Comédie Française avec un public de connaisseurs!

Index des Services en Français

Suite de la page 6

RÉSIDENCES POUR PERSONNES ÂGÉES
La Chaumière Retirement Residence, 1023 Route du comté 22, Puce, **727-3343**

SALLE À LOUER (Voir **RÉCEPTIONS**)

SALON DE COIFFURE
Golden Razor, Mail Tecumseh, Mme Brigitte Kelly, **945-7151**

SERVICES AGRICOLES

SERVICES AUX FEMMES
Centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles. Windsor/Essex: 1047 rue Ottawa, **253-3100; Chatham-Kent:** 405 prom. Riverview, bureau 101, **354-8908**
L'Union culturelle des Franco-ontariennes, Régionale: Mme Jeannette Blanchard **948-5940;** Pain Court: Mme Diane Brissette **682-9409,** Windsor: Mme Thérèse Chabot **944-5050**

SERVICES AUX JEUNES (Voir aussi **GARDERIES, SPORTS**)
Franco-Sol Centre de ressources, 6200 rue Edgar, **948-4339; garderies:** diverses écoles de langue française **979-0487**
Majorettes «Les Papillons», Mme Lucille Lefebvre **979-7885,** Mme Jeannette Lalande **948-6315**

SERVICES D'INFORMATION ET DE SECRÉTARIAT
Association canadienne-française de l'Ontario Windsor/Essex/Kent, Mme Nicole Germain, 7515 pr. Forest Glade, Windsor. **948-9322**

SERVICES MÉNAGERS À DOMICILE (Voir **SOINS DE SANTÉ À DOMICILE**)

SITES WEB (Voir **GRAPHISME** et **ÉDITION**)

SOINS DE SANTÉ À DOMICILE
Paramed Home Health Care, Windsor: **972-7760.**

SPORTS
Association francophone de Basketball du Sud-Ouest, M. Lucien Gava, M. Ronald Guignard, 2124 Woodlawn, Windsor, N8W 2H1, **977-7964,** télécopieur: **977-9512**
Association francophone des Sports et Loisirs, M. Emmanuel Chayer, **948-5545,** poste 221
Cyclesmax.com, M. Louis Marion, 3203 ch Turner **258-8395, 981-2133, 1-800-994-2453**
Gold Medal Sports Shop, M. Gérard Marier, 1130 chemin Lespérance, Tecumseh, **735-2368**

TRADUCTION (Voir **ÉDITION**)

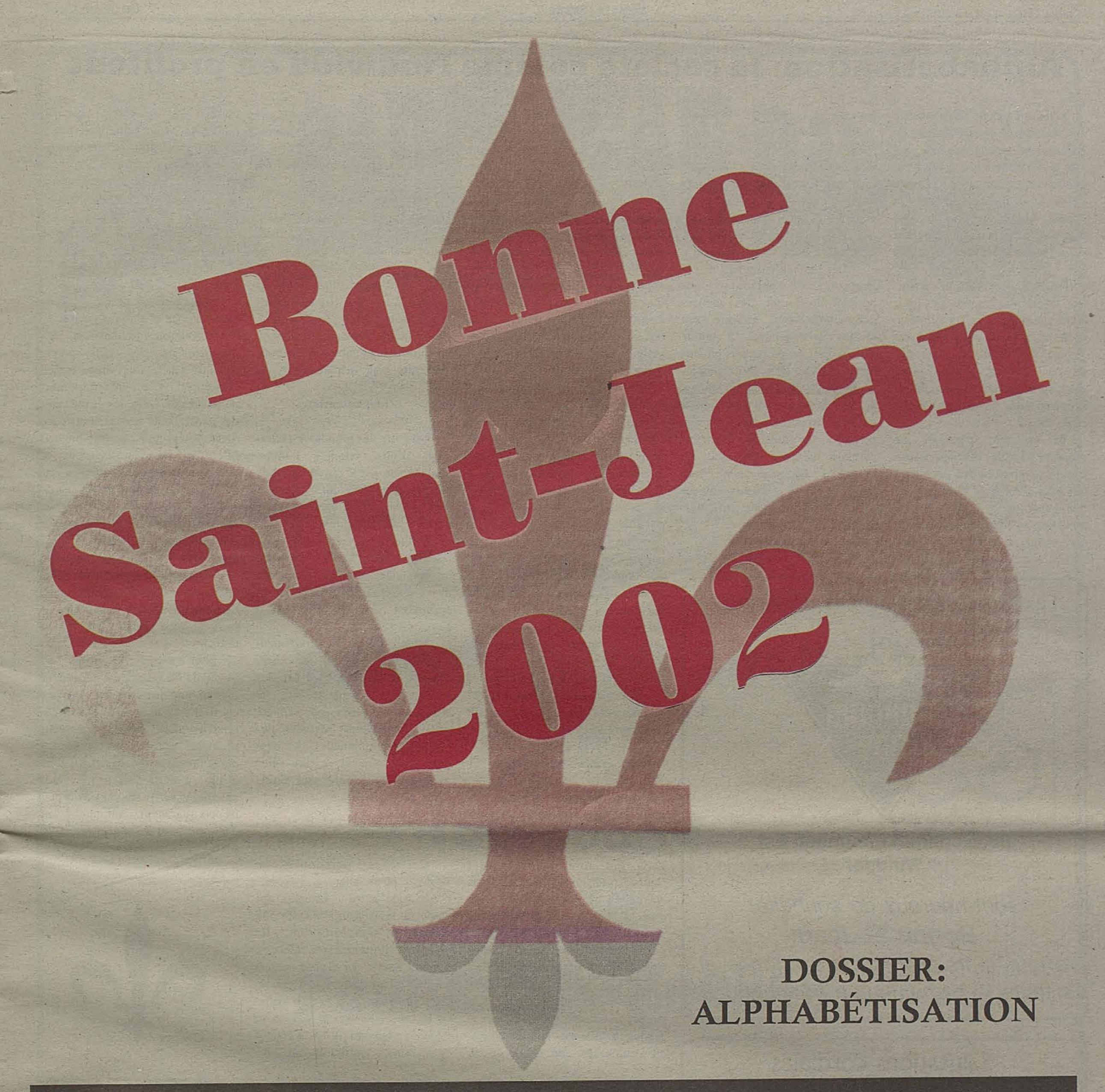
TRAITEURS (Voir **RÉCEPTIONS-SALLE À MANGER**)

TRICOT (Voir **ARTISANAT**)

VÉLOS (Voir **SPORTS**)

VÊTEMENTS POUR ADOLESCENTS (Voir **VÊTEMENTS POUR HOMMES**)

VÊTEMENTS POUR HOMMES
Lionel's Men's Wear, M. Lionel Martin, 210 rue King ouest, Chatham, **352-0244**



DOSSIER: ALPHABÉTISATION

Encore une fois, nous avons le plaisir de vous faire nos voeux à l'occasion de la St-Jean et d'anticiper le plaisir de fêter et de manifester avec vous la joie et la fierté d'être francophones. Vous trouverez les détails des célébrations préparées par la Place Concorde à la dernière page de ce cahier.

En plus de cela et de nombreux voeux d'organismes et d'entreprises, vous y trouverez un dossier sur l'alphabétisation. C'est un outil important de développement de notre communauté. Mais les gens qui peuvent profiter des services d'alphabétisation ont besoin de l'encouragement de leurs parents et amis pour prendre l'initiative de le faire. Nous vous invitons donc à prendre connaissance de ces services, à en parler aux gens que vous connaissez, surtout à ceux et celles qui peuvent en profiter, et encourager ces derniers à communiquer avec le Centre Alpha «Mot de Passe» pour voir les avantages que leur offre ce centre. Nous remercions Mme Nicole Krapac, directrice du Centre, de sa collaboration à la préparation de ce cahier et nous vous souhaitons bonne lecture!

L'équipe du REMPART

Alphabétisation: la société comme l'individu en profitent

Dans un monde aussi avancé que le nôtre, il est facile de comprendre qu'une pesonne qui a de la difficulté à lire, à écrire ou à faire des calculs aura aussi des difficultés à fonctionner dans la société. Une telle personne ne peut pas participer pleinement à la vie communautaire, est privée de nombreux avantages, est exclue de plusieurs formes d'activité, en somme, ne peut pas jouir de la vie autant que les autres.

Mais il n'est pas nécessaire que ce soit ainsi. Il existe des services d'alphabétisation pour aider à ces personnes à améliorer leurs capacités de lecture, d'écrite et de calcul.

Et en fait, plusieurs en profitent pour des raisons variées. L'objectif premier des personnes qui s'inscrivent à des ateliers d'alphabétisation, c'est d'apprendre à lire, à écrire et à compter ou encore de se perfectionner en français et en calcul. Plusieurs veulent améliorer leurs compétences en français et en mathématiques pour maintenir ou améliorer les habiletés requises par leur emploi. D'autres veulent continuer leurs études ou obtenir leur équivalence du diplôme d'études secondaires.

Mais malheureusement, il y a beaucoup de personnes qui hésitent à suivre des ateliers d'alphabétisation, malgré les raisons qui les incitent à vouloir s'améliorer et participer pleinement à la vie. Dans le document, L'alphabétisation des personnes âgées, préparé par le centre d'alphabétisation "Moi j'apprends", les auteurs décrivent certains préjugés qui sont de véritables obstacles empêchant les gens à s'inscrire aux ateliers d'alphabétisation et de formation de base.

L'âge avancé

Certaines personnes croient qu'il n'est plus utile d'offrir des ateliers d'alphabétisation aux personnes âgées parce que celles-ci ne retourneront pas sur le marché du travail. Plusieurs personnes se sont fait dire qu'elles étaient trop vieilles pour apprendre. Certains croient même que c'est un gaspillage d'argent à instruire ces gens puisqu' elles ont su se débrouiller dans la vie malgré leur difficulté à lire, à écrire et à compter.

Par ailleurs, un certain nombre de personnes se considèrent elles-mêmes trop vieilles pour participer à des ateliers d'alphabétisation. Elles se croient incapables d'apprendre.

Mais toute personne a droit à la meilleure qualité de vie possible et la société entière est enrichie quand les gens y participent davantage. L'âge ne doit donc pas être un obstacle. Ce qu'il faut constater c'est que la performance n'est pas fonction de l'âge: les ateliers d'alphabétisation respectent le rythme de travail de chaque personne et fournissent du matériel stimulant.

Il y a d'autres obstacles qui s'appliquent aux personnes de tout âge.

La crainte du ridicule

Pour certaines personnes, la peur d'être ridiculisées ou méprisées présente une difficulté importante. Combien de gens se sont fait dire qu'ils étaient "nono" ou "stupide"? Ces commentaires amènent souvent les gens à tout lâcher parce qu'ils manquent d'estime de soi.

Mais lorsqu'une telle personne est encouragée et fait l'effort de suivre des ateliers d'alphabétisation malgré son propre manque d'estime de soi et les jugements, souvent très cruels, de l'entourage, son estime de soi augmente considérablement et elle devient fière d'elle-même.

La peur de l'inconnu

Souvent, c'est la peur de l'inconnu qui devient un obstacle surtout pour quiconque entreprend une nouvelle activité. Les gens veulent s'assurer de se sentir bien dans un groupe et veulent que les activités soient intéressantes. Mais il suffit presque toujours d'une simple visite à un centre d'alphabétisation pour que cette peur disparaisse.

L'identification

Un autre des grands obstacles, c'est d'être étiqueté comme analphabète. La plupart de ces personnes ont fait tout au long de leur vie beaucoup d'efforts pour cacher leurs difficultés en lecture, en écriture et en calcul. Ce n'est pas chose facile à avouer. Même les personnes qui sont inscrites à des ateliers d'alphabétisation éprouvent certaines réticences à cause de cela.

Mais lorsqu'elles viennent chercher l'occasion de lire, d'écrire et de dialoguer sur des sujets variés dans le but de continuer à utiliser leur matière grise, lorsqu'elles revoient des notions grammaticales de base afin d'en arriver à lire plus aisément et à écrire sans faute, cette gêne disparaît.

Les souvenirs d'autrefois

Certaines personnes ne veulent pas "aller à l'école". C'est un autre obstacle qui empêche les gens à s'inscrire aux ateliers d'alphabétisation. Ils craignent l'humiliation ressentie quand ils n'arrivaient pas à suivre les autres dans leur classe. Ils n'aimaient pas l'école parce qu'ils ne réussissaient pas et se disaient souvent qu'ils n'étaient "pas bons", qu'ils étaient "les derniers de la classe" ou "la maîtresse ne m'aime pas parce qu'elle passe plus de temps avec les autres".

Les ateliers d'alphabétisation sont conçus en pensant particulièrement à cet obstacle : les ateliers sont offerts dans une atmosphère détendue - qui ne ressemblent pas du tout "à l'école".

Chaque personne qui s'inscrit à un atelier d'alphabétisation et de formation de base a des objectifs ou des buts précis quoique différents des autres personnes. C'est très important de partir des aptitudes et du vécu des gens. Toute personne arrivant dans le groupe a un bagage important de connaissances et d'expériences qui hélas, n'ont pas toujours été valorisées. Les activités sont donc adaptées et sont pratiques. Les gens se sentent alors valorisés et engagés dans leur apprentissage, et leur motivation augmente. En augmentant leurs compétences, ils deviennent plus autonomes et peuvent ainsi prendre leur vie en main!

Pour garder le corps en forme, la nourriture est nécessaire tout au long de notre vie. Ainsi en est-il de notre esprit. Il faut le nourrir sans cesse. On peut toujours apprendre! Et pour les personnes qui ont des difficultés à lire, à écrire ou à faire des calculs, il suffit souvent d'un peu d'encouragement d'un parent ou d'un ami pour les lancer sur cette piste!





Bonne St-Jean à tous nos clients et à toute la communauté francophone



L'alphabétisation chez les francophones de l'Ontario

La question fondamentale d'un programme d'alphabétisation n'est pas simplement de savoir si les gens peuvent lire, écrire ou compter. C'est aussi de savoir dans quelle mesure ils comprennent et peuvent utiliser le flot constant des renseignements essentiels à la vie de tous les jours, au travail, à la maison et dans nos communautés.

Mais, dans un contexte où les francophones en milieu minoritaire se trouvent dans une situation désavantagée, pourquoi faire de l'alphabétisation en français?

Dans le document Alphabétisme des adultes en Ontario français, on explique : "il ne faut pas oublier que l'alphabétisation chez les francophones caractérise ses modes d'expression, sa culture, sa vitalité ou ses difficultés : la langue marque profondément un individu et le lie de multiples façons à sa communauté d'origine". (Roy 1997).

C'est afin de mieux comprendre la nature et la gravité de l'alphabétisation chez les francophones que l'on présente certains faits dans le profil ci-dessous. Ce portrait reflète bien les difficultés de vivre en français dans un milieu minoritaire et de conserver et d'utiliser ses compétences dans sa langue.

Les données statistiques proviennent du document Profil statistique de l'Office des affaires francophones du Gouvernement de l'Ontario et Statistique Canada publié en août 1999 (mise à jour du Recensement 1996)

- les francophones établis en Ontario sont au nombre de 542 340, soit 5% de la population totale de la province
- Sud-Ouest : population de francophones est de 35 870, ce qui représente 6.6% de la population francophone de la région
- en Ontario, le niveau de scolarité des francophones tend à être inférieur à celui de la population en général
- la proportion des francophones qui ont un niveau de scolarité inférieur à la 9e année est de 15.2% comparé à 10% dans la population en général
- 56.3% des francophones du Sud-Ouest ont le diplôme d'études secondaires comparé à 64.4% de la population en général
- 58.5 % des francophones participent au marché du travail comparé à 66.4% de la population en général
- le taux de chômage chez les francophones dans le Sud-Ouest est de 8.9%

C'est un cercle vicieux qui se joue comme suit :

- les jeunes francophones subissent l'assimilation
- l'assimilation freine leurs études en français
- leurs études en anglais donnent des résultats faibles
- les jeunes se découragent et décrochent

En Ontario, 15% des jeunes francophones de 15 à 24 ans n'ont pas complété leur 9e année comparé à 10% de la population en général.

Dans notre région, 26.9% des francophones âgés entre 20 à 24 ans vivent sous le seuil de faible revenu contre 16.8% dans le reste de l'Ontario français et 17.7% pour l'ensemble de la population en général.

Il est donc évident qu'un très grand nombre de francophones peuvent profiter de services d'alphabétisation, et il y a plusieurs avantages à le faire en français.

Le francophone est plus à l'aise avec sa langue. Il parle déjà français. Il n'a pas besoin de recommencer à zéro pour apprendre sa langue. Il est plus facile d'ajouter l'anglais une fois que le francophone a maîtrisé sa langue parlée et écrite. À ce moment-là, le francophone a l'avantage d'être vraiment bilingue et non posséder seulement qu'un peu de français et un peu d'anglais. Sans cela, il restera dans un emploi qui parfois n'a pas de débouché ou n'aura jamais la chance d'avoir une promotion dans son travail.

Mais participer dans un programme d'alphabétisation ne se limite pas à l'amélioration des capacités de lecture, d'écriture et de calcul. Les avantages sont nombreux et favorables : Dans le document Apprendre pour la vie, guide d'alphabétisation pour les travailleurs et les travailleuses, on explique que les personnes

- en bénéficient personnellement - l'amélioration de leurs capacités de lecture et d'écriture dans leur langue maternelle augmente leur estime de soi et, par conséquent, les motive à prendre leur vie en main. Pour les francophones, se préparer d'abord en français leur donne l'avantage d'être mieux préparer pour apprendre une autre langue
- sont plus capables d'assumer des responsabilités personnelles - budget familial, déclaration de revenus, réparations - et à aider leurs enfants à faire leurs devoirs
- sont mieux préparés pour faire face aux changements en milieu de travail - les connaissances de base qu'ils ont acquises améliorent leurs possibilités de formation et d'éducation ainsi que leurs perspectives d'emploi
- sont plus capables de poursuivre leurs études et leur formation, en milieu de travail ou dans la communauté, et à participer au programme de formation de leur syndicat
- peuvent participer davantage aux activités communautaires - les connaissances de base acquises les motivent à participer aux activités sociales, aux programmes de loisir et aux activités de leur milieu de travail.

L'alphabétisation familiale

Dans le document Alpha-familiale : une responsabilité à partager, le centre Alpha-Huronie décrit un projet mené auprès de familles francophones ayant des enfants d'âge préscolaire (2 à 5 ans). L'objectif principal est de venir en aide au parent afin d'aider son enfant. L'accent est mis sur le parent et l'importance de son interaction avec son enfant, non seulement pour assurer que l'enfant apprenne à lire et à écrire, mais aussi pour lui montrer de façon concrète comment la lecture et l'écriture peuvent enrichir la vie.

C'est le parent qui est l'élément-clé pour donner à l'enfant l'amour de la lecture et de l'écriture.

En pensant à l'alphabétisation familiale, on pense à une mesure préventive qui amène la communauté et les familles à développer une culture favorisant la lecture et l'apprentissage.

L'alphabétisation familiale peut se définir comme suit :

- vise les adultes et les enfants à l'intérieur d'une même famille
- développement de la lecture et de l'écriture
- façons dont les familles développent et utilisent leurs capacités de lecture et d'écriture pour accomplir des tâches et des activités quotidiennes
- échanges en lecture et en écriture qui développent, à la maison, un environnement propice à l'apprentissage

L'alphabétisation familiale redonne la place à la famille. Plusieurs objectifs spécifiques sont visés :

pour le parent

- mettre le parent en contact avec sa communauté
- permettre à l'enfant d'observer le parent se servir de l'écriture ou de la lecture pour son plaisir ou pour combler un besoin quelconque
- donner aux parents les outils nécessaires pour travailler efficacement avec le système scolaire
- améliorer les compétences des parents et encourager les échanges entre parent et enfant
- améliorer les habiletés de lecture et d'écriture chez le parent
- aider le parent à maîtriser sa vie de tous les jours
- permettre au parent de se brancher sur la culture française

pour l'enfant

- donner le plaisir de lire,
- développer le langage - enrichir le vocabulaire, encourager la conversation, etc
- développer la motricité fine comme habileté de pré-écriture - former des lettres, tracer etc
- utiliser les cinq sens
- préparer l'enfant pour son entrée à l'école
- favoriser les échanges positifs entre parent et enfant
- créer un environnement stimulant et amener l'enfant à connaître son milieu
- développer le côté émotif - l'estime de soi, l'expression des sentiments, l'indépendance, le respect
- développer la créativité
- donner un sens d'appartenance à la francophonie et à sa communauté

L'alphabétisation familiale se pratique tant au foyer que dans votre communauté. Voici une liste d'astuces pour éveiller votre famille aux joies de la lecture.

Assurez-vous de célébrer la Journée internationale de l'alphabétisation en lisant une histoire à votre enfant. Cette journée a lieu tous les ans le 8 septembre.

Bouquiner dans un petit coin tranquille procurera à votre enfant un sentiment d'autonomie.

Créez dans votre foyer un lieu réservé à la lecture en prenant soin d'y placer les livres préférés de votre enfant.

Demandez à un enfant de vous lire une histoire.

Enrôlez-vous comme bénévole dans un groupe d'alphabétisation dans votre communauté. Vous pourriez fournir une aide précieuse en enseignant aux adultes, en faisant la lecture aux enfants ou en remplissant des tâches administratives.

Faites un don à un organisme d'alphabétisation. Pour en savoir plus sur les programmes d'alphabétisation offerts dans votre communauté, veuillez communiquer avec le Centre Alpha Mopt de Passe au 253-3959.

Géniale, la Journée de l'alphabétisation familiale le 27 janvier! Obtenez une liste complète des événements prévus dans l'ensemble du Canada sur le site www.abc-canada.org.

Honorez les écrivains en parlant de leurs oeuvres à vos enfants.

Initiez vos enfants très tôt à la lecture, même au berceau!

Juste une histoire par jour suffit à donner à votre enfant le goût de la lecture.

Karaté, musique, cinéma, télé et informatique passionnent les ados; donnez-leur des lectures sur ces sujets.

Laissez les enfants compter la monnaie au magasin. Inculquez-leur l'importance des mathématiques dans le quotidien.

Mettez votre enfant au défi de lire ce qui est inscrit à l'écran de télé, sur les panneaux indicateurs, sur les tasses de café, sur les t-shirts, etc.

N'hésitez pas à consacrer du temps à un enfant en lui lisant une histoire à voix haute.

Organisez un club de lecture pour les enfants de votre quartier.

Prévoyez une sortie par semaine à la bibliothèque.

Questionnez votre enfant sur les histoires que vous lui lisez pour vous assurer qu'elle ou il comprend.

Réservez-vous chaque jour du temps pour lire en famille.

Sélectionnez chaque semaine de nouvelles histoires que vous lirez avec vos enfants.

Transformez chaque jour en une journée de découverte. Lisez des recettes avec vos enfants, demandez-leur de rédiger une liste d'épicerie ou aidez-les à élaborer un calendrier d'activités hebdomadaires.

Utilisez le temps de lecture pour favoriser la communication avec votre enfant.

Vous êtes le meilleur exemple pour votre enfant. Suscitez son intérêt pour la lecture en lisant régulièrement.

Web? Pourquoi pas? si cela incite à la lecture.

X-ercez l'esprit par la lecture. La faculté de lire est comme un muscle: il faut donc l'exercer régulièrement, sinon elle décline avec le passage des ans. Autrement dit, «ce que l'on n'utilise pas se perd».

Youpi! Votre enfant adore lire, parce que vous lui avez inculqué le goût de la lecture.

Zéro pour la télé: vivre la lecture!

Cette information est reproduite de La Trousse de la Journée de l'alphabétisation familiale avec la permission de la Fondation pour l'alphabétisation ABC CANADA, www.abc-canada.org.



Le Centre Alpha Mot de Passe

En 1987 et 1988, une étude du milieu avait été entreprise pour sonder la population francophone de cette région au sujet des services en alphabétisation.

Cette étude s'est avérée fructueuse puisque dès l'automne 1988, le premier centre d'alphabétisation ouvrait ses portes dans la région de Windsor. Il s'appelait à ce moment, le Centre Alphana, et fut incorporé en 1990.

Au mois de mai 1993, le Centre Alphana changeait de nom et devenait le Centre Alpha Mot de Passe.

Malgré les difficultés encourues dans le passé, la sauvegarde et le maintien des services continuèrent et un nouveau coordonnateur fut embauché en 1994.

Au mois de mai 1999, le Centre Alpha Mot de Passe devait déménager d'endroit et s'établir dans l'édifice de l'école élémentaire L'Envolée, située au 1799 rue Ottawa. Encore un fois, une nouvelle coordonnatrice fut embauchée. En février 2001, cette coordonnatrice prend un congé de maternité et une autre personne est embauchée à temps partiel pour débuter et à temps plein à partir de mai 2001.

Reconnaissant le fait que le Centre à ce moment-là se trouvait dans une situation précaire : le peu d'apprenants et le peu d'heures contact, les dossiers prioritaires de la nouvelle coordonnatrice étaient le recrutement et la publicité, le networking avec les communautés francophone et anglophone. Malgré ces défis à surmonter, le Centre a connu un franc succès cette année.

Au cours de l'année (1er avril 2001 au 31 mars 2002), 38 personnes se sont présentées au Centre pour recevoir des services d'alphabétisation et de formation de base. À la fin de l'année fiscale (mars 2002), le Centre avait 23 apprenants et les heures contact avaient augmenté.

Par contre, en mars 2002, la présidente du CA recevait une lettre de la directrice provinciale en charge des programmes d'alphabétisation disant que le Centre devait mettre fin à ses opérations le 30 septembre 2002. Le CA ne s'est pas laissé abattre par cette mauvaise nouvelle. Une campagne de sensibilisation et une demande d'appui auprès des organismes francophones et anglophones de la région furent entreprises. Les efforts concertés des membres du CA, de la coordonnatrice et des nombreuses associations francophones de la région ont produit un résultat très positif. Les lettres d'appui acheminées au chef principal des programmes en alphabétisation, via télécopieur à cause de la grève, eurent un impact immédiat sur la position prise par les gens du Ministère de la Formation, des Collèges et Universités.

Une rencontre à Toronto entre le vice-président du CA, la coordonnatrice et la chef principale fut aussi très positive. C'est grâce aux lettres d'appui de la communauté et de la motivation des gens du Centre à revendiquer ses droits que le Ministère a renversé sa décision de mettre fin aux opérations du Centre.

Ceci veut dire que nous continuons à offrir les programmes en alphabétisation et formation de base aux francophones de la région.

Mais comme toute autre chose, nous devons démontrer au Ministère que la communauté francophone a besoin de nos services. Nous desservons une région éloignée du sud-ouest : Windsor, comté d'Essex et de Kent. Le prochain centre d'alphabétisation pour adultes francophones se trouve à Welland.

Le succès du programme d'alphabétisation et de formation de base ne repose pas seulement sur une personne ou même sur un seul organisme. Le succès dépend de tous les partenaires de la communauté et de leur appui.

D'ailleurs, beaucoup de gens qui pourraient profiter de nos services parce qu'ils ne peuvent pas lire ne sont donc pas au courant que ces services eixstent. De plus, plusieurs d'entre eux ressentent de la gêne ou de la crainte de venir nous voir. Nous exhortons donc tous les membres de la communauté de nous aider à faire connaître nos services et à encourager ceux et celles qui peuvent en profiter de venir nous voir. Une seule visite les mettra à l'aise et ils et elles seront alors reconnaissants de votre encouragement.

Le Centre
Alpha Mot de Passe
1799 rue Ottawa
(entrée par la porte de la rue Windermere)
Heures d'ouverture: du lundi au vendredi 9h à 17h.

Vous pouvez rejoindre madame Nicole Krapac au 253-3959 ou ligne sans frais 1-866-411-4311



Le Conseil d'administration: assis: Richard Cousineau, Josée Turcotte. A l'arrière, de gauche à droite: Elaine Cormier, Michelle Pinsonneault, André Chénier, Cindy Rivera. Absentes: Marie Marion et Anne-Marie Dugas.



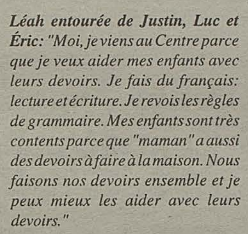
Bonne St-Jean à tous nos clients et à toute la communauté francophone



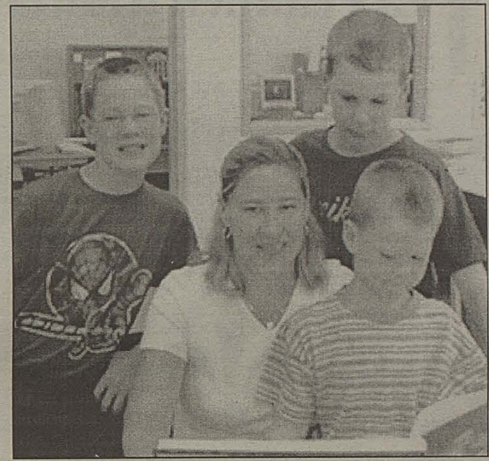
Le Centre Alpha Mot de Passe répond à plusieurs besoins



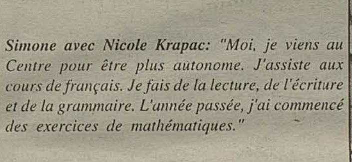
Iole avec Richard Cousineau: "Moi, je viens au Centre pour avoir de l'aide pratique en français afin d'obtenir de l'avancement dans mon travail".



Léah entourée de Justin, Luc et Éric: "Moi, je viens au Centre parce que je veux aider mes enfants avec leurs devoirs. Je fais du français: lecture et écriture. Je revois les règles de grammaire. Mes enfants sont très contents parce que "maman" a aussi des devoirs à faire à la maison. Nous faisons nos devoirs ensemble et je peux mieux les aider avec leurs devoirs."

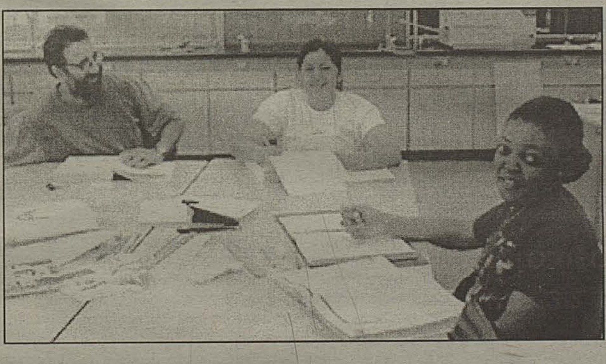


Nicole avec Richard Cousineau: "Moi, je me prépare pour continuer mes études. Je viens au Centre pour mon français et mes mathématiques".



Simone avec Nicole Krapac: "Moi, je viens au Centre pour être plus autonome. J'assiste aux cours de français. Je fais de la lecture, de l'écriture et de la grammaire. L'année passée, j'ai commencé des exercices de mathématiques."





Sami, Karen et Nancy: "Nous, nous venons au Centre parce que nous nous préparons pour obtenir notre équivalence du diplôme d'études secondaires qui s'appelle le GED."

La Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario

Notre mission

La Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario s'est donné pour mission de favoriser le développement de l'alphabétisation et de la formation de base en appuyant les pourvoyeurs de services d'AFB, en sensibilisant la communauté et en y faisant la promotion auprès des adultes francophones de l'Ontario.



Félicitations

Je vous salue au nom de la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario. À titre de présidente de cet organisme provincial, je tiens à féliciter le personnel du Centre Alpha «Mot de passe» pour l'excellent service qu'il offre dans votre communauté.

La situation particulière des francophones vivant en milieux minoritaires nécessite des réseaux solides de services dans leur langue maternelle. Sans cela, la survie de ces communautés est menacée. Le Centre Alpha «Mot de passe» occupe, à mon avis, une place importante dans ce réseau des services aux francophones de Windsor. Nous lui souhaitons longue vie et succès.

Lynn Brouillette
Présidente du Conseil d'administration
Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario

Notre mandat

Le mandat de la Coalition consiste à assurer les sept services suivants:

1. améliorer les communications entre le milieu de l'alphabétisation et de la formation de base et le Ministère;
2. offrir des conseils informés au gouvernement;
3. contribuer à la mise en oeuvre des initiatives du gouvernement au niveau provincial;
4. coordonner et encadrer des projets de développement;
5. sensibiliser les principaux groupes intéressés et le public en général aux besoins en alphabétisation et en formation de base des Ontariennes et des Ontariens;
6. exécuter et coordonner des travaux de recherche et d'analyse essentiels concernant des questions reliées à l'alphabétisation et à la formation de base;
7. réseauter, à l'échelle régionale, les organismes qui se spécialisent dans les services d'alphabétisation et de formation de base aux francophones.

Un engagement de soutien

Je me permets de partager avec vous, lecteurs et lectrices du Rempart, quelques informations sur l'alphabétisme et l'alphabétisation, des mots entendus et lus de plus en plus dans notre société basée sur l'économie du savoir. L'alphabétisme est la capacité de comprendre et d'utiliser des imprimés dans les activités quotidiennes. L'alphabétisation est l'enseignement de la lecture et de l'écriture.

Saviez-vous que selon l'enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes tenue en 1994, 58 % des francophones se sont classés aux niveaux 1 et 2, soit des niveaux de performance ne permettant pas de comprendre et d'utiliser des informations écrites pour obtenir de l'information dans le cadre d'activités quotidiennes?

Fermement convaincus que la force de la communauté franco-ontarienne réside dans ses connaissances et son savoir-faire, les pourvoyeurs de services d'alphabétisation en Ontario offrent des services de formation dans une cinquantaine de communautés. Le Centre Alpha «Mot de passe» s'est donné comme mission de desservir la région de Windsor, des comtés d'Essex et de Kent. Sa contribution à l'essor de la francophonie de ces régions est peut-être modeste en ce moment, mais son potentiel est grand.

Je félicite le Centre Alpha «Mot de passe» pour son beau travail et m'engage à le soutenir dans son évolution.

Suzanne Benoit
Directrice générale
Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario



Un témoignage éloquent

Dès l'âge de 16 ans, j'ai décidé que j'en avais assez avec l'école. Je voulais me tenir avec mes amis et amies qui n'allaient pas à l'école. Aussi je me sentais beaucoup à part de toutes les autres parce que j'avais des petits problèmes d'apprentissage.

Les professeurs me laissaient faire ce que je voulais. Je me ramassais souvent au bureau du directeur adjoint. Mes parents ne me pensaient pas capable d'accomplir quoi que ce soit; eux, ils ont fini l'école très tôt: 3ième et 6ième années. Alors je croyais que c'était normal d'être comme j'étais. Je n'avais plus de confiance en moi, je faisais toujours des chicanes à l'école pour qu'on puisse me retourner à la maison.

Lorsque je suis arrivée en Ontario, je me suis dit que c'était le temps de retourner à l'école et de reprendre ma vie en main et de voir mes capacités. J'ai trouvé le Collège du Savoir, un centre d'alphabétisation, de bouche à oreille. J'ai été faire une petite évaluation et j'ai été très surprise de voir mes résultats. J'étais très fière de moi-même; j'en savais plus que je ne pensais.

Maintenant je peux lire et comprendre mieux ce que je lis, ça m'a donné beaucoup de confiance en moi-même. Je viens à l'école cinq jours par semaine de 9 h 30 à 16 h et plus.

Je m'implique beaucoup aux activités du centre. Je suis dans le forum de «l'alpha plus» et je communique avec les autres personnes apprenantes, je leur raconte nos activités, par exemple, lorsque nous avons été visiter la bibliothèque du centre Alpha avec les autres personnes apprenantes de mon centre, je leur ai raconté notre aventure. Je vais aussi à des rencontres communautaires et régionales avec mon professeur qui nous implique dans certaines rencontres. Comme ça, je peux aider les autres à mieux connaître les services qui nous sont offerts. Lorsque je suis à l'école, j'aide le professeur avec les élèves. En aidant les autres, ça me facilite la tâche car ça m'aide beaucoup à mieux comprendre moi-même.

J'ai fait du bénévolat pour l'Association Elizabeth Fry. J'aime aussi aider les jeunes dans les centres d'accueil et sur la rue n'importe où, où je peux les aider. J'ai aussi aidé les personnes aînées et tous ceux qui ont besoin de moi. Je suis toujours disponible.

La formation m'a été très bénéfique et c'est pour cela que j'ai voulu m'impliquer encore plus. Aussi, j'ai trouvé les participants très intéressants, sociables et sympathiques. Je suis restée en contact avec plusieurs d'entre eux.

J'ai été représentante des personnes apprenantes à la Coalition provinciale pendant 2 ans (2000-2002). Je siège maintenant sur le conseil d'administration de mon centre depuis 2001, je suis vice-présidente. J'ai beaucoup appris depuis que je siège sur ces comités, ça m'a donné de l'expérience, de l'estime de moi-même, du courage et de l'espoir. J'ai aimé faire partie du c.a. de la Coalition pour représenter les personnes apprenantes de l'Ontario et pour voir à leurs besoins. J'aime prendre de nouveaux défis pour me perfectionner. En utilisant les outils qu'on m'a apportés, je peux les passer à d'autres qui n'ont pas eu la chance de participer.

Depuis la dernière A.G.A. 2002 de la Coalition, on m'a nommée représentante au niveau national avec la F.C.A.F. Ça me fait chaud au coeur de voir que les personnes apprenantes croient en moi et je ferai de mon mieux pour les représenter.

Carole Blouin

Alpha Mot de Passe remercie la communauté et demande qu'elle continue à lui aider


Elaine Cormier

Je remercie le Rempart d'accorder aux services d'alphabétisation en français toute l'importance que mérite ce secteur d'activité. Selon sa tradition d'appuyer la communauté franco-ontarienne, notre hebdomadaire francophone se montre un ami fidèle de notre Centre. La publication de ce cahier est une manifestation de cet appui à l'alphabétisation en milieu francophone. Nous recevons de notre journal francophone un soutien constant tout au cours de l'année. Ce soutien se manifeste de plusieurs façons. Le Rempart s'intéresse à nos activités. Il communique régulièrement avec nous à la recherche de nouvelles. Il porte à l'attention de la communauté les développements d'intérêt. Il fournit des analyses et des commentaires qui alimentent notre réflexion. Bref, il aide à assurer que les besoins des analphabètes francophones ne passent pas inaperçus sur la scène francophone. Pour l'alphabétisation comme pour bien d'autres secteurs d'activités francophones, celui ou celle qui lit Le Rempart reçoit une abondance de renseignements que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. L'attention qu'il donne aux programmes d'alphabétisation pour les francophones n'en est qu'un exemple parmi d'autres.

Cette année, suite à la démission de Mme Jasmine Lapierre comme directrice du Centre, nous avons embauché Mme Nicole Krapac pour assumer la direction. Nous voulons tout d'abord adresser nos meilleurs voeux de succès et de bonheur à Mme Lapierre, à son conjoint, et à leur nouveau poupon. Mme Lapierre a piloté le Centre avec grand dévouement pendant une période difficile de son évolution et nous en sommes reconnaissants. Il a été agréable pour le conseil d'administration de travailler avec elle.

Mme Krapac s'est attaquée à ses nouvelles responsabilités avec la fougue qu'on lui connaît! Elle a accordé priorité à la dissémination d'information sur nos services, elle a multiplié les contacts avec la communauté et elle est allée en région pour signaler notre existence et explorer des possibilités d'établir

Voir "Alpha Mot de Passe"... page 19

Rédactions par des apprenants/ apprenantes

Vacances estivales

Durant l'été, nous passerons quelques semaines au chalet avec des amis.

Entouré de plages, le chalet blanc et brun sur un rocher est situé au Témiscamingue près d'un lac.

Journées et soirées, nous nous promenons en bateau et en canot. De plus, nous faisons du ski nautique et du pédalo. Nous jouons aux jeux de pochettes, croquet, tennis, badminton et au fer.

Un beau matin, nous prenions une marche. Un beau lynx nous regardait dans le chemin près de la plage publique. Quand nous sommes retournés, nous l'avons aperçu de l'autre côté en face de chez nous. Il nous avait suivis de loin. Ah! Quel beau chat sauvage rayé noir et brun. Il y avait aussi des castors, des huards, des canards, des suisses, des écureuils et des oiselets.

Quand nous sommes revenus de vacances, ça nous a fait rappeler de beaux souvenirs d'un été passé dans la nature tranquille et merveilleuse. Ah! Comme c'est bon de vivre dans le calme à regarder le beau paysage et respirer la fraîcheur de la forêt.

Hélas! Les vacances sont finies!

Simone Rivard
Centre Alpha Mot de Passe

La cabane à sucre

La paroisse avait organisé un voyage à la cabane à sucre. L'heure du départ était à onze heures trente à un stationnement d'un centre industriel.

Nous avons fait le trajet en autobus. Nous ne pouvions pas aller jusqu'à la cabane car le chemin n'était pas défriché. Le chauffeur a stationné l'autobus au bord du chemin. Nous avons marché un mille et demi dans le bois avant d'arriver.

Dans la cabine il y avait un gros poêle à bois. Il y avait des gros chaudrons pour faire cuire le sirop. Aussi il y avait une table à vapeur qui chauffait tout. Le propriétaire étendait le sirop cuit sur la neige dans une grande cuvette. Dans cette cuve on prenait la tire avec des petites palettes. On avait hâte d'en manger. C'était si bon qu'on ne pouvait pas résister.

Le départ de la cabane était à dix-huit heures. Nous avons profité de cette belle journée merveilleuse. Le soleil reflétait sur la neige. Nous avons respiré le bon air d'une journée radieuse et resplendissante.

Ah! Quelle joie d'aller se divertir avec des amis(es).

Simone Rivard
Centre Alpha Mot de Passe


Simone Rivard

Rédactions par des apprenants/ apprenantes

Saint-Valentin

La fête de la Saint-Valentin est une coutume que nous célébrons depuis longtemps.

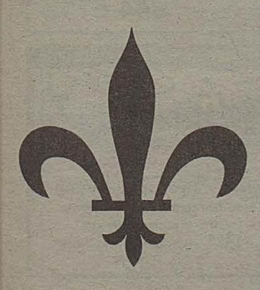
Mon mari m'a fait toute une surprise samedi. On a sorti en amoureux souper au restaurant. Il m'a donné une boîte de chocolats en forme de coeur. Et ensuite on est allé voir un film.

Cette année, la journée de la Saint-Valentin est un mercredi. Alors à mon tour je vais lui faire une surprise. Il travaille toute la journée. Son repas favori est un cipaille aux fruits de mer. Comme dessert, je vais préparer un gâteau au chocolat, avec une sauce au caramel. Arrivé à cinq heures et quart, il va aller se faire une toilette. Je vais me dépêcher à dresser la table d'une nappe, avec la bonne vaisselle et au centre une chandelle avec une belle carte. Je vais ajouter à cela de la musique sentimentale. Plus tard dans la soirée, s'il veut bien, on ira marcher dans un parc près de la rivière.

Souvent c'est dans les petites choses qu'on trouve le plus de bonheur. Je souhaite à tous une bonne Saint-Valentin.

Julienne Lapointe
Centre Alpha Mot de Passe


Julienne Lapointe

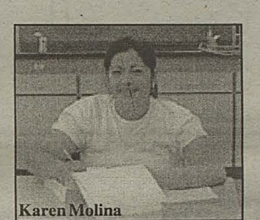


Mon rêve

Dans mon jardin imaginaire
C'est là où je suis la reine.
En chantant, tra la la ... tra la la la la...
Dans ce beau paysage semblable à des jardins
J'apporte mon âme imaginaire
Dans un endroit infréquentable,
Lointain de l'être humain.

Fameux est mon endroit
Peu visité par les gens.
Heureuse suis-je dans mon jardin.
Rouges comme le sang sont ses roses.
Si vieux et fragile est mon jardin.
Tic-tac, tic-tac, j'entends l'horloge
De mon coeur qui bat et m'éveille
De mon sommeil.

Karen Molina
Centre Alpha Mot de Passe


Karen Molina

Parmi les collines de sable

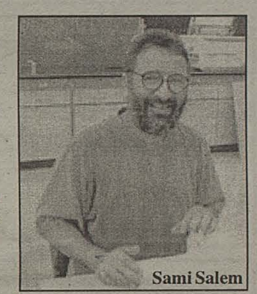
Pour changer un peu d'air
Je me suis rendu dans une station balnéaire
Et en haut de la colline
Au milieu des dunes
J'ai vu un chameau qui blatérait, brr... br...
Afin de réclamer sa ration alimentaire.

Sami Salem

L'espoir d'un naufragé

Après le naufrage
Le marin n'a plus que son courage
Perdu au milieu de la mer
Sans rames, sans point de repère
Mais beaucoup de volonté pour atteindre la terre.

Sami Salem
Centre Alpha Mot de Passe


Sami Salem



Bonne St-Jean à tous nos clients et à toute la communauté francophone



Reg St-Louis et le personnel de



12065 ch, Tecumseh, Tecumseh **735-2622**

Robert Séguin

Comptable
737 ave Ouellette (au rez-de-chaussée)

253-6326

Jean-Pierre et Marjolaine Mallet de



948-6932

Coupe by Rollande

425 Cabana est **969-3161**

Dr Joëlle Saad

et le personnel de

Emeryville Chiropractic

chiropractie et acuponcture
1211 County Rd 22, Emeryville
727-6226

La famille Don Lappan et

Excelsior Monuments

11918 ch Tecumseh **735-2445**

Tony et Brenda Santia et le personnel

Winks 

Angle chemin Tecumseh et Lespérance, Tecumseh
979-1881

Chris Lanoue et le personnel de

Lally Ford Sales & Service Ltd

68 rue Mill Ouest, Tilbury
682-3434 **969-3673**

G. L. STEVENSON TRANSPORT

Toujours préoccupé de la sécurité des élèves!

La direction et le personnel chez

Larry's Mechanical Services

255-7060

La famille Louis et Marie-France Archambault et leur personnel à

Archambault Contracting

798-3532

Jorge Lamas et le personnel de

CENTRAL CHRYSLER PLYMOUTH

790 rue Goyeau **256-7891**

Denis Pinsonneault
représentant

CLARICA

Téléphone : **728-9239**
Télécopieur: **728-0653**

AFD
Paul Pignal
Représentant
Canadian

Bedell's

ESSEX FOOD SERVICE DISTRIBUTORS LTD.
1925 ch. HALFORD,
WINDSOR, ONTARIO
Téléphone : (519) 737-9607
Télécopieur : (519) 737-9442
Pagette: (519) 255-5864

De nous tous de

D. Pearl & Sons Produce

Cyclesmax.com

«Votre magasin virtuel de sports»
3203 rue Turner
(519)258-8395/1-800-994-2453
Web: www.Cyclesmax.com
Courriel: info@Cyclesmax.com
Louis Marion, propriétaire

David Bellemore et son personnel à

Bellemore and Associates

2825 chemin Lauzon

944-4777

La famille Denis et Diane Labonté et le personnel de chez

Denis LaBonté SIGNS And MAINTENANCE INC.
NEON • ILLUMINATED • AWNINGS

1524 Matthew Brady **944-6112**

Pat Lanoue, Gilbert Lanoue, Luc Mailloux et leur personnel à

Lanoue Insurance Brokers Ltd

543 rue Notre-Dame, Belle-Rivière **728-1432**

Maurice Pomerleau et Dave Goebel et leur personnel à



3240 Jefferson **944-6446**



Rédactions par des apprenants/ apprenantes

Un souvenir de la plage

En 1967, mon père, conducteur de grosses machines, était transféré à Gaspé, Québec pour neuf mois, pour aider à bâtir un réservoir d'électricité.

Mon père ne voulait pas être séparé de sa famille et il nous a déménagés à Bonaventure, un petit village.

Ma mère disait que les enfants étaient blêmes et qu'on avait besoin du soleil. Cet été-là, on a passé les journées à la plage non loin de la maison que mon père avait louée. On se faisait des amis avec les voisins et les écoliers. On partait le matin et on retournait le midi pour repartir l'après-midi.

Un jour, on a trouvé un petit canard qui s'amusait dans l'eau. On l'a apprivoisé. Mon frère décide de l'apporter dans la poche de sa chemise à la maison. En s'en allant, il aperçoit que le petit canard n'était plus dans sa poche.

A la fin de l'été, ma mère disait que les enfants avaient le teint brun. On avait eu beaucoup de plaisir à s'amuser dans l'eau et surtout avec le petit canard.

Nicole Thibodeau
Centre Alpha Mot de Passe

Nicole Thibodeau

Mon neveu Serge

Toute la famille s'était rendue à Ottawa à l'hôpital pour visiter mon neveu, Serge, qui est en train de lutter pour sa vie.

Deux ans passés, après un jeu de hockey, il se plaignait d'un mal de jambes. Après avoir visité plusieurs docteurs, la famille a su la pire des nouvelles. Leur seul fils a le cancer. C'est une sorte de cancer très difficile à combattre. Toute la famille a déménagé à Ottawa pour le commencement des traitements contre le cancer.

Ce jeune homme plein de vie aimait le hockey, le golf, les films science-fiction et se chicaner avec sa soeur, Nathalie. Il était un garçon plus intelligent que ses seize ans. Il voulait toujours savoir, toujours apprendre.

Ses parents disent que le Seigneur leur a donné un fils pour seize ans. Il le reprend parce que la terre n'est pas assez grande pour lui.

Après deux longues années très difficiles, Serge a perdu sa lutte contre le cancer, mais il n'a jamais perdu sa joie de vivre.

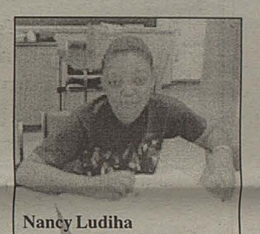
Léah Pitre
Centre Alpha Mot de Passe


Léah Pitre

As-tu entendu?

On demandait à une personne:
"As-tu déjà entendu le bruit de différents animaux?"
"Tu as entendu "le aaaou..." le hurlement qui provient de la forêt?"
"De quel cri me parles-tu?"
"Je parle du cri du loup
Son hurlement faisait battre le coeur".
Le lion rugit "grrr..." de peur
Tout à coup, j'entends "miaou".
C'est le chat qui miaule dans son petit coin.
Le chien aboie "ouah, ouah" pour attirer notre attention.

Nancy Ludiha
Centre Alpha Mot de Passe


Nancy Ludiha

Rédactions par des apprenants/ apprenantes

L'histoire de ma vie

(N.D.L.R. Le cas de Jeannette Lanoue est un bel exemple des résultats de services d'alphabétisation. Sachant à peine lire ou écrire quelques mots, elle s'est inscrite au premier centre d'alphabétisation de la région il y a une dizaine d'années. Grâce à sa persévérance et à l'encouragement de son animatrice et des membres de sa famille, elle a poursuivi ses efforts et l'an dernier a écrit un livret de 36 pages intitulé «L'Histoire de ma vie» qui a été publié par le Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation qui produit du matériel d'apprentissage pour tous les centres d'alphabétisation en français de la province. Voici quelques extraits de ce livret.)

«Je ne fréquentais pas souvent l'école. J'y allais peut-être deux mois par année. J'ai quitté l'école à l'âge de huit ans. Je savais très peu lire et écrire.»

•••

«[Mon premier mari] souffrait d'une maladie des poumons. Malgré la désapprobation de nos parents, je l'ai marié dans son état de faible santé. J'ai pensé que je pourrais lui donner de bons soins. Je n'en ai jamais eu de regret.»

•••

«Lorsque j'ai déménagé à Windsor, je ne pouvais pas parler l'anglais. Je l'ai vite appris en défrichant les mots sur les commandes au restaurant [où je travaillais]. J'ai appris plusieurs phrases en riant et en faisant des farces avec les autres employés.»

•••

«[Mon deuxième mari] avait deux filles, une de quatorze ans et l'autre de onze ans. C'était un vrai plaisir de m'occuper d'elles, car j'aime bien les enfants. J'ai eu quatre filles avec mon deuxième mari.»

•••

«Depuis [la mort de mon deuxième mari], je vis dans ma maison à Emeryville. Je me suis toujours occupée à faire mon travail de maison . . . Ma vie sociale est intéressante. Je visite mes amis et ma famille. Je danse et je joue aux cartes. Je m'amuse bien, car j'ai toujours aimé avoir du plaisir.»

•••

«En 1988, je me suis inscrite au *Centre Alphana* avec ma soeur. J'avais un peu peur et j'hésitais. En peu de temps, je me suis sentie bien à l'aise. . . Je commence à mieux comprendre ce que je lis. J'éprouve plus de difficulté avec le langage écrit. J'écris des dictées chaque semaine, mais j'ai encore un peu de difficulté. Je ne me décourage pas. Je suis déterminée, car j'ai le goût d'apprendre de plus en plus.»

•••

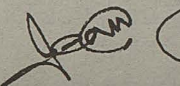
«Aujourd'hui, à l'âge de 80 ans, je me sens heureuse. Malgré les difficultés de la vie, j'ai eu des moments qui m'ont apporté beaucoup de joie et de bonheur. Je remercie Dieu pour ma famille, ma langue, ma religion et mon pays. Je pense que je suis privilégiée et bénie. Il fait bon vivre!»

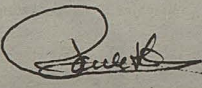


Jeannette Lanoue (à droite) tenant une copie du livre qu'elle a écrit, avec Nicole Krapac, directrice du Centre Alpha Mot de Passe (à gauche) et l'animatrice de Mme Lanoue aux services d'alphabétisation, Evelyne Parent.

L'équipe du REMPART souhaite à tous et chacun une excellente STJEAN fêtée dans la joie et l'amitié!

Céline Johanne Suzanne







Bonne St-Jean à tous nos clients et à toute la communauté francophone





La Saint-Jean-Baptiste

La célébration du 24 juin est une tradition qui date de très, très longtemps. Associée tantôt au solstice d'été, tantôt à la fécondité, la fête se célébrait déjà dans l'antiquité. En Nouvelle-France, dès 1636, bénédiction, coups de canon et de mousquet marquent la mise à feu d'un bûcher et la célébration se poursuit régulièrement par la suite.

A compter de 1834, la Société Saint-Jean-Baptiste nouvellement créée fit du 24 juin une fête patriotique. Lors d'un banquet où l'on porte pas moins de 37 toasts, un jeune homme appelé à un grand avenir politique, George-Étienne Cartier, chantait une production bien québécoise: O Canada, mon pays, mes amours. La Saint-Jean prenait un caractère de fête nationale. En 1866 s'y ajoute le personnage symbolique de Jean-Baptiste. Les premiers défilés avec chars allégoriques apparaissent en 1874. Ils traitent de thèmes historiques et de thèmes valorisant des valeurs comme l'attachement à la terre et le courage des mères.

Dans le sud-ouest ontarien, au début du siècle, la St-Jean se fêtait de façon grandiose, regroupant parfois jusqu'à 10 000 participants et participantes au parc Jackson à Windsor où se trouvaient alors de grands gradins.

Par la suite, pendant quelques décennies, les célébrations ont été organisées sous l'égide de l'Association Saint-Jean-Baptiste de l'Ouest de l'Ontario. L'Association comptait une douzaine de succursales à divers endroits dans les comtés d'Essex et de Kent et chaque année l'une d'elles organisait la fête «chez elle» avec l'aide du conseil régional.

Il y a un certain nombres d'années, un comité de la Place Concorde auxquels se sont joints, à divers moments, des représentants du Club Alouette, de la Société Radio-Canada et du Collège des Grands Lacs, a fait revivre la tradition et continue à le faire.

Alpha Mot de Passe remercie... suite de la page 11

des points de service à l'extérieur de Windsor. Sur le plan pédagogique, elle a revu notre programme pour le rendre le plus conforme possible aux besoins changeants de notre clientèle régionale. La préparation à l'équivalence du diplôme d'études secondaires est ainsi devenue la composante la plus populaire de notre programmation.

Comme les lecteurs et les lectrices du Rempart l'ont appris dans les pages du Rempart, le gouvernement de l'Ontario avait subitement décidé de ne plus nous accorder de subvention, laissant ainsi toute la communauté francophone du Sud-Ouest de l'Ontario sans accès à un centre d'alphabétisation francophone. Cette décision gouvernementale a été prise malgré l'augmentation dramatique de notre inscription dans une courte période de temps. La communauté francophone a protesté vivement auprès des autorités gouvernementales pour les inciter à renverser leur décision. Lettres d'appui en main ou en dossier, deux représentants du Centre ont rencontré à Toronto la responsable du programme de subventions gouvernementales des Centres pour lui expliquer l'importance de rétablir le financement du Centre. A son crédit, cette agente du ministère s'est montrée sensible aux arguments qui lui ont été présentés et a accepté de retarder le retrait de la subvention pour vérifier si le Centre peut maintenir son rythme actuel d'accroissement de ses inscriptions.

Nous remercions tous ceux et celles qui ont contribué à ce revirement temporaire de la position du gouvernement. Tous les organismes francophones qui se sont donné la peine d'écrire des lettres d'appui méritent notre reconnaissance ainsi que celle des francophones de la région qui profitent présentement et qui profiteront dans l'avenir de nos services.

Mais la bataille est loin d'être terminée. Nous avons obtenu un sursis, et non l'assurance de la poursuite de notre mandat. Il nous incombe de rejoindre tous les francophones qui peuvent bénéficier dê nos services afin qu'ils apprennent à nous connaître et à surmonter les obstacles personnels ou autres qui les ont empêchés dans le passé de s'inscrire à des programmes d'alphabétisation. Alpha Mot-de-Passe ne peut pas relever ce défi sans aide, car cette dissémination d'information à ce secteur démographique se fait le plus efficacement par un réseautage «bouche-à-oreille». La collaboration active de toutes les composantes de notre communauté est donc essentielle dans ce dépistage. Il y a du pain sur la planche, car le nombre de francophones de la région qui pourraient profiter de nos services dépasse largement nôtre inscription actuelle.

Pour que notre communauté francophone soit de santé, il faut que tous ses membres reçoivent les services dont ils ont besoin. Trop souvent, les analphabètes francophones ont été les parents pauvres de notre grande famille. A nous tous de corriger cette situation!

Elaine Cormier,
Présidente du Conseil d'administration,
Centre Alpha Mot-de-Passe

PROGRAMME DES ACTIVITÉS DES FÊTES DE LA ST-JEAN ORGANISÉES PAR LE COMITÉ DE LA ST-JEAN DE LA



LE VENDREDI 21 JUIN

7h-9h: Petit déjeuner - émission en direct "New Day". Venez vous joindre à nous
10h30-13h: Défi Folies - élèves de la 6e année
11h-1h: Animation et musique par NOUS DEUX
11h-minuit: Cabane à patates frites Suzie Q
17h-20h: Souper parrainé par Windsor Police Association et St Clair Alumni - 2 homards/25$ ou 2 brochettes/15$ avec patate et salade
20h-1h: Musique et danse avec ICY REDD et TURNING POINT

LE SAMEDI 22 JUIN

11h-1h: Animation et musique par NOUS DEUX
11h-1h: Bar Oasis sous la tente
1h-minuit: Cabane à patates frites Suzie Q
11h-14h: Exposition de voitures anciennes (Rens.: 948-5545)
11h-18h: Vente d'artisanat et marché aux puces
14h30-15h30: ZOLEO - spectacle familial

LE SAMEDI 22 JUIN (SUITE)

18h-18h30: Spectacle de chant - Mélanie Raymond et Robyn Bilodeau
16h-20h: Danse et musique d'ambiance avec ROY ET AMIS
17h-20h: Souper - 2 homards/25$ ou 2 brochettes/15$ avec patate et salade
21h-22h30: Spectacle de SWING - un groupe de l'Outaouais qui fait de la musique traditionnelle techno

LE DIMANCHE 23 JUIN

ÉGLISE ST JÉRÔME
11h-12h: Messe de la St-Jean
CLUB ALOUETTE
10h-14h: Brunch familial - Adulte/7$; enfant 5 à 15 ans/5$; enfant 4 ans et moins/1$

LE LUNDI 24 JUIN

18h-20h: souper familial - salade, spaghetti, dessert; adulte/5$, enfant 5 à 12 ans/3$, enfant 4 ans et moins/gratuit

Crème glacée fournie par: Dr Elizabeth Paul, chiropraticienne; Dr Rana Diwan, dentiste; Ginette Pambrun, massage thérapeutique

Tous les événements ont lieu à la Place Concorde à l'exception de ceux du 23 juin.

Le Conseil d'administration, le Comité de surveillance, la direction, le personnel et le Comité des bénévoles de la



vous saluent tous et chacun à l'occasion de la St-Jean!...

... et vous invitent à participer aux nombreuses activités organisées par notre comité de la St-Jean dont les détails se trouvent en page 19

MERCI!!!...

...A NOS PARTENAIRES



RICHELIEU INTERNATIONAL









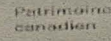








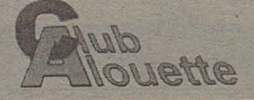




... A NOS COMMANDITAIRES



Cyclesmax.com
"Your Virtual Sporting Goods Store"



Le Rempart





Le Rempart

Windsor, Ontario
36ème année, No 25
26 juin 2002

L'hebdo des francophones du Sud-Ouest

La St-Jean 2002: en fleurs et à la chaleur!

(PR) Selon les responsables de l'organisation des Fêtes de la St-Jean 2002, il y a eu moins de monde, sans doute en raison de la chaleur intense de la fin de semaine. Mais ceux et celles qui y étaient se sont bien amusés, comme en témoignent les photos ci-dessous. D'autres photos se trouvent à la page 5.



Le groupe invité cette année, Swing, a réussi à attirer bon nombre de jeunes qui se sont empressés d'envahir la piste de danse dès le début du spectacle. Les fleurs décorant la tente avaient été faites par les jeunes de l'école Ste-Thérèse.



Les petits avaient leur vedette, la chanteuse Zoléo. Elle fait participer les jeunes tout au long du spectacle. Ici, dans une interprétation de sa chanson de style Rap, «Mon école», elle est accompagnée de Sarah, Juliane et Paul.





Les artistes de la région avaient leur place lors de la St-Jean. Trois des anciennes chanteuses du groupe Synergie, Mélanie Raymond, Robyn Bilodeau (à gauche) et Sylvie Tellier (à droite) ont interprété chacune deux chansons lors du souper au homard.

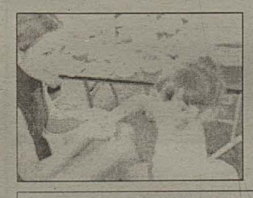


Des centaines de cornets de crème glacée ont été servis samedi, gracieuseté du Dre Elizabeth Paul, chiropracticienne que l'ont voit ici, du Dre Rana Diwan, dentiste et de Ginette Pambrun qui fait des massages thérapeutiques.

Autres photos de la St-Jean ... page 5



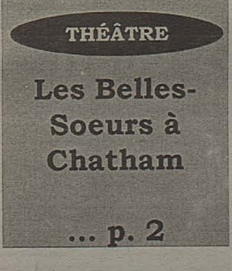
Malgré la chaleur et l'humidité qui a un peu ralenti les jeunes des sixièmes années des écoles francophones de la région qui participaient, vendredi, au Défi folies, voici quelques enfants de l'école Mgr Jean Noël qui font «la cloche».



Parmi les activités gratuites, il y avait, samedi après-midi, de la peinture pour les petits et les grands. Mélanie Raymond dessine un tatouage à Christine St-Pierre.



L'endroit le plus populaire vendredi lors du Défi folies était la station d'eau. Nycole Boisclair, une des bénévoles, a servi beaucoup d'eau aux jeunes déshydratés en raison de la chaleur.





REMISE DE DIPLÔMES

Faculté d'éducation, Campus Windsor ... p. 7

Index des Services en Français

Suite page 6

Théâtre du Coq à l'âne

Les Belles-Soeurs à Chatham: un franc succès!

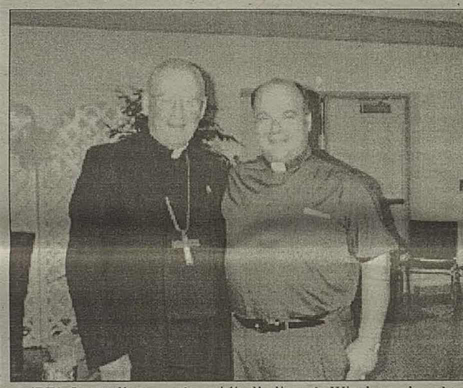
(PR) La nouvelle troupe de théâtre communautaire «du Coq à l'âne» de Chatham-Kent présentait sa première pièce, *Les Belles-Soeurs* de Michel Tremblay, les 21 et 22 juin. Selon le réalisateur Roger Lozon, «la dernière pièce de théâtre jouée par les membres de la communauté (française) et présentée au Chatham Cultural Centre remonte à l'année 1981».

Le vendredi et le samedi, plus de 500 personnes ont vu la pièce. Les gens ont ri et ont applaudi les 15 femmes qui ont incarné les personnages de la pièce et qui ont captivé l'auditoire pour plus de deux heures. Dans le programme, M. Lozon reconnaît le travail professionnel de la metteure-en-scène, J-C Charbonneau qui «est venue à notre secours... à partir du mois de mai. Elle a su donner du vent dans les voiles de nos comédiennes et amener notre pièce à bon port».

La photo fait voir Lucille Bélanger (en fauteuil roulant), dans le rôle de la vieille de 93 ans Olivine Dubuc, attirant l'attention de Jeannine Nunes (de dos, jouant la vieille-fille Des-Neiges Verrette) et de Claire Brophy, sa belle-fille Thérèse Dubuc. Au fond, ont aperçoit les personnages principaux Germaine Lozon (Mireille Ricard) et Rose Ouimet (Rosalie Bilodeau).



Mgr John Sherlock prend sa retraite



(PR) Lors d'un après-midi d'adieu à Windsor, le père Eugène Roy félicitait Mgr John Sherlock sur sa retraite. Mgr Sherlock a été ordonné prêtre en 1950 et évêque en 1974. Père Roy était le vicaire épiscopale pour les affaires francophones nommé par Mgr Sherlock. Il se peut qu'il le demeure, mais ce sera au nouvel évêque, Mgr Ronald Peter Fabbro, de choisir celui qui représentera la francophonie. Mgr Fabbro doit entrer en fonction à la fin de l'été.

Le calendrier communautaire

présenté conjointement par



et Le Rempart

Pour faire inclure une mention, sans frais, dans ce calendrier, prière de communiquer les renseignements au REMPART, 948-4139 au moins deux semaines avant l'événement.

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
JUIN 2002 30 Glissage en famille du Centre Jolliet Sarnia: 332-3774	JUILLET 2002 1 Bonne Fête du Canada	2	3	4 19h30 Planification familiale (1)	5	6
7	8	9	10	11	12 Buffet communautaire BBQ - Place Concorde 948-5545	13

(1) Présenation anglaise et consultation privée française et anglaise de la Méthode Billings, 19h30 à la chapelle ou demander à l'information de l'hôpital Hotel-Dieu-Grâce, site Hotel-Dieu, Windsor. Informations: Julie-Anne Poisson: 728-2952

Elizabeth Singh, élève à l'école E.J. Lajeunesse, est 1 Personnalité francophone de mars 2002



(PR) Il y a trois ans, Elizabeth Singh fonde le Théâtre Royal à l'école secondaire E.J. Lajeunesse et au mois de mars, 2002, cette troupe présente la pièce «Les Misérables», avec Mlle Singh comme metteure-en-scène. Pour ce travail, elle a été nommée «Personnalité francophone du Sud-Ouest de mars 2002».

Elizabeth Singh, mieux connue par son sobriquet Liz, est native de la région et a fréquenté l'école Sacré Coeur de LaSalle. «J'ai reçu mon diplôme la dernière année que l'école existait». Ses parents, des professeurs d'université, sont anglophones mais ils l'ont envoyé à l'école française car, pour eux, c'était important de pouvoir parler la deuxième langue officielle du pays. «À l'âge de trois ans, je pouvais déjà lire en anglais, explique-t-elle. Donc, étudier en français devenait un défi».

La pièce de théâtre a demandé beaucoup d'ouvrage car, précise Liz Singh, «j'avais 11 comédiens pour 28 rôles. Presque tous devaient jouer plusieurs personnages et il fallait coordonner tout ceci», s'assurant qu'ils avaient le temps de changer de costume et de prendre leur place, ce qu'elle avoue n'a pas toujours été facile. Ce n'était pas la première présentation de la troupe, mais c'était la plus compliquée. La première année, le Théâtre Royal a joué une adaptation de *À la claire fontaine*, qui était, selon Mlle Singh, «un genre de Dawson's Creek en français. J'avais écrit la pièce et ce n'était pas très bon. Puis, l'an dernier, on a présenté *Le petit prince* devant des jeunes de nos écoles nourricières.» Cette année, plusieurs jeunes de 9e sont venus lui dire combien ils et elles avaient apprécié la pièce, ce à quoi elle répond «c'était excitant!» Le fait de quitter l'école, de laisser la troupe du Théâtre Royal lui fait un peu de peine, mais elle s'est assurée de trouver une relève. «Lors de notre Gala des mérites, j'ai remis toute la filière de la troupe à la nouvelle Première Ministre, Brenna Market».

Aimerait-elle poursuivre en théâtre plus tard? «Oui, après le succès de la présentation de la pièce *Les misérables*, après avoir suivi un cours de théâtre cette année avec Mme Gina Michaud, et après avoir participé au festival du théâtre scolaire avec Théâtre-Action à Sudbury, je vais prendre des cours en théâtre à l'université. Mais je ne prévois pas faire carrière dans ce domaine». Liz Singh a été accepté à l'Université McGill à Montréal et est très heureuse. «J'adore Montréal! Je me suis inscrite en Études de développement international, ce qui est un cours inter-disciplinaire, et aussi en théâtre». Ensuite, elle étudiera sans doute en droit, mais pas dans le but de devenir avocate, mais plutôt «pour travailler aux Nations-Unis».

Une personne qui a suggéré que le nom de Mlle Singh soit soumis pour la personnalité du mois a aussi mentionné son acharnement à promouvoir le français à l'école E.J Lajeunesse, son ardeur à s'impliquer dans les activités de l'école et au niveau du conseil. Pour Liz Singh, c'est important d'être active et elle espère même s'impliquer dans le conseil étudiant à l'université. Elle reconnaît cependant qu'ici, ce sera très différent car, l'école E.J. Lajeunesse étant assez petite, ceci lui permettait de participer à beaucoup d'activités. Mais, à l'Université McGill, ce sera autre chose.

De plus, Liz Singh pratique les arts martiaux et dit, en riant, «je devrais peut-être apprendre le japonais...», comme quoi il n'y a pas grand chose à son épreuve.

Le programme de la Personnalité francophone du Sud-Ouest est parrainé conjointement par le poste radiophonique CBEF Radio-Canada, la Place Concorde, le Club Alouette, le Centre communautaire la Girouette et Le Rempart pour reconnaître publiquement les réalisations des gens qui contribuent notamment au développement de la communauté francophone du Sud-Ouest ou qui la font mieux apprécier par le public en général.

Un jury indépendant mis sur pied par les organismes-parrains choisit pour chaque mois, à partir de candidats et candidates qui lui sont suggérés par des membres de la communauté ou qu'il identifie lui-même, l'individu dont une réalisation dans ce mois-là répond le mieux à ces critères.

Une personnalité sera ainsi choisie pour chaque mois de juillet 2001 à août 2002. Ensuite, Le Rempart présentera ensemble les personnalités et, à une réception l'automne prochain, les convives seront invités à en choisir une parmi eux qui sera la *«Personnalité francophone du Sud-Ouest de l'année 2001-2002.»*

Les suggestions de candidats ou candidates pour la Personnalité francophone du mois peuvent être communiquées à Jacqueline Kervoelen ou de CBEF (255-2411), Didier Marotte de la Place Concorde (948-5545), Rose Pelletier du Club Alouette (945-1189), Michel Bilodeau de la Girouette (352-9156) ou Paulette Richer du Rempart (948-4139), qui en feront part au jury.

Le Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest adopte son budget pour l'année 2002-2003

(C) Lors de la rencontre régulière qui a eu lieu le lundi 17 juin 2002, le Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sdu-Ouest a étudié la propossition relative au budget de l'exercice financier 2002-2003.

Selon le président du Conseil, M. Joseph Bisnaire, «quoique le ministère de l'Éducaiton refuse toujours de subventionner la maternelle et le jardin à temps plein, le Conseil connaissant l'importance de ces programmes pour les enfants francophones, continue de les offrir à temps plein. Il va sans dire que ceci cause d'énorme pression sur les ressources du Conseil. Tout de même, le Conseil est fier de pouvoir présenter au ministère de l'Éducation un budget équilibré».

Les prévisions budgétaires pour l'année 2002-2003 sont basées sur une croissance de l'effectif quotidien moyen (EQM) estimée de 171 élèves, c'est-à-dire une augmentation de 2,68%. Cette augmentation, incluant de légères augmentations de la subvention de base et des programmes d'aide à l'apprentissage, représente une somme d'environ 2 192 000 $ ou 4,18%.

Le budget 2002-2003 tient compte d'une augmentation au niveau du personnel enseignant et du personnel de soutien. Le budget reflète aussi le résultat de l'entente récemment conclue avec le Synidcat canadien de la fonction publique (SCFP/CUPE).



Les Libéraux de l'Ontario veulent un programme de formation du caractère dans toutes les écoles de l'Ontario


Dwight Duncan
Député provincial
Windsor-St Clair

Le mois dernier, le chef libéral de l'Ontario, Dalton McGuinty, a annoncé qu'un gouvernement libéral rendrait obligatoire la formation du caractère dans les écoles publiques. En tant que parent et que député libéral à l'Assemblée législative de l'Ontario, je crois fermement que la formation du caractère doit être enseignée dans toutes les écoles de l'Ontario.

La formation du caractère, soit l'enseignement des valeurs, ferait partie intégrante du programme scolaire. Dans une classe de français, on pourrait demander aux élèves de rédiger une dissertation à propos de leurs objectifs dans le but de déclencher un processus de réflexion sur la persévérance. Dans un cours sur les affaires, on pourra inclure une étude de cas où un employeur fait preuve d'honnêteté. Dans un cours d'histoire, on pourrait discuter du rôle de la Reine-Mère au cours de la Deuxième Guerre mondiale pour illustrer le courage.

Qui décide quelles valeurs doivent être enseignées? Cela revient à la communauté. Le Conseil scolaire du district de la région de York, qui a un excellent programme de formation du caractère, a consulté les parents, les élèves et la population en général de sa communauté pour en arriver à une liste de 10 valeurs de base. Ce sont le respect, la responsabilisation, l'honnêteté, l'empathie, la justice, l'esprit d'initiative, la persévérance, l'intégrité, le courage et l'optimisme. Il s'agit de valeurs universelles sur lesquelles tout le monde peut s'entendre. Dans le cadre de notre plan, ce processus de définition des valeurs de base sera appliqué dans tous les conseils scolaires de l'Ontario.

Parmi les avantages clés de la formation du caractère, on compte de meilleurs résultats scolaires, une meilleure employabilité et des écoles plus sécuritaires. Je crois que les écoles doivent inculquer la discipline chez nos jeunes en leur enseignant les valeurs et le respect d'autrui en tant qu'éléments obligatoires du programme.

Les avantages de la formation du caractère sont évidents. Les écoles qui enseignent la formation du caractère produisent des étudiants et des étudiantes qui ont de meilleurs comportements, de meilleurs résultats scolaires et un meilleur moral. Il y a moins de retards, moins de délinquance et moins de problèmes de discipline.

Bien que nos écoles doivent principalement mettre l'accent sur l'excellence scolaire, nous devons également veiller à préparer nos élèves à être de bons citoyens. Je crois qu'il est utile d'enseigner aux élèves le respect, la responsabilisation, l'honnêteté, la justice et la persévérance. Dispenser ces enseignements à l'école aidera les parents et les familles qui enseignent déjà ces valeurs à la maison.

La lecture, l'écriture et les mathématiques sont les choses les plus importantes qu'enseignent nos écoles. Mais nos écoles ne peuvent être solides du point de vue académique si nos élèves et nos enseignants ne se sentent pas en sécurité. C'est pourquoi Dalton McGuinty réclame l'installation de caméras de surveillance qui éloigneront les intrus de nos écoles, une ligne de renseignements sur la sécurité dans les écoles et des programmes de lutte contre la brutalité dans les écoles. La formation du caractère fait partie du Plan des Libéraux de l'Ontario visant à ce que nos écoles soient plus sécuritaires et plus solides.

Les Libéraux de l'Ontario proposent des idées innovatrices et pratiques pour améliorer l'éducation telles que la réduction du nombre d'élèves par classe dans les premières années, la mise sur pied d'équipes de redressement qui interviendraient dans les écoles qui ont des difficultés et des cours quotidiens en alphabétisation et en mathématiques. Nous entendons continuer de lutter en faveur d'un réseau d'enseignement amélioré pour les familles de travailleurs de l'Ontario.

Pour sa part, le gouvernement conservateur de Ernie Eves a pour projet d'accorder aux écoles privées 500 millions de dollars qui devraient être investis dans les écoles publiques.

La chose la plus importante que nous puissions faire pour nos familles et pour notre avenir est d'améliorer l'enseignement public. Nous devons travailler avec les éducateurs pour nous assurer que nos écoles soient sécuritaires et solides.





Le Billet d'André C. :

Notre pain quotidien

Dans mon dernier billet, je mentionnais l'importance de la motivation dans tout ce que nous faisons, y compris l'apprentissage et la rétention d'une langue. Je disais que si mon petit-fils francophone apprend une langue seconde et que son petit voisin anglophone ne semble avoir aucun intérêt à faire de même, c'est surtout une question de motivation. L'un est motivé de le faire, l'autre ne l'est pas.

Mais la motivation, ça vient d'où au juste ?

Pour une très grande partie de ce que nous avons à faire dans la vie, le gros facteur de motivation, c'est de recevoir notre pain quotidien, c'est-à-dire de manger trois fois par jour.! *(Petit à côté: il n'y a qu'un pas à faire pour passer du stage de vouloir trois repas par jour à celui de l'appât du gain, une toute autre chose que les défenseurs du capitalisme "pur et dur" voient comme le fondement idéal des structures économiques qui nous encadrent. À notre péril collectif. Mais c'est-là une autre histoire, et je m'éloigne de mon sujet encore une fois. Revenons à nos moutons.)*

Soyons réalistes. Pour la grande majorité des gens, ni l'apprentissage ni la rétention du français dans le Sud-Ouest de l'Ontario ne sont mandatés par les exigences du marché du travail ou par celles du fonctionnement quotidien dans la communauté (faire les emplettes, etc). Dans le sud-ouest de l'Ontario, le fait français n'est pas fondé sur des considérations utilitaires. Sur le plan personnel, il ne "faut" pas savoir parler français pour gagner son pain quotidien, ni même pour acheter ce pain au magasin!

(Note de l'auteur: Attention ! Notez bien que j'ai dit " sur le plan personnel"! Je ne veux pas dire que le fait français

Voir "Notre pain"... page 9

La parole est à vous!

Remerciements de la famille Guignard

Madame la rédactrice,

En mon nom et au nom de mes enfants, Rosemonde, Roma, Ronald et Rose Anne, j'aimerais remercier du fond du coeur les parents et amis qui nous ont apporté leur soutien lors du décès de mon époux, Alpha.

Merci sincèrement pour vos gestes de sympathie, soit les appels téléphoniques, les offrandes de messes, les cartes, les fleurs, la nourriture et votre présence réconfortante au salon et aux funérailles. Un merci très spécial à Madame Lisa Hanlon de St-Elizabeth Health Care pour les services professionnels et l'attitude sympathique. C'était «notre ange».

Un gros merci au père Daniel Morand et au père Charles Zichella pour la belle célébration et les paroles réconfortantes ainsi qu'à Jeannette Blanchard pour les beaux chants.

Mille fois merci!!!

Léola Guignard

Le Rempart
l'hebdo des francophones du Sud-Ouest

Publié tous les mercredis par
Les Publications des Grands Lacs Ltée
7515 prom. Forest Glade
Windsor, Ontario N8T 3P5
Téléphone: (519) 948-4139 Télécopieur: (519) 948-0628
Internet: rempart@on.aibn.com

Éditeur: **Jean Mongenais**
Rédactrice: **Paulette Richer**
Administration et production:
Johanne Gagnon, Céline Vachon
Correspondant national: **Yves Lusignan**
Annonce locale: **Jean Mongenais**

Numéro de convention: 1415484
Numéro d'enregistrement: 8713

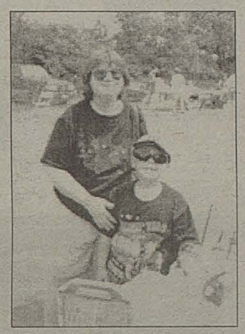
La St-Jean 2002: en fleurs et ... suite de la une



Le vendredi matin, la présidente du comité des Fêtes de la St-Jean 2002, Gaétanne Danys (à droite), participait, en direct de la Place Concorde, à CBEF en répondant aux questions de l'animatrice Lisette Leboeuf.



Le samedi de 11h à 14h, plusieurs voitures anciennes étaient en exposition à la Place Concorde. Jean Brûlé était très fier de sa Thunderbird 1958.



Jane et Paul Larocque magasinent à un kiosque du bazar à la Place Concorde.



Raymond Pelland, le président du c.a. de la Place Concorde, se fait servir le déjeuner par Genna Gratton dimanche midi au Club Alouette.



Lors de la messe de la St-Jean dimanche, c'est Théo et Liliane Boudreau, accompagnés de leur petite fille Jennifer Boudreau, qui ont apporté les offrandes au père Daniel Morand.



Petits et grands dansaient sur la *musique de Roy et amis*. Voici Renée Brassard et Rosaline Bigras.



Nous nous excusons du fait que la mauvaise adresse paraissait avec les voeux de Sandra Pupatello, députée provinciale de Windsor-Ouest, dans notre section de la St-Jean.

Mme Pupatello et son personnel sont à votre service au 1483 ave Ouellette, Windsor ON. N8X 1K1

(519) 977-7191

sandra_pupatello-mpp-co@ontla.ola.org

Index des Services en Français

Suite de la page 2

ÉQUIPEMENTS ET SERVICES SPORTIFS (Voir SPORTS)

ESCALIERS (Voir RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION)

FORMATION DE BASE EN FRANCAIS POUR ADULTES
Centre Alpha "Mot de passe", Mme Nicole Krapac, 1799 rue Ottawa, Windsor, **253-3959**; sans frais **1-866-411-4311**

FOYERS

GRAPHISME
Izuba Inc., Michelle Marchand, Place Concorde, **974-0847**

INFIRMIÈRES À DOMICILE (Voir SOINS DE SANTÉ À DOMICILE)

INSTITUTIONS FINANCIÈRES
Caisse Populaire de Pointe-aux-Roches, C.P. 100, Pointe-aux-Roches, 798-3026
Caisse Populaire de Tecumseh, 1120 ch. Lespérance, Tecumseh, 735-6069

JARDINS (Voir PAYSAGISTE)

LAINE (Voir ARTISANAT)

LAVEUSES ET SÉCHEUSES (Voir APPAREILS MÉNAGERS)

MONUMENTS DE CIMETIÈRE
Excelsior Monuments Limited, M. Don Lappan, 11918 Ch Tecumseh, Tecumseh, **735-2445**

OPTICIEN
Union Vision Centre, Mme Carole Jubenville, 573 est, ch Tecumseh (en face du centre médical) Windsor **977-1164**

OPTOMÉTRISTES
Dr Robert Charron, 5805 ch Malden, LaSalle, **969-6677**
Dr Kim Lalonde, 595 ch Tecumseh Est, Windsor, **252-6555**

ORTHODONTISTE
Dr Dennis Dionne, 2224 ch Walker, pièce 240, Windsor **252-3000**

PAYSAGISTE
Jardins Boardwalk Gardens, M. Roger Beaulieu, 18725 chemin Tecumseh, 10km à l'est de Pointe-aux-Roches, (sans frais) **1-800-572-1494**

PEINTRE EN BÂTIMENTS
Gemini Painting Inc., Serge et Denise LaForge, **796-7911**

PLANIFICATION FINANCIÈRE
Planificateur financier, M. Terry Morais, bur: **974-0128**; dom.: **735-4545**

PUBLICITÉ (Voir GRAPHISME et ÉDITION)

RÉDACTION (Voir ÉDITION)

RÉCEPTIONS
Centre Canadien-Francais, (Club Alouette) 2418 ave Central, Windsor 945-1189
Place Concorde, 7515 promenade Forest Glade, Windsor **948-5545**

RÉNOVATIONS ET CONSTRUCTION (Voir aussi PAYSAGISTES)
Daniel Lépine Contracting, M. Daniel Lépine **727-6506**
Detailed Stair and Rail, M. Daniel Mallet, **988-1964**
Gaudet's Aluminum Ltd, M. François Gaudet, M. Germain Gaudet, 360 ave Eugenie Est, Unité 208, Windsor, **250-4870**, Télécopieur: **250-4615**

Suite page 11

Scène Jeunesse

Gala à Lajeunesse



Le mercredi, 12 juin, l'école secondaire E.J. Lajeunesse présentait son Gala des mérites. Plusieurs plaques ont été remises dans le domaine sportif et culturel, en plus d'honorer l'élève de l'année. La photo fait voir, de gauche à droite, le directeur Bertrand Fournier, Sarah Coulombe, athlète senior féminin, Michael Herbert, à la fois athlète senior masculin et élève/athlète masculin (pour le domaine sportif et académique), et Robbi Gerry, l'élève de l'année.

Bols vides



Le six juin il y avait à l'école secondaire l'Essor une activité de collecte de fonds intitulée «Bols vides». Il s'agissait d'un souper où plusieurs restaurants de Tecumseh avaient fourni de la soupe ou du pain. Une trentaine d'élèves d'arts visuels avaient fabriqué des bols en céramique à être remis à chaque personne. La photo fait voir la professeure Petra Creede (à droite), sa fille Emilie et Gil Percy qui se choisissent un bol.

* * * * *

ON PARLE D'EUX ET D'ELLES!



C'est le 14 juin qu'avait lieu la remise des diplômes du Campus Windsor de la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa. Lors de la cérémonie, le directeur de la formation à l'enseignement, François Desjardins, a remis une plaque-souvenir à Madame Jacqueline Lalonde qui prend sa retraite après avoir été coordonnatrice du Campus Windsor pour cinq ans.

Les diplômés sont, de gauche à droite, dans la première rangée: Nicélathe Niyonahobonye, France Monette (qui a donné le discours d'adieu) et Cindy Chauvin. Dans la deuxième rangée: Vanessa Barolak, Lucie Grégoire, Julie St-Onge et Marc Lachapelle. Dans la troisième rangée: Sarah Dupuis, Julie Sorensen, Pascale Habib, Mark Tremblay et Christine Lévesque. A l'arrière: Nicole Nadeau, Chantal Pharand-Boivin, Pascasie Kanyenkiko, Michèle Carignan (partiellement cachée) et Shannon Green.

* * * * *



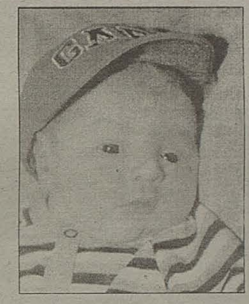
Catherine, Valérie et **Jacob Mongenais** sont heureux de l'arrivée de leur petite soeur **Isabelle,** née le 3 juin. Ses parents sont **Paul Mongenais** et **Josée Lehoux** de Kapuskasing. Ses grands-parents sont **Jean Mongenais, Jeanne Mongenais, Patrick et Gisèle Lehoux.**

* * * * *

(APF) : Les francophones du pays viennent de perdre un de leurs principaux avocats au profit de la magistrature de l'Ontario. Me **Paul Rouleau** de Toronto a été nommé juge à la Cour supérieure de justice par le ministre fédéral de la Justice, **Martin Cauchon**.

Le juge Rouleau est bien connu en Ontario français puisqu'il a plaidé avec succès à maintes reprises devant les tribunaux en faveur des droits des francophones, notamment dans le domaine de la gestion scolaire. Le juge Rouleau est membre-fondateur de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario, dont il a été le président de 1985 à 1987.

* * * * *



Je suis **Justin Simard** et je suis né le 3 juin, pesant 8 lbs, 6 oz, et mesurant 22 1/2 pouces. Mon papa **Danny** et ma maman **Carrie** sont bien heureux. Mes grands-parents (pour la première fois) sont **Roger** et **Johanne Simard**, **Carlo** et **Patricia Negri** et **Ronald** et **Alma Morency**. Il ne faut pas oublier mes tantes **Nancy** et **Christina** et oncle **Kevin**.



Venez jouer au BINGO tout en appuyant des organismes francophones. Bonne chance!

Mercredi 26 juin- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 28 juin- 11h-13h-15h-17h, Salle Classic Bingo Country (Classic II), 720 ave Ouellette
Parrainé par: **La Place Concorde**

Samedi 29 juin - 12h30-14h-15h30-17h, Salle Classic Bingo Country (Big D East), 9420 ch Tecumseh Est
Parrainé par: **Les majorettes Les Papillons**

Samedi 29 juin- 17h-19h-21h15-23h15, Salle Bingo Country, 1699 Northway (angle Huron Line)
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 30 juin- 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 1er juillet - 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **Le Festival francophone**

Mardi 2 juillet - 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **L'Association francophone des Sports et Loisirs W/E**

Jeudi 4 juillet- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 5 juillet- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Samedi 6 juillet - 2h-4h-6h-8h, Salle Hollywood Bingo. 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par : **Le Club Alouette**

Dimanche 7 juillet - 9h30-11h-12h30-14h-15h30, Salle Classic Bingo Country (Big D Bingo), 2515 ch Dougall
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 8 juillet- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Mercredi 10 juillet- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Vendredi 12 juillet- 10h-midi-14h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Samedi 13 juillet - 10h-midi-14h-16h, Salle Hollywood Bingo, 3975 rue Wyandotte Est
Parrainé par : **L'Association canadienne-française de l'Ontario**

Samedi 13 juillet- 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Dimanche 14 juillet- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Lundi 15 juillet- 16h-18h-20h, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Mercredi 17 juillet- 22h15-minuit15-2h15, Salle Classic Bingo Country (Classic V), 655 rue Crawford
Parrainé par: **La Place Concorde**

Ontario

AVIS COMMUNAUTAIRE

Veuillez prendre note qu'à compter du 1er juillet 2002, le bureau du Ministère des services à la collectivité, à la famille et à l'enfance, autrefois le Ministère des services sociaux et communautaire, situé à Windsor utilisera une boîte postale pour tout le courrier d'arrivée.

L'adresse du bureau desservant Windsor – Essex reste la même.

Les numéros de téléphone et de télécopieur sont les mêmes :

Téléphone : (519) 254-1651
Sans frais : 1-800-387-7327
ATME : (519) 254-4850
Télécopieur (POSPH) : (519) 255-7976
Télécopieur (Probation) : (519) 254-3691
Télécopieur (autres services) : (519) 255-1152

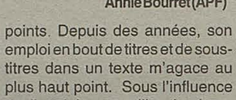
L'adresse postale du bureau sera :

Ministère des Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance
B.P. 1810, Succ."A"
250, avenue Windsor
Windsor (Ontario)
N9A 7E3

Sur le bout de la langue



Annie Bourret (APF)



Point de langue

Comme j'en suis à un point de non-retour pour certaines erreurs de ponctuation, je me fait un point d'honneur de consacrer la présente chronique aux plus courantes d'entre elles, particulièrement le deux-points, le point-virgule et les points de suspension.

Commençons par le deux-points. Depuis des années, son emploi en bout de titres et de sous-titres dans un texte m'agace au plus haut point. Sous l'influence de l'anglais, on utilise le deux-points pour introduire des paragraphes, voire des textes tout entiers. En français, le deux-points sert : 1) à annoncer une citation ou une énumération (une liste); 2) à introduire une analyse ou une explication. Il fait donc nécessairement partie d'une phrase complète.

Autres points à signaler : on ne devrait utiliser qu'un seul deux-points par phrase et celui-ci devrait être précédé et suivi d'un espace. (En passant, si le deux-points de ma chronique n'est pas suivi d'un espace dans le présent texte, c'est parce que bien des journaux me corrigent systématiquement sur ce point. Soit on pense que je fais erreur, soit on souhaite éviter que le deux-points ne soit reporté tout seul sur la ligne suivante, ce qui gêne la lecture.)

Toujours sous l'influence de l'anglais, il convient de signaler l'absence fautive du point-virgule à la fin des éléments d'une liste introduits par un gros point rond d'énumération (le fameux «bullet point», également appelé point centré et point vignette). Le dernier élément de la liste se conclut, bien évidemment, par un point.

Retenez que les points de suspension ont un point en commun avec les Rois mages : ils sont au nombre de trois. En français comme en anglais, d'ailleurs. Autrement dit, les points de suspension se confondent au point final d'une phrase. Pas besoin, en fin de phrase, de leur ajouter un point... De plus, on les combine souvent à l'abréviation «etc». et ce, à tort. L'un des emplois des points de suspension est d'indiquer qu'une énumération pourrait se poursuivre, tout comme l'abréviation etc. L'un ou l'autre se suffisent.

Si vous venez de vous rendre compte de plusieurs de vos petites erreurs personnelles, consolez-vous en pensant que je vous ai épargné un traité sur la virgule. Les gens dont le métier est de réviser ergotent inlassablement sur l'art de virguler – oui, ce verbe existe bel et bien. Imaginez l'immense potentiel potentiel d'erreurs : avec 140 cas d'emploi, il y a de quoi en faire une virgulite!

Pour faire le point, voici une liste de quelques ouvrages de référence utiles. Le petit guide de ponctuation intitulé « Un point, c'est tout!» de Jean-Pierre Colignon et publié chez Boréal (1993) est excellent. Je recommande aux passionnés de la langue française le «Traité de ponctuation française», de Jacques Drillon (Gallimard, 1991). Les gens pressés auront avantage à consulter le tableau Ponctuation du « Multidictionnaire de la langue française» ou, encore, l'ouvrage intitulé «Le français au bureau.»

Les jours « hot dog « prennent le virage santé

(EN)-Si les saucisses constituent une tradition de famille pendant l'été, pourquoi ne pas opter pour un choix santé ? Une nouvelle saucisse à forte teneur en protéine et à faible teneur en gras a fait son apparition. Les saucisses de poulet sont la découverte de la saison pour ce qui est de la cuisine minceur.

« Le poulet est la recette pour les repas d'été sans remords «, explique Bryan Hughes, chef du développement des nouveaux produits chez Maple Lodge Farms. « En fait, une saucisse faite de poitrine de poulet contient moins de 1,5 gramme de gras. «

Que vous soyez au chalet, au camping ou dans la cour, les saucisses de poulet Maple Lodge Farms constituent un repas idéal, rapide et nutritif. À forte teneur en protéine, les saucisses de poulet contribuent à augmenter l'énergie.

« Mais gardez les bactéries dangereuses à distance en préparant la viande «, rappelle M. Hughes. « N'oubliez pas de garder le poulet froid au froid et le poulet chaud au chaud, car les bactéries peuvent se développer sur la viande laissée à la température ambiante. «

Comme élément d'un repas estival léger, les saucisses de poitrine de poulet comptent parmi les viandes les plus maigres sur les tablettes de votre supermarché Sobeys, IGA ou Knechtel's.

Adjoint/adjointe au développementcommunautaire

Essex Community Futures Development Corporation/Société d'aide au développement des collectivités d'Essex est un organisme à but non-lucratif soutenu par le gouvernement fédéral, dirigé par des bénévoles en partenariat avec Industrie Canada, dont le but est de développer et diversifier l'économie locale par la planification stratégique, le counselling commercial et l'investissement dans la petite entreprise. Nous recherchons un adjoint/une adjointe au développement communautaire bilingue dont la fonction sera d'appuyer les dirigeants et dirigeantes de petites entreprises et les entrepreneurs et entrepreneures dans la région du comté d'Essex à développer des plans d'affaires et aussi de prêter main forte à des projets communautaires et de remplir d'autres fonctions administratives internes selon le besoin.

Ce poste sera basé sur un contrat d'un an, le titulaire sera responsable à la directrice générale et on fera une revue du poste à la fin de la période d'un an en vue d'un renouvellement possible. Le poste dépend de financement par Industrie Canada.

Il faut pouvoir écrire et parler couramment le français et l'anglais.

De préférence, le candidat ou la candidate possédera:
- des antécédents dans le domaine du commerce et de l'entrepreneurship
- des connaissances en comptabilité et en finances seront un atout
- des habiletés démontrées en communication ainsi que pour faire des entrevues et de l'entregent
- un engagement manifeste envers la communauté francophone
- l'habileté démontrée à utiliser Microwoft Word, Excel, Simply Accounting ainsi que l'Internet et le courrier électronique

Salaire: de 16,48 $ à 19,78 $ l'heure pour jusqu'à 35 heures par semaine (selon les qualifications et l'expérience). (Le nombre d'heures par semaine peut varier en fonction de la personne choisie.)

On invite les candidats et candidates intéressés à ce poste à envoyer leur curriculum vitae par courrier régulier, pas télécopieur ou par courrier électronique au plus tard le 5 juillet 2002. Nous remercions tous ceux et celles qui poseront leur candidature mais nous ne communiquerons qu'avec ceux et celles qui seront choisis pour une entrevue.

Faire parvenir son curriculum vitae à:



Linda Malenko, directrice générale,
Essex CFDC/SADC,
Pièce 212, 33 rue Princess,
Leamington ON N8H 5C5
Télécopieur: 326-5521
Courriel: info@essexcfdc.on.ca

CARRIÈRES - EMPLOIS

Directeur adjoint ou directrice ajointe
Centre de leadership en éducation

Le Centre de leadership en éducation est à la recherche d'un directeur adjoint ou d'une directrice adjointe pour appuyer le directeur général dans les fonctions suivantes :
Diriger les activités du secteur d'évaluation de ressources pédagogiques
Coordonner les activités du secteur de formation
Accomplir certaines tâches de gestion
.embaucher et superviser le personnel requis
.être responsable de la bonne gestion financière des secteurs sous sa responsabilité
.s'assurer de l'efficacité des mécanismes de communication avec les partenaires des programmes respectifs

Qualifications requises :
Le Centre de leadership en éducation recherche une personne :
qui a fait preuve de succès dans la gestion d'équipes ou de projets;
qui a démontré de grandes qualités de communications et de relations interpersonnelles dans un milieu professionnel;
qui a une excellente connaissance :
.du curriculum des écoles élémentaires et secondaires de langue française de l'Ontario;
.du système d'éducation de l'Ontario;
.des principes d'évaluation;
.des principes de formation du personnel de supervision;
qui possède une maîtrise en éducation ou une formation équivalente;
qui possède une aisance avec la technologie et les logiciels rattachés à la communication électronique;
qui veut contribuer à l'amélioration du rendement des élèves de langue française par le développement du leadership à tous les paliers des systèmes scolaires catholiques et publics.

Salaire : à déterminer
Le Centre de leadership en éducation acceptera de négocier un prêt de service. Le lieu de travail sera déterminé à la suite de la sélection et en consultation avec la personne choisie : Ottawa, Toronto ou Sudbury.

Date d'entrée en fonction : septembre 2002
Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation ainsi que votre curriculum vitæ, au plus tard, le 5 juillet 2002 à : André J. Lalonde, Directeur général, Centre de leadership en éducation, 435, rue Donald, bureau 206 Ottawa (Ontario) K1K 1L8
Courriel : info@centre-leadership.on.ca
Site Web : www.centre-leadership.on.ca

Petites annonces classées

LOGEMENT

A LOUER: Maison à louer avec quatre chambres à coucher, 1200 $ par mois, chauffage et services publics compris. **974-8246.** 15

A LOUER: Appartement propre, bien éclairé, meublé, dans l'est de la ville, pour dame non-fumeuse. Prix abordable, **945-5520.** 10

A LOUER: Appartement une chambre à coucher, dans un haut, avec air climatisée, région centrale, pour personne mature seule, non-fumeuse. Appeler entre 14h et 18h au **253-4157.** 18

A LOUER: Appartement spacieux tout meublé, avec laveuse et sécheuse, dans l'est de la ville, près de la promenade Ganatchio, prix abordable, non fumeur ou non fumeuse. Appeler **948-1669.** 21

OBJETS A VENDRE

A VENDRE: Tête et pied de lit avec dessin en fer forgé, couleur vert fôret, grandeur King. Appeler après 19 h au **735-2512.** 08

A VENDRE: Manteau de fourrure Vison, grandeur 12-14, d'une valeur de 6 000$ pour 2 000$. Appelez après 16 h au **979-1826.** 09

A VENDRE: 95' Ford Escort LX, 89 000 km, 4 portes, vitres électriques, air climatisée, test d'émission passé, certifié, excellente condition. Prix à négocier. Doit vendre... famille s'agrandit. **965-0244.** 16

A VENDRE: Plusieurs uniformes d'infirmières (différentes tailles), tables de salon, téléphoner au **944-2647.** 20

A VENDRE: Cage d'animaux de compagnie, comme neuf, acheté l'an dernier pour 99,95$, demande 35$. Appeler au **974-1387.** 22

A VENDRE: Tapis roulant automatique (treadmill), comme neuf 500$. Intéressés seulement: **739-3884**, demander Line. 24

DIVERS

RECHERCHÉ: Un siège d'enfant pour vélo, **945-2878.** 11

DISPONIBLE: Service de gardienne à domicile dans la région Riverside et Banwell, pour enfants de 3 ans et plus. Aussi le service est disponible durant l'été pour les enfants d'âge scolaire. Appeler **979-0394.** 15

Les cadres fédéraux qui ne sont pas bilingues devraient être mutés

Ottawa (APF) : Le président de la Commission de la fonction publique estime que les cadres fédéraux qui occupent des postes bilingues et qui ne seront pas bilingues le 31 mars 2003 devraient être affectés à un autre poste.

«Je pense que les sous-ministres doivent muter ces gens dans des postes qui sont unilingues» a déclaré à l'APF Scott Serson, quelques minutes après sa comparution devant le comité parlementaire sur les langues officielles. Il n'a pas fait formellement cette recommandation au Conseil du Trésor, mais dit en avoir parlé à ses collègues

La politique du Conseil du Trésor prévoit que tous les titulaires de postes de direction qui travaillent dans la région de la capitale nationale et dans les régions désignées bilingues ont jusqu'au 31 mars 2003 pour atteindre les exigences linguistiques de leur poste. À deux ans de l'échéance, seulement 68 pour cent des cadres étaient bilingues.

Le Conseil du Trésor a arrêté une politique en 1988, qui demandait aux institutions fédérales de prendre toutes les mesures afin que tous les membres du groupe de direction occupant des postes bilingues atteignent le profil linguistique d'ici le 31 mars 1998. Dix ans plus tard, seulement 60 pour cent des cadres qui occupaient des postes bilingues étaient effectivement bilingues.

La nouvelle politique qui est entrée en vigueur le 1er mai 1998 accordait aux cadres une période de grâce de trois ans, jusqu'au 31 mars 2001, au cours de laquelle certains d'entre eux avaient le droit d'occuper un poste bilingue sans répondre aux exigences linguistiques. Ce droit cessait ensuite d'exister et les institutions fédérales devaient prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que tous les cadres fédéraux qui travaillaient dans les régions désignées bilingues respectent les exigences linguistiques.

M. Serson refuse de prendre le blâme pour la lenteur des progrès. «C'est une responsabilité des sous-ministres. Quand on nomme une personne à un poste sur une base non impératif (NDLR : sans l'obligation d'être bilingue) c'est le sous-ministre qui doit être certain qu'à la fin de la période il a réussi. Ils n'ont pas fait ça. Le temps des excuses est fini.»

La Commission de la fonction publique comparaissait pour la première fois depuis 1994 devant le Comité mixte permanent des langues officielles. Aucun des quatre représentants de la Commission n'a été en mesure de dire combien de cadres, parmi ceux qui doivent être bilingues d'ici le 31 mars 2003, suivent présentement des cours de français. La Commission est pourtant responsable de la formation linguistique des fonctionnaires fédéraux.

On a toutefois reconnu qu'il se faisait tard et qu'on faisait actuellement pression auprès des gestionnaires pour accélérer la formation linguistique.

La commission a aussi un budget insuffisant pour répondre à la demande. Chaque année, elle donne une formation linguistique à quelque 2 500 à 3 000 fonctionnaires. Pas moins de 500 fonctionnaires sont présentement sur une liste d'attente.

L'embauche d'unilingues à des postes bilingues a fait sourciller les membres du comité sur les langues officielles. Selon la Commission de la fonction publique, le bassin de Canadiens parfaitement bilingues, qui est de 17 pour cent, n'est tout simplement pas assez élevé pour relever le défi du recrutement. Et puisqu'on veut donner un accès équitable aux unilingues anglophones et allophones, les gestionnaires ont tendance à tourner les coins ronds lors de l'embauche.

Si on se fie aux propos entendus, la situation n'est pas sur le point de s'améliorer puisque la croissance du marché du travail passera bientôt par les immigrants, qui souvent ne maîtrisent ni le français ni l'anglais.

«Si le poste est bilingue, la personne doit le devenir. Si elle ne le devient pas, elle ne doit pas occuper son poste» a pour sa part commenté le sénateur Gérald Beaudoin.

La fonction publique fédérale comptait 148 384 employés en 2001. De ce nombre, 31 pour cent étaient des francophones. Le nombre de postes bilingues s'élevait à 54 952, soit 37 pour cent.

Parmi les fonctionnaires qui occupaient des postes bilingues, 34 000 étaient au service du public mais 28 000 étaient effectivement bilingues?

Notre pain ... suite de la page 4

n'a pas de fonctions utilitaires sur d'autres plans. Le rayonnement du fait français dans une région comme la nôtre enfouie dans le creux du mid-west continental a des retombées concrètes sur la santé nationale canadienne. La disparition du fait français ici serait interprétée comme une preuve que la coexistence de deux communautés linguistiques sur un même territoire est une utopie, et que les politiques de bilinguisme du Canada n'ont de sens que dans des régions où il y a égalité dans les rapports de force entre les francophones et les anglophones. C'est-là la thèse "séparatiste", je crois. Il serait donc très utile aux Canadiens qui ne veulent pas la fragmentation du Canada de s'assurer que cette thèse s'avère fausse en appuyant les francophones de région comme la nôtre dans leurs efforts pour survivre. Chaque réduction de la présence de la communauté francophone entraîne une réduction correspondante de la spécificité canadienne de notre société. Voilà pourquoi la Commissaire aux Langues officielles s'intéresse au dossier des églises et le suit de près. Mais laissons la scène nationale, et revenons au plan personnel, pour, un bon jour peut-être, aboutir à ces fameuses églises.)

Sur ce plan personnel, il est donc beaucoup plus difficile de justifier l'effort qu'exige l'apprentissage du français dans notre région à partir d'une argumentation "utilitaire". Ce n'est pas comme dans d'autres régions où l'argument de trouver des "jobs" au gouvernement et dans l'industrie pèse beaucoup dans la balance. À Ottawa, à Toronto et dans quelques villes du Nord, par exemple. *(Note de l'auteur: Attention! Je ne dis pas qu'il n'y a absolument aucun avantage pratique d'apprendre le français dans notre région. Ici comme ailleurs, nos jeunes se préparent à des carrières où la connaissance du français pourrait leur être utile. Je dis que cet avantage est beaucoup moins évident ici qu'il ne l'est dans d'autres régions de la province où il y a de fortes concentrations de francophones. Le facteur "apprendre le français pour trouver de l'emploi" n'est pas un facteur de motivation aussi efficace ici que ce ne l'est dans l'Est ou dans certains coins du Nord.)*

Alors comment s'assurer que les parents de nos petits francophones désirent avec la même intensité que ceux d'ailleurs que leurs enfants apprennent le français? Et ce qui est encore plus important, comment s'assurer que les jeunes eux-mêmes aient cette motivation ?

Nous y reviendrons...

André Chénier
Pointe-aux-Roches

Expressions FRANCOPHONES
Une publication mensuelle de l'Association de la presse francophone

La FCFA attend une politique de développement global des communautés.

Yves Lusignan

L'an dernier, les 16 associations membres de la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) avaient profité de la tenue de l'assemblée annuelle de leur fédération pour varloper à tour de rôle le ministère du Patrimoine canadien.

Le ministère de Sheila Copps était coupable à leurs yeux d'avoir imposer en catastrophe de nouvelles règles rigoureuses d'attribution dès subventions, sans prendre la peine d'en mesurer les effets et les conséquences sur le fonctionnement quotidien du milieu associatif.

Le climat sera moins tendu cette année lors de l'assemblée annuelle de la FCFA qui aura lieu le 22 juin à Whitehorse, au Yukon. On s'est réconcilié avec «l'ennemi de l'intérieur», qualificatif employé à l'époque par le directeur général de la Fédération Richard Barrette, pour résumer l'état d'esprit des troupes.

«On s'est entendu sur les éléments d'un partenariat pour l'avenir avec Patrimoine Canada. On a réussi à rétablir le partenariat. On peut être optimiste pour l'avenir» assure le président Georges Arès. La création d'un groupe de travail conjointement avec le ministère a permis, semble-t-il, d'aplanir les difficultés. «Ça ne veut pas dire qu'on va avoir tout ce qu'on veut dans les négociations d'ententes, mais au moins ça pourrait mettre en place un climat beaucoup plus favorable pour les discussions et les négociations.»

Est-ce à dire qu'il existe maintenant une relation de confiance entre le ministère du Patrimoine et les associations francophones provin-ciales et nationales? «Disons que la relation de confiance est en train de s'établir de plus en plus» répond prudemment M. Arès. Chose certaine, il n'y aura pas de sortie publique contre le ministère cette année.

Il faut dire que la Fédération reçoit de la grande visite. Le ministre responsable de la coordination des dossiers touchant les langues officielles, Stéphane Dion, présentera aux délégués les grandes orientations du cadre d'action du gouvernement pour renforcer le programme des langues officielles.

«Nous, on voudrait voir une politique de développement global, qui ferait en sorte que toutes les agences, les institutions et les ministères se préoccupent des intérêts et des besoins des communautés de langue officielle et qu'ils y répondent dans leurs initiatives et leurs programmes» résume M. Arès.

On souhaite que les ministères rendent des comptes à une agence centrale gouvernementale, en ce qui a trait à leurs engagements à l'endroit des minorités linguistiques. «Ça voudrait dire qu'il y a une reconnaissance par ces ministères, agences et institutions qu'ils ont des responsabilités et qu'il y a des mesures d'imputabilité.»

La Loi sur les langues officielles dit à l'article 41 que le gouvernement fédéral «s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones au Canada et à appuyer leur développement». Le ministère du Patrimoine ne peut que susciter et encourager la mise en œuvre de cet engagement gouvernemental par les ministères.

«Les ministères font à peu près ce qu'ils veulent, à moins qu'on puisse les convaincre de faire quelque chose, comme on l'a fait avec Ressources humaines, Santé Canada et Citoyenneté et Immigration. Nous, ce qu'on veut, c'est que toutes les agences, ministères et institutions reconnaissent qu'ils ont des obligations et des responsabilités» insiste à nouveau Georges Arès. Que cette obligation soit légale ou réglementaire, cela lui importe peu pour l'instant. Tout ce qu'il demande au ministre Dion, c'est qu'il «actualise» l'article 41 de la Loi sur les langues officielles.

DES JEUX SYNONYMES D'ÉPANOUISSEMENT CULTUREL

LES JEUX de la francophonie CANADIENNE

Être francophone dans un milieu minoritaire est une chose mais s'affirmer comme francophone en est une autre. Les Jeux de la francophonie canadienne (JFC), qui se dérouleront du 1er au 5 août prochain à Rivière-du-Loup, au Québec, sont un bel exemple d'activités qui permettent aux jeunes d'enrayer cette solitude et de les amener à être les ambassadeurs de demain.

« Le jeune qui vit en milieu minoritaire, qu'il soit de la Nouvelle-Écosse, de l'Alberta, du Nunavut ou d'ailleurs au Canada, se sent souvent isolé des autres francophones de son âge. Il peut même arriver que son identité de francophone soit remis en question. Les Jeux de la francophonie canadienne permettent donc à ces jeunes de se rencontrer, de fraterniser et d'échanger leur réalité respective », mentionne le directeur des Jeux, Jacques Robichaud.

Les JFC sont donc un excellent moyen pour freiner l'assimilation chez les jeunes. « Effectivement car ceux-ci permettent de souligner l'importance de la pratique d'activités sportives et de loisirs en français », lance le directeur des Jeux. « Lorsqu'un jeune francophone retourne chez lui après un tel événement, il devient un véritable ambassadeur de la francophonie. Le jeune, par ce qu'il a vécu, est fier d'être francophone et n'a pas peur de le démontrer », ajoute-t-il.

L'ORGANISATION VA TRÈS BIEN!

Si on se fie aux dires de Jacques Robichaud, l'édition 2002 des Jeux de la francophonie canadienne sera couronnée de succès. « L'organisation va très bien. Le recrutement des jeunes de chaque délégation est presque terminé », affirme-t-il.

Jacques Robichaud est convaincu que ces Jeux seront de très grande qualité. « On sent l'enthousiasme des chefs de mission de partout au Canada. Je suis persuadé que les Jeux resteront une expérience inoubliable autant pour les jeunes francophones y participant mais aussi pour toute l'équipe qui travaille à assurer la réussite de l'événement. »

Le directeur des Jeux confirme que la ville hôtesse est prête. « Le comité organisateur et toute son équipe de bénévoles ont très hâte au mois d'août pour accueillir les quelque 1200 jeunes francophones et francophiles. »

Il est possible d'obtenir plus d'information sur les Jeux de la francophonie canadienne en visitant leur site Internet au: www.fjcf.ca/jfc/index.htm ou encore en contactant l'équipe des JFC au 1-888-570-JEUX.

Le Canadien de Montréal à Radio-Canada, c'est terminé

Ottawa (APF) : Les partisans du Canadien de Montréal devront en faire leur deuil et mettre une croix sur le traditionnel match du samedi soir sur les ondes de Radio-Canada.

Le président du Réseau des sports (RDS), Gerry Frappier, a fermé définitivement la porte à toute nouvelle négociation dans le but de permettre à Radio-Canada de diffuser les parties du Canadien la saison prochaine.

«C'est difficile pour nous, mais nous devons tourner la page maintenant» a fait savoir M Frappier aux membres du comité parlementaire sur les langues officielles. Ces derniers voulaient savoir s'il y avait une chance que Radio-Canada et RDS s'entendent sur une formule de diffusion mutuellement acceptable.

RDS vient de conclure une entente d'exclusivité avec le club de hockey et la Ligue nationale de hockey, qui lui permet de retransmettre tous les matchs du Canadien ainsi que tous les matchs des séries éliminatoires de même que le match des Étoiles à compter de l'automne prochain. L'entente est valide jusqu'en 2007.

Conscient que les francophones du pays n'auraient plus accès gratuitement à la fameuse partie du samedi soir sur les ondes de la télévision publique nationale, M. Frappier a alors offert à Radio-Canada une diffusion simultanée intégrale. Cette offre, «néfaste pour RDS» a insisté son président, a été rejetée. «Je dors très bien la nuit, sachant que j'ai fait une offre qui répondait à cette préoccupation.»

Le président du Canadien, Pierre Boivin, a expliqué que le club souhaitait renouveler son entente de diffusion avec les réseaux TQS, RDS et SRC, qui se partageaient jusqu'à tout récemment la diffusion des parties. C'est alors, dit-il, qu'il a appris que Radio-Canada souhaitait diffuser moins de parties durant la saison et aucune partie éliminatoire, sauf celles impliquant le Canadien. Cette «condition inacceptable», selon M. Boivin, a alors changé la dynamique des négociations.

«Il y avait des matchs invendus et il y avait une enveloppe financière qui était en deçà de ce qu'on gagne cette année. Et nous, on ne peut pas aller de l'avant avec moins de droits de diffusion dans un marché très compétitif. C'est notre responsabilité face à l'organisation et face aux partisans d'avoir une équipe qui peut rivaliser. C'est ça l'enjeu, finalement.» Il a aussi confirmé que les négociations étaient terminées. «Ce n'est plus entre les mains du Canadien. L'affaire est conclue avec RDS.»

Le sénateur Gérald Comeau de la Nouvelle-Écosse s'est dit «très frustré» la tournure desévénements et a critiqué les investisseurs du club Canadien «qui ne s'intéressent pas aux communautés francophones». Il s'est bien juré que l'affaire n'en resterait pas là. Est-ce que le Canadien tourne le dos aux francophones hors Québec? Pierre Boivin jure que non.

«C'est un peu normal qu'il y ait cette réaction là mais ce n'est pas du tout l'intention de l'organisation. La décision n'était pas facile à prendre, parce que c'est évident qu'on ferait de la peine à certains partisans.»

Le signal de RDS est toutefois disponible partout au pays, fait remarquer M. Boivin. «Aujourd'hui, avec le satellite, partout au Canada on peut recevoir le signal. Je n'ai pas dit gratuitement, il y a quand même une nuance. Mais l'accessibilité universelle pour nous était très importante.»

RDS pénètre dans 2,5 millions de foyers au pays, dont 450 000 à l'extérieur du Québec. On compte 240 000 abonnés en Ontario, 100 000 au Nouveau-Brunswick et 80 000 dans les autres provinces anglophones.

Index des Services en Français

Suite de la page 6

RÉSIDENCES POUR PERSONNES ÂGÉES
La Chaumière Retirement Residence, 1023 Route du comté 22, Puce, 727-3343

SALLE À LOUER (Voir RÉCEPTIONS)

SALON DE COIFFURE
Golden Razor, Mail Tecumseh, Mme Brigitte Kelly, 945-7151

SERVICES AGRICOLES

LA CO-OPERATIVE DE POINTE-AUX-ROCHES
Au service de tous les agriculteurs:
-Semences et engrais chimique
-Pesticides, herbicides et autres produits chimiques
-Produits pétroliers: carburant et huile de chauffage
-Entreprosage, marketing et vente de grains
-Système d'analyse et de gestion des terres par satellite
-Conseils d'agronome
-Marchandise au détail et essence sans plomb avec éthanol à certaines succursales

Il y a d'autres avantages particuliers à être membre. Nous nous ferons un plaisir d'en discuter avec vous.

Pointe-aux-Roches 798-3011
Belle-Rivière: 728-3733
Harrow: 738-2223
Oldcastle: 737-6141
Cottam: 839-4861

SERVICES AUX FEMMES
Centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles. Windsor/Essex: 1047 rue Ottawa, 253-3100; Chatham-Kent: 405 prom. Riverview, bureau 101, 354-8908
L'Union culturelle des Franco-ontariennes, Régionale: Mme Jeannette Blanchard 948-5940; Pain Court: Mme Diane Brissette 682-9409, Windsor: Mme Thérèse Chabot 944-5050

SERVICES AUX JEUNES (Voir aussi GARDERIES, SPORTS)
Franco-Sol Centre de ressources, 6200 rue Edgar, 948-4339; garderies: diverses écoles de langue française 979-0487
Majorettes «Les Papillons», Mme Lucille Lefebvre 979-7885, Mme Jeannette Lalande 948-6315

SERVICES D'INFORMATION ET DE SECRÉTARIAT
Association canadienne-française de l'Ontario Windsor/Essex/Kent, Mme Nicole Germain, 7515 pr. Forest Glade, Windsor. 948-9322

SERVICES MÉNAGERS À DOMICILE (Voir SOINS DE SANTÉ À DOMICILE)

SITES WEB (Voir GRAPHISME et ÉDITION)

SOINS DE SANTÉ À DOMICILE
Paramed Home Health Care, Windsor: 972-7760.

SPORTS
Association francophone de Basketball du Sud-Ouest, M. Lucien Gava, M. Ronald Guignard, 2124 Woodlawn, Windsor, N8W 2H1, 977-7964, télécopieur: 977-9512
Association francophone des Sports et Loisirs, M. Emmanuel Chayer, 948-5545, poste 221
Cyclesmax.com, M. Louis Marion, 3203 ch Turner 258-8395, 981-2133, 1-800-994-2453
Gold Medal Sports Shop, M. Gérard Marier, 1130 chemin Lespérance, Tecumseh, 735-2368

TRADUCTION (Voir ÉDITION)

TRAITEURS (Voir RÉCEPTIONS-SALLE À MANGER)

TRICOT (Voir ARTISANAT)

VÉLOS (Voir SPORTS)

VÊTEMENTS POUR ADOLESCENTS (Voir VÊTEMENTS POUR HOMMES)

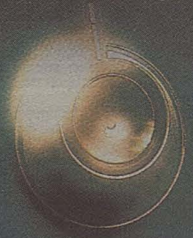
VÊTEMENTS POUR HOMMES
Lionel's Men's Wear, M. Lionel Martin, 210 rue King ouest, Chatham, 352-0244

MONTFORT

RAPPORT ANNUEL 2001 2002

Ténacité et persévérance

★★★★★



UN HÔPITAL
5 ÉTOILES









PIERRE J. C. LEFEBVRE

LA VICTOIRE ACQUISE, LE TRAVAIL COMMENCE

PAR M. PIERRE J.C. LEFEBVRE
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HÔPITAL MONTFORT

Aussi paradoxal que cela puisse sembler, l'expérience prouve que les crises, servent à engendrer des réussites chez les gens ainsi que dans les entreprises et organismes. Par ailleurs, ce sont uniquement les gens et les organisations à l'échine solide qui parviennent d'abord à comprendre, et surtout, à en tirer profit.

De là le proverbe du cerf-volant qui s'élève contre le vent.

Il est évident que Montfort a traversé la plus grande crise de son histoire, et certainement l'une des plus grandes de l'histoire de la communauté franco-ontarienne, au cours des cinq dernières années. Comme notre communauté, nous avons pour ainsi dire l'expérience des crises.

Mais, il nous a fallu puiser au plus profond de nous-mêmes pour parvenir à transformer ce qui constituait une sentence de mort en une victoire si éclatante qu'il faudra encore des années afin d'évaluer le plein impact. Montfort a réécrit le livre sur la gestion de crise et les moyens entrepris pour en sortir grandi. Au lieu de baisser l'échine durant le temps de cette crise, nous avons même entrepris une nouvelle croissance fondée sur des valeurs et le succès de notre survie.

EN RÉALITÉ, NOUS NE DEVRIONS PAS ÊTRE SURPRIS. MONTFORT EST UNE INSTITUTION QUI A ÉTÉ BÂTIE, COMME LE DISAIT SI BIEN LE REGRETTÉ SOCIOLOGUE FRANCO-ONTARIEN ROGER BERNARD, "PAR LA FORCE DES POIGNETS" DE LA COMMUNAUTÉ FRANCO-ONTARIENNE. ET SI LA CROISSANCE DE L'INSTITUTION A ÉTÉ DIFFICILE, CELA SIGNIFIE AUSSI QU'ELLE EST ASSISE DANS LE ROC, QUE CHAQUE BRIQUE DE MONTFORT EST AUSSI SOLIDE QUE CELLE QUI LA SOUTIENT.

Du roc comme Mme Michelle de Courville Nicol, qui n'a été rien de moins qu'inébranlable à la présidence du Conseil d'administration durant les cinq années de crise; bien sûr, Mme Gisèle Lalonde, une légende de son vivant; M. Gérald Savoie, un président-directeur général d'un leadership et d'un courage exceptionnels, qui a maintenu l'unité et la solidarité des gens de Montfort du premier au dernier jour de la crise; comme les employés, les professionnels, les médecins et les bénévoles de Montfort, le cœur de notre institution; et chaque membre de la communauté franco-ontarienne, une collectivité qui s'est mobilisée de façon inégalée.

Permettez-moi cependant de comparer ce qui nous est arrivé lors d'une victoire électorale. Il n'y a rien de comparable pour une personne politique que le moment exaltant de la victoire au terme d'une campagne presque toujours ardue. Le soir de la victoire, on célèbre. On a raison de le faire, puisque le vrai travail, souvent fait dans l'ombre et avec peu de reconnaissance, commence dès le lendemain. Et on en a pour quatre ans. Au bout de ces quatre années, un public qui ignore souvent la majorité du travail que l'on a accompli nous rend son verdict.

En ce sens, sans vouloir jeter une douche froide sur notre joie collective, le vrai travail de Montfort vient tout juste de débuter. Et, après les moments enivrants que nous avons tous vécus depuis l'affront de février 1997, après cette folle randonnée en montagnes russes, la tentation est grande de se sentir comme si l'on venait de retomber dans la routine.

C'est l'erreur qu'il nous faut à tout prix éviter. L'épopée de Montfort continue, en prenant une forme plus discrète, moins gratifiante à plusieurs égards, néanmoins elle continue. Nous avons besoin plus que jamais de "la force des poignets" de tous et chacun d'entre nous, pour nous assurer que cette victoire plus grande que toutes les autres, devienne le tremplin vers un avenir sans limite pour l'Hôpital Montfort et pour tous les francophones de l'Ontario et du Canada.

Montfort ne sera plus jamais un petit hôpital ordinaire, il est devenu une institution exemplaire.

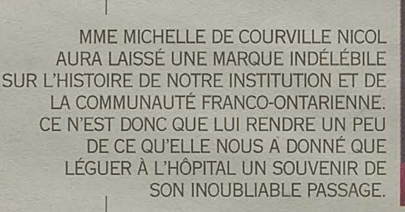
Nous ne disparaîtront pas de la scène publique. Montfort demeurera plutôt le point de mire des observateurs qui, d'ici quelques années, rendront leur verdict sur ce que notre lutte a vraiment donné. La rançon de la gloire.

Le temps ne s'est pas arrêté le 9 décembre dernier lorsque la Cour d'appel de l'Ontario a émis son jugement. En fait, l'horloge s'est remise à compter. La direction de l'Hôpital a redoublé d'ardeur dans sa volonté de compléter plusieurs dossiers majeurs, tous axés sur l'amélioration, la diversification et l'expansion de nos soins et de nos services.

Pas besoin d'un diplôme en administration hospitalière pour comprendre que la clé du succès dépend en grande partie du financement que nous obtiendrons. La direction générale poursuit des efforts intenses de sorte que Montfort, présentement l'hôpital le moins bien financé de l'Ontario, reçoive enfin un financement gouvernemental adéquat, juste et mérité.

Toutefois, pour atteindre nos objectifs et répondre aux attentes de la communauté francophone, Montfort devra faire encore plus. Voilà pourquoi la Fondation de l'Hôpital Montfort lance officiellement cette année dans une campagne de financement majeure, en fait, la plus importante de son histoire et de l'histoire de l'Hôpital. La Fondation travaille activement à préparer cette campagne depuis deux ans déjà.

En réussissant tous les projets entrepris que nous entreprenons pour le bien de la population, nous rendrons vraiment justice à notre lutte et à notre victoire, de même qu'à tous ceux et celles qui les ont chèrement gagnée.



MICHELLE DE COURVILLE NICOL A SURPASSÉE LES LIMITES

MME MICHELLE DE COURVILLE NICOL AURA LAISSÉ UNE MARQUE INDÉLÉBILE SUR L'HISTOIRE DE NOTRE INSTITUTION ET DE LA COMMUNAUTÉ FRANCO-ONTARIENNE. CE N'EST DONC QUE LUI RENDRE UN PEU DE CE QU'ELLE NOUS A DONNÉ QUE LÉGUER À L'HÔPITAL UN SOUVENIR DE SON INOUBLIABLE PASSAGE.



MICHELLE DE COURVILLE NICOL

PAR M. PIERRE J.C. LEFEBVRE
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HÔPITAL MONTFORT

C'est un honneur bien modeste, comparativement à l'énormité du travail qu'elle a accompli, mais c'est avec enthousiasme et gratitude que le Conseil d'administration de l'Hôpital Montfort a immortalisé le nom de Mme Michelle de Courville Nicol, la présidente sortante, qui a dirigé le Conseil d'administration pendant les cinq années de la lutte de Montfort.

La salle de réunion du Conseil sera dorénavant connue sous le nom de la "Salle Michelle de Courville Nicol" en l'honneur de cette grande leader de la communauté franco-ontarienne.

Non seulement ce geste sans précédent vise-il à honorer la présidente sortante, mais son nom apposé à la salle du Conseil permettra de rappeler, à tous ceux et celles qui auront à prendre des décisions difficiles dans le futur, qui toucheront l'épanouissement de Montfort et de la communauté franco-ontarienne, le bel exemple de leadership affiché par Michelle de Courville Nicol de par son engagement rigoureux.

Bénévolement, Michelle a fait plus qu'aller au bout de son mandat. Elle a été bien au-delà des limites.

D'abord, faisant exception à la règle, le Conseil l'a reconduite comme présidente pour une sixième année de suite, alors qu'après avoir complété le mandat de M. Gérard Raymond et complété ses deux mandats, les membres de l'Association lui ont demandé exceptionnellement de demeurer en poste pour une année additionnelle. Cette décision, en soi, témoigne de la confiance qu'inspirait Michelle auprès de ses collègues.

Michelle avait hérité sans s'y attendre de la crise la plus grave de l'histoire de Montfort. Et c'est en temps de crise que l'on reconnaît les vrais leaders. À travers les hauts et les bas de cinq ans de lutte, elle a porté la présidence et les énormes responsabilités s'y rattachant sans jamais broncher.

Elle était surtout toujours présente lorsqu'on lui faisait appel, c'est-à-dire plusieurs fois par semaine pendant cinq ans, partageant les exigences de son travail quotidien, de sa famille et de celles encore plus grandes et plus stressantes de la cause de Montfort. Tous ceux et celles qui l'ont côtoyée dans ces circonstances n'ont pu que s'émerveiller devant l'énergie, la ténacité et la rigueur dont elle faisait preuve.

Michelle a aussi choisi d'être co-requérante, avec Mme Gisèle Lalonde et l'Hôpital Montfort, dans la cause juridique qui s'est soldée par une victoire éclatante en Cour d'appel de l'Ontario le 7 décembre 2001. C'était là aussi un geste de leadership courageux, à la hauteur de sa performance globale.

Elle s'est bâtie une réputation de dame avec une main de fer dans un gant de velours. Rarement a-t-on pu voir publiquement des sorties enflammées de sa part. Mais, Mme Gisèle Lalonde, la présidente de SOS Montfort, qui est reconnue et admirée pour ses déclarations sans détour, dit de Michelle qu'elle était son "complément", l'image de la calme détermination dans des circonstances tumultueuses.

Mme Lalonde ajoute aussi qu'en privé "Michelle pouvait être plus mauvaise que moi" à l'égard des adversaires de la cause de Montfort.






LA VOIE À SUIVRE EST CELLE DE LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

PAR M. GÉRALD R. SAVOIE
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'HÔPITAL MONTFORT

LA MÉDAILLE QUI ORNE LA PAGE COUVERTURE DE NOTRE RAPPORT ANNUEL CETTE ANNÉE EST LOURDE DE SENS.

Cette décoration remise à tous les employés, les professionnels, les médecins et les bénévoles de Montfort en mars de cette année, après la confirmation de notre victoire légale, symbolise au fond tout ce que signifie le nom "Montfort".

"Ténacité et persévérance", peut-on lire sur la médaille, incrustée aussi de cinq étoiles, notre marque d'excellence. De ces deux mots et de ces étoiles transpirent toute l'épopée de l'Hôpital Montfort, des cinq ans de lutte pour sa survie à ses 50 années (l'an prochain) de son histoire.



La médaille a été accordée en guise de reconnaissance à tous les gens de Montfort qui sont restés en poste ou qui se sont joints à nous durant la crise malgré l'énorme incertitude qui planait sur notre institution. C'est à eux que nous devons entièrement le fait que, cinq ans plus tard, non seulement l'Hôpital offre-t-il toujours des soins de la plus haute qualité, en tête des hôpitaux de toute la province, mais que l'établissement a pu continuer de s'étendre et de dispenser encore plus de services.

Nous avons, avec raison, identifié des personnes sans lesquelles notre victoire finale n'aurait jamais été acquise. Gisèle Lalonde et Michelle de Courville Nicol, les co-requérantes dans la cause juridique de Montfort, sont les deux premières sur cette liste. Et, bien sûr, les efforts acharnés de S.O.S. Montfort et de l'Hôpital pour gagner ce combat auraient été vains sans l'appui indéfectible de notre merveilleuse communauté franco-ontarienne.

Mais, où serions-nous si nos employés n'avaient pas tenu le coup? Que vaudrait notre victoire si nos médecins n'avaient pas massivement décidé de rester? Comment aurions-nous pu espérer l'emporter si ces professionnels de partout n'avaient pas choisi de venir à Montfort alors que leur carrière y était loin d'être assurée?

Il est pénible de rappeler cet écho de 1997, mais, sans le dévouement quotidien de notre personnel, le gouvernement de l'Ontario aurait eu raison : Montfort n'aurait été et ne serait aujourd'hui que "de la brique et du mortier".

Et, c'est précisément parce qu'il ne l'a jamais été, parce que Montfort a une âme, que le sang de nos pionnières et de nos pionniers coule dans ses murs, et qu'à l'intérieur de ses murs travaillent des gens qui sont dans une ligue à part, que nous avons réussi là où d'autres hôpitaux ont échoué.

La direction générale a donc une dette éternelle envers les employés, les professionnels, les médecins et les bénévoles de Montfort.

IL EST TEMPS DE PENSER À EUX

Le temps est venu pour nous, de la direction, de nous occuper de ceux et celles qui ont tant donné, et de faire de Montfort un endroit où la qualité de vie au travail est la meilleure au pays pour les employés qui nous ont acquis une réputation d'envergure nationale.

LES SONDAGES AUPRÈS DE NOTRE CLIENTÈLE QUI NOUS DONNENT DES RÉSULTATS AUSSI FLAMBOYANTS (CINQ ÉTOILES) NE PORTERAIENT PERSONNE À CROIRE QUE LE MILIEU DE TRAVAIL DE MONTFORT A BESOIN D'UNE QUELCONQUE AMÉLIORATION. MAIS, LA RÉALITÉ EST QUE NOS EMPLOYÉS ONT DÛ DÉPLOYER DES EFFORTS SURHUMAINS POUR TRAVERSER LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, ET QUE LES CONTRAINTES BUDGÉTAIRES IMPOSÉES DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES ONT EU L'EFFET D'ÉTIRER L'UTILISATION DE NOS RESSOURCES HUMAINES AU-DELÀ DE LA LIMITE.

Nous avons pris cet engagement il y a trois ans. Mais, au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'Hôpital a pris des initiatives concrètes qui visent à réaliser ce qui est maintenant *la* priorité de l'établissement. Un sondage interne a été fait auprès du personnel, suivi de la mise sur pied d'un comité spécial visant à formuler des solutions susceptibles d'améliorer la qualité de vie au travail.

Notre réussite dans ce projet prioritaire est tout aussi importante pour notre clientèle que pour les gens de Montfort. En effet, un milieu où il fait bon travailler, qui est équipé des meilleurs appareils, qui a suffisamment de personnel pour éviter que les employés soient débordés, où les gens communiquent bien entre eux, est un environnement qui ne peut qu'être accueillant pour nos clients.

Un hôpital est un établissement où la qualité des services dépend directement de l'engagement des ressources humaines à mettre leur coeur à l'ouvrage. Montfort ne peut s'asseoir sur les succès du passé en croyant que les choses continueront toujours de tourner pour le mieux. Dans l'intérêt de tous, il nous faut agir.

Par ailleurs, le monde de la santé à travers le Canada traverse présentement l'une des plus graves pénuries de ressources humaines jamais vues. On manque d'infirmières et de professionnels de la santé partout. Même les grandes villes manquent de médecins.

La concurrence est donc intense entre les établissements de santé qui cherchent tous sans exception à recruter du personnel et des médecins. Montfort fait face à la difficulté ajoutée d'avoir à embaucher des personnes bilingues.

Or, les experts en la matière nous disent qu'au cours des années difficiles à venir, ce sont les entreprises qui offriront le milieu de travail le plus gratifiant pour leurs employés qui réussiront. En effet, en période de pénurie, nous faisons affaire avec un marché qui favorise l'employé ayant souvent l'embarras du choix entre divers employeurs, au Canada et à l'étranger. Dans bien des cas, ils choisiront l'employeur qui offre un milieu de travail axé sur la qualité de vie du personnel.

MONTFORT CONTINUE SUR SA LANCÉE

En tant que président-directeur général, je suis heureux de dire que Montfort ne s'est pas arrêté avec la victoire légale. Au contraire, l'Hôpital met les bouchées doubles en menant plusieurs dossiers majeurs de front.

En tête de cette liste vient l'initiative de la qualité de vie au *travail pour nos employés, nos médecins, nos professionnels* et nos bénévoles. C'est un projet prioritaire que nous nous devons de réussir pour le bien de notre clientèle autant que pour notre personnel.

Nous avons inauguré cette année le Centre national de formation en santé de l'Université d'Ottawa à Montfort, qui constitue l'infrastructure physique et humaine de notre mission académique d'envergure nationale. Les responsabilités autant que les possibilités sont grandes de ce côté, surtout lorsqu'on comprend qu'il s'agit de léguer aux générations francophones l'auto-suffisance en matière de santé.

L'Hôpital a complété et poursuit ses rénovations physiques dans un vaste projet de santé et de sécurité au travail d'une valeur de 26 millions $.

Montfort continue de s'équiper des meilleurs appareils à la fine pointe de la technologie, tel notre nouvel appareil de mammographie qui nous a permis d'adhérer au *Programme ontarien de dépistage du cancer du sein.*

Tout aussi important pour nos familles, notre Centre familial des naissances a presque complété le processus qui permettra à Montfort de devenir le premier hôpital en Ontario à être membre du groupe sélect "Ami des bébés".

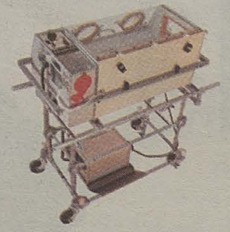
En décembre prochain, nous accueilleront nos premiers résidents dans le nouveau centre abritant 128 lits de soins de longue durée.

Et, alors que les projets se succèdent et se bousculent, Montfort poursuit une campagne agressive de recrutement, qui nous a permis, par exemple, d'embaucher, en pleine pénurie, près de 60 nouvelles infirmières durant les mois d'avril et de mai de cette année.

Montfort compte relever tous ces défis avec le même enthousiasme et la même détermination dont nous avons fait preuve au cours des cinq dernières années. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Nous sommes condamnés à l'excellence.

Ténacité et persévérance

★ ★ ★ ★ ★





MONTFORT DEVIENT LE PREMIER HÔPITAL À OTTAWA À OFFRIR LE PROGRAMME ONTARIEN DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

PAR MME CÉLINE LACROIX
COORDONNATRICE DES SERVICES D'IMAGERIE DIAGNOSTIQUE DE MONTFORT

Montfort a ouvert le 22 mars dernier son Centre spécialisé de mammographie, devenant ainsi le seul hôpital de la région à offrir dans ses murs le *Programme ontarien de dépistage du cancer du sein.*

Depuis cette date, notre clientèle féminine est accueillie dans des nouveaux locaux, récemment réaménagés, pour les examens de mammographie qui sont faits à l'aide d'un nouvel appareil des plus spécialisés produisant des résultats d'une qualité photographique inégalée. Montfort a acquis cet appareil au coût de 185 000 $.

Les clientes francophones qui devaient auparavant se rendre à un Centre de dépistage situé dans l'ouest d'Ottawa, peuvent maintenant profiter d'un tel examen en français dans un milieu franco-ontarien.

Ces examens sont accessibles à toutes nos clientes. Par ailleurs, le *Programme ontarien de dépistage du cancer du sein* vise spécifiquement les femmes âgées de plus de 50 ans n'ayant pas de cancer du sein dans leur histoire familiale. Celles-ci peuvent être adressées au Centre par leur médecin, mais elles ont aussi le loisir de se présenter elles-mêmes chez nous pour fixer une date d'examen sans référence médicale.

LA CERTIFICATION ASSOCIÉE AU PROGRAMME ONTARIEN DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN COMPORTE DES NORMES TRÈS EXIGEANTES, AUTANT POUR LA COMPÉTENCE DES INFIRMIÈRES, DES TECHNOLOGUES ET DES MÉDECINS QUI CONDUISENT L'EXAMEN, QUE POUR LA PRÉCISION DE L'APPAREIL UTILISÉ.

C'est donc dire que le personnel affecté à ce service à Montfort est parmi les plus qualifiés dans la province et au pays. De même à Montfort nous fonctionnons selon le principe que les soins de la femme sont en fait les soins de toute la famille.

MONTFORT VEUT ÊTRE UN HÔPITAL « AMI DES BÉBÉS »

Toujours soucieux d'offrir des soins de la plus haute qualité, l'Hôpital Montfort s'est engagé au cours de la dernière année dans un processus lui permettant d'accéder au titre d'Hôpital «Ami des bébés». Une telle certification est accordée lorsqu'un établissement rencontre les exigences du programme international parrainé conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF.

Ce programme vise notamment à créer des milieux où l'allaitement est valorisé, encouragé et facilité et où la famille est le pivot dans toutes les activités cliniques et de soutien pour la mère, la famille et son nouveau-né.

Dans le cadre de sa mission communautaire, le Centre familial des naissances est voué **exclusivement** aux soins de la femme et du nouveau-né dans une perspective familiale. Le Centre veut s'assurer que la naissance soit une expérience normale, saine et unique pour chaque femme, qu'une gamme de services périnataux soient assurés **avant, pendant et après** la naissance.

LORSQUE LE PROGRAMME «AMI DES BÉBÉS» SERA ENTIÈREMENT EN PLACE À MONTFORT, LES BÉBÉS COHABITERONT AVEC LEUR MÈRE, DANS UNE CHAMBRE PRIVÉE. DE MÊME, POUR RENDRE LEUR SÉJOUR PLUS CONFORME À LA RÉALITÉ DU RETOUR À LA MAISON, LES MÈRES POURRONT DÉCIDER ELLES-MÊMES QUAND PRENDRE LEURS REPAS OU QUAND LE MÉNAGE DEVRA ÊTRE FAIT DANS LA CHAMBRE.

De plus, une équipe multidisciplinaire (infirmières, médecins généralistes, gynécologues, pédiatres, sages-femmes, travailleuses sociales, anesthésistes) formée selon les plus hauts standards, est déjà disponible pour assurer des soins adaptés à cette nouvelle réalité.

Par ailleurs, tous les organismes de santé s'entendent pour dire que l'allaitement maternel est le meilleur mode d'alimentation pour l'enfant et de nombreuses recherches ont démontré les multiples avantages de l'allaitement pour la santé des mères et des enfants.

Les professionnels de la santé ont le devoir d'en informer les futurs parents et d'offrir des services qui favorisent la pratique de l'allaitement. Le programme «Ami des bébés» proposé par l'OMS et l'UNICEF comporte dix conditions favorisant le succès de l'allaitement maternel. Lorsqu'un hôpital répond à tous ces critères, il obtient la certification «Ami des bébés». Montfort respecte présentement sept de ces dix conditions. Deux des trois autres sont en voie d'être satisfaites et la dernière, qui traite du support accordé aux mères après leur sortie de l'hôpital, reste à développer.

Plus de 15 000 hôpitaux dans le monde sont certifiés «Ami des bébés» mais un seul au Canada a obtenu ce titre en 1999, l'Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins à Cowansville, au Québec. L'Hôpital Montfort souhaite être le premier en Ontario et déploie tous les efforts nécessaires pour y arriver d'ici la fin de l'année 2003.

Soulignons que même si l'allaitement est fortement recommandé et que tous les moyens sont mis en place pour soutenir les femmes qui choisissent d'allaiter, il est entendu que toutes les femmes qui accouchent à Montfort reçoivent le soutien nécessaire concernant le mode d'alimentation de leur nouveau-né et ce, peu importe leur choix.





L'IMPACT COMMUNAUTAIRE DE LA VICTOIRE DE MONTFORT : DORÉNAVANT, ON FAIT AFFAIRE D'ÉGAL À ÉGAL

PAR MME GISÈLE LALONDE ET
MME MICHELLE DE COURVILLE NICOL
COREQUÉRANTES DANS LA CAUSE MONTFORT

À OSGOODE HALL, TORONTO, APRÈS LES AUDIENCES DE LA COUR D'APPEL DE L'ONTARIO: M. GÉRALD SAVOIE, PDG DE MONTFORT, MME MICHELLE DE COURVILLE NICOL, PRÉSIDENTE SORTANTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MONTFORT, Me MARC COUSINEAU, AVOCAT CONSTITUTIONNALISTE, Me RONALD CAZA, AVOCAT PRINCIPAL, Me PASCALE GIGUÈRE, AVOCATE ET MME GISÈLE LALONDE, PRÉSIDENTE DE S.O.S. MONTFORT.

Les mois et les années à venir diront jusqu'à quel point l'éclatante victoire de Montfort a véritablement été le tournant historique qu'attendait le peuple Franco-Ontarien pour compléter son trajet vers l'affirmation totale.

Nous avons eu d'autres grandes victoires au cours du dernier siècle, particulièrement en ce qui a trait au monde de l'éducation. Et, quand on pense aux conflits qui ont presque toujours précédé la création de nos écoles secondaires, il est bien évident que ces batailles ont été déchirantes pour la communauté francophone et que les victoires qu'elles ont engendrées sont aussi historiques.

Mais, au cours des derniers cent ans, en commençant évidemment avec la lutte contre l'infâme Règlement 17, nos victoires sont venues tout de même un morceau, une école à la fois. Nous avons été la dernière province au pays à obtenir éventuellement la gouvernance de notre système d'éducation.

Il n'est aucunement question de diminuer l'importance de ces gains. Ceux et celles qui se sont donnés à ces luttes, ont mené des combats à plusieurs égards plus exigeants et plus drainants que la lutte de Montfort. Et, en fait, les jugements unanimes remportés devant deux tribunaux par Montfort sont basés en partie sur les principes établis lors de causes juridiques en éducation; le jugement Mahé, en particulier.

Ces luttes ont aussi définitivement préparé le terrain pour celle de Montfort. D'abord, elles ont contribué à alimenter le feu sacré chez les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens. Elles nous ont appris qu'il vaut la peine de faire des sacrifices dans la défense d'une cause juste. Mais, plus encore, elles nous ont donné quelques générations de diplômés du secondaire éduqués dans la langue et la culture franco-ontarienne. Ces jeunes, dont plusieurs sont maintenant d'âge adulte, ont compté pour beaucoup dans la lutte de Montfort.

Par ailleurs, la cause de Montfort, autant que son impact populaire, se distingue de trois façons. Premièrement, il s'agissait d'une cause vraiment nationale, mobilisant les francophones de partout au pays, y compris un appui massif du Québec, tel que l'on ne l'avait pas vu depuis la lutte au Règlement 17. Soulignons également les appuis de milliers d'anglophones qui avaient saisi le véritable impact de la décision irréfléchie de la Commission de restructuration.

Deuxièmement, à Montfort, la communauté franco-ontarienne a refusé de reculer, refusé d'accepter des compromis. Le moindre recul, le compromis le plus envoûtant, aurait à plus ou moins brève échéance signifié la mort de Montfort. Nous n'étions aucunement dans une position où nous pouvions accepter d'être diminués, pour ensuite rebâtir sur les ruines de l'établissement.

Enfin, la cause de Montfort a évolué, non seulement en une véritable épreuve de force entre le gouvernement ontarien et la communauté franco-ontarienne, mais aussi dans une lutte à la défense de notre égalité comme francophones partout dans ce pays. C'est finalement la cause juridique de Montfort qui nous a forcés à retourner aux sources, et à cerner quelles étaient les intentions des Pères de la Confédération, en ce qui touche les droits des minorités francophones. La recherche historique a démontré sans l'ombre d'un doute qu'à cet égard, les fondateurs du Canada



visaient précisément à ce que les deux groupes linguistiques soient égaux, peu importe leur nombre.

C'est donc dorénavant d'égal à égal qu'il nous faut traiter avec nos gouvernements et avec la majorité.

Ce que nous espérons le plus ardemment de l'impact de la lutte de Montfort est que les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens ne se voient plus en minoritaires, ne se comportent plus en minoritaires, mais en peuple fondateur de cette province et de ce pays.

Car, à se comporter, à agir, à penser en minoritaire, on devient inévitablement marginal.

Il est temps pour nous de mettre fin à la désinformation, à la déformation de l'histoire et aux tactiques d'intimidation qu'on a voulu utiliser contre les francophones tout au long du 20e siècle.

Montfort nous a gagné les moyens de nous défendre et d'avancer plus que jamais. Il nous suffit maintenant d'avoir le courage et l'engagement d'utiliser ces moyens, et de changer pour toujours notre attitude face à notre véritable place en Ontario et au Canada.



MADAME LISE MILOTTE

PAR M. MARC P. DESJARDINS
ADJOINT AU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET CHEF DE SERVICE DES BÉNÉVOLES

Le 16 mai dernier, Madame Lise Milotte a présidé sa dernière réunion de l'Association des auxiliaires / bénévoles de Montfort.

Tout d'abord, laissez-moi vous dire que Mme Milotte n'accepte aucune demi-mesure! Il faut en tout temps être à la hauteur et répondre aux exigences qu'elle s'impose.

C'EST UNE PERSONNE TRÈS EXIGEANTE ENVERS ELLE-MÊME (ET LES AUTRES) ET ELLE CONSACRE TOUTES LES ÉNERGIES NÉCESSAIRES POUR RÉALISER SES OBJECTIFS. DONNEZ-LUI UNE CIBLE, ET SI ELLE DÉCIDE DE L'ATTEINDRE, RIEN NE L'ARRÊTERA. CONSÉQUEMMENT, LES GENS QUI L'ENTOURENT DOIVENT RÉPONDRE AUX MÊMES CRITÈRES.

Vous ne pouvez vous imaginer à quel point elle a toujours défendu vigoureusement notre association auprès des organismes qui gravitent autour des auxiliaires / bénévoles (Conseil d'administration de l'Hôpital, Fondation, etc…). Elle a épousé notre cause et défendu nos intérêts jusque dans les moindres détails.

Grâce à elle, nous avons réalisé des choses extraordinaires avec des moyens ordinaires et des gens fabuleux.

Grâce à elle, nous avons doublé nos gains financiers et atteints toutes nos cibles!

Grâce à elle, l'Association a répondu aux attentes fixées par l'Hôpital.

Grâce à elle, …

Afin de concrétiser l'engagement indéfectible de Madame Milotte, l'Association des auxiliaires de l'Ontario la nommera Membre à vie provincial le 19 novembre 2002 à Toronto.

L'histoire des auxiliaires / bénévoles de l'Hôpital Montfort se souviendra de vous et l'un de ses plus gros chapitre vous sera réservé pour étaler toutes vos réalisations.

Félicitations et merci Madame Milotte !

LES AUXILIAIRES / BÉNÉVOLES UNE ANNÉE RECORD

L'ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002 EST MAINTENANT TERMINÉE! ELLE AMÈNE AVEC ELLE SON LOT D'ÉMOTIONS, DE FÉBRILITÉ ET DE NOSTALGIE.

Quand je parle d'émotions, je ne peux m'empêcher de continuer à célébrer notre historique bataille légale contre le gouvernement de l'Ontario, bataille qui a fait ses victimes, mais aussi ses héros. En ce sens, et à titre de membre du Conseil d'administration de l'Hôpital Montfort, je ne peux qu'être reconnaissante des énergies incroyables investies par les deux requérantes de la cause légale de Montfort, soit mesdames Lalonde et de Courville Nicol. Mme Lalonde a gardé le focus sur l'attention médiatique et politique de notre cause et Mme de Courville Nicol, présidente sortante du Conseil d'administration a eu la lourde tâche d'assurer le plein développement des services de Montfort et la

Nous avons même réussi à changer le look et la vocation du Café Rapido qui nous mènera, du moins je l'espère, sur une voie unique de rentabilité.

Merci encore une fois à vous tous auxiliaires / bénévoles pour cet apport.

Finalement, quand je parle d'émotions, je ne peux, à titre de présidente sortante, qu'être nostalgique de quitter la direction de l'association après neuf années de loyaux et sincères services. J'ai investi tout ce qui était possible de faire pour parfaire l'image et le dynamisme de notre groupe.



qualité financière et clinique des opérations quotidiennes de notre institution. Durant cette même période, Mme de Courville Nicol a capitalisé sur les énergies de chacun pour faire de Montfort un hôpital « cinq étoiles ».

BRAVO ET MERCI À VOUS DEUX!

Comment ne pas souligner l'apport important des auxiliaires / bénévoles dans cet épique épisode de la saga Montfort. Les membres ont participé activement à toutes les activités publiques en plus de participer financièrement à la campagne de SOS Montfort. Encore une fois, nous nous sommes démarqués et nous avons même réalisé une année record en terme d'investissement en heures au cours de la dernière année. Près de 82 000 heures de bénévolat. Bravo et merci à tous les auxiliaires / bénévoles.

Je laisse l'association en excellente situation et je suis persuadée que l'essor donné ne pourra que se perpétuer au cours des prochaines années.

Je quitte ce groupe à titre de présidente et non à titre de membre et je vais continuer de participer activement à toutes les activités et planification, car Montfort est mon deuxième chez nous!

Montfort c'est chez nous!

Lise Milotte
Présidente

QUAND JE PARLE DE FÉBRILITÉ, JE VEUX EXPRIMER COMMENT NOUS AVONS RÉUSSI À RESTAURER LE DYNAMISME DE NOS ACTIVITÉS LUCRATIVES! LA BOUTIQUE QUI FONCTIONNE RONDEMENT, LA VENTE DE BILLETS DE NEVADA, LES ACTIVITÉS SPÉCIALES, TELLES LE BAZAR, LES VENTES DE PÂTISSERIES, LES VENTES D'ARTISANAT ET TOUTES LES AUTRES ACTIVITÉS PONCTUELLES.









LA CAMPAGNE MAJEURE DE LA FONDATION:

INVESTIR DANS L'AVENIR ; DE NOS GENS, DE NOS ENFANTS ET DE NOS PETITS-ENFANTS

PAR PAUL CARRIÈRE
PRÉSIDENT DE LA FONDATION DE L'HÔPITAL MONTFORT

La réussite de la campagne majeure de financement que prépare fébrilement la Fondation de l'Hôpital Montfort depuis deux ans est d'une importance vitale pour l'avenir et l'épanouissement de Montfort et de la communauté franco-ontarienne.

L'unique complexe hospitalier universitaire communautaire qui est en voie de prendre forme à l'Hôpital Montfort deviendra un héritage inestimable qui sera légué aux générations futures de Franco-Ontariennes et de Franco-Ontariens. Forte des promesses du passé, fière des réalisations du présent et confiante face aux défis de l'avenir, notre communauté travaille à se bâtir un Institut national francophone de formation et de recherche en santé dont ses ancêtres n'auraient jamais osé rêver.

Les nouvelles initiatives d'enseignement et de recherche à Montfort sont appuyées par trois facultés de l'Université d'Ottawa. Ces programmes permettront à la communauté franco-ontarienne d'accéder au plateau que visent toutes les sociétés du monde, à savoir, celui de l'autosuffisance. La minorité francophone de l'Ontario, la plus importante en nombre au Canada, pourra enfin compter sur une institution de santé ayant la capacité d'offrir à ses futurs médecins et professionnels de la santé une formation en français égale à celle de la majorité.

Un énorme travail reste à faire pour compléter ce merveilleux projet. Nous ne serons jamais totalement à l'abri des nouveaux défis et quoiqu'il arrive, nous en accepterons toujours la lourde responsabilité avec le même enthousiasme que ces pionnières et pionniers des premiers jours de Montfort. L'enjeu va bien au-delà des obstacles qui pourraient se dresser devant nous. Car, l'enjeu c'est rien de moins que la santé et l'avenir de nos gens, de nos enfants et de leur descendance.

La campagne majeure de financement de la Fondation de l'Hôpital Montfort vise à doter l'Hôpital des ressources supplémentaires nécessaires qui lui permettront non seulement de maintenir ses acquis bien mérités mais d'en assurer leur développement essentiel et continu.

Notre population francophone aura besoin de meilleurs et plus nombreux services de santé dans le futur. Le vieillissement de notre population demandera à Montfort d'étendre ses services bien au-delà de ce qui existe présentement.

C'est cette nouvelle vision de Montfort - appuyée sur la recherche, l'enseignement, la formation clinique et la pratique en langue française dans les domaines de la santé - qui doit être soutenue par les ressources financières et les efforts bénévoles de la Fondation, et ce, par l'entremise des quatre grands projets de la présente campagne de levée de fonds.

La sollicitation à l'échelle régionale, provinciale et nationale visera les entreprises et institutions financières, les associations professionnelles, les mouvements coopératifs, les fondations et philanthropies, les communautés religieuses, les organismes bénévoles et communautaires, les clubs sociaux, les milieux politiques, les institutions académiques, les médias et les membres de la grande famille de l'Hôpital Montfort (ex. administrateurs, cadres, employés, ex-patients et amis).

Les priorités de l'Hôpital comprennent quatre grands projets.

1. L'INSTITUT NATIONAL FRANCOPHONE DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN SANTÉ DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA À L'HÔPITAL MONTFORT

Le développement accéléré et l'expansion des programmes de formation en français offerts par l'Université d'Ottawa à l'Hôpital Montfort rendent absolument nécessaire et pressant l'aménagement d'une infrastructure académique et de recherche plus appropriée et mieux financée.

Les étudiants, les professeurs et les chercheurs utilisant le milieu clinique de Montfort doivent avoir les meilleurs outils possibles pour remplir leur mandat unique dans la francophonie canadienne.

La campagne majeure vise donc à permettre des investissements supplémentaires dans :

2. L'ACHAT ET LE REHAUSSEMENT D'ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, L'AJOUT DE NOUVEAUX SERVICES ET LA MODERNISATION DE L'HÔPITAL

Le développement et l'expansion des programmes de santé et de médecine offerts par l'Hôpital Montfort ont rendu nécessaire et pressant l'acquisition de plusieurs types d'équipement pour appuyer la prestation des soins de médecine et de santé à la fine pointe de la technologie et la nouvelle mission de formation et de recherche en langue française de l'Hôpital.

La campagne majeure vise à permettre à Montfort les investissements suivants :

L'acquisition d'un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM)

Montfort doit faire l'acquisition et l'installation d'un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM). Cet appareil est essentiel à la prestation des soins de santé complets destinés à la communauté francophone de la région.

À l'heure actuelle, les francophones de l'Ontario n'ont pas accès à un service d'IRM en langue française. Ce service est d'autant plus important du fait que la région d'Ottawa est l'une des moins bien desservie de la province dans le domaine de l'IRM. Le temps d'attente pour un examen par IRM est actuellement de six mois ou plus. Sans un service d'IRM en langue française à Montfort, les francophones sont doublement désavantagés puisqu'un examen par IRM en langue anglaise est déjà très difficile d'accès.

L'ACHAT DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS

L'embauche d'un spécialiste dans une discipline comme la cardiologie ou l'orthopédie exige en moyenne l'acquisition de plus de 400 000 $ en nouveaux équipements.

Montfort doit pouvoir attirer les meilleures ressources médicales disponibles. Pour ce faire, et afin de permettre à ces rares ressources de pouvoir offrir à la clientèle de l'Hôpital les meilleurs traitements professionnels possibles, Montfort doit être en mesure de leur fournir les outils les plus modernes, les plus performants et les plus efficaces ainsi que les équipements cliniques les plus spécialisés et de la plus haute qualité.

LA MODERNISATION DE L'HÔPITAL

La survie et la croissance de Montfort passent obligatoirement par des objectifs d'excellence en matière de soins de santé et par le maintien et l'ajout de services et d'installations de santé de très haute qualité. Ceci exige des investissements financiers majeurs pour appuyer les besoins en ressources techniques et matérielles.

Entre autres, l'augmentation des cliniques de soins ambulatoires, l'agrandissement des locaux de soins intensifs, le réaménagement de l'urgence, l'expansion et l'ajout de nouvelles cliniques en hématologie, diabète, urologie, cardiologie et orthopédie; l'ajout de services diagnostiques pour accommoder le CT-Scan, l'ultrason et la mammographie, et l'aménagement des espaces nécessaires pour accommoder les nouveaux lits en chirurgie, médecine, psychiatrie, obstétrique, médecine gériatrique et réadaptation appellent forcément à la modernisation de l'Hôpital.

3. LE CENTRE D'EXCELLENCE POUR LES FEMMES

La mise sur pied d'un Centre de santé pour les femmes est une grande priorité pour l'Hôpital. Le Centre comprendra diverses composantes qui découleront des divers éléments essentiels de son Programme de soins et services, incluant initialement : le Centre de santé pour les femmes, la Clinique familiale des naissances et la Clinique de mammographie.

Le Centre de santé pour les femmes offrira en priorité toute une gamme de services et de soins de santé de base traitant des questions touchant directement les femmes; incluant : la médecine familiale, le cancer du sein, la gynécologie et l'obstétrique, la ménopause, le vieillissement et la gériatrie. Le Centre offrira également tous les soins et services reliés à la sexualité, à la planification des naissances, la périnatalité, la natalité et la néonatalité.

4. LE FONDS DE DOTATION

Dans le monde hospitalier de l'an 2000, il est devenu impensable de faire fonctionner efficacement un hôpital sans l'appui financier d'une Fondation solide et dynamique. Pour se donner des assises plus solides, la Fondation de l'Hôpital Montfort a entrepris depuis quatre ans de constituer un fonds de dotation.

Ce fonds vise à permettre à la Fondation :

de faire l'acquisition ponctuelle d'une variété de petits biens mobiliers à faible coût à l'intention des patients; de pouvoir offrir des bourses derecherche, d'études et d'excellence; de pouvoir appuyer, promouvoir et défendre les meilleurs intérêts de Montfort au sein de sa communauté.

Voilà les grands axes de la campagne majeure sous le thème : Un investissement pour la vie! Cette campagne aura une durée de cinq (5) ans.

Je profite aussi de l'occasion pour remercier tous les membres de notre Conseil d'administration pour leur implication et leur grand dévouement ainsi que leur engagement pour la campagne majeure. Je désire aussi remercier sincèrement madame Lise Milotte, présidente sortante de l'Association des auxiliaires / bénévoles, pour les années passées au sein de notre Conseil d'administration et qui a toujours été une très grande collaboratrice.



TOURNOI DE GOLF 2001
TOURNOI S & S BOLTON ÉLECTRIQUE
AU PROFIT DE LA FONDATION DE L'HÔPITAL MONTFORT

DE GAUCHE À DROITE : M. GRAHAM CLARKE, MME CHANTAL DESCHÊNES, MME ROXANNE LEMAY, MME MIREILLE LEDUC, MME LORRAINE GAUTHIER, M. JACQUES BLOUIN, DR. ANDRÉ GAUTHIER

RANGÉE DU HAUT DE GAUCHE À DROITE : M. ROBERT LEFEBVRE, M. LIONEL BEAUCHAMP, M. ROBERT SANSCARTIER, M. MARCEL CHARRON, M. PAUL CARRIÈRE, M. GÉRALD SAVOIE

Le personnel permanent de la Fondation, avec M. Jacques Blouin à la direction générale, Mireille, Chantal et Roxanne ont continué l'excellent travail. Sans leur apport et celui de nombreux bénévoles, nos activités de levée de fonds ne connaîtraient sûrement pas autant de succès. Durant la dernière année, golf, bingo, concert et diverses autres activités ont été organisés. Spécialement le tournoi de Golf, S & S Bolton électrique qui a généré près de 50 000 $ en profit grâce à nos généreux commanditaires dont M. Robert Sanscartier. Ce tournoi qui se tient à Rockland est devenu un des plus importants dans la région.

Merci à tous nos commanditaires, merci à tous nos donateurs, c'est avec vous que la Fondation peut accomplir sa mission d'aider notre Hôpital.

Brève revue de l'année 2001-2002 et de ce qui s'en vient à Montfort

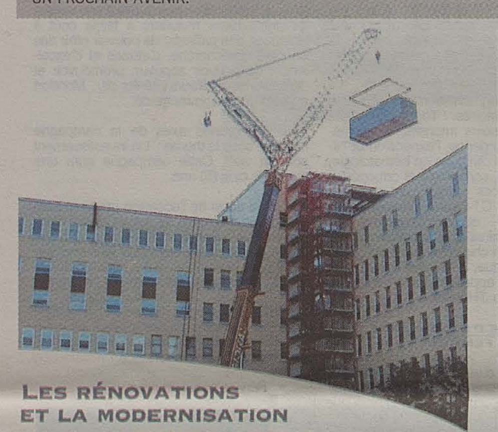
L'année 2001-2002 à Montfort aura bien sûr été marquée par le jugement historique de la Cour d'appel de l'Ontario et par la décision subséquente du gouvernement ontarien de ne pas interjeter appel à la Cour suprême du Canada. Ces deux événements mettaient fin à la plus grande crise vécue par l'institution depuis sa fondation en 1953.

Cependant, comme les gens de Montfort l'ont fait tout au long de ces cinq années de lutte pour notre survie, l'Hôpital a résolument continué d'avancer vers l'amélioration constante de ses soins et services.

En résumé, nous offrons un résumé des événements marquants de l'année à Montfort et des projets qui ont été complétés, qui sont en voie de l'être et qui sont prévus dans un prochain avenir.

Deux visites du ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario, l'Honorable Tony Clement, a rendu visite à Montfort deux fois au cours de 2001-2002, signalant un changement d'attitude de la part du gouvernement provincial à notre endroit. On se souviendra certainement de son passage mémorable en février dernier, où il nous demandait de "tourner la page" en annonçant l'intention du gouvernement de ne pas interjeter appel devant la Cour suprême du Canada. M. Clement était alors accompagné de deux autres membres du cabinet, soit le ministre des Affaires francophones, l'Honorable John Baird, et le ministre de l'Agriculture, l'Honorable Brian Coburn. Le ministre Clement avait déjà démontré sa nouvelle approche face à Montfort, en venant annoncer le début officiel de la construction de notre centre de soins de longue durée au mois de novembre 2001.



Les rénovations et la modernisation

Les travaux de rénovation et de modernisation touchant surtout la partie de l'Hôpital édifiée en 1953 continuent de progresser. Au coût total de 26 millions $, ces rénovations faites dans le cadre du projet "Santé et sécurité" donneront un niveau de confort et de sécurité supérieur à notre clientèle partout dans l'Hôpital. Déjà on peut voir les résultats de cette modernisation au 4e et 3e étages, ainsi qu'une partie du sous-sol.

Nos "cinq étoiles"

Les gens de Montfort arborent fièrement la cote "cinq étoiles" accordée à l'établissement. Ils ont pleinement raison de le faire, puisque ce classement est dû entièrement à leur performance. De même, Montfort n'est que l'un des rares hôpitaux de l'Ontario à avoir obtenu ces "cinq étoiles".

D'où provient cette cote bien au-dessus de la moyenne? Depuis deux ans, l'Association des hôpitaux de l'Ontario parraine un sondage effectué par des experts de l'Université de Toronto pour l'ensemble des hôpitaux de la province. Ce sondage est fait auprès des clientèles respectives de chaque hôpital. Des étoiles sont accordées selon la satisfaction exprimée par la clientèle dans des secteurs particuliers, le maximum étant de cinq étoiles.

Or, pour les cinq catégories principales, Montfort se distinguent de manière éclatante.

4 000 personnes célèbrent la victoire

Plus de 4 000 Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens ont pris part au Ralliement de la Victoire S.O.S. Montfort, le 22 mars dernier à La Cité collégiale. En plus de célébrer la fin de la lutte, il s'agissait aussi du 5e anniversaire du Grand Ralliement du 22 mars 1997, où plus de 10 000 francophones s'étaient massés dans le Centre municipal d'Ottawa pour se porter à la défense de leur institution. Du début à la fin de l'événement qui s'est déroulé de 16 h 30 à 22 h00, la foule enthousiasme a eu droit à des prestations inspirantes d'artistes Franco-Ontariens, dont le groupe "Deux saisons", le violoniste Daniel Pepin, l'auteure-compositeure-interprète Lise Paiement accompagnée de Donal Poliquin, la chanteuse Manon Séguin, le duo de Martine Lafontaine et Brian St-Pierre, accompagnés de la chorale de l'école secondaire de Casselman, Les Ouimet et les jeunes endiablés de la FESFO. Participation surprise du ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, l'Honorable Stéphane Dion, qui a ajouté son discours à ceux de Mme Gisèle Lalonde, de Mme Michelle de Courville Nicol, de M. Pierre Lefebvre, de M. Gérald Savoie, du docteur Gérard Colin, président du Conseil des médecins de Montfort et de M. Marcel Pilon, représentant les employés de Montfort.

Nouveau modèle de soins

Dans le but d'offrir à notre clientèle des soins de qualité et dispensés sécuritairement, Montfort a implanté un nouveau modèle de prestation de soins permettant à chaque membre de l'équipe de soins d'exercer pleinement son rôle et son autonomie selon son champs de compétence et d'expertise. Dans le jargon hospitalier, notre nouvelle façon de faire porte le nom de "modèle de soins modulaires". En fait, cela signifie que de nouvelles ressources humaines sont maintenant affectées à des fonctions qui favorisent une approche individualisée qui a pour effet d'augmenter le temps du personnel passé au chevet du patient.

Une étude conduite par la prestigieuse Université Harvard, aux États-Unis, a conclu que ce modèle résultait en une plus grande proportion du temps de travail et des heures sont consacrées spécifiquement à la prestation de soins au grand bénéfice du patient.

10e anniversaire de l'Aile Sud

C'est un anniversaire qui a pu naturellement passer inaperçu aux yeux du public. Mais, il est important de souligner qu'il y a dix ans, Montfort complétait un projet d'agrandissement de 240 000 pieds carrés au coût de 37 millions $, celui de ce qu'on appelle maintenant l'Aile Sud.

L'Aile Sud est une partie de l'établissement qui est facile à voir, puisqu'il s'agit de la façade de l'Hôpital, dont l'architecture ne cesse d'impressionner les visiteurs. Mais ce qui est le plus important à retenir est que la construction de l'Aile Sud a été un événement d'une importance vitale dans l'avenir de Montfort. Sans ce projet, l'Hôpital de la communauté franco-ontarienne était voué à disparaître ou à être transformé au mieux en un établissement de soins chroniques. Il s'agissait par ailleurs, d'un projet d'envergure majeure, piloté par celui qui devenait en 1986 le nouveau président-directeur général de Montfort, M. Gérald Savoie. Dans ce sens, on peut dire que M. Savoie a contribué à sauver Montfort à maintes reprises.

Dossiers majeurs en cours

Le financement

Lors de sa dernière visite à Montfort, le ministre Tony Clement s'est engagé à ce que l'Hôpital Montfort dispose de toutes les ressources nécessaires pour remplir son mandat unique auprès de la communauté franco-ontarienne. C'est une promesse que nous n'avons pas pris à la légère. La direction de l'établissement a depuis entrepris des discussions au plus haut niveau du ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour enfin faire débloquer le dossier du financement. Montfort est depuis plusieurs années, l'hôpital le moins financé par le gouvernement de tout l'Ontario. En effet, seulement 66% de nos revenus proviennent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée, alors que la moyenne des subventions gouvernementales est de 92% pour l'ensemble des hôpitaux de l'Ontario. L'accent est mis sur le fait que Montfort ne peut plus se permettre d'attendre et que ce qui n'est en fait qu'une question de rattrapage se réalisera d'ici l'été. Montfort demande aussi à ce que sa vaste mission académique soit pleinement reconnue par le ministère et financée adéquatement.

La Défense nationale

Les négociations avec le ministère de la Défense nationale qui a sélectionné Montfort comme partenaire et site des services de santé offerts aux militaires canadiens se poursuivent. Il s'agit d'un dossier complexe comportant plusieurs volets, allant des besoins en services, aux coûts de nouvelles constructions. Montfort a confiance que ce projet connaîtra son dénouement au cours de l'année qui vient.

L'achat d'un appareil IRM

Montfort cherche depuis plusieurs années à faire approuver par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée l'acquisition d'un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM) pour desservir adéquatement en français la population franco-ontarienne et offrir un meilleur accès à ces examens diagnostiques où le temps d'attente est présentement de six mois dans la région d'Ottawa. Tout est prêt de notre côté. Montfort n'attend que le signal du ministère pour aller de l'avant. L'appareil dont veut se doter Montfort sera des plus perfectionnés; à concept ouvert, il sera assurément bien accueilli par les clients souffrant de claustrophobie; pour lesquels il est extrêmement difficile de subir les examens dans le tube d'IRM traditionnel, de même que par les clients souffrant d'obésité. De plus, cet appareil est essentiel à notre mission académique.

La santé mentale

Le secteur de la santé mentale de Montfort, qui a célébré ses 25 ans l'an dernier, est l'un des plus dynamiques et des plus efficaces de notre établissement. Nos professionnels en santé mentale accumulent les projets avant-gardistes, particulièrement dans les soins communautaires, où les clients n'ont plus à vivre en institution. Par ailleurs, Montfort travaille à un plan d'expansion qui lui permettra de pleinement remplir son mandat auprès de la communauté francophone. Ce projet comporte notamment une augmentation sensible du nombre de lits en santé mentale, de même que de nouvelles constructions.

Nos tournées de recrutement

Nos tournées agressives de recrutement de personnel qualifié ont donné des résultats d'un succès sans précédent cette année. Au mois de mai dernier, une cohorte de près de 60 nouvelles infirmières diplômées de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Québec se joignaient à l'équipe de Montfort. La réussite de nos campagnes de recrutement est tout à l'honneur de nos gens des ressources humaines qui font face à une période de grave pénurie de professionnels dans le milieu de la santé partout au Canada.

De même, plusieurs nouveaux médecins ont décidé de venir pratiquer à Montfort, autant au niveau de la médecine familiale que les médecins spécialistes.

La médecine nucléaire

Montfort travaille depuis quelques années sur un projet qui donnera à notre clientèle l'accès à la médecine nucléaire. Toujours soucieux d'optimaliser la qualité des services offerts à notre clientèle, les membres du département d'imagerie diagnostique travaillent ardemment à mettre en place ce service de haute gamme sur l'aspect médical et clinique.

Le 50e anniversaire

L'année 2003 sera celle des célébrations du 50e anniversaire de l'Hôpital Saint-Louis-Marie de Montfort. Une série d'activités commémorant la fondation de Montfort par les Filles de la Sagesse et la communauté franco-ontarienne culmineront en une grande fête le 11 octobre 2003, date officielle de l'ouverture de l'Hôpital.

Les événements des dernières années rendent cet anniversaire encore plus marquant, si l'on pense que nous sommes passés trop près de ne jamais le voir. Montfort vous tiendra au courant des événements à venir pour qu'une fois de plus, nous nous permettions de célébrer ensemble.



MISSION ACADÉMIQUE :
RECHERCHE ET FORMATION AU PROFIT DE LA POPULATION

PAR LE DOCTEUR JOHN A. JOANISSE
VICE-PRÉSIDENT AUX AFFAIRES ACADÉMIQUES DE L'HÔPITAL MONTFORT



L'inauguration officielle, le 22 mars dernier, du *Centre national de formation en santé* de l'Université d'Ottawa à l'Hôpital Montfort symbolisait le début d'une ère nouvelle où l'horizon s'étend à perte de vue pour notre institution et pour la communauté franco-ontarienne.

Un mandat académique de l'importance de celui de Montfort engendre une dynamique où tous les participants; des médecins à la clientèle, des étudiants aux enseignants, des professionnels aux chercheurs, travaillent, apprennent et bénéficient simultanément. L'Hôpital devient alors un environnement qui dépasse l'offre de services, pour devenir un milieu où l'amélioration des services et des soins font l'objet de recherches et de nouvelles méthodes dans le quotidien.

Car, le véritable impact de l'expansion et de l'envergure nationale de la mission académique de Montfort est que l'enseignement et la recherche effectués ici contribueront à l'augmentation, à la diversification et à l'amélioration des soins et des services offerts à notre clientèle.

Il ne s'agit donc pas simplement de créer une école de médecine, de sciences sociales et de sciences de la santé à l'intérieur de nos murs, sans que l'Hôpital et la communauté n'en retirent quelque bénéfice que ce soit. Au contraire, l'afflux de nombreux étudiants et étudiantes de l'Université d'Ottawa, exige nécessairement que Montfort continue de se développer et de grandir plus que jamais.

En médecine seulement, le nombre d'étudiants utilisant Montfort comme milieu clinique de formation atteindra 40 par année. Comme les stages à Montfort couvrent la troisième et la quatrième année de médecine, cela signifie qu'ils seront en fait 80 étudiants de la Faculté à fréquenter Montfort en même temps. Sans parler des diplômés inscrits à notre programme de résidence en médecine familiale, soit jusqu'à 12 résidents.

À cela s'ajoute l'expansion majeure des programmes des Sciences de la santé; en sciences infirmières, en physiothérapie, en ergothérapie, en orthophonie et en audiologie.

Ce développement phénoménal du secteur académique de l'Université d'Ottawa à Montfort nécessite naturellement une augmentation parallèle du nombre d'enseignants, c'est-à-dire plus de médecins, plus d'infirmières et plus de professionnels de la santé.
Or, pour recruter et pour accueillir ces professeurs-cliniciens dans un environnement favorable, Montfort se doit de créer les services qui leur assureront une clientèle suffisante. Il nous faut donc augmenter les services existants et ajouter ceux que nous souhaitons ardemment offrir pour répondre aux besoins de notre communauté.

PLUS DE CLIENTS : UNE MEILLEURE FORMATION, UNE MEILLEURE RECHERCHE

De la même façon, l'augmentation de la clientèle occasionnée par une plus grande offre de services contribuera à rehausser encore plus la qualité des programmes de formation, permettant aux étudiants d'avoir accès à un plus grand nombre et une plus grande diversité de cas.

La recherche en santé des populations minoritaires faite à Montfort pourra également s'appuyer sur une masse critique de plus de 200 000 francophones sur le territoire immédiat de Montfort, et d'un demi-million en Ontario. De plus, les liens établis avec d'autres communautés francophones minoritaires, d'autres hôpitaux et d'autres chercheurs desservant ces communautés à travers le pays, permettront à la recherche de s'appuyer en fait sur le million de francophones vivant en minorité au Canada.

Il s'agira d'une recherche appliquée, dont les résultats serviront à améliorer la prestation des soins et des services pour qu'elle réponde spécifiquement aux besoins réels de la communauté franco-ontarienne et des autres communautés francophones canadiennes.

Une recherche taillée sur mesure pour nos gens, pour notre clientèle.

Mais, elle profitera tout autant à nos enseignants, nos étudiants et nos médecins, qui pourront appliquer les fruits de cette recherche, respectivement, à l'amélioration de leur enseignement, de leur apprentissage et de leur pratique.

L'IMPACT DE LA VICTOIRE LÉGALE

Dès le lendemain de l'annonce par le ministre de la Santé et des Soins de longue durée que le gouvernement de l'Ontario n'interjetterait pas appel devant la Cour suprême du Canada dans la cause de Montfort, on a senti le changement d'attitude envers Montfort et envers notre secteur académique.

Nos partenaires du milieu régional de la santé sont beaucoup plus disposés à collaborer avec un établissement dont l'avenir est maintenant assuré. En effet, même si Montfort était parvenu à créer le CNFS en pleine crise, il n'en reste pas moins que l'incertitude qui planait sur l'établissement rendait les engagements à long terme difficiles.

Il nous reste encore à obtenir le financement adéquat de la part de la province pour appuyer notre mission académique.

De même, lors de l'ouverture officielle du CNFS, le recteur de l'Université d'Ottawa, M. Gilles Patry, a annoncé que l'Université allait appuyer les démarches initiées par Montfort pour créer l'*Institut national francophone de formation et de recherche en santé de l'Université d'Ottawa à l'Hôpital Montfort*.

Comme Montfort, le CNFS continuera de grandir et d'assurer à la fois des soins et des services de la plus haute qualité, tout en formant nos médecins et nos professionnels de la santé francophones de demain.

UNE ANNÉE QUI PROMET POUR LE CNFS

PAR MME RACHEL OUELLETTE
DIRECTRICE DES OPÉRATIONS DU CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN SANTÉ UNIVERSITÉ D'OTTAWA

La dernière année aura été très fructueuse au plan des réalisations de l'équipe du Centre national de formation en santé de l'Université d'Ottawa à l'Hôpital Montfort.

Le Centre national de formation en santé (CNFS) est une initiative financée par le ministère du Patrimoine canadien visant à améliorer l'accès à la formation en français dans les différentes disciplines de la santé et ce, afin d'accroître le nombre de professionnels pouvant desservir la population francophone en milieux minoritaires au pays. Il s'agit maintenant d'un consortium pan-canadien formé de six institutions d'enseignement universitaire ainsi que de partenaires du milieu de la santé dont le principal est actuellement l'Hôpital Montfort.

De par son rôle historique essentiel au sein de la francophonie ontarienne et canadienne, ce dernier est en effet un milieu privilégié pour assurer la formation clinique en français dans les disciplines de la santé.

LES PROGRAMMES

Dans la phase I du CNFS tous les programmes offerts en français par la faculté des Sciences de la santé, la faculté de Médecine ainsi que certains programmes de la faculté des Sciences sociales de l'Université d'Ottawa ont été considérés comme faisant partie du projet CNFS.

Il s'agit des 13 programmes suivants :

- Audiologie (maîtrise)
- Ergothérapie (baccalauréat)
- Gérontologie (2e concentration ou certificat)
- Médecine
- Orthophonie (maîtrise)
- Physiothérapie (baccalauréat)
- Psychologie clinique (doctorat)
- Sciences de l'activité physique (baccalauréat et maîtrise)
- Sciences infirmières (baccalauréat, maîtrise, infirmières praticiennes)
- Service social (maîtrise)

ÉTUDIANTS

Entre 1999 et 2001, un total de 75 étudiants ont été admis dans ces différents programmes. Les résultats recueillis jusqu'à présent nous permettent donc de prédire qu'avec la cohorte de 2002-2003, l'objectif d'accueillir 90 nouveaux étudiants sera vraisemblablement dépassé et ce, sur un total de quatre années universitaires seulement. La majorité de ces étudiants sont inscrits en médecine et dans les disciplines de la réadaptation (physiothérapie, ergothérapie, orthophonie et audiologie), donc au sein de programmes qui ne sont pas disponibles en français à l'extérieur du Québec.



QUATRE DES FINISSANTS DU PROGRAMME EN MÉDECINE FAMILIALE, DR ÉRIC LANDRIAULT DR ROBERT S. JOHNSTON DR JEAN SÉGUIN DRE LESLIE A. BAILLIU









STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE L'HÔPITAL MONTFORT 2001 2002

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT : M. Pierre J.C. Lefebvre, VICE-PRÉSIDENT : Me Denis Pommainville, SECRÉTAIRE : Me Marie-Paule Scott, TRÉSORIER : M. Marcel-Guy Bélanger, PRÉSIDENTE SORTANTE : Mme Michelle de Courville Nicol, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET SECRÉTAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : M. Gérald R. Savoie

ADMINISTRATEURS

Dr Harvey Barkun, Mme Francine Bouchard, M. Denis Chartrand, M. Jean-Marc Dubé, Mme Claudine Girault, M. Benoît Hubert*, M. Gaétan Lafrenière, M. Gilles Morin, Mme Nicole Robert, Dr Gilles V. Bourdeau, Dr Gérard Collin, Dr Thomas T. Dufour, M. Paul Carrière, Mme Lise Milotte, M. Jean Pierre Pierre*, M. Gaston Patenaude, Sœur Rita Denommée

COMITÉ MÉDICAL CONSULTATIF

PRÉSIDENT : Dr Gilles V. Bourdeau, médecin en chef, SECRÉTAIRE : Dr Denis Lockman

CONSEIL DES MÉDECINS

PRÉSIDENT : Dr Gérard Collin, VICE-PRÉSIDENT : Dr Thomas T. Dufour, TRÉSORIER : Dr Jean-Pierre Laflèche, PRÉSIDENTE SORTANTE : Dre Julie I. Lockman

CHEFS DE DÉPARTEMENT

ANESTHÉSIE : Dr Jean Blier, BIOLOGIE MÉDICALE : Dre Maureen T. Carlier, Dr Richard A. Bonin par intérim, CHIRURGIE : Dr Benoît St-Jean, MÉDECINE : Dr Brendan P. Quinn, MÉDECINE FAMILIALE : Dre Julie I. Lockman, OBSTÉTRIQUE/GYNÉCOLOGIE : Dr Gilles V. Bourdeau par intérim, OPHTALMOLOGIE : Dr Peter W. Harding, ORTHOPÉDIE : Dr Ramesh C. Chauhan, DIRECTRICE DU PROGRAMME DE RÉSIDENCE EN MÉDECINE FAMILIALE : Dre Lyne M.A.I. Pitre, PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE : Dr Marc L. Mauguin, IMAGERIE DIAGNOSTIQUE : Dr Gérard Collin, URGENTOLOGIE : Dre Louise McNaughton-Filion, COORDONNATEUR(TRICE) DE L'UNITÉ D'ENSEIGNEMENT DE MÉDECINE FAMILIALE : Dr Jean A. Roy*, Dre Lyne M.A.I. Pitre

FONDATION DE L'HÔPITAL MONTFORT

PRÉSIDENT : M. Paul Carrière, VICE-PRÉSIDENT : M. Gérard Lefebvre, TRÉSORIER : M. Denis Laframboise, SECRÉTAIRE : M. Jacques Côté, PRÉSIDENT SORTANT : M. Clément Cadieux

ADMINISTRATEURS

M. Jacques Blouin, M. Bernard Boulerice, M. Albert Bourdeau, M. Daniel Cadieux, M. Lucien Côté, Mme Diane Desaulniers, Mme Diane Doré, Me Raymond Gouin, M. Montcalm Houle, Mme Gisèle Lalonde, Mme Marie Lapointe, Mgr. Gilles Lavergne, M. Jacques Legendre*, M. Aimé A. Lepage, M. Guy Levert, Mme Micheline Marquis, M. Dominique Martel, Mme Lise Milotte, Mme Georgette Patenaude, M. Gérald R. Savoie, M. Matthew Semple, M. Pierre Xatruch

ASSOCIATION DES AUXILIAIRES / BÉNÉVOLES

PRÉSIDENTE : Mme Lise Milotte, VICE-PRÉSIDENTES : Mme Estelle Daigle et Mme Denyse Brisson TRÉSORIER : M. Gilles Denis, SECRÉTAIRE : vacant, CHEF DE SERVICE ET ADJOINT AU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : M. Marc P. Desjardins

ADMINISTRATEURS

Mme Angeline Fortier, Mme Pauline Montpetit, Mme Hélène Rochon, Mme Jeanne D'Arc Legault, Sœur Gisèle Lambert, Sœur Marguerite Piperno, Mme Claire Johnston, Mme Huguette Gatien

*Légende : * quitté en cours de mandat*

BILAN

AU 31 MARS 2002

	2002	2001
ACTIF À COURT TERME		
DÉBITEURS PROVENANT DES SERVICES AUX PATIENTS	2 598 779	4 292 620 $
AUTRES DÉBITEURS	1 272 017	3 177 287
STOCKS	667 958	731 505
FRAIS IMPUTABLES AU PROCHAIN EXERCICE	306 147	285 866
	4 844 901	8 487 278
IMMOBILISATIONS	32 524 820	24 839 707
TOTAL DES ACTIFS	37 369 721	33 326 985 $
PASSIF À COURT TERME		
ENDETTEMENT BANCAIRE	4 107 776	4 141 671 $
CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS	10 146 971	6 655 598
PARTIE COURANTE DE LA DETTE À LONG TERME ÉCHÉANT AU COURS DU PROCHAIN EXERCICE	313 999	305 725
	14 568 746	11 102 994
OBLIGATION AU TITRE DE PRESTATIONS CONSTITUÉES	83 300	130 900
DETTE À LONG TERME	762 500	1 063 999
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS	23 086 934	19 232 234
	38 501 480	31 530 127
ACTIFS NETS		
ACTIFS NETS INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	8 361 387	4 237 749
DÉFICIT CUMULÉ	(9 493 146)	(2 440 891)
	(1 131 759)	1 796 858
TOTAL DU PASSIF ET DES ACTIFS NETS	37 369 721	33 326 985 $

LES ÉTATS FINANCIERS COMPLETS VÉRIFIÉS LE 15 MAI 2002 PAR MARCIL, LAVALLÉE, LOYER ET ASSOCIÉS, COMPTABLES AGRÉÉS, SONT DISPONIBLES SUR DEMANDE EN COMPOSANT LE (613) 746-4621 POSTE 2300 OU EN ÉCRIVANT À : LA DIRECTION GÉNÉRALE, HÔPITAL MONTFORT, 713, CHEMIN MONTRÉAL, OTTAWA (ONTARIO) K1K 0T2

LOI DE 1996 SUR LA DIVULGATION DE TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

EN VERTU DE CETTE LOI, LES ORGANISMES PUBLICS DOIVENT DIVULGUER ANNUELLEMENT AVANT LE 31 MARS LES RENSEIGNEMENTS SE RAPPORTANT À CERTAINS MEMBRES DU PERSONNEL QUI GAGNENT 100 000 $ OU PLUS PAR ANNÉE. CETTE DIVULGATION S'APPLIQUE À M. GÉRALD R. SAVOIE, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, DONT LE SALAIRE VERSÉ EST DE 229 283 $ ET LES AVANTAGES IMPOSABLES SONT DE 1 908 $, À DRE MAUREEN CARLIER, PATHOLOGISTE, DONT LE SALAIRE VERSÉ EST DE 136 227 $ ET LES AVANTAGES IMPOSABLES SONT DE 819 $, À DR JOHN JOANISSE, VICE-PRÉSIDENT, AFFAIRES ACADÉMIQUES, DONT LE SALAIRE VERSÉ EST DE 131 890 $ ET LES AVANTAGES IMPOSABLES SONT DE 1 543 $, À M. P. MARC JOYAL, C.A., VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET VICE-PRÉSIDENT, ADMINISTRATION DES AFFAIRES ET FINANCES, DONT LE SALAIRE VERSÉ EST DE 125 873 $ ET LES AVANTAGES IMPOSABLES SONT DE 4 384 $, AINSI QU'À MME DIANE PLANTE, VICE-PRÉSIDENTE, SERVICES CLINIQUES, DONT LE SALAIRE VERSÉ EST DE 110 729 $ ET LES AVANTAGES IMPOSABLES SONT DE 1 296 $.

STATISTIQUES

PROFIL DES ACTIVITÉS

	AU 31 MARS 2002	AU 31 MARS 2001
MOYENNE DE LITS DRESSÉS	145	162
ADMISSIONS	6 848	7 249
NAISSANCES	1 184	1 118
JOURS PRÉSENCES	52 163	58 596
INTERVENTIONS ET PROCÉDURES CHIRURGICALES	11 855	10 684
VISITES - SOINS D'URGENCE	32 097	30 563
VISITES - SOINS DE JOUR	15 530	14 422
VISITES - CLINIQUES EXTERNES	46 038	46 225
VISITES - SERVICES DIAGNOSTIQUES, THÉRAPEUTIQUES ET AUTRES	94 479	85 302
NOMBRE D'EMPLOYÉS ÉQUIVALENTS PLEIN TEMPS	556	535

ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2002

	2002 BUDGET (NON VÉRIFIÉ)	2002 RÉEL	2001 RÉEL
PRODUITS			
APPORTS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE DE L'ONTARIO	36 477 795	37 404 790	37 099 311 $
RÉGIME DE L'ASSURANCE-MALADIE DE L'ONTARIO	2 573 914	2 646 161	2 446 609
RÉGIMES DE L'ASSURANCE-MALADIE D'AUTRES PROVINCES	2 745 836	3 026 584	3 031 063
AUTRES RÉGIMES	851 917	1 261 007	926 523
SUPPLÉMENTS POUR CHAMBRES	1 970 001	2 076 486	2 118 699
QUOTE-PART DES PATIENTS	109 483	131 246	145 856
AMBULANCE	137 171	145 416	138 279
PRODUITS ET SERVICES	646 370	899 031	577 305
AUTRES REVENUS	742 605	1 086 016	1 253 192
AUTRES CRÉDITS	3 209 053	2 480 018	1 794 145
TOTAL DES PRODUITS	49 464 145	51 156 755	49 530 982
CHARGES			
TRAITEMENTS ET SALAIRES	27 443 473	27 221 006	25 456 862
AVANTAGES SOCIAUX	6 031 427	6 253 194	5 838 490
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL MÉDICAL	2 468 456	2 814 995	2 328 370
FOURNITURES ET AUTRES DÉPENSES	8 438 284	8 528 892	8 236 937
LOCATION DE MATÉRIEL ET D'ESPACE	932 114	789 693	893 692
FOURNITURES MÉDICALES ET CHIRURGICALES	2 509 791	2 767 274	2 439 943
MÉDICAMENTS	1 265 446	1 386 875	1 339 755
INTÉRÊTS	879 380	176 390	120 239
MAUVAISES CRÉANCES	120 000	91 275	131 289
AMORTISSEMENT DU MATÉRIEL ET DES BIENS LOUÉS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION	1 515 327	988 770	716 575
AUTRES CRÉDITS - FRAIS AFFÉRENTS	3 209 053	2 480 018	1 794 145
TOTAL DES CHARGES	54 812 751	53 507 276	49 296 297
EXCÉDENT DES (CHARGES SUR LES PRODUITS) PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT CE QUI SUIT :	(5 348 606)	(2 350 521)	234 685
AMORTISSEMENT DES BÂTIMENTS ET DE L'ÉQUIPEMENT SUBVENTIONNÉS - NET	(331 026)	(578 096)	(308 527)
EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	(5 679 632)	(2 928 617)	(73 842) $





DISCOURS DE GÉRALD SAVOIE DEVANT LA COMMISSION ROMANOW: L'IMPACT CONSTITUTIONNEL DU JUGEMENT MONTFORT

LE 28 MAI DERNIER, LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'HÔPITAL MONTFORT, M. GÉRALD SAVOIE, COMPARAISSAIT DEVANT LA COMMISSION SUR L'AVENIR DES SOINS DE SANTÉ AU CANADA, PRÉSIDÉE PAR L'EX-PREMIER MINISTRE DE LA SASKATCHEWAN, M. ROY ROMANOW.

LE PUISSANT MESSAGE LIVRÉ PAR M. SAVOIE TRAITAIT DE L'IMPACT DU JUGEMENT MONTFORT SUR LES RESPONSABILITÉS CONSTITUTIONNELLES DE TOUS LES GOUVERNEMENTS ET DE TOUTES LEURS INSTANCES A IMPRESSIONNÉ LA COMMISSION. EN CONCLUSION, LE PDG DE MONTFORT DEMANDAIT À LA COMMISSION D'AJOUTER UN SIXIÈME PRINCIPE À LA LOI CANADIENNE SUR LA SANTÉ, GARANTISSANT L'ACCÈS À DES SERVICES DANS LEUR LANGUE AUX MINORITÉS LINGUISTIQUES.

LE PRÉSIDENT ROMANOW DÉCLARAIT AUX JOURNALISTES PAR LA SUITE QU'IL SERAIT ASSURÉMENT QUESTION DES MINORITÉS LINGUISTIQUES DANS LE RAPPORT FINAL DE SA COMMISSION.

VOICI DES EXTRAITS DU DISCOURS LIVRÉ PAR M. GÉRALD SAVOIE:

"...Le symbole puissant qu'est devenu Montfort pour tous les francophones du pays au cours de ces cinq années de lutte pour sa survie, dépasse le domaine des soins de santé. En fait, ce symbole va au coeur même de notre conception du Canada, de notre histoire, de nos valeurs nationales et, sans contredit, de notre Constitution.

Une fois de plus, les francophones minoritaires de l'Ontario et du Canada se sont retrouvés face à un tournant décisif de leur histoire, confrontés à leur propre disparition.

"...L'enjeu était encore plus grand, M. le Président, que la simple survie de Montfort. Nous ne pouvions pas nous permettre de perdre cette lutte. Parce qu'il y allait de notre propre survie comme francophones, comme peuple fondateur de ce pays... Comme les cours de justice l'ont compris, notre défaite aurait été un signal indéniable à toutes les générations de francophones minoritaires, un signal qu'ils n'ont pas leur place dans ce pays comme citoyens et citoyennes à part entière."

"...Acculés au mur par l'intransigeance de la Commission de restructuration, nous n'avons pas eu d'autre choix que de recourir à la sagesse des tribunaux... Dans deux jugements successifs, en Cour divisionnaire et en Cour d'appel de l'Ontario, six juges ont unanimement décidé que la Constitution de 1867 qui donnait naissance au Canada ne permettait pas à un gouvernement provincial de faire abstraction de l'une de nos valeurs fondamentales, celle du respect et de la protection des droits de minorités.

Le jugement historique de Montfort plane maintenant, M. le Président, sur toutes les politiques, toutes les initiatives, toutes les décisions prises par tous les gouvernements de notre pays, autant que sur leurs ministères et sur leurs Commissions.

"...M. le Président... vous me permettrez de citer un extrait du discours que vous prononciez à Oxford, en Angleterre, en novembre 2001:

> ***" POUR MOI, LA VISION ET LES VALEURS VONT DE PAIR. IL EST CLAIR QUE LE CANADA, EN TANT QUE PAYS, NE POURRA FAIRE DE PROGRÈS VERS LA RÉFORME DE SON SYSTÈME DE SANTÉ À MOINS QUE LES NOUVELLES ORIENTATIONS PROPOSÉES NE REFLÈTENT LES VALEURS PARTAGÉES PAR TOUS LES CANADIENS.***
>
> ***... NOUS DEVONS FAIRE EN SORTE QUE CES VALEURS SE REFLÈTENT DANS LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES QUE NOUS ADOPTONS...***

"...Or, si Montfort a pu résister et obtenir justice en bout de ligne, c'est sans aucun doute parce que toute notre action, toutes nos paroles, toute notre détermination à refuser d'accepter moins que le minimum vital était fondées sur une valeur fondamentale à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes: celle du respect et de la protection des droits des minorités.

Et ce que deux cours de justice ont statué est que non seulement la Constitution de 1867 soutenait ce principe fondamental, mais aussi que ce principe était associé de responsabilités constitutionnelles puissantes envers la minorité pour tous les gouvernements du pays..

Il est important d'insister sur le fait que le respect des droits des minorités, cette dualité linguistique du Canada, ne date pas d'hier, de la Loi sur les langues officielles ou de l'adoption de notre Charte canadienne des droits et libertés, en 1982. C'était l'une des préoccupations majeures des fondateurs du Canada....

... La Cour d'appel de l'Ontario affirme dans le jugement Montfort que le Canada n'existerait pas, sans ce principe fondamental...

La Cour d'appel écrit:

> ***" LES PROTECTIONS ACCORDÉES AUX MINORITÉS LINGUISTIQUES ET RELIGIEUSES SONT UN TRAIT ESSENTIEL DE LA CONSTITUTION D'ORIGINE DE 1867, <u>SANS LEQUEL LA CONFÉDÉRATION NE SERAIT PAS NÉE.</u>" (NOUS SOULIGNONS)***

La Cour cite aussi un Renvoi daté de 1932, où Lord Sankey L.C. écrivait:

> ***" IL EST IMPORTANT DE NE PAS PERDRE DE VUE QUE LE MAINTIEN DES DROITS DES MINORITÉS ÉTAIT L'UNE DES CONDITIONS AUXQUELLES CES MINORITÉS CONSENTAIENT À ENTRER DANS LA FÉDÉRATION ET QU'IL CONSTITUAIT <u>LA BASE SUR LAQUELLE TOUTE LA STRUCTURE ALLAIT PAR LA SUITE ÊTRE ÉRIGÉE."</u> (NOUS SOULIGNONS)***

Et la Cour d'appel ajoute catégoriquement:

> ***" LA PROTECTION DES MINORITÉS LINGUISTIQUES EST ESSENTIELLE À NOTRE PAYS.""***

... on n'a qu'à jeter un coup d'oeil rapide sur l'histoire du Canada pour se rendre compte que loin d'avoir été fidèles à la promesse des Pères de la Confédération, nos gouvernements ont allègrement piétiné les droits et saccagé les institutions de la minorité francophone.

C'est cependant le jugement dans la cause de Montfort qui a créé le précédent à l'effet que ce principe constitutionnel s'appliquait concrètement et légalement dans des décisions gouvernementales ayant un impact important sur la survie et le bien de la minorité francophone.

"Dans son jugement la Cour d'appel de l'Ontario affirme:

> ***"<u>LES VALEURS CONSTITUTIONNELLES FONDAMENTALES</u> ONT UNE FORCE JURIDIQUE NORMATIVE. MÊME SI LE TEXTE DE LA CONSTITUTION NE CONTIENT PAS EXPRESSÉMENT UN DROIT SPÉCIFIQUE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE SANCTIONNÉ PAR LES TRIBUNAUX, LES VALEURS CONSTITUTIONNELLES DOIVENT ÊTRE PRISE EN COMPTE DANS L'ÉVALUATION DE LA VALIDITÉ OU DE LA LÉGALITÉ D'UNE ACTION GOUVERNEMENTALE". (NOUS SOULIGNONS)***

L'une des raisons majeures expliquant un comportement aussi néfaste à la minorité (de la part de nos gouvernemnts) est que depuis des décennies, des gouvernements provinciaux –dont celui de l'Ontario— nous ont fait l'insulte suprême de nous qualifier avec désinvolture, pour ne pas dire avec mépris, de "groupe d'intérêt". Qu'on se le dise une fois pour toutes à tous les paliers de tous les gouvernements du Canada: Les francophones de ce pays ne sont pas, n'ont jamais été et ne seront jamais, tant que le Canada existera, un groupe d'intérêt. De les traiter ainsi est de dire que la majorité anglophone est aussi un groupe d'intérêt. Nous sommes des Canadiens et des Canadiennes issus d'un peuple fondateur français, nous sommes fiers de l'être."

...Les instances gouvernementales ont aussi tendance à dire parfois que Loi sur les langues officielles du Canada, par exemple, couvre toutes ces possibilités. Ce qu'on revient à dire en réalité est que le fardeau revient à la minorité de prouver que la loi et la Constitution ne sont pas respectées. Que les gouvernements et leurs commissions n'ont pas, contrairement à ce que dit la Cour, la responsabilité constitutionnelle de toujours tenir compte du principe de respect et de protection des droits de la minorité.

Prenons l'exemple frappant du Président de la Commission de restructuration des services de santé de l'Ontario, le docteur Duncan Sinclair, qui écrivait une lettre à Montfort affirmant que sa Commission n'avait pas considéré le rôle plus large de Montfort en tant qu'agent pour la sauvegarde de la langue et de la culture des Franco-Ontariens, et qu'un milieu francophone était essentiel à cet égard

" Le débat de ce point de vue, écrivait le docteur Sinclair, ne fait pas partie du mandat de la Commission de restructuration des services de santé".

La Cour d'appel de l'Ontario a cité trois fois dans le jugement Montfort, cette lettre du docteur Sinclair. Et les juges ont conclu:

> ***" LA COMMISSION ÉTAIT OBLIGÉE PAR LA LOI [QUI LA CRÉAIT] D'EXERCER SES POUVOIRS <u>CONFORMÉMENT À L'INTÉRÊT PUBLIC</u>. AFIN DE DÉCIDER CE QUI ÉTAIT DE L'INTÉRÊT PUBLIC, LA COMMISSION ÉTAIT TENUE DE PRENDRE EN CONSIDÉRATION LE PRINCIPE CONSTITUTIONNEL FONDAMENTAL DU RESPECT ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS."(NOUS SOULIGNONS ITAL. PAR LA COUR)***

Ce que j'essaie de vous transmettre, M. le Président, sur la force du jugement Montfort, est que l'initiative de voir au respect des droits des minorités revient à vous. Que ce n'est pas une simple question de traduction, ou d'offre possible de services, une fois qu'on aura réglé le cas de la majorité.

En fait, ce n'est même pas seulement une question de langue. Il s'agit pour vous, comme pour tous nos gouvernements, de toujours tenir compte des besoins et des droits de la minorité, puisque ces droits fondamentaux imprègnent tout le texte de la Constitution qui a créé notre pays....

Nous parlons de la vie de toute une culture, de tout un peuple. De réduire cela à une simple question de langue, est de nier l'existence de cette culture et des droits d'un des peuples fondateurs du Canada.

Tout au long du 20e siècle, l'assimilation de milliers de francophones à la langue et à la culture de la majorité est directement attribuable à ces attitudes, à ces comportements et à ces décisions de nos gouvernements qui ont eu pour effet certain de nier aux francophones leur droit à l'égalité garanti pourtant par la Constitution qui créait le Canada....Dans la foulée de la cause de Montfort, qui a consacré les droits des minorités francophones à l'égalité, la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada se doit de prendre cette responsabilité et d'envoyer un message clair à tous les Canadiens et les Canadiennes qui partagent cette valeur qu'est la dualité linguistique. D'en faire abstraction serait de perpétuer les erreurs de notre histoire.De même, je vous incite par ailleurs à considérer sérieusement l'ajout d'un sixième principe à la Loi canadienne sur la santé, assurant aux minorités linguistiques l'accès à des services de santé dans l'une des deux langues officielles. Ce principe est d'ailleurs, quant à nous, constitutionnellement requis."

Les gens de Montfort : de toutes les professions, de tous les métiers...

Montfort's personnel: of all professions, of all trades...

Le nom Montfort évoque toujours des images de nos médecins et de nos infirmières hors pair. On oublie trop facilement que plus de 50% des employés de Montfort accomplissent d'autres tâches aussi essentielles au succès de l'établissement et à la qualité des services à la clientèle. De la plomberie à la physiothérapie, de la santé mentale à la comptabilité, Montfort ne pourrait fonctionner comme hôpital sans l'apport de tout son monde.

Nous avons recueilli les commentaires de ces professionnels et de ces gens de métier sur l'année qui vient de s'écouler à Montfort.

The name Montfort naturally evokes images of our excellent doctors and nurses. We too easily forget that more than 50% of Montfort's employees contribute in other essential ways to the success of the establishment and to the quality of the services we provide for our clientele. From plumbing to physiotherapy, from mental health to accounting, Montfort could not function as a hospital without the support of each and every member of its staff.

Here are some of the comments we gathered from these other professionals and trade employees on the year that just ended at Montfort.

M. Denis Melançon
Services techniques/Technical Services

"Cette année, le nouveau système de climatisation de l'Hôpital a réduit certaines de nos tâches. On n'a plus besoin d'installer ou d'enlever des petits climatiseurs des fenêtres. Ça nous *libère pour faire d'autres tâches plus* importantes d'entretien physique pour les chambres des patients, par exemple. J'ai hâte qu'on complète le système sur les autres étages..."

"This year, the Hospital's new air conditioning system has reduced some of our chores. We don't have to install or take out small window air conditioners anymore. That frees us up to give better care to other responsibilities, such as the maintenance of patients' rooms. I can't wait to see the system finished."



Mme Marie-Claude Poirier
Physiothérapeute/Physiotherapist

"En physio, nos volumes de patients ont beaucoup augmenté cette année avec l'augmentation -des cas au bloc opératoire. Il y a plus de cas en chirurgie d'un jour, plus de cas d'orthopédie en particulier, plus de remplacement de genoux et de hanches, donc plus de cas de réadaptation pour nous après l'opération, mais aussi en pré-admission."

"In physio, our patient ratios really grew this year with the increase in operating bloc cases. We have more day surgeries, more orthopaedic cases especially, more knee and hip replacements, which means more readaptation cases for us post-op, but also in pre-admission."



Mme Isabelle Dufour
Préposée aux archives/Archives clerk

"Ça roule tout le temps aux archives! Nous avons ici tous les dossiers des patients et nous devons répondre tous les jours aux demandes de l'urgence et des autres services cliniques pour ces dossiers."

"It's busy all the time in the archives! We hold here all the patients' files and we must answer on a daily basis all the requests from the ER or other clinical services."



Mme Dao Le
Pharmacienne/Pharmacist

"Le nouveau système Meditech qui entre en opération bientôt sera beaucoup plus efficace pour notre service, puisqu'il enregistrera toutes les doses de médicaments données au patient par chaque infirmière. Ce sera un meilleur outil pour les services cliniques."

"The new Meditech computer system that will come on stream soon will be much more efficient for our service, since it will register all the medication doses given to the patient by each nurse."





M. André Demoors
Service de stérilisation et de décontamination/Sterilization and decontamination services

"L'augmentation des cas en chirurgie a amplifié notre charge de travail cette année. Nous devons stériliser et décontaminer un plus grand nombre d'instruments du bloc opératoire. Notre travail consiste à laver chaque instrument, les décontaminer, les vérifier, les mettre dans un plateau de stérilisation et les entreposer en sécurité à la salle d'opération."

"The increase in surgery cases this year has added to our workload. We must sterilize and decontaminate a greater number of instruments. Our work consists in washing, decontaminating, verifying, sterilizing and securing each instrument in the operating room."



Mme Liette Mercier
Analyste financière/Financial analyst

"Les services financiers sont la fin de la boucle de l'Hôpital. Tous les patients finissent ici. Les réclamations d'assurance-maladie, d'assurance privée, etc. D'ici un mois, le nouveau système informatique Meditech entre en service et ce sera très important pour nous."

"The buck stops at the financial services. All patients end up here. The OHIP and private insurance claims, etc. In about a month, our new computer system Meditech will come into operation and that will be very important to us."



Mme Renée J. Barbeau
Travailleuse sociale/Social worker

"L'événement de l'année pour moi, c'est notre victoire légale. Depuis que je suis à Montfort, la francophonie est beaucoup plus importante pour moi. La travailleuse sociale dans un hôpital traite la totalité du patient, pas seulement son côté médical. Nous tenons compte de ses circonstances de vie, de son environnement, de son histoire personnelle, pour que nous soyons en mesure de répondre à tous ses besoins."

"For me, the event of the year was our legal victory. Ever since I've been at Montfort, francophone issues have become much more important in my life. The social worker, in a hospital, treats the totality of the patient, not only the medical aspect. We take into account the patient's life circumstances, his environment, his personal history, so that we may better address his needs."



M. Germain Labelle
Assistant en psychiatrie/Psychiatric assistant

"L'une de nos grandes réalisations cette année en santé mentale, a été la mise en commun, l'intégration, des services communautaires disponibles pour nous aider à faire un suivi auprès des clients qui ont été hospitalisés. Nos patients auront maintenant directement accès aux services d'institutions comme : Le Patro, L'Élan, Horizons Renaissance. C'est très avantageux pour eux. Il s'agit surtout d'activités récréatives pour aider les clients à reprendre la vie en communauté, à se faire des amis."

"One of our major accomplishments this year in Mental Health was our integration with services available in the community to help us provide continued support to clients who have been hospitalized. Our patients now have direct access to services offered by institutions like: Le Patro, L'Élan, Horizons Renaissance. It is very advantageous to them. Mainly for recreational activities that help the patient find a new life in the community, make new friends."

ANNUAL REPORT 2001 2002



Tenacity and perseverance

★★★★★

5 STARS HOSPITAL





PIERRE J. C. LEFEBVRE

VICTORY IS OURS, NOW THE WORK BEGINS

BY PIERRE J.C. LEFEBVRE
CHAIR, BOARD OF TRUSTEES, MONTFORT HOSPITAL

Paradoxical though it may seem, experience invariably shows that for individuals and for organizations, every crisis is also an opportunity. It shows, too, that it is only people and organizations with backbone that can first realize this, then turn it to advantage.

It's rather like catching a wave.

It has become a truism that Montfort has been through the biggest crisis in its history, and certainly one of the biggest in the history of the Franco-Ontarian community, over the last five years. Like that community, you could say that we know a crisis when we see one.

Yet we had to pull out all the stops in order to transform what was a death sentence into a victory so resounding that it will be years before we can assess its full impact. Montfort rewrote the book on how to manage a crisis and how to emerge from it even stronger.

The bedrock I have in mind is people like Michelle de Courville Nicol, who was absolutely unshakable as Chairperson of the Board of Trustees through five critical years; like Gisèle Lalonde, a living legend; like Gérald Savoie, a Chief Executive Officer of exceptional courage and leadership, who maintained the unity and solidarity of the Montfort's people from beginning to end of the crisis; like the staff, the professionals, the doctors and the volunteers of the Montfort, the heart of the institution; and like every member of the Franco-Ontarian community, which mobilized as never before.

IN TRUTH, WE SHOULD NOT BE SURPRISED. MONTFORT HOSPITAL IS AN INSTITUTION THAT WAS BUILT BY THE INDIVIDUAL EFFORTS OF MEMBERS OF THE FRANCO-ONTARIAN COMMUNITY, A PROCESS THAT HAS BEEN ELOQUENTLY DESCRIBED BY THE LATE FRANCO-ONTARIAN SOCIOLOGIST, ROGER BERNARD. ALTHOUGH IT WAS A LABORIOUS PROCESS, THE RESULT IS THAT IT IS ANCHORED IN BEDROCK, AND EVERY BRICK OF THE MONTFORT IS AS SOLID AS THE ONE IT RESTS ON.

Allow me to draw a comparison between what happened to us and an election victory. There is no better feeling for a politician than the excitement of victory after what is almost always a hard-fought campaign. On victory night, you celebrate. You had better, because the real work, most of it unseen and unsung, starts the morning after, and lasts four years.

At the end of the four years, a public that is unaware of most of the work done will render its verdict.

Without wishing to dampen our collective joy, I want to say that our real work at Montfort has just begin. After the intoxicating moments we have all shared since the opening insult of February 1997, after the roller-coaster ride, there is a strong temptation to feel that we have just slipped back into the routine.

This is a mistake to be avoided at all costs. The Montfort saga continues, more quietly and perhaps less gratifyingly, but nevertheless it continues. Now more than ever we need the individual efforts of every one of us, to ensure that this our greatest victory becomes the springboard to a limitless future for the Montfort Hospital and for all francophones in Ontario and in Canada.

We shall not disappear from the public stage. On the contrary, the Montfort will remain the focus of observers who will render their verdict a few years down the road on what our struggle has really produced: the price of glory.

Time did not stand still on December 9, when the Court of Appeal of Ontario handed down its judgment. In fact, the clock started ticking. The Hospital's management has redoubled its efforts to bring some major projects to completion, all designed to improve, diversify and expand the care and the services we provide.

You don't need a degree in hospital administration to understand that success depends largely on the funding we are able to obtain. The management is sparing no effort to see that the Montfort, now the least well funded hospital in Ontario, finally gets proper government funding.

To achieve our objectives, however, and meet the expectations of the francophone community, the Montfort will have to do even more. This is why the Montfort Hospital Foundation will be embarking officially this year on a major fundraising campaign; this will be the biggest in its history, and the biggest in the history of the Hospital. The Foundation has already been actively working on this campaign for the past two years.

It is by successfully executing all our projects for the good of the public that we will truly do justice to our struggle for victory and to all those who gave so much to earn it.

MICHELLE DE COURVILLE NICOL WENT BEYOND THE LIMITS OF HER MANDATE

MICHELLE DE COURVILLE NICOL LEAVES AN INDELIBLE MARK ON THE HISTORY OF THIS INSTITUTION AND OF THE FRANCO-ONTARIAN COMMUNITY. THUS, WE ARE MERELY GIVING BACK ONE SMALL PART OF ALL THAT SHE HAS GIVEN US, IN PROVIDING THE HOSPITAL WITH A MEMENTO OF HER UNFORGETTABLE TENURE.


MICHELLE DE COURVILLE NICOL

BY PIERRE J.C. LEFEBVRE
CHAIR, BOARD OF TRUSTEES, MONTFORT HOSPITAL

The honour is a modest one in comparison to the enormous task she accomplished, but it is with enthusiasm and gratitude that the Board of Trustees of Montfort Hospital has immortalized the name of Michelle de Courville Nicol, our outgoing Chairperson, who led the Board through the five-year struggle to save our Hospital.

The Board's meeting room will henceforth be known as the Michelle de Courville Nicol Room, in honour of this great leader of the Franco-Ontarian community.

This unprecedented gesture will not only serve to honour our outgoing Chairperson, but the name bestowed on our meeting room will remind all those who have difficult decisions to make in the future, affecting the development of Montfort and the Franco-Ontarian community, of the fine example of leadership set by Michelle de Courville Nicol in her unswerving commitment.

As a volunteer Chair, Michelle did not just fulfil her mandate in every sense: she went far beyond its outer limits.

First, and exceptionally, the Board renewed her term as Chair for a sixth year in a row, when after she served out the mandate of Gérard Raymond and two mandates in her own right, the members of the Association made a special request that she stay on the job for an additional year. This decision in itself was evidence of the trust Michelle inspired in her colleagues.

She had unexpectedly inherited the gravest crisis in the history of Montfort, and it is in times of crisis that we recognize real leaders. Through the ups and downs of a five-year battle, she bore the burden of office and the enormous responsibilities that go with it, and never flinched.

She responded every time we turned to her – which meant several times a week for five years – balancing the demands of her daily work, her family and the even greater and more stressful demands of Montfort case. Everyone who was with her through those times could only marvel at the energy, the tenacity and the toughness she displayed.

Michelle also elected to be a co-applicant, with Gisèle Lalonde and the Montfort Hospital, in the court case that led to a stunning victory in the Ontario Court of Appeal on December 7, 2001. This, too, was an act of courageous leadership, utterly in keeping with her performance in general.

She built herself a reputation as someone wielding an iron fist in a velvet glove. Rarely did we glimpse any fiery pronouncements on Michelle's part, but the President of SOS Montfort, Gisèle Lalonde, who is known and admired for her forthrightness, has described Michelle as complementing her with an image of calm determination amid the tumult of battle.

Gisèle adds that in private, "Michelle was worse than I was," in speaking of their foes in the battle to save the Hospital.









SETTING OUR SIGHTS ON QUALITY OF WORKING LIFE

GÉRALD R. SAVOIE
PRÉSIDENT AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER, MONTFORT HOSPITAL

THE MEDAL ADORNING THE COVER PAGE OF THIS YEAR'S ANNUAL REPORT IS FRAUGHT WITH MEANING.

This decoration, which was awarded to all Montfort employees, health-care professionals, physicians and volunteers in March after confirmation of our legal victory, symbolizes what the "Montfort" name is all about.

"Tenacity and perseverance" reads the medal, which is overlain by the five stars that represent our mark of excellence. These two words alone represent the Hospital's entire history, from its five-year struggle for survival to its upcoming 50th anniversary in 2003.

The medal was awarded in recognition of everyone at the Hospital who stayed on or joined us during the crisis, despite the enormous cloud of uncertainty that hovered over the institution. They are entirely responsible for the fact that, five years later, the Hospital is not only still providing top-quality care as one of the province's most outstanding health-care establishments but has continued to grow, dispensing even more services than before.

We had every reason to acknowledge those without whose efforts our final victory would never have been achieved. Gisèle Lalonde and Michelle de Courville Nicol, the two applicants in the Montfort's legal action, head up this list, and of course the tireless efforts of "S.O.S. Montfort" and the Hospital would have been in vain without the indefatigable support of our wonderful Franco-Ontarian community.

But where would we be now if our staff had not kept up the good fight? What would our victory be worth if our physicians had not all decided to stay on? How could we have hoped to prevail if health-care professionals from all over had not decided to come to the Hospital despite the fact that their careers were far from being guaranteed?

It is painful to recall that 1997 state of affairs, but without the unwavering loyalty of our staff, the government of Ontario would have been right: the Montfort would have been nothing more than "bricks and mortar".

It is precisely because the Hospital has always been more than this, because it has a soul—because the spirit of our pioneers can be felt in each corridor, because the people who work here are in a class by themselves—that we managed to succeed where other institutions have failed.

Management will forever owe our employees, professionals, physicians and volunteers a debt of gratitude.

REPAYING THEIR EFFORTS

While we made a commitment to that effect three years ago, over the past year the Hospital has launched specific initiatives aimed at meeting the institution's number-one goal. An internal survey was conducted, and a special committee established to determine how to improve the quality of working life here at the Hospital.

Client surveys giving the Montfort a five-star rating would seem to indicate that such improvements are not needed. However, the fact is that our staff had to make a superhuman effort to make it through the past five years, and the budget cuts imposed over the last several years meant our resources were stretched beyond the breaking point.

THE TIME HAS THEREFORE COME FOR MANAGEMENT TO CONSIDER THOSE WHO GAVE SO MUCH AND EARNED US A NATION-WIDE REPUTATION, AND TRY TO MAKE THE MONTFORT A PLACE WHERE THE QUALITY OF WORKING LIFE IS THE BEST IN THE COUNTRY.

Our ability to improve the quality of working life is just as important for our clients as it is for our staff. An environment in which people enjoy working and can communicate well, that can boast the latest equipment and has enough employees to ensure that no one is overloaded, is one that cannot help but be better for patients.

A hospital is an institution in which service quality depends directly on the willingness of staff to give their all. The Montfort cannot afford to rest on its laurels, taking for granted that things will always turn out for the best. In the interests of everyone, we must act.

Canada's health-care system is currently experiencing one of the worst staff shortages ever seen. There is a lack of nurses and health-care professionals everywhere, and even our large urban centres do not have enough physicians. As a result, the competition between institutions for personnel and doctors is intense. The Montfort, moreover, faces the additional problem of having to recruit bilingual employees.

Experts tell us that, over the challenging years ahead, the organizations that succeed will be those that provide staff with the most gratifying work environment. Indeed, in periods of shortage, the job market offers an embarrassment of choices, both in Canada and abroad. In many cases, people will opt for employers offering a high quality of working life.

KEEPING UP OUR MOMENTUM

As CEO, I'm pleased to say that the Hospital, rather than being satisfied with its legal victory, is working hard to set and accomplish new goals.

Topping the list is our initiative to ensure the best quality of working life possible for our employees, physicians, professionals and volunteers. This is a priority project we must bring to fruition, not only for our staff, but for our patients as well.

This year we inaugurated the University of Ottawa's Centre national de formation en santé (CNFS), or national training centre for health professionals, at the Montfort—the physical and human infrastructure for our Canada-wide academic mission. The related responsibilities and potential are enormous, given that the Centre can help make generations of francophones self-sufficient with respect to their health.

The Hospital is still in the process of completing renovations undertaken as part of a vast occupational health and safety project worth $26 million, and continues to purchase state-of-the-art equipment such as a new mammography machine that has enabled us to join the Ontario Breast Screening Program. Just as important for families, our Family Birthing Centre has almost completed a qualification process that will make the Hospital the first in Ontario to gain "Baby-Friendly Hospital " status.

In December, the new 128-bed long-term care centre will welcome its first residents. As these various projects are being implemented, the Montfort is conducting an aggressive recruitment drive—a drive that, even amidst the aforementioned shortages, allowed us to hire about 60 new nurses in April and May.

The Hospital intends to meet these challenges with the same enthusiasm and determination we have shown over the past five years. We cannot allow ourselves to fail: excellence is our destiny.







MONTFORT BECOMES THE FIRST HOSPITAL IN OTTAWA TO OFFER THE ONTARIO BREAST SCREENING PROGRAM

BY MRS. CÉLINE LACROIX
COORDONATOR, DIAGNOSTIC IMAGING SERVICES, MONTFORT HOSPITAL

On March 22, 2002, Montfort Hospital opened its Mammography Centre, thus becoming the only area hospital to offer the *Ontario Breast Screening Program* in house.

Since that date, our clients have been welcomed into newly refurbished premises where mammograms are performed on new equipment that produces results of unmatched photographic quality. The Montfort acquired this new equipment at a cost of $185,000.

Francophone women who, in the past, had to go to a screening centre in west-end Ottawa can now have the procedure in French in a Franco-Ontarian environment.

These tests are available to all our clients, although the Program itself is aimed specifically at women over 50 with no breast cancer in their family's medical history. They can be referred to our Centre by their doctor, or they can simply walk in and arrange an appointment without a doctor's referral.

In other words, the staff who provide this service at the Montfort are among the best-qualified in the province or, for that matter, in Canada. At the Montfort, we take the approach that when we take care of a woman, we are taking care of her whole family.

ACCREDITATION UNDER THE PROGRAM DEMANDS VERY STRICT STANDARDS WITH RESPECT BOTH TO THE SKILLS OF THE NURSES, TECHNICIANS AND DOCTORS WHO DO THE TESTS, AND TO THE ACCURACY OF THE EQUIPMENT THEY USE.

THE MONTFORT A "BABY-FRIENDLY" HOSPITAL

In an ongoing effort to provide top-quality care, the Montfort Hospital has, over the past year, been involved in a process to gain "Baby-Friendly Hospital " status. This certification is granted when a health-care institution meets the requirements of a program sponsored jointly by the World Health Organization (WHO) and UNICEF.

The main purpose of the Program is to create an optimal environment for the promotion, protection and support of breastfeeding, in which the family is the focus of all clinical and support activities for mother, family and infant.

As part of its community mission, the Family Birthing Centre is devoted exclusively to mother and infant care from a family perspective. The Centre's goal is to ensure that birth is a normal, healthy and unique experience for every woman, and that a range of perinatal services are available before, during and after delivery.

ONCE THE "BABY-FRIENDLY HOSPITAL " PROGRAM HAS BEEN FULLY IMPLEMENTED AT THE MONTFORT, NEWBORNS WILL BE SHARING A PRIVATE ROOM WITH THEIR MOTHERS. FURTHERMORE, SO THAT THEIR STAY AT THE HOSPITAL IS MORE LIKE LIFE AT HOME, MOTHERS WILL DECIDE WHEN TO EAT AND HAVE THEIR ROOMS CLEANED.

A multi-disciplinary team of nurses, general practitioners, gynecologists, pediatricians, midwives, social workers and anesthesiologists established in accordance with the highest standards is already in place to provide care.

All health-care agencies agree that breastfeeding is healthiest for babies, and numerous studies have shown its many advantages for the health of both mother and child.

Health-care professionals are duty-bound to inform future parents accordingly, and to provide services that promote breastfeeding. Once the Hospital meets all the criteria, it will obtain "Baby-Friendly" certification. To date, the Montfort has implemented seven of the ten steps. Efforts to meet two of the remaining three criteria are currently being made, and the last, which involves providing mothers with support after they leave the institution, is still to be developed.

More than 15,000 hospitals around the world have been granted "Baby-Friendly" status, but only one in Canada—the Brome-Missisquoi-Perkins Hospital in Cowansville, Quebec—has earned the designation (1999). The Montfort hopes to be the first in Ontario, and is making every effort to do so by the end of 2003.

Although breastfeeding is strongly recommended and women who choose to nurse are provided with all possible assistance, everyone who has a baby at the Hospital receives the same high-quality care and support, regardless of her choice.







THE COMMUNITY IMPACT OF THE MONTFORT VICTORY :

FROM NOW ON, WE DEAL ON EQUAL TERMS

BY MRS. GISÈLE LALONDE AND
MRS. MICHELLE DE COURVILLE NICOL
CO-APPLICANTS IN THE MONTFORT CASE



AFTER THE HEARINGS OF THE ONTARIO COURT OF APPEAL, AT OSGOODE HALL IN TORONTO: MR. GÉRALD R. SAVOIE, PRESIDENT & CEO OF MONTFORT, MRS. MICHELLE DE COURVILLE NICOL, PAST CHAIRPERSON OF THE BOARD OF TRUSTEES OF MONTFORT, MR. MARC COUSINEAU, CONSTITUTIONALIST LAWYER, MR. RONALD CAZA, MAIN LAWYER IN MONTFORT LEGAL TEAM, MRS. PASCALE GIGUÈRE, LAWYER AND MRS. GISÈLE LALONDE, PRESIDENT OF S.O.S. MONTFORT.

The months and years ahead will show to what extent the Montfort's resounding victory truly was the historic turning point that the Franco-Ontarian people were waiting for to mark the end of their journey towards total affirmation.

We have had other great victories over the last century, particularly in education. Remembering the battle that, in almost every case, preceded the establishment of our secondary schools, it is very clear that these battles tore the French-speaking community apart, and the victories they produced were historic, too.

Over the last hundred years, however, beginning of course with the battle against the infamous Regulation 17, our victories have come one step at a time, or one school at a time. We were the last province in Canada to get a system of education under our own control.

There is no question of diminishing the importance of these gains. Those who fought in those battles endured a more demanding and exhausting struggle, in many respects, than the battle for the Montfort, and the unanimous judgments won in two courts by the Montfort campaign were in fact based partly on the principles established in the legal wars over education – the Mahé judgment, in particular.

It was undoubtedly these battles, too, that laid the groundwork for the Montfort struggle. First, they helped keep the sacred flame alive in the hearts and minds of Franco-Ontarians. They taught us that it is worthwhile to make sacrifices in the defence of a just cause. More than that, they gave us generations of high-school graduates brought up in the Franco-Ontarian culture; these young people – many of them now adults – were instrumental in the battle to save the Montfort.

The Montfort case, and its impact on the public, was distinct in three ways. First, it was a truly national issue, mobilizing French-speaking Canadians across this land, with massive support from Quebec of a kind that had not been seen since the struggle over Regulation 17. Note too that we had the support of thousands of anglophones who had grasped the real impact of the Restructuring Commission's ill-considered decision.

Second, in the fight for the Montfort, the Franco-Ontarian community refused to back down or compromise. The slightest concession, the sweetest deal, would sooner or later have meant the end of the Montfort. In no sense could we afford to take a loss, and then rebuild on the ruins of our hospital.

Third, the Montfort cause grew not only into a real trial of strength between the Ontario government and the Franco-Ontarian community, but also into a struggle to defend our equality as francophones everywhere in Canada. It was the legal battle for the Montfort that compelled us to go back to the source, and identify the intent of the Fathers of Confederation with respect to the rights of francophone minorities. Historical research showed beyond all doubt that in this respect, Canada's founders did indeed mean that the two language groups should be equal, regardless of their numbers.



From now on, therefore, we must deal on equal terms with our governments and with the majority.

What we hope for most of all as a result of the struggle for the Montfort is that Franco-Ontarians will no longer see themselves as members of a minority, and act accordingly, but will rather see themselves as a founding people of this province and of this country.

If you behave, act and think as a member of a minority, you inevitably become an outsider.

It is time we put an end to the disinformation, the distortion of history and the tactics of intimidation that were used against francophones throughout the 20th century.

The Montfort campaign gave us the tools to defend ourselves and progress as never before. All we need now is the courage and commitment to use these tools, and change for ever our attitude towards our real place in Ontario and in Canada.



LISE MILOTTE

BY MR. MARC P. DESJARDINS
ASSISTANT TO THE PRESIDENT AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER AND VOLUNTEER DIRECTOR

On May 16, 2002, Lise Milotte chaired her last meeting of the Auxiliary Volunteers Association of Montfort Hospital.

The first thing I have to tell you is that Mrs Milotte does not countenance half-measures! She is always on top of things, ready to respond to the demands she places on herself.

SHE IS VERY DEMANDING OF HERSELF AND OF OTHERS, AND SHE EXPENDS WHATEVER ENERGIES ARE NEEDED TO ACHIEVE HER GOALS. GIVE HER SOMETHING TO AIM FOR, AND IF SHE DECIDES TO GO FOR IT, NOTHING WILL STOP HER. THE RESULT IS THAT THOSE AROUND HER HAVE TO MEET THE SAME CRITERIA.

You cannot imagine the intensity with which she has always defended the interests of the Association in its relations with the other bodies that deal with the auxiliaries and volunteers (the Board of Trustees, the Foundation and so on). She has made our cause her own and defended our interests right down to the smallest detail.

Thanks to her, we have done great things with ordinary resources and quite extraordinary people.

Thanks to her, we have doubled our revenues and met all our targets!

Thanks to her, the Association has met the Hospital's expectations.

- all of it, thanks to her.

In acknowledgment of Mrs Milotte's unfailing commitment, the Hospital Auxiliaries Association of Ontario plans to designate her a provincial Life Member on November 19, 2002 in Toronto.

The history of the Montfort Hospital Auxiliary Volunteers Association will remember you, and one of its biggest chapters will be devoted to an account of your accomplishments.

Congratulations and thank you, Mrs. Milotte!

AUXILIARIES / VOLUNTEERS: A RECORD YEAR

FISCAL 2001-2002 IS NOW OVER, LEAVING A MIXED BAG OF EMOTIONS, FRENZIED ACTIVITY AND NOSTALGIA IN ITS WAKE.

First, on the "emotional" front, I can't help but continue to celebrate our historic legal battle against the Ontario government—a battle that had its victims, but also its heroes. As a member of the Montfort Hospital's board of directors, I must acknowledge the incredible energy of the two applicants in the Hospital's case: Gisèle Lalonde and Michelle de Courville Nicol. Because of Ms. Lalonde's efforts, politicians and the media did not lose sight of our cause; Mrs. de Courville Nicol, outgoing Chair of the Board of Trustees, worked tirelessly to ensure that services continued to be developed at the Montfort, as well as being responsible for the financial and clinical aspects of our institution's day-to-day activities. At the same time, Mrs. de Courville Nicol capitalized on the energy of all our staff in making the Montfort a "five star" hospital.



Congratulations and many thanks to you both!

Nor can we forget the important role played by our Auxiliaries/Volunteers in this dramatic episode of the Montfort saga. This group not only participated actively in all public activities, but made a financial contribution to the "S.O.S. Montfort" campaign. Here, too, we truly distinguished ourselves, with a record year in terms of volunteer time invested: almost 82,000 hours. Congratulations and thanks to all our Auxiliaries/Volunteers.

SECOND, WHEN I TALK ABOUT "ACTIVITY", I'M REFERRING TO THE RESOUNDING SUCCESS OF OUR MONEY-MAKING ENDEAVOURS! THE BOUTIQUE IS GOING GREAT GUNS, WHILE THE SALE OF NEVADA TICKETS, SPECIAL ACTIVITIES SUCH AS THE BAZAAR, BAKE SALES, CRAFT SALES, AND SO ON WERE ALL VERY PROFITABLE. WE EVEN MANAGED TO CHANGE THE LOOK AND ORIENTATION OF THE CAFÉ RAPIDO, WHICH, I HOPE, WILL PUT US IN THE BLACK.

Again, many thanks to all Auxiliaries/Volunteers for their support.

Lastly, as outgoing Chair, "nostalgic" is how I feel when I look over the past nine years of loyal and sincere service to the board, knowing that I did everything in my power to enhance the image and vitality of our group.

I leave the association in an excellent position, and am convinced that our achievements will continue to make their mark over the years to come.

While I am leaving the position of Chair, I will be staying on as a member, and will continue to participate actively in all Hospital activities and planning, because the Montfort is my second home.

The Montfort is our home!

Lise Milotte
Chair









THE FOUNDATION'S MAJOR FUNDRAISING CAMPAIGN : INVESTING IN THE FUTURE OF OUR COMMUNITY, OUR CHILDREN AND OUR GRANDCHILDREN

BY PAUL CARRIÈRE
CHAIRPERSON OF THE MONTFORT HOSPITAL FOUNDATION

The success of the major fundraising campaign the Montfort Hospital Foundation has been feverishly preparing for two years, is vitally important to the future and growth of Montfort and the Franco-Ontarian community.

The unique community-based university hospital complex taking shape at Montfort Hospital will leave an incalculable legacy for future generations of Franco-Ontarians. Building on yesterday's promises, proud of today's achievements, and confident in the face of tomorrow's challenges, our community is working to build a Health Training and Research Centre of which its forebears would never have dared dream.

Montfort's new teaching and research initiatives are supported by three faculties of the University of Ottawa. These programs will enable the Franco-Ontarian community to achieve something all societies in the world strive for, namely, self-sufficiency. Ontario's francophone minority population, the largest in Canada, will finally have a health-care institution capable of providing its future physicians and health-care professionals training, in French, on a par with that available to the majority population.

Much work remains to be done to complete this wonderful project. We will always face some new challenge and whatever happens, we will always accept the heavy responsibility with the same enthusiasm as Montfort's early pioneers. What is at stake is much more than any obstacle that might stand before us. What is at stake is nothing less than the health and future of our community, our children and our children's children.

The goal of the major fundraising campaign of the Montfort Hospital Foundation is to give the Hospital the additional resources it needs not only to maintain its well-deserved gains, but to ensure their essential, ongoing development.

In order for Montfort Hospital to be able to continue to be a leader in Canada's francophone community, it must remain at the forefront of research, training and health and the delivery of medical and health care and services; it must rest on strong linguistic and community bases, and it must continue to rest on a firm financial foundation.

Our francophone population will need more, and better, health-care services in the future. The aging of our population will demand that Montfort extend its services well beyond what exists today.

It is this new vision of Montfort—built on research, teaching, clinical training and practice in health fields, in French—that the financial resources and volunteer efforts of the Foundation must support, through the four main thrusts of the current fundraising campaign.

Regional, provincial and national canvassing efforts will target businesses and financial institutions, professional associations, co-operative movements, foundations and philanthropic institutions, religious communities, volunteer and community organizations, social clubs, political circles, academic institutions, the media, and the members of the vast Montfort Hospital family (i.e., administrators, managers, employees, former patients and friends).

The Hospital's priorities include four main projects:

1. THE NATIONAL TRAINING AND RESEARCH INSTITUTE

In view of the accelerated development and the expansion of the training programs offered in French by the University of Ottawa at Montfort Hospital, there is an essential and pressing need to plan a more suitable and better funded academic and research infrastructure.

The students, professors and researchers who use the clinical setting at Montfort must have the best possible tools for carrying out their unique mandate in Canada's francophone community.

The aim of the major fundraising campaign is therefore to allow for additional investments to be made in:

2. THE PURCHASE AND UPGRADING OF SPECIALIZED EQUIPMENT, THE ADDITION OF NEW SERVICES AND MODERNIZATION OF THE HOSPITAL

Owing to the development and expansion of the medical and health-care programs offered by Montfort Hospital, there is an urgent need to purchase several types of equipment to support the delivery of the most advanced medical and health-care services and the Hospital's new mission of training and research in French.

The aim of the major fundraising campaign is to enable Montfort to make the following investments:

Purchase of a magnetic resonance imager (MRI)

Montfort must purchase and instal a magnetic resonance imager (MRI). This equipment is essential for delivering complete health care to the region's francophone community.

At present, Ontario francophones do not have access to a French-language MRI service. This service is all the more important in view of the fact that the Ottawa region is one of the least well served for MRI in the province. At present, the waiting time for an MRI scan is six months or more. With no French-language MRI service at Montfort, francophones are doubly disadvantaged, since it is already very difficult to arrange for an MRI scan with an English service.

PURCHASE OF NEW SPECIALIZED EQUIPMENT

To be able to hire a specialist in a discipline such as cardiology or orthopaedics requires, on average, the purchase of more than $400,000 in new equipment.

Montfort must be able to attract the best medical personnel available. To this end, and to ensure that these limited resources can provide Hospital clientele with the best professional treatment possible, Montfort must be able to equip them with the most modern, sophisticated and effective tools, and with increasingly specialized, top-quality clinical equipment.

MODERNIZATION OF THE HOSPITAL

The survival and growth of Montfort will be achieved only through objectives of health-care excellence and the maintenance and addition of top-quality health-care services and facilities. This calls for major financial investments to support the technical and physical resource requirements.

For example, modernization of the Hospital is inevitable in order to accommodate more outpatient clinics; expand the intensive care facility; refit the emergency department; expand and add new clinics in haematology, diabetes, urology, cardiology and orthopaedics; add diagnostic services to accommodate CT-Scan, ultrasound and mammography; and refit spaces needed to accommodate the additional beds in surgery, medicine, psychiatry, obstetrics, geriatric medicine and rehabilitation.

3. THE CENTRE OF EXCELLENCE FOR WOMEN

The establishment of a Women's Health Centre is a top priority for the Hospital. The Centre will have various components according to the various basic elements of its Program of Care and Services, including, initially: the Women's Health Centre, the Family Birth Clinic and the Mammography Clinic.

The Women's Health Centre will provide, as a priority, a whole range of basic health care and services in areas directly concerning women, including: family medicine, breast cancer, gynaecology and obstetrics, menopause, aging and geriatrics. The Centre will also provide all care and services related to sexuality, family planning, and perinatal, natal and neonatal care.

4. THE ENDOWMENT FUND

In the hospital community in the year 2000, it became unthinkable to operate a hospital effectively without the financial support of a solid, dynamic Foundation. In order to strengthen its underpinnings, the Montfort Hospital Foundation undertook, four years ago, to set up an endowment fund.

The purpose of this fund is to enable the Foundation:

- to purchase on occasion a variety of small, low-cost items for patients;
- to be able to offer research grants, fellowships and merit scholarships;
- to be able to support, promote and defend the best interests of Montfort within its community.

There you have the main thrusts of the major fundraising campaign around the theme: An investment for life!. This campaign will extend over five (5) years.

May I take this opportunity to thank all the members of our Board of Directors for their involvement and considerable devotion, and their dedication to this major campaign. I also wish to sincerely thank Mrs. Lise Millotte, Past Chairperson of the Auxiliary/Volunteer Association, for her years on our Board of Directors and her always significant contribution.



S & S BOLTON ELECTRIC GOLF TOURNAMENT FOR THE MONTFORT HOSPITAL FOUNDATION
FIRST ROW, FROM LEFT TO RIGHT : MR. GRAHAM CLARKE, MRS. CHANTAL DESCHÊNES, MRS. ROXANNE LEMAY, MRS. MIREILLE LEDUC, MRS. LORRAINE GAUTHIER, MR. JACQUES BLOUIN, DR. ANDRÉ GAUTHIER

TOP ROW FROM LEFT TO RIGHE : MR. ROBERT LEFEBVRE, MR. LIONEL BEAUCHAMP, MR. ROBERT SANSCARTIER, MR. MARCEL CHARRON, MR. PAUL CARRIÈRE, MR. GÉRALD SAVOIE

The permanent staff of the Foundation, with Mr. Jacques Blouin as Executive Director, Mireille, Chantal and Roxanne, have continued their excellent work. Without their support and that of numerous volunteers, our fundraising activities would certainly be less successful. Over the past year, golf, bingo, concerts and various other activities have been organized. In particular, the S & S Bolton Electric, golf tournament generated a profit of nearly $50,000 thanks to our generous sponsors, including Mr. Robert Sanscartier. This tournament, held in Rockland, has become one of the biggest in the region.

Thank you to all our sponsors, and to all our donors; with your help, the Foundation is able to fulfil its mission of helping our Hospital.

SUMMARY OF 2001-2002 AND WHAT LIES IN STORE AT MONTFORT

THE YEAR 2001-2002 AT THE MONTFORT WAS NATURALLY DOMINATED BY THE HISTORIC JUDGMENT OF THE COURT OF APPEAL OF ONTARIO, AND THE SUBSEQUENT DECISION BY THE GOVERNMENT OF ONTARION NOT TO APPEAL TO THE SUPREME COURT OF CANADA. THESE TWO EVENTS MARKED THE END OF THE GREATEST CRISIS THE HOSPITAL HAD EXPERIENCED SINCE IT WAS FOUNDED IN 1953.

HOWEVER, JUST AS THE MONTFORT'S PEOPLE DID THROUGHOUT THE FIVE-YEAR STRUGGLE FOR SURVIVAL, THE HOSPITAL HAS CONTINUED RESOLUTELY TO STRIVE FOR CONSTANT IMPROVEMENT OF THE CARE AND SERVICES IT PROVIDES.

THERE FOLLOWS A SUMMARY OF THE SALIENT EVENTS OF THE YEAR AT THE MONTFORT AND THE PROJECTS THAT HAVE BEEN COMPLETED, ARE IN PROGRESS, OR ARE PLANNED FOR THE NEAR FUTURE.



TWO VISITS BY THE MINISTER OF HEALTH AND LONG-TERM CARE

The Minister of Health and Long-Term Care of Ontario, the Honourable Tony Clement, visted the Montfort twice in 2001-2002, indicating a changed attitude towards us on the part of the provincial government. People will certainly recall his memorable visit in February 2002, when he called upon us to "turn the page" and announced that the government did not intend to appeal the Montfort judgment to the Supreme Court of Canada. Mr Clement was accompanied on that occasion by two Cabinet colleagues: the Minister of Francophone Affairs, the Honourable John Baird, and the Minister of Agriculture, the Honourable Brian Coburn. Mr Clement had already provided evidence of his new approach to the Montfort when he came in November 2001 to announce the official start of construction on our long-term care centre.

NEW CARE MODEL

In order to offer our clientele safe, quality care, the Montfort recently implemented a new care delivery model that allows each member of the care team to play their part fully and autonomously, in their area of responsibility or expertise. In hospitalese, our new modus operandi is called "modular care delivery". What it means is that new human resources are now assigned to functions that stress an individualized approach designed to increase the time each staff member spends at the patient's bedside.

A study at Harvard University in the United States concluded that this model resulted in a larger proportion of staff time specifically devoted to care delivery, to the great benefit of the patient.

10TH ANNIVERSARY OF THE SOUTH WING

This was a birthday, of course, that could easily have escaped public notice, but it is worth pointing out that ten years ago, the Montfort completed a 240,000 square foot expansion that cost $37 million – what we now refer to as the South Wing.

The South Wing is a prominent feature of the complex, constituting as it does the Hospital's façade, the architecture of which never fails to impress our visitors. The important thing to remember is that the construction of the South Wing was a key event in its impact on the future of the Montfort. Without it, the Franco-Ontarian community's own Hospital was fated to disappear or, at best, be converted into a chronic-care facility. This was a big project, and was masterminded by the man who was to become the new CEO in 1986: Gérald Savoie. It is fair to say, therefore, that Mr Savoie has helped save the Montfort time and again.

RENOVATIONS AND MODERNIZATION

Renovation and modernization work continues, concentrating on the part of the Hospital dating from 1953. At a total cost of $26 million, these renovations under the "Health and Safety" project will provide a higher level of comfort and safety to clients throughout the Hospital. The results of our modernization are already apparent on the third and fourth floors, and part of the ground floor, where diagnostic imaging services are located.

OUR "FIVE STARS"

The Montfort's people are intensely proud of their Hospital's "five star" rating, and rightly so, since it is due entirely to their performance. Ours is one of the few hospitals in Ontario that can make this claim.

How did it come by this above-average rating? Over the last two years, the Ontario Hospital Association has sponsored a survey by experts from the University of Toronto, covering every hospital in the province. They consulted the clientele of each institution, and stars were awarded according to the level of satisfaction expressed by clients in specific areas, to a maxiumu of five stars.

In the five main categories, the Montfort was judged outstanding.

4,000 PEOPLE CELEBRATE VICTORY

More than 4,000 Franco-Ontarians attended the S.O.S. Montfort Victory Rally on March 22, 2002, at La Cité collégiale. In addition to marking the end of the struggle, it also saluted the fifth anniversary of the Grand Rally of March 22, 1997, when more than 10,000 francophones packed the Civic Centre in Ottawa to come to the defence of their Hospital. From 4:30 in the afternoon until 10:00 pm, an enthusiastic crowd enjoyed entertainment by Franco-Ontarian performers including the "Deux saisons" group, violonist Daniel Pepin, author-composer-performer Lise Paiement, accompanied by Donal Poliquin, singer Manon Séguin, the duo of Martine Lafontaine and Brian St-Pierre, accompanied by the choir of Casselman High School, the Ouimets and the young ravers of FESFO. A surprise guest was the federal Minister of Intergovernmental Affairs, the Honourable Stéphane Dion, who addressed the crowd, as did Gisèle Lalonde, Michelle de Courville Nicol, Pierre Lefebvre, Gérald Savoie, Dr Gérard Colin, Past Chairman of the Medical Staff, and Marcel Pilon, representative of the Montfort's employees.

MAJOR CURRENT ISSUES

FUNDING

During his last visit, the Minister, Tony Clement, promised that Montfort Hospital would have all the resources needed to fulfil its unique mandate to serve the Franco-Ontarian community. We took him at his word, and Hospital management has accordingly begun discussions at the highest level with the Ministry of Health and Long-Term Care with a view to moving forward on the funding issue at long last. For a number of years, the Montfort has had the lowest level of government funding of any hospital in Ontario. Only 66% of our revenue comes from the Ministry, while the average government subsidy to all hospitals in Ontario is 92%. We are stressing the fact that the Montfort can no longer afford to wait and that what is really only catch-up funding will be in place by this summer. The Montfort is also asking for full acknowledgment by the Ministry of its broad academic mission, with funding to match.

DND

Negotiations are continuing with the Department of National Defence, which has chosen the Montfort as a partner and provider of health care services to Canada's military. This is a complex issue involving a number of questions, ranging from service requirements to the cost of new construction. The Montfort expects the issue to be resolved by this summer.

MRI PURCHASE

For a number of years, Montfort Hospital has been seeking Ministry approval for the acquisition of magnetic resonance imaging (MRI) equipment so as to provide service in French to Franco-Ontarian patients and better access to this diagnostic tool, for which there is currently a six-month wait in the Ottawa area. On our side, everything is ready. The Montfort is waiting only for the Ministry's signal to go ahead. The equipment we are planning to acquire is of the latest "open air" design, which will be good news for difficult-to-image patients, particularly the claustrophobic and the obese, for whom the traditional MRI tube creates serious problems. The equipment is also essential to our academic mission.

MENTAL HEALTH

The mental health sector, which celebrated its 25th anniversary last year, is one of the most progressive and efficient at the Montfort. Our mental health professionals are involved in a number of leading-edge projects, particularly in community care, whereby clients do not have to be institutionalized. The Montfort is also working on an expansion plan to enable it to fully meet its commitment to the francophone community. This involves new construction, and a substantial increase in the number of mental health beds.

RECRUITING DRIVES

Our aggressive efforts to recruit qualified staff have been more successful than ever this year. Last May, a cohort of almost 60 new graduate nurses from Ontario, New Brunswick and Quebec joined the Montfort team. The success of our recruitment campaigns refelects much credit on our human resources people, who have to cope with an acute and nationwide shortage of health professionals in Canada.

A number of new doctors have also chosen to practise at the Montfort, both in family medicine and in various specialities.

NUCLEAR MEDECINE

Over the last few years, the Montfort has been working on a project that will make nuclear medicine available to our clients. In their constant effort to offer the best possible service, members of the diagnostic imaging department are working hard to make this medically and clinically advanced service a reality.

50TH ANNIVERSARY

The year 2003 will mark the 50th Annivserary of Saint-Louis-Marie de Montfort Hospital. A series of activities to commemorate the founding of the Montfort by the Filles de la Sagesse and the Franco-Ontarian community will culminate in a Grand Festival on October 11, the official opening date of the Hospital.

The events of the last few years will make the anniversary even more poignant, bearing in mind that it came all too close to never happening. The Hospital will keep you informed of upcoming events, so that once again, we can have the pleasure of celebrating together.



OUR ACADEMIC MISSION : RESEARCH AND TRAINING THAT HELP PEOPLE

BY DR JOHN A. JOANISSE
VICE-PRESIDENT
ACADEMIC AFFAIRS MONTFORT HOSPITAL



The official opening on March 22, 2002 of the University of Ottawa's Centre national de formation en santé (CNFS), or national training centre for health professionals, at Montfort Hospital marked the dawn of a new era of limitless prospects for our institution and for the Franco-Ontarian community.

An academic mission on the scale of the Montfort's generates a dynamic in which all participants – doctors, patients, students, instructors, practitioners, researchers – work, learn and benefit simultaneously. The Hospital thus becomes more than a supplier of services: it is a place where services and care are improved daily through the application of research and new ways of doing things.

The real impact of the expansion and national scope of the Montfort's academic mission will be felt in the way the research and teaching done here contribute to the expansion, diversification and improvement of the care and services our clients receive.

Thus, it is not just a question of establishing a school of medicine, social sciences or health sciences within these walls, with no benefit to the Hospital or the community. On the contrary: the many students coming here from the University of Ottawa will make it necessary for Montfort to continue to develop and grow more than ever.

In medicine alone, the number of students getting their clinical training at the Montfort will rise to 40 a year. Since internships at Montfort cover the third and fourth years of medical school, there will actually be 80 students from the Faculty attending the Montfort at any one time, to say nothing of up to 12 doctors doing their residency in our family medicine residency program.

There is also to be a major expansion in our health sciences programs: nursing, physiotherapy, ergotherapy, speech-language pathology and audiology.

This phenomenal growth in the academic sector of the University of Ottawa at Montfort naturally demands a parallel increase in the number of teachers: more doctors, more nurses and more health professionals.

To recruit these teaching clinicians and give them a favourable environment to work in, the Hospital has to create services that will bring in a sufficient clientele. We must therefore expand our existing services, and add the ones we are eager to offer in response to the needs of the community we serve.

A LARGER CLIENTELE MEANS BETTER TRAINING AND BETTER RESEARCH

Similarly, the larger clientele generated by the greater abundance of services will further enhance the quality of our training programs, exposing our students to a greater number and variety of cases.

The minority population health research we do at Montfort will be able to draw on a critical mass of more than 200,000 francophones in the area served by our Hospital, and a half-million in Ontario. Furthermore, our links with other French-speaking minorities, and the hospitals and researchers that serve them across this country, will facilitate research based on the million francophones that live in minority situations in Canada.

This is applied research, the results of which will serve to improve services and care delivery so that they respond specifically to the real needs of the Franco-Ontarian community and other French-speaking communities in Canada.

Research tailor-made for our own people, our clientele.

Nevertheless, it will be just as valuable to our teachers, students and doctors, who will be able to apply the fruits of this research so as to improve, respectively, their teaching, their studies, and their practice of medicine.

THE IMPACT OF THE VICTORY IN THE COURTS

The day after the Ontario Minister of Health and Long-Term Care announced that the provincial government would not be appealing the Montfort case to the Supreme Court of Canada, it was possible to feel a change in attitude towards the Montfort and its academic sector.

Our regional health-care partners are more inclined to cooperate with an establishment whose future is now assured. Although the Montfort succeeded in setting up the CNFS in the midst of the crisis, the fact remains that the uncertainty overshadowing our institution made long-term commitments difficult.

We still have to obtain adequate funding from the province to support our academic mission.

At the official inauguration of the CNFS, the Rector of the University of Ottawa, Gilles Patry, announced that the University would support the Montfort's efforts to establish the National French-language Health Research and Training Institute of the University of Ottawa at Montfort Hospital.

Like Montfort, the CNFS will continue to grow and to provide care and services of the highest quality, as it trains the francophone doctors and health professionals of tomorrow.

A PROMISING YEAR FOR THE CNFS

BY RACHEL OUELLETTE
DIRECTOR OF OPERATIONS
CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN SANTÉ
UNIVERSITY OF OTTAWA

The last year has been rich in accomplishment for the team at the Centre national de formation en santé (CNFS), or national training centre for health professionals, of the University of Ottawa at Montfort Hospital.

The CNFS is an initiative funded by the Department of Canadian Heritage and designed to improve training in French in the various health disciplines in order to increase the number of professionals able to serve members of francophone minorities in Canada. The Centre is now a Canada-wide consortium of six university teaching institutions and health care partners, chief among which at the moment is Montfort Hospital.

Given its key historical role in the French-speaking community of Ontario and of Canada, Montfort is especially well placed to provide clinical training in health disciplines in French.

PROGRAMS

In the Centre's Phase I, all the programs offered in French by the faculties of Health Sciences and Medicine, and some programs in the Faculty of Social Sciences at the University of Ottawa have been regarded as components of the CNFS.

This includes 13 programs in all:

- Audiology (master's)
- Ergotherapy (baccalaureate)
- Gerontology (2nd concentration or certificate)
- Medicine
- Speech-Language Pathology (master's)
- Physiotherapy (baccalaureate)
- Clinical Psychology (doctorate)
- Human Kinetics (baccalaureate and master's)
- Nursing (baccalaureate, master's, nurse practitioner certificate)
- Social Work (master's)

STUDENTS

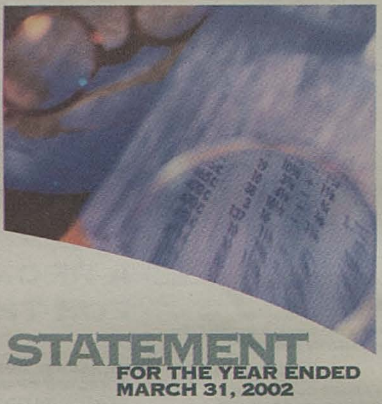
Between 1999 and 2001, a total of 75 students were admitted to the above programs. Results to date allow us to predict that with the 2002-2003 cohort, the objective of registering 90 new students will likely be exceeded, in just four academic years. Most of these students are enrolled in medicine or rehabilitation sciences (physiotherapy, ergotherapy, speech-language pathology and audiology), programs which are not available in French outside Quebec.



FOUR GRADUATES OF THE FAMILY MEDECINE PROGRAM, DR ÉRIC LANDRIAULT, DR ROBERT S. JOHNSTON, DR JEAN SÉGUIN, DRE LESLIE A. BAILLIU









ADMINISTRATIVE STRUCTURES OF THE MONTFORT PARTNERS 2001 2002

BOARD OF TRUSTEES

CHAIRPERSON : Mr. Pierre J.C. Lefebvre, VICE-CHAIRPERSON : Me Denis Pommainville, SECRETARY : Me Marie-Paule Scott, TREASURER : Mr Marcel-Guy Bélanger, PAST CHAIRPERSON : Ms. Michelle de Courville Nicol, PRESIDENT & EXECUTIVE OFFICER : Mr Gérald R. Savoie

ADMINISTRATORS

Dr. Harvey Barkun, Ms. Francine Bouchard, Mr. Denis Chartrand, Mr. Jean-Marc Dubé, Ms. Claudine Girault, Mr. Benoît Hubert*, Mr. Gaétan Lafrenière, Mr. Gilles Morin, Ms. Nicole Robert, Dr. Gilles V. Bourdeau, Dr. Gérard Collin,Dr. Thomas T. Dufour, Mr. Paul Carrière, Ms. Lise Milotte, Mr. Jean Pierre Pierre*, Mr. Gaston Patenaude, Sister Rita Denommée

MEDICAL ADVISORY COMMITTEE

CHAIRPERSON : Dr. Gilles V. Bourdeau, *Chief of Staff*, SECRETARY : Dr. Denis Lockman

ELECTIVE MEMBERS OF MEDICAL STAFF

CHAIRPERSON : Dr. Gérard Collin, VICE-CHAIRPERSON: Dr. Thomas T. Dufour, TREASURER : Dr. Jean-Pierre Laflèche, PAST CHAIRPERSON : Dre Julie I. Lockman

DEPARMENT CHIEFS

ANASTHESIA : Dr. Jean Blier, LABORATORY MEDICINE : Dr. Maureen T. Carlier, Dr. Richard A. Bonin par intérim, SURGERY : Dr. Benoît St-Jean, MEDECINE : Dr. Brendan P. Quinn, FAMILY MEDICINE : Dr. Julie I. Lockman, OBSTETRICS AND GYNAEOCOLOGY : Dr. Gilles V. Bourdeau par intérim, OPHTHALMOLOGY : Dr. Peter W. Harding, ORTHOPAEDIC : Dr. Ramesh C. Chauhan, DIRECTOR OF RESIDENCY PROGRAM - DEPARTMENT OF FAMILY MEDICINE : Dr. Lyne M.A.I. Pitre, MENTAL HEALTH PROGRAM : Dr. Marc L. Mauguin, DIAGNOSTIC IMAGING : Dr. Gérard Collin, EMERGENTOLOGY : Dr. Louise McNaughton-Filion, COORDINATOR - FAMILY MEDICINE UNIT : Dr. Jean A. Roy*, Dr. Lyne M.A.I. Pitre

MONTFORT HOSPITAL FOUNDATION

CHAIRPERSON : Mr. Paul Carrière, VICE-CHAIRPERSON : Mr. Gérard Lefebvre, TREASURER : Mr. Denis Laframboise, SECRETARY : Mr. Jacques Côté, PAST CHAIRPERSON : Mr. Clément Cadieux

ADMINISTRATORS

Mr. Jacques Blouin, Mr. Bernard Boulerice, Mr. Albert Bourdeau, Mr. Daniel Cadieux, Mr. Lucien Côté, Ms. Diane Desaulniers, Ms. Diane Doré, Me Raymond Gouin, Mr. Montcalm Houle, Ms. Gisèle Lalonde, Ms. Marie Lapointe, Mgr. Gilles Lavergne, Mr. Jacques Legendre*, Mr. Aimé A. Lepage, Mr. Guy Levert, Ms. Micheline Marquis, Mr. Dominique Martel, Mme Lise Milotte, Mme Georgette Patenaude, Mr. Gérald R. Savoie, Mr. Matthew Semple, Mr. Pierre Xatruch

THE AUXILIARY - VOLUNTEER ASSOCIATION

CHAIRPERSON : Ms. Lise Milotte, VICE-CHAIPERSONS : Ms. Estelle Daigle and Ms. Denyse Brisson TREASURER : Mr. Gilles Denis, SECRETARY: vacant position, DEPARTMENT HEAD AND ASSISTANT TO THE PRESIDENT AND CHIEF EXECUTIVE OFFICIER : Mr. Marc P. Desjardins

ADMINISTRATORS

Ms. Angeline Fortier, Ms.Pauline Montpetit, Ms. Hélène Rochon, Ms. Jeanne D'Arc Legault, Sister Gisèle Lambert, Sister Marguerite Pipemo, Ms. Claire Johnston, Ms. Huguette Gatien

** Left during current mandate*

STATEMENT

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2002

	2002	2001
CURRENT ASSETS		
ACCOUNTS RECEIVABLE FROM SERVICES TO PATIENTS	2 598 779	$ 4 292 620
OTHER ACCOUNTS RECEIVABLE	1 272 017	3 177 287
INVENTORIES	667 958	731 505
PREPAID EXPENSES	306 147	285 866
	4 844 901	8 487 278
CAPITAL ASSSETS	32 524 820	24 839 707
TOTAL ASSETS	37 369 721	$ 33 326 985
CURRENT LIABILITIES		
BANK INDEBTEDNESS	4 107 776	$ 4 141 671
ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED CHARGES	10 146 971	6 655 598
CURRENT PORTION OF LONG-TERM DEBT DUE WITHIN ONE YEAR	313 999	305 725
	14 568 746	11 102 994
ACCRUED BENEFIT OBLIGATION	83 300	130 900
LONG-TERM DEBT	762 500	1 063 999
DEFERRED CONTRIBUTIONS RELATED TO CAPITAL ASSETS	23 086 934	19 232 234
	38 501 480	31 530 127
NET ASSETS		
NET ASSETS INVESTED IN CAPITAL ASSETS	8 361 387	4 237 749
ACCUMULATED DEFICIT	(9 493 146)	(2 440 891)
	(1 131 759)	1 796 858
TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS	37 369 721	$ 33 326 985

COMPLETE FINANCIAL STATEMENTS, VERIFIED ON MAY 15, 2002 BY MARCIL LAVALLÉE, LOYER, AND PARTNERS CHARTERED ACCOUNTANTS, ARE AVAILABLE UPON REQUEST AT THE FOLLOWING PHONE NUMBER : (613) 746-4621 EXT.: 2300 OR AT THE FOLLOWING ADDRESS : GENERAL ADMINISTRATION, MONTFORT HOSPITAL, 713 MONTREAL ROAD, OTTAWA, ONTARIO, K1K OT2

ONTARIO PUBLIC SECTOR SALARY DISCLOSURE ACT, 1996

AS REQUESTED BY THE ACT, PUBLIC ORGANISATIONS MUST DISCLOSE ANNUALLY BEFORE MARCH 31, INFORMATION PERTAINING TO MEMBERS OF THE HOSPITAL'S PERSONNEL WHO HAVE EARNED MORE THAN $100,000 IN THE YEAR. FOR THE HOSPITAL, THIS APPLIES TO MR. GÉRALD R. SAVOIE, PRESIDENT AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER WHO HAS EARNED $229 283 PLUS TAXABLE BENEFITS OF $ 1 908, TO DR. MAUREEN CARLIER, PATHOLOGIST, WHO HAS EARNED $136 227 PLUS TAXABLE BENEFITS OF $819, TO DR. JOHN JOANISSE, VICE-PRESIDENT, ACADEMIC AFFAIRS, WHO HAS EARNED $131 890 PLUS TAXABLE BENEFITS OF $ 1543, TO MR. P. MARC JOYAL, EXECUTIVE VICE-PRESIDENT AND VICE-PRESIDENT, BUSINESS ADMINISTRATION AND FINANCE, WHO HAS EARNED $125 873 PLUS TAXABLE BENEFITS OF $4 384 AND TO MS. DIANE PLANTE, VICE-PRESIDENT, CLINICAL SERVICES WHO HAS EARNED $110 729 PLUS TAXABLE BENEFITS OF $1 296.

STATISTICS

ACTIVITIES PROFILE

	MARCH 31 2002	MARCH 31 2001
AVERAGE BED IN OPERATION	145	162
ADMISSIONS	6 848	7 249
BIRTHS	1 184	1 118
PATIENT DAYS	52 163	58 596
SURGICAL PROCEDURES AND INTERVENTIONS	11 855	10 684
VISITS - EMERGENCY CARE	32 097	30 563
VISITS - DAY CARE	15 530	14 432
VISITS - OUTPATIENT CLINICS	46 038	46 225
VISITS - DIAGNOSTICS AND THERAPEUTICS SERVICES AND OTHER	94 479	85 302
NUMBER OF EMPLOYEES FULL TIME EQUIVALENT	556	535

STATEMENT OF OPERATIONS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2002

	2002 BUDGET (UNAUDITED)	2002 ACTUAL	2001 ACTUAL
REVENUE			
ONTARIO MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE CONTRIBUTIONS	36 477 795	37 404 790	$ 37 099 311
ONTARIO HEALTH INSURANCE PLAN	2 573 914	2 646 161	2 446 609
OTHER PROVINCES HEALTH INSURANCE PLANS	2 745 836	3 026 584	3 031 063
OTHER PLANS	851 917	1 261 007	926 523
ROOM DIFFERENTIAL	1 970 001	2 076 486	2 118 699
PATIENT'S CO-PAYMENT	109 483	131 248	145 856
AMBULANCE	137 171	145 416	138 279
GOODS AND SERVICES	646 370	899 031	577 305
OTHER REVENUE	742 605	1 086 016	1 253 192
OTHER VOTES	3 209 053	2 480 018	1 794 145
TOTAL REVENUE	49 464 145	51 156 755	49 530 982
EXPENSES			
SALARIES AND WAGES	27 443 473	27 221 006	25 456 862
EMPLOYEE BENEFITS	6 031 427	6 253 194	5 838 490
MEDICAL STAFF REMUNERATION	2 468 456	2 814 995	2 328 370
SUPPLIES AND OTHER EXPENSES	8 438 284	8 528 892	8 236 937
RENTAL OF EQUIPMENT AND SPACE	932 114	789 693	893 692
MEDICAL AND SURGICAL SUPPLIES	2 509 791	2 767 274	2 439 943
DRUGS	1 265 446	1 386 875	1 339 755
INTEREST	879 380	176 390	120 239
BAD DEBTS	120 000	91 275	131 289
AMORTIZATION — EQUIPMENT AND ASSETS UNDER CAPITAL LEASE	1 515 327	988 770	716 575
OTHER VOTES — RELATED EXPENSES	3 209 053	2 480 018	1 794 145
TOTAL EXPENSES	54 812 751	53 507 276	49 296 297
EXCESS OF (EXPENSES OVER REVENUE) REVENUE OVER EXPENSES BEFORE THE FOLLOWING :	(5 348 606)	(2 350 521)	234 685
AMORTIZATION OF SUBSIDIZED BUILDINGS AND EQUIPMENT - NET	(331 026)	(578 096)	(308 527)
EXCESS OF EXPENSES OVER REVENUE	(5 679 632)	(2 928 617)	$ (73 842)





GÉRALD SAVOIE BEFORE THE ROMANOW COMMISSION: THE CONSTITUTIONAL IMPACT OF THE MONTFORT JUDGMENT

ON MAY 28 OF THIS YEAR, MONTFORT HOSPITAL CEO, MR. GÉRALD SAVOIE, APPEARED BEFORE THE FEDERAL COMMISSION ON THE FUTURE OF HEALTH CARE IN CANADA, CHAIRED BY FORMER SASKATCHEWAN PREMIER ROY ROMANOW.

THE POWERFUL MESSAGE DELIVERED BY MR. SAVOIE WHICH DEALT WITH THE IMPACT OF THE MONTFORT JUDGMENT ON THE CONSTITUTIONAL RESPONSABILITIES OF ALL GOVERNMENTS AND OF ALL THEIR AUTHORITIES IMPRESSED THE COMMISSION. MONTFORT'S CEO CONCLUDED HIS ADDRESS BY ASKING THE COMMISSION TO CONSIDER THE ADDITION OF A SIXTH PRINCIPLE TO THE CANADA HEALTH ACT, ENSURING ACCESS TO HEALTH SERVICES IN THEIR LANGUAGE TO THE LINGUISTIC MINORITIES.

CHAIRMAN ROMANOW TOLD REPORTERS LATER THAT LINGUISTIC MINORITIES WOULD ASSUREDLY BE DEALTH WITH IN HIS COMMISSION'S FINAL REPORT.

HERE ARE SOME KEY EXCERPTS OF MR. GÉRALD SAVOIE'S PRESENTATION:

"...The powerful symbol Montfort has become for all Francophones in this country during this five-year struggle to survive, exceeds the health care field. In fact, it goes to the very heart of our vision of Canada, of our history, our national values and, without a doubt, of our Constitution."

Once again, the minority Francophones, in Ontario and in all of Canada found themselves at decisive crossroads in their history, face to face with their own extinction.

"...The stakes were much higher than the simple survival of Montfort, Mr. Chairman. We could not afford to lose this fight. Our own survival as Francophones, as a founding people of this country, was at stake."

"...Faced with the intransigence of the Restructuring Commission, we had no other choice but to put our fate in the hands of the Courts... In two successive judgments, from the Divisional Court and the Court of Appeal of Ontario, six judges unanimously ruled that the Constitution of 1867 that gave birth to Canada prevented a provincial government from sidestepping one of our fundamental values, the respect and the protection of minority rights."

"The historic Montfort judgment now hovers over all policies, all initiatives, all decisions taken by governments in this country, as much as over their ministries and Commissions."

"...Mr. Chairman, let me quote an excerpt from the speech you delivered in Oxford, England, in November 2001:"

" IN MY VIEW, VISION AND VALUES GO TOGETHER. IT IS CLEAR THAT, AS A COUNTRY, CANADA WILL NOT MAKE ANY PROGRESS IN THE REFORM OF ITS HEALTH CARE SYSTEM UNLESS THE NEW DIRECTIONS THAT ARE PROPOSED REFLECT THE VALUES SHARED BY ALL CANADIANS (OUR TRANSLATION FROM FRENCH TEXT)"

"...If Montfort managed to resist and to obtain justice in the end, it is undoubtedly because all our actions, all our words, all our determination to accept nothing less than the vital minimum, were based on a value that is fundamental to all Canadians: the respect and the protection of minority rights."

And what two Courts of justice concluded is that, not only did the Constitution of 1867 uphold this principle, but that it carried powerful constitutional responsibilities toward the minority for all governments in the country.

It is important to stress the fact that this linguistic duality was not conceived yesterday. This duality was one of the major concerns of the founders of Canada.

The Ontario Court of Appeal states in the Montfort judgment:

"THE PROTECTIONS ACCORDED LINGUISTIC AND RELIGIOUS MINORITIES ARE AN ESSENTIAL FEATURE OF THE ORIGINAL 1867 CONSTITUTION WITHOUT WHICH CONFEDERATION WOULD NOT HAVE OCCURRED. (OUR UNDERLINE)"

The Court also quotes a 1932 Reference by Lord Sankey, L.C.:

"...IT IS IMPORTANT TO KEEP IN MIND THAT THE PRESERVATION OF THE RIGHTS OF MINORITIES WAS A CONDITION ON WHICH SUCH MINORITIES ENTERED INTO THE FEDERATION, AND THE FOUNDATION UPON WHICH THE WHOLE STRUCTURE WAS SUBSEQUENTLY ERECTED. (OUR UNDERLINE)"

And the Court of Appeal adds categorically:

"THE PROTECTION OF LINGUISTIC MINORITIES IS ESSENTIAL TO OUR COUNTRY."

...Sadly, of course, we only have to glance at the history of Canada to realize that far from being faithful to the promise of the Fathers of Confederation, our governments have had no qualms about stamping on our rights and wreaking havoc within our institutions.

However it is the Montfort case that sets the precedent to the effect that this constitutional principle applied concretely and legally to all government decisions impacting on the survival and the well-being of the francophone minority.

In its judgment the Court of Appeal states:

"FUNDAMENTAL CONSTITUTIONAL VALUES HAVE NORMATIVE LEGAL FORCE. EVEN IF THE TEXT OF THE CONSTITUTION FALLS SHORT OF CREATING A SPECIFIC CONSTITUTIONALLY ENFORCEABLE RIGHT, THE VALUES OF THE CONSTITUTION MUST BE CONSIDERED IN ASSESSING THE VALIDITY OR LEGALITY OF ACTIONS TAKEN BY GOVERNMENT. (OUR UNDERLINE)"

One of the main reasons explaining this harmful pattern of behaviour on the part of our governments, is that for decades provincial governments -including Ontario- have handed us the supreme insult of identifying Francophones callously, not to say with contempt, as an interest group. Let it be known once and for all, for all levels of governments in this country: Canadian Francophones are not, never have been and, as long as Canada exists, never will be an interest group. To say they are, means that Canadian Anglophones are also an interest group. We are Canadians born of one of the founding peoples, we are proud to be Canadians.

Take the example of the Chair of the Ontario Health Services Restructuring Commission, Dr. Duncan Sinclair, who in a letter to Montfort stated officially that his Commission had not considered the larger role played by Montfort as key institution for the preservation of the language and the culture of Franco Ontarians, nor that a francophone milieu was essential to achieve this. Dr. Sinclair wrote:

"Debate of this belief is not within the purview of the Health Services Restructuring Commission."

The Court of Appeal of Ontario quoted this letter three times in the Montfort judgment. And the three judges concluded.

"THE COMMISSION WAS REQUIRED BY STATUTE TO EXERCISE ITS POWERS WITH RESPECT TO MONTFORT IN ACCORDANCE WITH THE PUBLIC INTEREST. IN DETERMINING THE PUBLIC INTEREST, THE COMMISSION WAS REQUIRED TO HAVE REGARD TO THE FUNDAMENTAL CONSTITUTIONAL PRINCIPLE RESPECT FOR AND PROTECTION OF MINORITIES. (OUR UNDERLINE IN ITALICS BY THE COURT)"

What I am trying to convey to you, Mr. Chairman, on the strength of the Montfort judgment, is that the respect of minority rights is really up to you. That it is not a mere question of translation, or of offering services in French once the majority's case has been settled. Like the Restructuring Commission that wanted to send us to a bilingual hospital.

In fact, it is not only a matter of language. It says that you, as all leaders of all our governments, always have to consider the needs and the rights of the minority, because these constitutional rights permeate the entire text of the Constitution that created our country.

...We are talking about the life of an entire culture, of a people. To reduce it to a mere question of language, is to deny the existence of this culture and of the rights of one of Canada's founding peoples.

...In the wake of the Montfort case, that confirmed the francophone minorities right to equality, le Commission on the future of health care in Canada must accept this responsibility and send a clear message to all Canadians who share the values of linguistic duality.

Montfort hopes that the Commission will not only include Francophone issues in its deliberations and conclusions, but that it will recommend specific measures aimed at francophone minoritie's needs and rights. To forget them would perpetuate the mistakes of history.

...I also urge the Commission to seriously consider adding a sixth principle to the Canada Health Act, ensuring access to health care in their language for francophone minorities. In our view, that principle is constitutionally required.